

REVUE HISTORIQUE

81^e ANNÉE — TOME CCXVIII — 1957

H

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

81^e ANNÉE — TOME CCXVIII

1957



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1957

REVUE HISTORIQUE

TOUS DROITS RÉSERVÉS

I
ma
pos
de
l'in
gic
du
en
pat
tio
att
d'A
l'er
sar
cia
cor
le

t
Ak
sur
En
Les
se
du
ges
der
me
ou
du
not
et

LES CLIENTÈLES TRIOMPHALES DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

A PROPOS D'UN ASPECT DU « PRINCIPAT » D'AUGUSTE

Depuis le magistral travail d'Anton von Premerstein, dont H. Volkmann assura la publication posthume (1937)¹, il n'est plus guère possible aux historiens du « principat » romain, soit qu'ils traitent de sa structure juridique, du rapport, par exemple, de l'*auctoritas* avec l'*imperium* ou les *potestates*, soit qu'ils analysent ses aspects idéologiques ou franchement religieux, d'ignorer l'importance essentielle du phénomène de regroupement social sur lequel se construisirent, en fait, les pouvoirs d'Auguste. « Soziologische Grundlage des Prinzipats » ? Oui, en effet, si l'on admet avec l'auteur — et sa démonstration est difficile à réfuter — que, à travers tous titres, insignes ou attributions légales, l'autorité exceptionnelle et de plus en plus absolue d'Auguste comme premier « princeps » s'est fondée, avant tout, sur l'espoir positif que mettaient en son activité protectrice et bienfaisante des clientèles sociales, civiles et militaires, italiennes et provinciales, de plus en plus élargies, et sur les devoirs qu'il ressentait en conséquence, et qu'a fini par résumer et consacrer, en 2 av. J.-C., le titre de « Père de la Patrie » : *pater patriae*.

1. *Vom Werden und Wesen des Prinzipats*, 15^e cahier des *Abhandlungen der Bayerischen Akademie der Wissenschaft.*, N. F. Pour l'état le plus récent des recherches et des doctrines sur le principat romain, voir le gros article de L. WICKERT, s. v. *Princeps*, dans la *Real-Enc.* de PAULY-WISSOWA, t. XXII, 2, particulièrement col. 2059 sq. (volume sorti en 1954). Les idées défendues par M. André PIGANIOL dans le *Journal des Savants* de 1937, p. 162 sq., se distinguent sur plusieurs points de celles de Premerstein, notamment sur la signification du vocabulaire ; l'auteur verrait dans le titre de *princeps*, dans la version bilingue des *Res gestae*, l'équivalent du grec ἡγεμὼν, et lui rattacherait un exceptionnel pouvoir de commandement militaire. Sur le plan où nous engageons cette étude, elles nous paraissent suffisamment d'accord avec celles de Premerstein quant à l'importance du phénomène de création ou de groupement de « clientèles ». Cf. J. BÉRANGER, *Recherches sur l'aspect idéologique du principat*, 1953 (dans la collection des « Schweiz. Beiträge zur Altertumswissenschaft »), notamment p. 44.

2. C'est le titre significatif du 2^e chapitre, venant après la *Philosophische Grundlage*, et avant la *Staatsrechtliche*, qui traite du point de vue du droit public proprement dit.

Phénomène capital de constitution ou de ralliement des clientèles, phénomène de « *Gefolgschaft* » : des soldats, liés à lui par le *sacramentum*, aux provinciaux les plus éloignés, dévoués à sa personne en vertu d'un *iusiurandum* formel, ces liens de dépendance à l'égard d'Octave-Auguste se sont de telle sorte étendus et multipliés en quelques dizaines d'années à travers l'Empire qu'on voit mal ce que pouvait garder d'efficacité le patronat du type traditionnel — sportule contre suffrage — que les nobles, à la fin de la République, exerçaient encore sur une partie de la plèbe urbaine, à plus forte raison sur leurs affranchis, ou celui que les grands conquérants, ou leurs descendants, appliquaient aux populations indigènes des provinces récemment conquises ! L'on voit bien, à quelques épisodes du début de l'Empire, qu'aucun de ces patronats n'a été aboli — le patronat des collectivités municipales ira même se développant, sans jamais nuire au prestige impérial — mais l'on voit mieux encore comment et pourquoi, de minorité agissante à l'époque triumvirale (*Caesariani* de l'armée et groupe d'amis et d'obligés), puis d'ample majorité en Italie et en Occident à la veille d'Actium, les clientèles impériales finirent, après cette bataille, par atteindre pratiquement l'universalité.

Précisément, l'on doit à Premierstein encore, après beaucoup de contributions déjà utiles de ses devanciers dans ce sens, les preuves définitives de l'importance qu'eut, pour fonder le « principat » proprement dit d'Auguste, le serment par lequel les Italiens, municipale par municipale, puis les provinciaux d'Occident, s'engagèrent envers sa personne et le désignèrent — ou, pour mieux dire, le revendiquèrent — comme *dux belli*, à la veille de la campagne décisive contre Cléopâtre et Antoine. Qu'Octave, qui venait d'épouser, quelques années plus tôt, une *Livia*, se soit trouvé hériter, en la circonstance, d'une pratique italienne d'engagement collectif, dont Livius Drusus avait été le tragique bénéficiaire à la veille de la guerre sociale, c'est aussi un parallèle qui vaut complément d'explication. Comme ce solennel serment était provoqué par l'imminence d'un conflit guerrier et valait pour sa durée, on conçoit que sa nature originale et les probables sanctions religieuses qui le garantissaient¹ aient donné le modèle,

1. Une série de divinités, auxquelles sont adjoints les Pénates, semble-t-il, et peut-être Romulus en tant que héros-fondateur, sont mentionnés dans le texte du serment sur le nom de Livius Drusus, tel qu'il est conservé en grec par DIODORE, XXXVII, 11. Un schéma semblable est impliqué dans la forme religieuse insistante que les auteurs augustéens (Virgile et Propertius surtout) ont donnée au récit du « miracle » victorieux d'Actium, considérant comme présents les *dii Itali* et surtout Apollon. Il n'est pas exclu que ce dieu ait été invoqué essentiellement pour garantir le serment ; voir notre *Apollon romain*, p. 503-504.

pour passer du type déjà connu du *sacramentum* personnel des soldats, sur le nom de leur chef, à l'engagement par *devotio*, personnelle et familiale, qui définira bientôt la dépendance des simples sujets provinciaux à l'égard de l'empereur.

Depuis lors, pour ne pas parler d'études de détail, presque toujours convergentes, les analyses minutieuses de M. Andreas Alföldi sur les antécédents de la symbolique impériale figurée (« kaiserliche Bildsymbolik »)¹, ont encore contribué à éclaircir plusieurs aspects du processus historique et de ses expressions idéologiques et phraséologiques, notamment celui-ci, sur lequel nous avons longtemps réfléchi nous-même² : Auguste, ainsi nommé, le 16 janvier 27 av. J.-C., après qu'on eut pensé à l'appeler directement Romulus, et de toute façon désigné, par ce titre, comme le nouveau fondateur — *conditor* — sous les auspices privilégiés duquel Rome, libérée de ses péchés et de ses craintes superstitieuses, allait recommencer — ou achever — ses destins, Auguste n'est devenu *pater patriae*, vingt-cinq ans après, sur la sollicitation unanime du Sénat, de l'ordre équestre et du peuple romain, que pour que fût consacré le rôle, qu'il avait déjà, de conservateur, voire de « sauveur » (*conservator, servator*) de la vie et de la liberté de tous les citoyens romains : *ob cives servatos*. Et de 27 à 2 av. J. C., en effet, légendes monétaires et figurations de modestes monuments, comme les « autels des Lares », développent en ce sens, avec une régulière insistance, ce qu'avait déjà indiqué, pour la première fois, avec la collation même du nom d'*Augustus*, l'honneur de la couronne de chêne, la *corona civica*, fixée au-dessus de la porte de la maison palatine³.

Là, justement, est le point duquel je voudrais repartir, pour tenter d'ajouter quelques preuves à celles de ces devanciers, en marquant plus nettement, s'il est possible, dès les derniers siècles de la République, et dans des épisodes sociaux comme dans l'évolution des

1. Série d'articles publiés dans le *Museum Helveticum*, de 1950 à 1954 ; nous nous servons surtout, dans la présente étude, du chapitre sur le titre de *parens patriae*, t. IX (1952), p. 204-241, t. X (1953), p. 101-124, et t. XI (1954), p. 133-139.

2. Voir notre essai de mise au point, *De César à Auguste ; Où en est le problème des origines du Principat*, publié dans cette revue, t. CLXXVII, 1936.

3. D'après les *Res gestae divi Augusti*, ch. 34, 2, confirmées archéologiquement de façon frappante par un des bas-reliefs de la Base de Sorrente (cf. G. E. Rizzo, *La Base di Augusto*, p. 78 sq.). Rappelons que ce relief représente l'entrée de la maison palatine d'Auguste, avec les personnages divins de Mars et de Vénus Genetrix (celle-ci disparue) à gauche et à droite ; au-dessous de la nette *corona civica*, qui est suspendue au milieu du linteau, est assis un personnage allégorique, *Genius Augusti* ou, à la rigueur, génie du *divus Iulius* (cf. notre *Apollon romain*, p. 561 sq.).

formules, les étapes par lesquelles se prépara cette concentration d'attributs ; M. Alföldi, à travers ses récentes enquêtes, a rappelé lui-même que, lorsque apparaît, sur une monnaie d'environ 18-17 av. J.-C., la légende caractéristique PARENTI . CONS(ervatori) . SVO, elle accompagne une représentation très nette des ornements triomphaux¹. Il s'est servi aussi de la courte définition de Dion Cassius, devise capitale, presque égarée en un récit enchevêtré, d'après laquelle les emblèmes honorifiques décrétés en janvier 27 (lauriers et couronne de chêne surtout), avaient été offerts à Auguste « comme à celui qui perpétuellement vainquait les ennemis et sauvait les citoyens » : *ὡς καὶ ἀεὶ τοὺς πολεμίους νικῶντι καὶ τοὺς πολίτας σῶζοντι*². Il a essayé, enfin, de montrer, en des pages denses de témoignages anciens, comment, dans la République romaine des deux derniers siècles, il y avait déjà glissement perceptible, de la décoration de la *corona civica* et de sa signification primitive à l'honneur élargi du *servator civium*, du patronat spécial, conquis par un général sur le groupe de soldats qu'il avait tirés d'un mauvais pas, à la paternité éminente du *princeps* sur les collectivités qu'il était censé avoir redimées. Le glissement a, me semble-t-il, un double sens, et presque dans le même temps : tandis que des hommes politiques comme Cicéron, de vocation avant tout civile, essaient, avec une ostentation trop vaniteuse certes et parfois bien imprudente, de reprendre aux hommes de guerre les titres et insignes de « sauveur », d'ordinaire gagnés sur les champs de bataille et contre l'ennemi extérieur — Cicéron n'a-t-il pas assimilé, avec trop d'insistance, à un acte de « fondation » de cité le service qu'il pensait avoir rendu à Rome en la libérant des Catiliniens ? — l'on assiste, inversement, à un mouve-

1. Cf. MATTINGLY, *The Coins of the Roman Empire in the British Museum*, I, p. 69, n° 397 ; voir déjà ALFÖLDI, dans les *Röm. Mitteil.*, t. XLIX, 1934, p. 94 ; sceptre, vêtement triomphal, quadriges ; M. Alföldi a rapproché le passage de la *Chronique* de Cassiodore pour l'an 19 av. J.-C. : « Caesari ex provinciis redeunti currus cum corona aurea decretus est, quo ascendere noluit. »

2. DION CASSIUS, LIII, 16, 4. On rapprochera la formule classique

hostibus devictis, civibus servatis

qui se perpétue jusqu'au début de l'Empire, et qui exprime le plein accomplissement des conditions d'un juste triomphe ; cf. le passage de VALÈRE-MAXIME, V, 2, 4, à propos de Flamininus : « geminatum... decus imperatoris, a quo simul et devicti hostes et conservati cives spectaculum patriae praeberunt » (l'épisode est étudié ci-dessous). Voir, sur ce formulaire aux sobres groupements asyndétiques et symétriques, les remarques de FRAENKEL, *Plautinisches im Plautus*, p. 236, à propos de parodies sur lesquelles nous allons revenir, et nos propres réflexions, dans la *Revue des Études latines* de 1939, sur Le genre littéraire des « res gestae » triomphales.

ment par lequel les grands *imperatores*, au retour de leurs expéditions victorieuses, et généralement à l'occasion de leur triomphe, cherchent à se constituer parmi les civils, en tout cas dans des catégories autres que celles de leurs vétérans, des clientèles strictement personnelles et capables de quelque action politique.

Il n'est pas difficile de reconnaître, à première vue, qu'Auguste a joué à la fois de ces deux mouvements : devant les populations civiles et le corps des citoyens romains, rétabli par lui en sa fierté et ses privilèges, il a transposé en attributs de « père » et de « sauveur » (ou « conservateur ») le rôle qu'en fait ses légions lui avaient assuré ; inversement, sur le plan militaire, il a tempéré la netteté alarmante de ses attributs d'*imperator* (en grec *ἀποκατάτωρ* exprime presque davantage) par cette « paternité », quasi religieuse, exercée sur toutes les populations. De toute manière, tous ses pouvoirs dérivaien, avant tout, pour lui et pour ses contemporains, du service qu'il avait rendu en gagnant la campagne dite d'Actium ; et, elle-même dérivée de ses triomphes d'août 29 et leur survivant, une puissance surnaturelle et omni-présente, sa *Victoria*, garantissait aux yeux de tous ce rôle de *parens* et de *conservator*. La logique iconographique l'a dit mieux que les textes : elle a mis, de plus en plus, entre les mains de cette Victoire, soit la couronne de chêne, décrétée en janvier 27, soit le *clipeus virtutis*, dédié dans le Sénat, et ces deux symboles ont tendu à ne former qu'un même bouclier enguirlandé, de valeur talismanique.

Revenant au plan « sociologique », que les analyses de M. Alföldi n'atteignent pas toujours, qu'il me soit permis d'insister surtout sur la genèse et la morphologie du mouvement. Nous avons affaire, dans l'ensemble, à une sorte de grave et scabreuse « médiatisation » d'un nombre croissant de citoyens, dans leurs rapports, auparavant immédiats, avec l'État républicain, à travers la personne et la fonction du *princeps* ; et la fidélité de ces citoyens, médiatisés de fait, aux intérêts de la *res publica*, devait désormais dépendre de la manière dont le prince représenterait ou interpréterait ceux-ci. Aussi bien l'intimité du *princeps* avec la notion de *Roma* a-t-elle été garantie, voire approfondie, jusque dans les aspects culturels ou mystiques, d'une façon si originale que jamais leurs rapports n'ont été réellement semblables à ceux que les rois hellénistiques divinisés entretenaient avec leur composite État. Mais il s'agit aussi, si le mot nous est permis, d'une périlleuse dialectique de la liberté, selon laquelle celle-ci — la liberté civique et politique — se définit et se fonde moins à partir des droits et des devoirs du citoyen envers la *res publica*, que

des périls ou des misères — à la lettre, l'état de servitude — dont il a été exempté, grâce à la vigilance et à la protection du *princeps*. L'étude qui suit a pour principal objet de montrer comment, de catégorie en catégorie, des citoyens romains, par milliers, en vinrent à se considérer comme « rachetés » par le grand chef, et comment à ce propos la qualification *trionphale* d'un magistrat ou promagistrat, chef d'armée, ou son équivalent (une réputation victorieuse non consacrée par un triomphe formel), finit par être considérée, avant César et Auguste, comme l'autorité spécifique à laquelle s'attachaient les pouvoirs de bienfaiteur, de patron, voire de « père ».

* * *

L'ancienne Rome n'a connu qu'un type de « citoyen sauvé », *civis servatus* : celui du citoyen mobilisé qu'un de ses camarades — plus rarement un officier — avait sauvé, en pleine action militaire, durant un combat. On entend bien qu'en ce cas, c'est, en principe, la vie de ce citoyen qu'un autre avait conservée à la République. Pour que l'auteur de ce sauvetage eût droit à la récompense, très haut prisee, de la couronne de chêne, dite civique, il fallait que des conditions strictes fussent remplies ; notamment, que le sauveteur n'eût, durant cette action, cédé aucun pouce de terrain à l'ennemi¹. L'exploit accompli et homologué, un lien durable restait, en principe, établi entre le *servator* et le *servatus*, celui-ci se considérant, en quelque sorte, comme le fils du premier, ayant en tout cas, à son égard, les mêmes devoirs de *pietas*. Longtemps aussi, le cas demeura trop individuel pour produire des conséquences sociales sensibles. La récompense est caractéristique d'une société qui ne voulait encore tenir la prestation militaire à la guerre que comme le devoir du citoyen de plein droit, et calculait logiquement, en l'occurrence, et la valeur de l'encouragement moral, et ses conséquences démographiques : intéresser chaque citoyen à ce que les pertes sur le champ de bataille fussent aussi limitées que possible. Son esprit est le même que celui des plus anciennes règles du droit triomphal, exigeant, inversement, la constatation d'un minimum de pertes ennemies, et aussi de quelques anecdotes, légendaires ou à demi-rituelles, selon lesquelles la victoire pouvait être mesurée, sinon décidée, par la différence d'une seule

1. AULU-GELLE, V, 6 et les autres textes collationnés par ALFÖLDI, *op. cit.*, *Mus. Helv.* 1952, p. 210 sq.

unité entre le chiffre des morts des deux parties. Si l'on suit la tradition annalistique, le premier exemple d'un élargissement de cet usage remonterait au temps de la guerre d'Hannibal, à la période périlleuse qui courut, pour Rome, de la défaite de Trasimène au désastre de Cannes (217-216) : Fabius Maximus, dit le « Cunctator », étant dictateur, aurait alors sauvé de la catastrophe, où son imprudente initiative le conduisait, le maître de cavalerie Minucius Rufus ; celui-ci, vaincu par la générosité de Fabius, aurait fait défiler devant lui ses troupes, l'acclamant personnellement comme son « père », et ses soldats embrassant ceux du dictateur comme leurs « patrons ¹ ».

Pour autant qu'elle soit entièrement authentique, cette historiette tire son sens particulier de la situation exceptionnelle et contraire aux usages en laquelle Fabius et Minucius exerçaient leurs commandements, s'il est vrai que Minucius, au lieu d'être simple subordonné du dictateur, ait reçu du peuple, à la veille de cet épisode, un pouvoir de commandement égal à celui de Fabius et autonome. Elle est visiblement colorée aussi, non seulement des préjugés conservateurs de ces années-là contre l'inévitable impéritie des chefs de tendance populaire, mais aussi de la psychologie des clientèles nobiliaires, c'est-à-dire de cette inégalité et parfois hiérarchie de fait entre *gentes* de la *nobilitas*, source d'alliances ou de rivalités factieuses, qu'ont successivement étudiée Fr. Münzer et H. Scullard ². L'anecdote est, avant tout, édifiante ; elle vise à redresser, par un exemple, un principe de subordination militaire traditionnel. Pour la première fois en tout cas — l'exemple de Manlius Capitolinus ne fera pas vraie exception — et sans que nous puissions en vérifier exactement les suites, un groupement de soldats-citoyens se constitue collectivement client d'un autre groupement, à la suite d'un sauvetage collectif sur le champ de bataille. Il est caractéristique que l'exemple soit attaché à l'histoire du dernier grand chef politique et militaire conservateur ayant acquis grande réputation avant la montée du jeune Scipion.

Acceptons qu'il soit réellement le premier, quoique nous ayons tout à l'heure à montrer que quelque chose de cela se cache authentiquement sous l'épisode antérieur de Manlius Capitolinus et des clients

1. Liv., XXII, 30, confirmé par VALÈRE-MAXIME, V, 2, 4, et PLINE, *N. H.*, XXII, 5, 10, lequel note que Fabius, qui se contenta en l'occurrence d'une « salutation » honorifique, reçut plus tard la *corona obsidionalis*, pour avoir délivré Rome et l'Italie du véritable blocus imposé par Hannibal.

2. MÜNZER, *Römische Adelsparteien und Adelsfamilien*, 1920 ; H. SCULLARD, *Roman Politics 220-150 B. C.*, 1951.

« sauvés » par lui. Pour rejoindre ces possibles antécédents, il nous faut justement passer, et par le Capitole, et par la personne du triomphateur Scipion l'Africain.

* * *

L'épisode est bien connu : le jour où le vainqueur de Zama célébra son triomphe (201), un personnage suivait son char, coiffé du bonnet des affranchis, le *pilleus* : c'était Q. Terentius Culleo, fils de sénateur, lui-même futur tribun de la plèbe et préteur, plébéien certes, mais d'une famille déjà admise dans la *nobilitas*¹. Il exprimait ainsi, avec une ostentation délibérée, la dette de gratitude qu'il avait contractée à l'égard du vainqueur : prisonnier des Puniques, probablement depuis Cannes, il avait connu chez eux l'état de *captivus*, et seules les mesures drastiques de Scipion l'en avaient délivré, exigeant des Carthaginois la remise de leurs prisonniers avant toute négociation sur les conditions de la paix. En ce geste, que la tradition romaine des *Memorabilia* devait célébrer comme un bel exemple de fidélité dans la reconnaissance, un jugement moderne a le droit de discerner le point de départ de progressifs abaissements civiques.

Certes, la réhabilitation de Culleo, devant l'ennemi qui l'avait détenu, était totale, et systématique : si l'on en croit Plutarque, Scipion avait eu le temps de le faire asseoir, à côté des membres de son *consilium*, sur l'estrade du haut de laquelle il dictait aux vaincus ses conditions². L'homme était-il témoin, parce que victime, du traitement cruel infligé par les Carthaginois à leurs *captivi*? Rien ne nous le dit expressément, mais Scipion devait avoir ses raisons de les humilier par ce rapide renversement des rôles, et Culleo a dû servir, en effet, les Romains par la connaissance exceptionnelle qu'il avait

1. Liv., XXX, 45, 2-5, développé par VALÈRE-MAXIME, V, 2 (*de gratis Romanorum*) : « Tam hercle probabiliter (par comparaison avec Minucius) Q. Terentius Culleo, praetoria familia natus et inter paucos senatorii ordinis splendidus (*sic*, avec quelque exagération), optimo exemplo Africani superioris currum triumphantis, quia captus a Carthaginiensibus ab eo fuerat recuperatus, pileum capite gerens, secutus est; auctori enim libertatis suae, tanquam patrono, accepti beneficii confessionem, spectante populo Romano, merito reddidit. » Un passage du fr. 57 de DION CASSIUS, éd. Boissvain, I, p. 272, se rapporte au même épisode et désigne peut-être Terentius comme le seul en la circonstance à être du Sénat (Τερέντιος εἰς βουλῆς ὡν πᾶλλον ἀκολουθῆναι); cf. PLUT., *Apophth. Scip. maior*, 7. Sur les détails du triomphe de Scipion et de ceux qui vont être ci-après mentionnés, nous ne pouvons que renvoyer une fois pour toutes à l'ouvrage toujours essentiel de PAIS, *Fasti triumphales populi Romani*, II, p. 125 sq.

2. PLUT., *Ibid.*, 6 et 7.

pu prendre de Carthage et de ses mœurs ; il sera le troisième membre d'une ambassade envoyée, en 196, en Afrique par le Sénat¹, ambassade dont le prétexte était d'arbitrer une controverse entre les Puniques et Masinissa, mais dont on sait que l'arrivée précipita la fuite d'Hannibal vers l'Orient. Sa fidélité à son libérateur dans les *officia pietatis* se serait étalée encore aux funérailles du héros, si est véridique le récit qui le représente s'empressant, ce jour-là, d'offrir le *mulsum* (un vin miellé) aux assistants : rôle d'affranchi personnel encore, sinon d'esclave². Le détail a été contesté, pour la raison que, très probablement, l'Africain, mort en exil volontaire dans sa villa de Litterne, n'eut point de sépulture, à Rome, dans le tombeau des siens. Mais nous verrons que l'exercice des devoirs funèbres devient alors réellement partie des obligations assumées, envers le triomphateur, par ses « clients », de la même façon que le style triomphal se trouve justement rappelé en ces funérailles.

Dans une Rome où la *nobilitas* est à l'apogée de son pouvoir collectif, mais aussi où elle est divisée en groupes et factions, où, en tout cas, un mouvement de revendication populaire n'a de chance, voire de possibilité, de se produire qu'à la condition d'avoir l'appui d'un de ces groupes, on ne saurait s'étonner que Terentius Culleo, ainsi réintégré dans tous ses droits et fort d'une pareille protection, ait été tenté de faire parler de lui dans les magistratures qu'il allait briguer : de fait, tribun de la plèbe en 189, il fit passer, et obligea, semble-t-il, les censeurs à appliquer aussitôt, une loi accordant les pleins droits de citoyen aux fils d'affranchis, ou *libertini*, et leur permettant de se faire inscrire dans les tribus rustiques, disposition de laquelle dépendait, on le sait, l'efficacité de leur vote dans les comices. Son comportement durant sa préture pérégrine, en 187, où il essaya de faire durement expulser de Rome de nombreux Latins, ne fait pas contradiction avec sa tendance populaire, dans cette Rome antérieure aux Gracques. Ce fut d'ailleurs son dernier succès, après un départ en somme assez lent, car il échoua, en 185, aux élections consulaires pour l'année suivante. Paya-t-il alors les difficultés rencontrées par le clan des Scipions, ou sa trop grande fidélité à leur cause ? Le récit livien du fameux et double « procès », procédant pour l'essentiel de Valerius Antias, donnerait à penser qu'en acceptant de diriger une commission d'enquête sur l'éventuel délit de « *pécumat* »

1. Liv., XXXIII, 47,7.

2. Plut., *loc. cit.* ; et Liv., XXXVIII, 55, 2.

de l'Asiatique, il prit ses garanties contre le péril de disgrâce de son protecteur, ou joua une difficile objectivité. Mais, comme beaucoup d'autres détails de cette ténébreuse affaire, mal compris et mal datés déjà par les devanciers de Tite-Live, il est probable que ce rôle est inventé, ou qu'il ne fut, au maximum, qu'une feinte, par laquelle l'ingénieux protégé essayait d'amortir les conséquences d'une grave enquête. Si le procès intenté à l'Africain lui-même eut la forme et la signification que j'ai récemment défendues¹, et sur lesquelles j'aurai tout à l'heure à revenir, comment les Scipions, en tout état de cause, eussent-ils pu attendre un secours efficace d'un client dont le comportement devait être parmi les prétextes mêmes de l'accusation d'abus? Seule sa complète discrétion eût pu le servir; il n'est pas entièrement certain qu'il s'y soit tenu.

Pour comprendre la valeur et la gravité du comportement de Culleo à l'égard de Scipion — et peut-être pour excuser le parti que les Catoniens en tirèrent, sans doute, contre le héros — comparons-le d'abord à celui, en apparence semblable, d'autres prisonniers romains de la guerre d'Hannibal, délivrés quelques années plus tard par le vainqueur de Cynoscéphales, Titus Quinctius Flamininus; et n'omettons pas non plus le cas intermédiaire (chronologiquement) des colons de Crémone et de Plaisance délivrés, en 197, par C. Cornelius Cethegus.

Tite-Live et Plutarque savaient — le second d'après le premier surtout — que, dans son fastueux triomphe de 194, l'*imperator* libérateur des Hellènes, préfigure encore républicaine d'un Néron et d'un Hadrien, avait joui, entre tant d'avantages glorieux (notamment, le défilé du roi Persée et de ses enfants en avant de son char), du prestige d'un spectacle rare : des centaines de citoyens romains, portant le *pilleus* sur leur crâne rasé, suivaient ce même char, considérant ouvertement le vainqueur comme leur libérateur et leur patron². Et nous savons comment ils avaient été délivrés : Flamininus avait appris, durant son séjour en Grèce, que 1.200 Romains environ, d'abord prisonniers de Carthage, servaient dans le pays comme *captivi*. Leur présence, peut-être leur contact avec les légionnaires vainqueurs de Philippe rendait le contraste des situations intolérable; Flamininus en fit honte aux Grecs (*sic*), après sa belle proclamation de l'isthme de Corinthe, et ses auditeurs, les Achéens surtout, ses amis, se firent un

1. La « rogatio Petilia » et le procès des Scipions, dans la *Revue de Philologie*, 1953, XXVII, p. 34-64.

2. Liv., XXXIV, 52 (parmi les spectacles du 3^e jour) : « Praebuerunt speciem triumpho, capitibus rasis secuti, qui servitute exempti fuerant. » Cf. Plut., *Flamininus*, 13.

devoir de réunir entre eux — à raison de 5 mines par tête — la rançon nécessaire pour désintéresser leurs maîtres légaux ; ils remirent cette précieuse cargaison au vainqueur, juste avant son embarquement pour Rome¹.

La différence apparaît tout aussitôt, en droit, entre ces *redempti* et Terentius Culleo ; celui-ci avait été libéré d'abord et restitué sans aucun intermédiaire, ni somme de rachat, par la volonté de Scipion, agissant comme un acte de guerre ; les clients triomphaux de Flamininus ont été « rachetés » selon les formes usuelles, mais leur restitution n'en était pas moins due au général, et c'est bien ainsi qu'ils l'entendaient ; avec d'autant plus de raisons que, d'une part, l'exactitude du paiement de la rançon — qui ne coûtait rien à Flamininus — ne s'expliquait que par un calcul de courtoisie de celui-ci envers ses amis et alliés d'Achaïe, d'autre part, que, comme il est notoire, le Sénat, comme tel, s'était refusé après Cannes à récupérer les prisonniers (dont plusieurs centaines peut-être appartenaient à son corps), moyennant cette *redemptio* monnayée, à laquelle il ne semble pas que les Puniques se fussent opposés en principe². Ces hommes, donc, avaient le droit de considérer Flamininus, en fait, de la même façon que Culleo regardait Scipion — une émulation volontaire est d'ailleurs probable de l'un à l'autre de ces *imperatores* — et, quoique nous ignorions leurs noms et perdions leur trace, nous ne pouvons douter qu'ils n'aient constitué dorénavant pour leur glorieux patron, individuellement ou collectivement, une clientèle de choix et, si j'ose dire, de choc, dévouée corps et âme, jusqu'à l'indiscrétion peut-être, à celui, qui, plus fort et plus généreux que le Sénat tout entier, leur avait rendu dans la cité romaine au moins le rang qu'ils y avaient eu avant leur captivité.

Le cas des clients de Cornelius Cethegus est un peu différent ; d'abord parce que ce sont des colons romains de Cisalpine, restitués par lui dans leurs communes respectives ; puis, justement, parce qu'ils forment des groupements de caractère « municipal ». Ils étaient tombés prisonniers des Gaulois Boïens à la suite du siège de leurs villes-forteresse ; leur parade à Rome, derrière le char de Cethegus, valait leçon pour les Boïens vaincus, et leur garantissait à eux un retour honorable dans leurs colonies³.

1. PLUT., *ibidem* ; LIV., *loc. cit.* Chez Valère-Maxime, les « affranchis » ainsi rachetés sont au nombre de deux mille.

2. LIV., XXII, 59.

3. Il semble que Cornelius Cethegus aurait eu plein droit à l'honneur de la couronne obsidionale ; les textes, toutefois, n'en parlent pas pour lui.

Pourquoi, de toute façon, une aussi enthousiaste « médiatisation » de ces citoyens restitués au profit de leur libérateur de fait? Pour comprendre tout à fait ce mouvement, il nous faut nous souvenir, et de l'attitude psychologique et morale des Romains à l'égard de leurs prisonniers de guerre, et des règles de droit qui leur étaient appliquées.

Malgré la célébration, considérée d'ailleurs comme forcée par la critique moderne, du cas d'Atilius Regulus en la première guerre punique, noble victime de sa double loyauté, sa fidélité à sa patrie romaine et son respect des engagements pris avec ses geôliers, il est visible, et les passages de Tite-Live sur les lendemains de Cannes rappellent explicitement que l'opinion romaine officielle était sévère pour cet accident de guerre. En fait, la gravité des désastres initiaux de la « guerre d'Hannibal » a eu pour conséquence que, pendant de longues années, chose assurément rare dans l'histoire militaire de Rome, le nombre des citoyens romains prisonniers des Puniques fut plus grand que celui des Carthaginois ou de leurs mercenaires détenus par Rome. Le Sénat, après Cannes, mit visiblement son point d'honneur, certainement contre une bonne partie de l'opinion publique, à refuser toute négociation sur le rachat des *captivi*, évitant d'encourager les faiblesses possibles, et choisissant d'affecter les mêmes sommes au recrutement de nouveaux soldats¹. Des milliers de citoyens romains, beaucoup d'entre eux distingués par le rang social, restèrent ainsi prisonniers des Puniques, et, par l'effet de circonstances dont le détail nous échappe, sans doute en conséquence de l'alliance entre Carthage et la Macédoine, connurent dans leur intégralité, et en de tiers pays, la condition d'esclave.

Juridiquement, la situation du prisonnier durant son absence était fort précaire, et sa réintégration en cas de retour, soumise à la procédure relativement compliquée du *postliminium*. La force de résistance de l'esprit civique des Romains se manifeste d'ailleurs dans la fiction même qui dirige cette procédure : celle d'après laquelle il n'y a pas eu absence véritable. Mais, quelques années encore avant Zama, l'histoire compliquée des Servilii, père et fils, non complètement éclaircie par les plus doctes articles des modernes², prouve combien de problèmes posait le retour, pour peu que la famille aspirât aux grands honneurs : Servilius Geminus eut à souffrir quelque temps

1. Liv., *loc. cit.*

2. Cf. SCULLARD, *op. cit.*, p. 276 sq., discutant une étude essentielle de A. AYMARD, dans la *Revue des Études anciennes*, 1943, p. 204 sq.

dans sa carrière sénatoriale de l'équivoque où le plongeait la brusque nouvelle de la survie, puis du retour de son père, prisonnier des Gaulois Cisalpins depuis 218, alors qu'on l'avait cru mort. A partir de Zama, les Romains ont eu, dans la plupart de leurs expéditions, une telle supériorité que la cruauté des mœurs antiques, réduisant automatiquement l'*ingenuus* capturé à la condition servile, leur est devenue trop profitable pour qu'ils pensassent à protester. Dès le temps de Plaute — on le sent à l'intrigue toute grecque de ses *Captivi* — et quoique les triomphes de Scipion, de Cethegus et de Flamininus fussent des spectacles contemporains, ces vicissitudes sont considérées comme normales par le public ; et c'est en vain que juristes et historiens ont essayé de tirer de ses pièces de vraies allusions aux épisodes que nous venons d'évoquer.

Pourtant, sans anticiper sur les conclusions de la présente étude, comment oublier que, dans les années qui suivirent Actium, le sort des prisonniers de Carrhes — les citoyens romains capturés par les Parthes, en 53, avec Crassus — hanta l'imagination et peut-être la conscience des plus fidèles admirateurs d'Auguste, lui faisant un devoir périlleux et longtemps embarrassant de les ajouter en bonne place aux *cives servati* dont la gratitude faisait son autorité ?

Une étude de M. G. Faiveley s'est attachée, il y a quelques années, à définir, en droit rigoureux, la situation du citoyen romain racheté à l'ennemi par voie de rançon, *redemptus ab hoste*¹. Comme l'auteur a pris soin de limiter son enquête au cas du prisonnier ainsi racheté, au propre, *iure commercii*, et par un autre citoyen romain, il n'a guère rencontré les épisodes que nous traitons ; il a dû surtout considérer le droit de l'époque impériale, celui qui, des textes du Digeste au Code de Justinien, et principalement au temps des Sévères, régit le cas de *redemptus* privé. Il lui a paru que la procédure du *postliminium* du Romain libre racheté à la suite de captivité pour fait de guerre était soumise à la condition de son émancipation, réelle ou fictive, à l'égard de son *redemptor*. Il est intéressant de rappeler que, d'après cette étude, au III^e siècle encore de notre ère, le citoyen devait à son *redemptor*, autre citoyen, des égards filiaux, jusqu'au jour où, libéré de sa dette personnelle, il jouissait des avantages complets du *postliminium*.

Sous l'Empire même, et quoique le rôle prépondérant de l'empereur

1. G. FAIVELEY, « *Redemptus ab hoste* ». Étude sur le rachat des captifs en droit romain classique. Recueil Sirey, 1942.

ait changé tant de choses, une inscription africaine est venue prouver que, en certains cas, le service personnel de libérateur rendu par un fonctionnaire ou un officier subordonné au fond d'une province pouvait encore créer des rapports sociaux durables de clientèle entre ses obligés et lui. Les exégètes de la belle inscription de Sala, au Maroc romain, St. Gsell et M. J. Carcopino, ont solidement établi que, sur la base de Sulpicius Felix, gravée en 144 de notre ère, les *amici*, qui publient leur liste et qui sont visiblement à l'origine des honneurs décernés à ce personnage, déjà parti, par les décurions locaux, l'honorent en groupe comme leur libérateur et patron : *lib(eratori) et patr(ono)*¹, parce que, en un temps de graves difficultés pour cette région-frontière, ils lui ont dû, eux citoyens romains, et non des moindres en cet endroit, la restitution intégrale de leur situation économique, peut-être, à la lettre, leur délivrance d'un temps de captivité chez les Maures rebelles. L'initiative même et l'honneur que leur laisse la curie de Sala, ne permettent pas de penser que leur rang de notables en ait été amoindri. Ils sont forts du groupement même qu'ils ont constitué; et, quoique les institutions de l'Empire, à cette date, et la modestie des titres, seulement équestres, de leur bienfaiteur, n'aient pu d'aucune façon permettre à cet officier de tirer, d'un solide succès local, un titre au triomphe, pas même aux simples *ornamenta triumphalia*, on sent clairement revivre en l'attitude de ces *amici* celle des clients rachetés par les triomphes d'un Scipion, d'un Flamininus, plus encore peut-être d'un Cethegus.

Peut-être faut-il encore ajouter à ces diverses catégories de *cives servati* du II^e siècle av. J.-C., celle, plus paradoxale, que nous fait connaître la *Vie de Paul-Émile* de Plutarque : aux obsèques de ce grand homme, héros libéral d'une génération nobiliaire en fait très conservatrice, on vit des Ibères, des Ligures et des Macédoniens porter sa dépouille en l'appelant « le père et le sauveur » de leurs patries respectives²... De ce que le témoignage est isolé, nous ne devons pas conclure qu'il soit inventé. Il s'agissait, ajoute Plutarque, des indigènes de ces pays qui se trouvaient alors à Rome. En fait, le jour de son triomphe de 167, le vainqueur de Persée, malgré sa hautaine grandeur d'âme, n'avait pas hésité à produire ses prison-

1. ST. GSELL et J. CARCOPINO, dans les *Mélanges d'hist. et d'arch.* de l'École de Rome, 1932; et J. CARCOPINO, *Le Maroc romain*, 1942, p. 198-199 et 205; *lib. et patr.* se lit entre la fin des noms du personnage honoré et le début de son *cursus honorum* proprement dit, et ces deux titres ne peuvent avoir ici de signification « municipale ».

2. PLUT., *Paul-Émile*, dernier chapitre.

niers royaux en avant de son char, Persée lui-même, vivant et survivant, malgré ses discrets conseils. Probablement, les porteurs de la dépouille de Paul-Émile, triomphale dans la mort, comme sera ouvertement celle d'Auguste¹, n'étaient que des obligés personnels du héros, captifs employés par lui et humainement traités, ou affranchis; d'aucune manière leur attitude ne vaut pour leurs compatriotes, demeurés dans leurs pays, et traités, selon le cas, en sujets provinciaux corvéables ou en vassaux suspects. Du moins y voyons-nous un signe curieux de la tendance qui, à partir des citoyens libérés, des *cives servati*, gagnait déjà les vaincus eux-mêmes, de rapporter au vainqueur, au triomphateur solennel, et non à la *res publica* romaine, ce qui leur restait, ou ce qui leur avait été rendu d'une liberté que le droit de la guerre avait d'abord théoriquement abolie. Et l'on comprend, du même coup, comment les *imperatores* les plus républicains pouvaient être tentés de s'attacher ainsi des clientèles personnelles, sans parler de celles, assurément étendues, qui s'enracinaient dans les nouvelles provinces, sur leur passage.

* * *

Dans les épisodes que nous venons de passer en revue, le *redemptor* est généralement un citoyen romain ayant servi comme soldat ou officier régulier, l'ennemi auquel il est repris est toujours un ennemi extérieur, avec lequel Rome prétend avoir mené un *iustum bellum*, en tout cas, une guerre ouverte et quasi nationale. Il en est encore ainsi, à la fin du II^e siècle, des campagnes contre Jugurtha et contre les Teutons (et les Cimbres), auxquelles Marius devra un prestige et des honneurs triomphaux comparables à ceux de Scipion, de Flamininus, semblables déjà à ceux d'un Auguste. Mais, à partir précisément de Marius, plus exactement avec son adversaire Sylla, apparaît,

1. Ce point demanderait une étude spéciale (cf. nos remarques dans notre conclusion). On sait par SUÉT., *Aug.*, 100, que, lorsque Auguste mourut, on proposa, entre autres honneurs, « que le convoi passât par la Porte Triomphale, précédé de la Victoire qui avait été dressée dans la Curie »; des éléments empruntés au cérémonial du triomphe, ou plus exactement de la dédicace d'un trophée sur le champ de bataille, se retrouvent dans le rite de la *consecratio* d'un empereur divinisé (*decursio*, etc.). En poursuivant cette logique, il a été supposé (cf. LEHMANN-HARTLEBEN, L'arco di Tito, dans le *Bull. Comunale* de la Commission arch. de Rome, 1934, p. 89 sq.) que l'attique d'un arc de triomphe monumental — considéré fictivement comme ayant servi au passage de la *pompa*, et sans doute au minimum élevé sur son passage — avait pu être utilisé pour la sépulture du *divus*. Le fait est problématique, mais il est notoire que Trajan fut enseveli (une urne contenant ses cendres déposée) dans la base-piédestal de sa colonne, laquelle avait eu une signification évidemment triomphale.

derrière le char du triomphateur, une catégorie de clients encore inédite : celle des « pros crits » réintégré s.

Nous savons par Plutarque que, le jour où Sylla triompha, en 82, au retour de ses campagnes contre Mithridate et de sa victoire de la Porte Colline, sur les derniers Marianistes et les derniers insurgés italiens, des Romains suivirent son char en l'appelant « leur père et leur sauveur¹ » ; l'appellation contient sans doute, comme l'a rappelé A. Alföldi, les échos de formules grecques à l'adresse des « évergètes », et à partir de cette époque, il devient impossible, en effet, de séparer complètement les titres « acclamatoires » romains de ceux dont abusaient les foules grecques du monde hellénistique. En tout cas, ces clients, en apparence tout semblables à ceux de Scipion et de Flamininus, ne sont plus, cette fois, de vrais prisonniers de guerre, rachetés à l'ennemi extérieur ou repris sur lui de haute lutte ; ce sont des pros crits, victimes des années de la domination marianiste ou cinnanienne, et pour lesquels l'effet immédiat de la victoire de Sylla est de leur assurer dans Rome un complet *postliminium*, rehaussé de l'avantage d'avoir été du bon parti.

De ce triomphe syllanien à celui de César après Pharsale, où la célébration de la victoire obtenue sur les Pompéiens en Thessalie s'ajoutait à celle des conquêtes de Gaule, le chemin est droit et logique, quoique les termes partisans en soient inversés. Pareille aussi, comme suite et conséquence, la formation d'un lien de clientèle politique, inévitablement fanatique. En outre, à partir du triomphe de César, il devient comme naturel pour les citoyens du parti vaincu de considérer qu'en leur laissant la vie sauve, à plus forte raison en leur restituant leur rang et leurs biens, le vainqueur a manifesté le don d'une *Clementia* si exceptionnelle qu'elle mérite un culte : César, pour ce bienfait, a déjà eu, avant Auguste, l'honneur de la couronne de chêne². Et

1. PLUT., *Sulla*, 34 : μεῖζονα κόσμον ἔσχε καὶ καλὸν θέαμα τοὺς φυγάδας, οἱ γὰρ ἐνδοξότατοι καὶ δυνατότατοι τῶν πολιτῶν ἐστεφανωμένοι παρείποντο, σωτῆρα καὶ πατέρα τὸν Σύλλαν ἀποκαλοῦντας, ὅτε δὴ δι' ἐκεῖνον εἰς τὴν πατρίδα κατιόντες; cf. ALFÖLDI, *op. cit.*, *Mus. Helv.*, 1953, p. 104. Dans les Fastes Capitolins, le triomphe de Sylla n'est enregistré (à la date du 30 janvier 82) que sur le roi Mithridate ; mais il est possible (cf. PAIS, *op. cit.*, II, p. 228, d'après un passage de PLIN., *N. H.*, XXXIII, 16) que le 2^e jour ait été réservé à la célébration de la victoire sur les Italiens insurgés, et que le défilé des pros crits s'y soit rattaché. Cette fois, les « clients » n'ont pas la tête rasée, ni la coiffure de l'affranchi ; leur couronne rappelle plutôt des usages grecs. Mais le lien ainsi noué avec Sylla est de même nature.

2. Sur la date, les circonstances et la signification de ces honneurs bien connus, et notamment le lien qu'ils entretiennent, pour César déjà, avec le titre de *parens patriae*, voir surtout aujourd'hui les remarques de M. ALFÖLDI, *op. cit.*, p. 106 sq.

l'évolution du mouvement vers les formes institutionnelles et cultuelles, qui caractériseront la patronat d'Auguste, se manifeste aussi dans la fondation, à la suite du triomphe de 46 et pour le commémorer, de ces jeux de la Victoire de César, qui auront tant d'importance au lendemain de la mort du dictateur; n'y avait-il pas eu déjà des *ludi Victoriae Sullanae*? Ainsi rejoindrions-nous déjà, revenant du début du II^e siècle av. J.-C., les symboles augustéens d'où notre étude est partie.

M. Alföldi a montré, disions-nous, en s'appuyant sur quelques études déjà publiées, que le vocabulaire « sôtériologique » du monde hellénistique et de la Grèce même, des II^e et I^{er} siècles av. notre ère, avait fini par agir sur les formules latines. Mais il est d'accord aussi pour estimer que l'expression grecque de Plutarque dans la *Vie de Sylla*, *πατέρας καὶ σωτῆρα*, traduit *parens ac conservator*, si bien que nous y tenons, plus d'un demi-siècle d'avance, la formule même qui se lit sur la monnaie déjà mentionnée d'Auguste. La ligne de l'évolution s'explique donc suffisamment à Rome même, compte tenu naturellement des influences diffuses qu'exerçaient sur la ville les mœurs de l'Orient conquis; c'est à Rome, en tout cas, que ces acclamations se sont nettement rattachées au principe des pompes triomphales. Est-ce un hasard?

* * *

Il n'est pas niable que, au moment même où commencent d'apparaître les phénomènes d'étrange clientèle que nous étudions, l'esprit du triomphe des *imperatores* ne commence lui-même à s'altérer, sous l'influence des cultes, de la mythologie, de l'iconographie surtout et des arts de ces pays conquis — ou traversés — d'où viennent des butins de plus en plus fabuleux. On suit ces transformations, au cours d'un siècle et demi, du triomphe de Flamininus, décrit par Tite-Live, à celui de Pompée, en 61, dont Pline a dressé un tableau positif¹. De plus en plus, la silhouette d'Alexandre se dessine derrière le triomphateur romain, et les cortèges divins d'Héraclès et de Dionysos prêtent même quelques-uns de leurs thèmes à une cérémonie dont le schéma demeure pourtant identique². Ne nous y trompons pas,

1. *N. H.*, VII, 97 sq.; cf. PAIS, *op. cit.*, p. 252 sq.

2. Voir l'introduction de l'ouvrage déjà cité de PAIS, I, et l'article *Triumphus* du Pauly-Wissowa, par W. EHLERS, sur les formes et l'histoire de la *pompa* (2^e série, 13^e Halbband, publié en 1939, col. 493-511).

en effet : au cours de ces fêtes qui durent souvent trois jours (pour un triomphe simple), l'étalage des richesses hellénistiques s'applique surtout au défilé du butin et des placards décrivant les villes et les batailles ; la *pompa* elle-même, qui traverse la cité le dernier jour du cycle, de la Porta Triumphalis au temple de Jupiter Capitolin, garde à peu près le style ancien : debout dans son char, le triomphateur est toujours précédé du cortège des prisonniers de marque, dont certains vont périr au *Tullianum*, et toujours suivi du gros de ses soldats en liesse. L'intercalation entre ceux-ci et le char de ces affranchis hors série, du type de Culleo, n'a donc pas altéré le principe de la procession ; leur place se justifiait, peut-être, par leur fictive appartenance à la famille élargie de l'*imperator* ; il est possible qu'elle ait été suggérée surtout par l'intention d'une symétrie significative avec les *captivi* ennemis précédant le char. Mais d'autres détails sont incertains : par exemple, il est difficile d'établir si l'espèce de mime caricaturant l'ennemi, qui figure dans la description du triomphe de l'Africain chez Appien, est une innovation de l'époque, d'une insolence d'ailleurs périlleuse — on ne peut s'empêcher de penser à la dérision cruelle des soldats de Crassus et de Crassus même, jouée en 53 av. J.-C. à la cour du roi Parthe — ou seulement la continuation d'un usage primitif, tel qu'il nous est attesté pour les *ludi Capitoloni*, soi-disant en souvenir des rois de Véies¹. Une chose pourtant paraît être restée inchangée : le geste de l'*imperator* déposant sa *laurea* (ou la *palma*) dans le temple capitolin, son sacrifice solennel, sa solennelle action de grâces². La façon même, toute stéréotypée, dont les esclaves fripons et vantards, chez Plaute, chantent leurs vulgaires exploits dans le style exact de cette *gratulatio*, montre assez, comme les philologues l'ont remarqué de Fraenkel à M. Halkin³, que c'étaient là habitudes traditionnelles, mais actuelles, et que le public s'en amusait franchement comme de telles.

En toute rigueur aussi, jusqu'à Marius, aucun des attributs magiques du triomphateur, ni son costume, ni son titre d'*imperator* en

1. APP., *Pun.*, 66 ; DION CASSIUS, VII, 72. Sur la parodie des *Bacchantes* jouée auprès du roi des Parthes, à propos de l'arrivée de la tête coupée de Crassus, voir PLUT., *Crass.*, avant-dernier chapitre.

2. Cf. PAIS, *op. cit.*, p. xxxiv ; EHLERS, *loc. cit.* du Pauly-Wissowa.

3. Ed. FRAENKEL, *Plautinisches im Plautus* (déjà cité *supra*), p. 233 sq., étudiant particulièrement la *gratulatio* de l'esclave Toxilos dans le *Persa*, vers 753. M. L. HALKIN a reconnu en outre la parodie d'une demande de triomphe dans l'*Amphitryon* de Plaute, dans *L'Antiquité classique*, XVII, 1948, p. 297 sq. — R. PERNA, *L'Originalité di Plauto*, Bari, 1955, p. 188, a repris surtout les exemples de Fraenkel.

son acception spécifique, ne survivait positivement à la conclusion de cette pompe. Tout au plus, le vainqueur continuait-il de s'en parer, s'il y tenait, dans le banquet spécial qui terminait la fête, banquet où il était d'usage que les consuls fussent invités — et ne vinssent pas... — et où, sans doute, le triomphateur s'entourait de ses intimes. On a pu poser, parfois, l'hypothèse d'une « magistrature triomphale », c'est-à-dire d'un pouvoir légal, de courte durée, qui eût coïncidé, sans se confondre, avec la représentation de l'*imperator* en Jupiter vivant. En fait, dans le droit public romain, l'on sait que seul le magistrat — ou le promagistrat — à *imperium* peut triompher, de sorte que les opérations complémentaires, qui marquent ou suivent le triomphe, notamment la vente des *captivi* et la consécration ou le partage de la *praeda*, se ramènent à la compétence de la magistrature sous laquelle l'*imperator* a commandé en chef. Du moins, s'agit-il d'un exceptionnel exhaussement de ces attributions, et aussi d'une exceptionnelle sacralisation de gestes administratifs. En tout cas, il faut reconnaître que si, à la fin de la République, le *vir triumphalis* jouit d'un prestige particulier parmi les consulaires, aucun rang spécial ne lui est assigné dans la hiérarchie du Sénat, où le premier honneur continue de revenir aux *virī censorii*, anciens censeurs, au reste curieusement rapprochés des triomphateurs par certaines de leurs attributions anciennes (fondation sacrificielle du *lustrum*, par exemple), voire, si l'on en croit Polybe, par la pourpre de leur vêtement. Il est bien connu que Marius encore choqua le Sénat, comme d'un manque d'usage, pour s'être présenté à lui sous la toge triomphale, le lendemain de la *pompa*. Mais le reste du développement est notoire aussi : étape par étape, au temps de Pompée et de César — et Pompée parfois devançant César — l'*imperator* très glorieux se voit reconnaître, *de facto* ou *de iure*, le droit de se servir en public des insignes de son triomphe, de la couronne de laurier notamment, jusqu'au jour où le titre même d'*Imperator* lui deviendra personnel et définitif prénom.

Quoique, au lendemain d'Actium, il n'y ait plus eu à Rome, en dehors d'Octave, que des *virī triumphales* de gloire médiocre, peut-être, justement, parce qu'aucun de leurs noms ne pouvait offusquer le sien, l'on sait que le *princeps*, en 29-28, les appela systématiquement à collaborer, avec les ressources de leurs *manubiae*, à l'effort de reconstruction monumentale entrepris par lui-même ; en dressant plus tard, dans l'hémicycle de son Forum, la série des statues des hommes illustres de Rome, symétriquement à celles d'Énée et des anciens rois, en les faisant commencer par Romulus tropaeophore, en faisant

graver sur leurs bases les *elogia* de style sobre, dont plusieurs ont été reconstitués, Auguste a délibérément souligné le rôle capital des *virī triumphales* dans la double lignée que César et lui prolongeaient¹. Il y a des indices que sa curiosité, à ce propos, atteignait le plan religieux : entre la chapelle de Jupiter Férétrius où il cultivait avec zèle le souvenir du triomphe initial de Romulus, et ce grand sanctuaire nouveau de Mars Ultor, au fond de son Forum, où il chercha visiblement à regrouper plusieurs des traditions militaires, parmi des enseignes trois fois sacrées, on a le droit de se demander ce que devint le Jupiter Capitolin, depuis des siècles vrai dieu des triomphateurs.

Vers ce dieu doit maintenant remonter notre enquête : car, si Terentius Culleo a donné l'exemple d'inaugurer un type singulier de « clientèle triomphale », et si sa manifestation publique d'« affranchi triomphal » s'est produite le jour même du triomphe de Scipion l'Africain, nous ne pouvons omettre de nous rappeler qu'entre le dieu capitolin et ce héros un lien particulier s'était institué. La dévotion ostentatoire de Scipion à Jupiter Capitolin est nettement antérieure au jour de sa *pompa triumphalis*, puisque, dès son retour d'Espagne, en 206, et comme conséquence d'un « vœu » formel conçu durant la campagne contre les Puniques, les contemporains le virent offrir au dieu une solennelle hécatombe² ; l'usage n'est pas exactement triomphal ; il était fort rare, et l'épisode suppose non seulement beaucoup d'assurance de la part du jeune général, mais beaucoup de complaisance aussi de la part des autorités compétentes ; déjà l'engouement public forçait la main aux magistrats. Les rumeurs avantageuses sur l'honneur digne d'une Alcène que le dieu aurait fait à la mère de Scipion, Pomponia, n'ont pris forme que plus tard, encore que le thème ait pu commencer — qui sait ? — d'amuser le même public qui applaudissait l'*Amphitruo* de Plaute. Le moins que Scipion et ses amis firent croire était qu'il avait les confidences du dieu ; chez un esprit aussi orné, on entend bien qu'il n'était pas question d'ins-

1. Cf. OVIDE, *Fasti*, V, 563 sq., qui reste la clef des reconstitutions archéologiques de ces statues et de leurs bases. Rappelons que les images des deux chefs de file, particulièrement sacrés l'un et l'autre comme deux préfigurations d'Auguste, s'opposent symétriquement sur un mur de Pompéi : cf. M. CAMAGGIO, dans les *Atti dell'Accademia Pontaniana*, 1928, p. 4 sq., et notre commentaire dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 1930, à propos de la légende de Romulus sous Auguste.

2. LIV., XXVIII, 38 ; cf. SCULLARD, *op. cit.*, p. 75, qui, pour expliquer la mention d'un « triomphe » chez DION CASSIUS, fr. 57, 56, APP., *Iber.*, 38, et POLYB., XI, 33, 7, admettrait à la rigueur que Scipion ait célébré un triomphe « privé » sur le Mont Albain. Nous ne le croyons guère, mais il est caractéristique que le sacrifice de l'hécatombe ait laissé le souvenir d'un spectacle triomphal.

piration prophétique, ni d'aucun de ces miracles matériels comme on en contera au Capitole au début du dernier siècle¹; le héros passait seulement pour recevoir, dans le recueillement de la prière, les conseils de Jupiter. Prétention déjà fort ambitieuse si l'on se rappelle que la bénédiction de Jupiter Capitolin était réservée, dans les usages de la République, aux fils des *gentes* nobles, que d'aventure on déposait un instant sur ses genoux, qu'ainsi le privilège valait pour un groupe social, et qu'une tentative visible pour l'accaparer ne pouvait manquer d'offenser d'abord les pairs mêmes de Scipion.

Or, j'ai essayé de montrer, il y a quelques années, que le procès intenté à l'Africain avait précisément visé en lui le trop orgueilleux recours à Jupiter Capitolin, au moins dans la dernière forme que prit l'action, savamment conduite par des meneurs de jeu, qu'on ne se trompe probablement pas en cherchant autour de Caton, le futur censeur². Ceux-ci se servirent, je crois, d'un type archaïque de procédure, sans doute d'origine latine, mais usité au iv^e siècle, pour priver à la fois Scipion de la protection directe du dieu capitolin et dénoncer en lui l'usurpateur de rôle. Manlius Capitolinus avait été ainsi brusquement précipité de la roche Tarpéienne, en 384, parce que, traduit devant l'assemblée populaire en un lieu inhabituel, le *lucus Petelinus*, il y avait perdu la possibilité de regarder en face le sanctuaire capitolin, et du même coup la protection quasi magique qui s'attachait à ce geste. Il est possible que *Petelinus* ait été le nom topographique de ce bois sacré; sans doute, en tout cas, la procédure d'exception qu'on y pouvait appliquer, caractérisée par la levée automatique de sauvegardes qui, aux lieux habituels des comices (Forum ou Champ de Mars) étaient à peu près respectées, ou, si l'on préfère — hypothèse mieux conciliable avec l'origine probablement latine de cet usage — par l'ignorance de tabous attachés au sol proprement romain, sans doute cette procédure s'était-elle appelée *quaestio Petelina*, ou, du moins, *duumviri Petelini* les deux accusateurs requis par elle. Ainsi s'expliquerait mieux, je pense, que Valerius Antias, la première source pour le récit ancien du procès, ait absolument voulu impliquer dans l'« Affaire » deux tribuns du nom de Petilius, alors qu'un seul peut être restitué avec certitude, pour ces années-là, dans les fastes tribuniciens, et que les tribuns de la plèbe qui menèrent

1. Voir, toutefois, les subtiles remarques de J. GUEY sur le comportement inusité des chiens du Capitole à l'égard de Scipion, dans la *Rev. Ét. lat.* de 1954, p. 111-116.

2. Voir nos remarques dans l'article plus haut cité de la *Revue de Philologie* de 1953; cf. SCULLARD, p. 151 sq.

l'accusation contre les deux Scipions aient ailleurs des noms différents. Les modernes les plus critiques me paraissent avoir trop accordé au récit d'Antias, grevé dès le début d'un vrai quiproquo ; inversement, mais pour les mêmes raisons, ils ont sans doute donné trop peu de confiance, voire d'authenticité, au geste par lequel le héros aurait essayé une dernière fois de détourner de lui une condamnation en règle : montrant le Capitole, invitant ses fidèles à y monter avec lui (au jour anniversaire de Zama (?), il aurait embarrassé un moment les tribuns restés isolés sur leur banc, mais n'en serait pas moins parti, peu après, pour son exil de Litterne. Notre interprétation est que, ou bien l'Africain essaya de vaincre la brutalité d'une procédure déjà « pételine » en obligeant moralement le public romain à reconnaître en lui la protection capitoline, ou, opinion plus probable encore, que ce geste le perdit définitivement, en permettant du jour au lendemain aux hommes politiques conjurés contre son prestige de transformer son affaire en vraie *quaestio petelina*. Je ne sais si ces habiles meneurs, qui étaient aussi de subtils plaisantins, eussent eu l'audace de mener ce procès jusqu'à une conclusion capitale ; il est presque impossible de le penser. Mais le brusque départ de Scipion s'expliquerait mieux devant ce péril d'une farce plus humiliante encore que cruelle. Représentons-nous le grand homme, habitué aux hauts honneurs, livré à une construction juridique d'un archaïsme impressionnant, d'avance semblable à celle dont Cicéron aura plus tard grande peine à défendre, contre les créatures de César, le modeste personnage de Rabirius !

Si notre explication est juste, l'obséquiosité prolongée d'un Terentius Culleo à l'égard de Scipion n'était pas de nature à servir celui-ci : au nombre des abus « capitolins » qui devaient lui être reprochés, les instigateurs de l'affaire pouvaient difficilement se priver de dénoncer sa complaisance envers une telle créature. Nous avons déjà rappelé que la tradition annalistique est embarrassée ou contradictoire sur le rôle exact que Culleo aurait eu dans l'affaire ; et que, si elle lui prête la direction de la *quaestio* d'enquête, il est clair que celle-ci ne visait d'abord que la gestion financière du frère de son protecteur, Lucius dit l'Asiagène. Dans la procédure, pételine ou non, qui détermina Scipion à quitter Rome, Culleo, de toute évidence, ne pouvait intervenir sans aggraver son préjudice. Il est d'ailleurs significatif qu'il ait connu vers le même moment — en 185 pour 184 — un échec aux comices consulaires, échec qu'il ne répara jamais, quoiqu'il ait vécu jusqu'en 171. Situer politiquement les meneurs

du procès presque sacrilège, certes, n'est point chose facile ; aux tendances antihellénisantes et volontiers chauvines du groupe catonien, se mêlait sans doute une réaction sincère de civisme, protestant contre les suites d'un prestige acquis au dehors. Ne doutons pas, en tout cas, que ces républicains, habiles à remuer quelques sentiments populaires, n'aient été étrangers à la tendance politique que Culleo a représentée dans ses fonctions de tribun et de prêteur, ou que du moins ils n'en aient répudié les méthodes.

* * *

Une critique prolongeant les critères d'Ettore Pais pourrait *a priori* s'arrêter devant le parallèle que nous venons d'instituer, et tenter le raisonnement suivant : l'histoire capitoline de Scipion l'Africain n'a-t-elle pas induit les annalistes du II^e siècle à modeler artificiellement, dans le même sens, l'histoire du Manlius du IV^e siècle ? Même en supposant le *cognomen* de Capitolinus plus anciennement donné, le comportement de Manlius envers ses clients par lui « rachetés », ses prières aux dieux du Capitole, en lesquelles il entraîne collectivement ses partisans fanatiques, bref son rôle essentiel de protégé de Jupiter, plus exactement de *protecteur au nom de Jupiter*, ne sont-ils pas des thèmes développés, ou pour le moins amplifiés, par la génération d'annalistes qui avait vu Scipion monter au faite et en redescendre ? Cette explication ne nous tenterait pas ; mais il est certain qu'il ne faut jamais sous-estimer à travers l'historiographie romaine l'influence obsédante du contemporain sur le passé ; impossible, par exemple, à la génération des Gracques de se représenter les tragédies de Spurius Cassius ou de Spurius Maelius sans passer par l'histoire vécue de Tiberius et de Caius ; est-on sûr pourtant que, dès le principe de leur mouvement, ces deux leaders populaires ne se soient pas servis consciemment, avec quelques illusions que ce fût, de l'exemple des deux grands Spurius du V^e siècle ? En formant l'hypothèse d'une *quaestio Petelina*, c'est-à-dire spécifiquement anticapitoline, montée contre l'Africain, et comparable à celle dont Manlius avait péri, je pose un problème aux termes irréversibles, je le sais : car il est possible de se représenter des contemporains de Scipion informés par quelque annale de l'histoire du Manlius du IV^e siècle, se persuadant d'une ressemblance et suggérant finalement d'appliquer au héros du II^e siècle le dur jugement prévu pour l'*hostis Capitolinus* ; mais il ne l'est pas d'imaginer des annalistes du II^e siècle tirant, de la dévotion capitoline

de Scipion et du rôle de certains Petilii dans son procès, l'invention, dans l'histoire de Manlius, d'un « bois pétélin », dont le propre eût été de priver l'accusé d'un secours visible du Capitole.

Il va de soi que les ressemblances qui nous frappent entre ces noms, en un contexte spécifiquement capitolin, peuvent, en principe, être complètement fortuites ; et nous-même ne leur accorderions pas tant d'importance pour le déchiffrement si l'attribution de l'accusation à deux frères Petilii, ensemble tribuns, était sans difficulté en elle-même et pour les années en cause. De toute manière, la similitude des recours au Capitole, à sa sauvegarde, à son dieu présent, peut suffire en ce parallèle à éclaircir la notion des « citoyens rachetés ».

A Jupiter *Férétrius*, la tradition rapportait la forme ancienne et rare du triomphe célébré par le chef romain qui, de sa main, avait tué le chef ennemi et conquis ses armes : *spolia opima* ; à un Jupiter *Imperator*, certains généraux ont spécialement voué un culte, voire dédié des images, et il est probable qu'il s'agit là, à l'origine, d'un Jupiter particulièrement mêlé aux rites du *triumphus* comme à la collation de l'*imperium*¹. En fait, le dieu qui préside au triomphe romain classique, celui dont l'*imperator*, de quelque façon qu'on veuille se le représenter, et compte tenu des réserves d'un savant comme L. Deubner, actualise temporairement et magiquement les pouvoirs², c'est le Jupiter du grand temple capitolin, l'*Optimus Maximus*,

1. Mention ouverte est faite de ce culte chez Liv., VI, 29, à propos du retour à Rome du dictateur T. Quinctius Cincinnatus, vainqueur des Prénestins : ayant vaincu en une seule bataille, pris deux camps et neuf *oppida* ennemis, et reçu Préneste en *deditio*, il consacra dans son triomphe, à Jupiter Capitolin, une statue de *Jupiter Imperator* ramenée justement de Préneste : « T. Quinctius, semel acie victor, binis castris hostium, novem oppidis vi captis, Praeneste in deditionem accepto, Romam revertit, triumphansque signum Praeneste devectum Iovis Imperatoris in Capitolium tulit. » Ce dictateur remporte ce beau succès en 380 av. J.-C., à un moment où Rome, à l'intérieur, se remet de la crise manlienne par une politique de composition. Il me semble difficile de ne pas voir un rapport entre sa dédicace (dont Tite-Live, *ibid.*, donne l'inscription : *IVPPITER ATQVE DIVI OMNES HOC DEDERVNT VT T. QVINCTIVS DICTATOR OPPIDA NOVEN CAPERET*) et le culte capitolin essentiel duquel Manlius avait été délogé par la force. Pais, *op. cit.*, après d'autres, a admis que Tite-Live ou sa source avait fait là confusion avec le don votif fait deux siècles plus tard par le Quinctius Flaminius de Cynoscéphales d'un *signum Iovis Imperatoris quod ex Macedonia captum*, etc. ; mais pourquoi ne pas accepter l'authenticité du fait pour le Quinctius du IV^e siècle, signe et confirmation d'une rivalité essentielle entre sa *gens* et celle des anciens Manlii autour des symboles d'*imperium* du Capitole ? La confusion entre deux statues n'impliquerait nullement que le passage des Annales pour 380-379 av. J.-C. ait été interpolé.

2. Nous ne voyons pas de raison décisive de revenir de l'opinion que le triomphateur capitolin, dont le visage était, on le sait, peint au minium, et dont les vêtements et attributs temporaires étaient pris, en quelque sorte, à la garde-robe du dieu, où ils devaient être rapportés, était censé incarner littéralement Jupiter et son pouvoir durant le temps même de la *pompa*. A tout le moins s'élevait-il au rang de « héros jovien ».

héritier à la fois, semble-t-il, des prérogatives fatalistes d'un ancien dieu étrusque du type de Tinia, et des « fonctions de souveraineté » — pour employer le vocabulaire de M. G. Dumézil — d'un grand dieu des Latins. Dans le détail, l'histoire du temple et du dieu est plus complexe qu'il ne paraît, surtout pour le ^v^e siècle, où des groupes plus sabins que latins en ont peut-être eu le contrôle, et pour le ^{iv}^e encore, où se livre une énigmatique et dramatique bataille entre le Capitole romain et la citadelle où règne le Jupiter latin. Si légendaire, en tout cas, que soit la vie de Camille, il ne paraît pas douteux que l'ascendant de ce libérateur et le caractère fortement unitaire — dans le sens latin — de sa politique religieuse furent responsables de la fortune décisive du culte capitolin comme du premier et du plus officiel de l'État romain¹.

L'on sait assez que, pour imposer ce primat, en faire profiter tout le patriciat romain, et particulièrement ces jeunes gens que parfois le dieu légitimait par une « éducation » fictive, Camille eut à mener successivement trois opérations : d'abord vaincre et détruire Véies, et s'assurer, par un transfert de butin et peut-être de mythes, que les traditions superstitieuses, d'origine étrusque, encore conservées au Capitole, ne profiteraient plus qu'à la vocation « impériale » de la Rome latine ; en second lieu, délivrer le rocher sacré du siège tenté par les Gaulois ; enfin, écarter de lui les pouvoirs locaux trop enracinés ou les usurpations : tel fut assurément le sens principal de sa mortelle rivalité avec le prétendu aspirant à la royauté, Manlius dit le Capitolin.

Chacun de ces épisodes, dans le récit traditionnel, apparaît engendré par le précédent, mais surtout le troisième est impliqué dans le second : durant le siège imposé par les Gaulois, Manlius a eu le rôle de sauveur héroïque, presque miraculeux, du Capitole ; Camille, rentré d'Ardée en libérateur, a chassé les Gaulois de la ville, en annulant, sinon en reprenant aussitôt, la rançon d'or que les défenseurs venaient de livrer à Brennus. Et la tradition insiste clairement sur le fait que la dictature confiée au grand exilé, mot d'ordre suggéré par le groupe de résistance installé à Véies et transmis jusqu'aux assiégés grâce à la pousse fluviale de Pontius Cominius, avait été légalisée *au Capitole* !

La rivalité qui suit entre Camille et Manlius répond certes en partie à une querelle politique et sociale : Manlius s'est fait le champion des milieux plébéiens qu'avait déçus, dès le lendemain de la prise de Véies, la solution camillienne ; ceux qui, de cette coûteuse mais

1. Voir là-dessus les observations récentes de M. Jean BAYET, dans l'appendice sur Camille de son édition de *Tite-Live*, V, dans la collection G. Budé.

capitale victoire, avaient espéré de vastes lotissements égalitaires sur les terres conquises, et des facilités dans le partage du butin. Camille, de toute évidence, n'a sauvé Rome par deux fois du suprême danger qu'avec le renfort de clans latins dont il a fait valoir les droits, faciles au reste à concilier avec l'ambition des patriciens romains. Mais, malgré le caractère étrangement moderne et peut-être authentique de quelques-uns des problèmes, sur lesquels on se serait alors battu — je pense notamment à la concurrence curieusement mentionnée par Tite-Live entre les tâches de reconstruction matérielle de Rome, auxquelles les plébéiens se seraient d'abord dévoués, et les espoirs de colonisation en pays volsque, que Camille semble ajourner au nom de l'urgence de cette reconstruction¹ — il est sensible aussi que des questions religieuses, certaines d'ordre très superstitieux, sont encore au premier plan de la querelle. Ainsi du sort fait aux « trésors d'or gaulois », *thesauri auri Gallici*, livrés sans doute par Camille à des interdits ou des usages purement sacrés, que Manlius dénonce comme des détournements égoïstes. Il y a plus : archéologiquement parlant, cette dispute, dont le germe est présent lors des opérations de vente ou de consécration de la *praeda Veientana*, se joue autour d'une balance capitoline essentielle : sur cette balance, le tribun militaire Sulpicius aurait pesé les mille livres exigées par Brennus pour la levée du siège ; épisode peut-être exact, mais dont les détails légendaires — l'épée ajoutée au poids par Brennus, son insolent *vae victis* — m'ont paru dénoncer les vestiges d'une antique symbolique de la « balance de Kairos² » ; sur la même peut-être, nous voyons ensuite Manlius peser le métal par lequel il rachète, *per aes et libram*, les plébéiens endettés, devenus aussitôt ses clients³.

Or, que sont ces clients, et quel lien les unit à Manlius ? Visiblement, l'origine de son patronat est surtout militaire ; les plus pauvres plébéiens qu'il couvre de sa protection sont considérés par lui comme des camarades de guerre. Comme la tradition ne sait presque rien du personnage avant le siège gaulois, sinon qu'il avait été consul (?), elle rapporte tout son prestige à son action durant ce siège. Mais,

1. Liv. VI, 6, 4, et 5. Le thème est lié à l'interdit que Camille a fait établir sur le site de Véies et à la valeur sacrée qu'il a inversement donnée une fois pour toutes au Capitole romain.

2. Voir notre essai d'interprétation de l'épisode dans la *Revue Archéologique* de 1954, p. 141-176.

3. Liv., VI, 14, 5 (après un rappel de sa défense du Capitole pour justification) : « Inde rem creditori palam populo solvit *libraque et aere liberatum emittit*, deos atque homines obstantem, ut M. Manlio liberatori suo, parenti plebis Romanae, gratiam referant. »

outre qu'il est singulier qu'un « consulaire » se retrouve en cet épisode sans aucun grade apparent, le récit nous laisse perplexes aussi en sa conclusion : l'exploit de Manlius lui vaut ce que nous appellerions aujourd'hui une brillante « citation à l'ordre de la garnison¹ », des honneurs originaux ; mais il continue d'être étranger au vrai commandement, et toute l'affaire du siège se règle entre ces trois seuls acteurs : Sulpicius le tribun militaire, Brennus le chef gaulois, Camille le libérateur. Il nous paraît probable que cet épisode capitolin, ainsi considéré comme essentiel par la tradition, résulte d'une concentration un peu artificielle, et d'éléments beaucoup plus rituels que politiques à l'origine : un rôle probable des Manlii dans le culte de Junon Moneta, un contrôle de quelque nature sur les dépôts d'or conservés au Capitole.

On remarquera surtout que, dans cette carrière hors de la normale, même pour l'époque, il n'y a pas de triomphe proprement dit, ni de grand commandement capable d'y conduire. Et c'est justement Camille qui fait alors monter vers le temple de Jupiter le vrai triomphe de style classique, le quadriges processionnel. Les annalistes se sont souvenus que le dictateur, pourtant populaire, choqua par le faste de son attelage (de chevaux blancs), digne de Jupiter et du Soleil... ; peut-être n'ont-ils pas assez relevé la part de la modestie : avec Camille le triomphateur prend, pour quelques heures, il est vrai, l'aspect de Jupiter ; non d'ailleurs sans conjurer avec scrupule la vengeance que quelque Némésis pourrait guetter de ce moment surhumain. Manlius, à notre avis, affichait tous les jours le rôle d'interprète de son Jupiter *Imperator*. Je crois que pour comprendre mieux, et le cas de Culleo, et la lointaine origine de la couronne civique d'Auguste, il n'est pas indifférent de remonter à ces deux origines rivales.

Manlius est entouré d'hommes qu'il a littéralement « sauvés » ; il est d'autre part le héros le plus décoré de toute l'histoire ancienne de Rome... Il reviendra seulement à ses descendants, dès la suite du iv^e siècle d'ailleurs, d'illustrer, par le choix de *cognomina* expressifs, *Torquatus*, *Imperiosus*, et la source particulièrement directe de l'*imperium* en cette famille, et la probable valeur d'armoiries d'un collier de type gaulois²... On entend bien, d'ailleurs, que, selon l'usage

1. Liv., V, 47 : « Manlius primum ob virtutem laudatus, donatusque non a tribunis solum militum, sed consensu etiam militari ; cui universi selibras farris et quartarios vini ad aedes eius, quae in arce erant, contulerunt, rem dictu parvam, ceterum inopia fecerat eam argumentum ingens caritatis, etc. »

2. Voir sur ces personnages et l'histoire de leurs *cognomina* les sagaces notices prosopo-

romain, plus d'une fois trompeur, chaque fois l'origine est considérée comme due à un exploit ou un accident tout personnel. Le jour de sa comparution devant les comices (centuriates?), Manlius « produisit plus de 400 hommes dont il avait acquitté les dettes » ; de ses exploits guerriers personnels il donne des preuves positives : une trentaine d'ennemis tués en combat personnel, avec capture des *spolia opima* ; une quarantaine de récompenses reçues des généraux (*dona militaria*), dont deux couronnes murales, huit couronnes civiques¹... En outre, dit le récit livien, il présenta les citoyens qu'il avait sauvés de l'ennemi... Il découvre encore sa poitrine lacérée de cicatrices, et c'est en cet attirail, un peu bravache, qu'il lance son suprême appel au dieu du Capitole². Sauveur des hommes de la communauté par la grâce de Jupiter, n'a-t-il pas été plutôt, lors du siège, le sauveur du dieu ?

Déjà en confidence avec Jupiter, avant de déposer en son sein sa *laurea*, Scipion, qu'il ait ou non senti la comparaison, et cela nous paraît improbable, a tendu à confondre avec les prérogatives temporaires et réglées du triomphateur classique — du type de Camille — les attributs permanents d'un sauveur capitolin, selon le style de Manlius. Au IV^e siècle, nous avons lieu de penser que l'initiative de la procédure contre cet abus d'*imperium*, celle que nous appelons pétéline, partit des éléments latins, en se servant des milieux suffisamment indépendants de la plèbe urbaine ; la chose est d'autant plus plausible que, une quarantaine d'années après, des troupes latines

graphiques de Fr. MÜNZER dans le Pauly-Wissowa, s. v. *Manlius*, particulièrement, n^{os} 51, 53 et 57. Les *imperia Manliana* étaient passés en proverbe ; quelle qu'ait été leur origine, moins épisodique sans doute que ne le croient les annalistes, ils représentaient dans la Rome du IV^e siècle un type de commandement militaire contre lequel protestaient surtout, semble-t-il, les contingents d'origine latine.

1. LIV., VI, 20, 6-9, 46. *Ibid.*, fin : « Et, identidem Capitolium spectans, Iovem deosque alios devocasse ad auxilium fortunarum suarum, precatusque esse ut, quam mentem sibi Capitolinam arcem protegenti ad salutem populi Romani dedisset, eam populo Romano in suo discrimine darent, et orasse singulos universosque ut Capitolium atque arcem intuentes, ut ad deos immortales versi, de se iudicarent. » Voir notre commentaire dans la *Revue de Philologie*, loc. cit.

2. LIV., 39-41 (en 352) : nommé dictateur, M. Valerius Corvus essaie de reprendre la situation en main par une transaction : 41, 3 « Quinctio collaudato, ceteris bonum animum habere iussis, dictator, equo citato ad urbem reversus, auctoribus patribus tulit ad populum in loco Petelino, ne cui militum fraudi secessio esset, etc... Lex quoque sacra militaris laus est, etc... » Plus loin, 42, Tite-Live reconnaît qu'il y avait de cet épisode d'autres versions, une notamment d'après laquelle les conjurés, arrivant à Rome, auraient attaqué de nuit la maison de G. Manlius, puis l'auraient obligé à devenir leur chef. Méprise inverse sans doute, mais provoquée selon nous (voir *Revue de Philologie*, *ibid.*) par le contexte même, en soi authentique, d'une procédure d'exception dite « pétéline ».

insurgées revenant de Campanie et marchant sur Rome sous le commandement d'un Quinctius, rencontré près de Tusculum, imposeront une *lex sacrata* à leur profit, avec l'appui de la plèbe, et justement un certain Manlius est mêlé à l'affaire, de façon d'ailleurs trop contradictoire pour que le cas soit entièrement net¹. Ce n'est pas ici le lieu de nous étendre sur la probable rivalité qui dut jouer au IV^e siècle entre le Jupiter du Capitole romain et celui auquel les Latins de la confédération rapportaient sans doute leurs victoires; peut-être la concurrence des Manlii avec des Quinctii dans l'usage du surnom fort ambitieux de *Capitolinus* est-elle justement le signe de cette divergence? Comment oublier en tout cas le fait que, juste à la veille de la vraie guerre latine, un Manlius chasse du temple capitolin, où il va rouler du haut de l'escalier de Jupiter, un des deux « préteurs » envoyés par les Latins pour une dernière négociation¹? Je dois me contenter ici de tenter d'établir que, dans le récit traditionnel sur la chute de Manlius, il y a le souvenir, en soi suffisamment authentique, d'une domination au nom de Jupiter Imperator, d'une sorte de seigneurie sacrée, volontiers démagogique en ses ruses, capable de hanter encore de nostalgies les grands ambitieux du II^e siècle.

* * *

Les anciens se demandaient si Scipion l'Africain, à son zénith, n'avait pas été tenté par le titre « royal » et Polybe l'admirait surtout d'avoir jugé celui-ci superflu². Mais Polybe, sensible à cette *magnitudo animi*, a-t-il pu tout à fait comprendre jusqu'où allait l'ambition *capitoline* du héros, et à quel point elle pouvait sincèrement choquer ce qui restait à Rome de citoyens traditionnellement républicains, de dévots simplement positifs? Ce n'est point sûr. Du point de vue romain, sa justification et la logique même de sa haute ambition sont à chercher, avant tout, dans les possibilités qu'offrait la tradition triomphale; on sent bien, en suivant ses gestes depuis 206, que le jour viendra où les privilèges de l'*imperator* ne seront plus déposés modestement dans le temple de Jupiter en même temps que les *ornamenta* dont il s'est paré pour la *pompa*. Un détail le prouve parti-

1. Liv., VIII, 5-6. J'ai étudié l'épisode dans l'article déjà cité. Noter surtout, 5, 8, la prière de Manlius (Torquatus) à Jupiter de venger l'outrage, reprise après l'accident du préteur latin Annius en des termes particulièrement rares et éloquents, qui tirent de l'incident la preuve et justification de l'« existence » et du pouvoir de Jupiter.

2. Voir les passages réunis par SCULLARD, *op. cit.*, p. 86.

culièrement, s'il est authentique, et je crois qu'il l'est : d'après Valère-Maxime, Scipion, parmi tant de statues, avait eu la sienne dans la *cella* de ce dieu, « revêtue du *triumphalis ornatus* », et « l'on allait l'y chercher chaque fois qu'on célébrait les obsèques d'un membre de la *gens Cornelia* »¹. Nous voici donc encore plus près de César et d'Auguste : avec la tendance à l'hérédité des grâces triomphales, se répand l'idée que l'étrange pouvoir du triomphateur privilégié reste une puissance tutélaire au moins pour sa lignée. Ainsi pensera-t-on de la *Victoria* de César, plus encore de celle d'Auguste, bientôt confondue avec une divinité protégeant tout l'Empire. Inutile de rappeler, d'autre part, qu'après le *Somnium* fameux composé par Cicéron, et dans lequel l'Africain apparaissait à son descendant du haut des astres, il restait peu de choses à inventer pour que fût mise en forme la consécration sidérale de l'empereur dans l'apothéose légale.

Ce que nous voulons surtout retenir ici, c'est la logique de l'évolution de la notion de *cives servati* vers l'achèvement de larges clientèles issues du triomphe. Le gigantesque processus que nous voyons s'accomplir en ce sens au profit d'Octave-Auguste, entre 44 et 27, et surtout de 32 à 27, met en œuvre toutes les catégories que nous venons d'étudier et, en quelque sorte, les totalise : si le vainqueur d'Actium n'a pas eu à exhiber derrière son char de vrais proscrits réintégrés, combien de ralliés qui n'ont dépendu que de son pardon ! Aux termes de l'ardente propagande qui a précédé, puis exploité la bataille, tous les citoyens d'Italie au moins, des centaines de mille, n'avaient été sauvés que par son commandement sacré de la « servitude » que leur avait préparée la perfide reine étrangère. Premierstein lui-même ne me paraît pas avoir assez apprécié la portée de ce que fut le ralliement des légions d'Antoine² ; fictivement, elles ont dû être considérées comme se trouvant vis-à-vis du vainqueur à peu près dans la même situation que l'*exercitus Minucianus* de 217 devant Fabius et ses soldats fidèles. Aussi bien le culte du *Genius Augusti* s'installera-t-il bientôt — la découverte d'un autel l'a prouvé — jusqu'en cette Bologne, que le serment de 32 avait galamment exclue parce que la commune était traditionnellement dans la clientèle des Antonii... Lorsqu'il rédigera ses « *Res gestae* », Auguste pourra sans danger présenter comme le geste d'un *vindex libertatis*, affranchissant les citoyens de la « domination d'une faction » (chap. 1), jusqu'à

1. VALÈRE-MAXIME, IV, 1, 6, à compléter par VIII, 15, 1 ; cf. PAIS, *op. cit.*, p. 125.

2. Voir sa simple remarque de la p. 52.

sa première intervention, révolutionnaire encore et scabreuse, de la « guerre de Modène ».

Restait, à la vérité, une blessure, et pour ce système grandissant de clientèles, une lacune douloureuse : des citoyens demeuraient perdus, esclaves de l'ennemi ; les prisonniers de Carrhes étaient encore entre les mains des Parthes, avec quelques-unes de leurs enseignes. Chacun sait quelle valeur fut donnée aux *signa recepta* lorsque la pression diplomatique sur Phraatès permit à Auguste de les récupérer, en 20-19 av. J.-C. La *reciperatio* des possessions perdues, personnes ou territoires, était considérée par les anciennes règles du *ius triumphandi* comme un mérite réel, mais inférieur à celui de nouveaux « accroissements ». Ceux-ci n'ont pas manqué, et, dans ses *Res gestae*, Auguste a très fidèlement respecté ce schéma de littérature triomphale, en énumérant ce qu'il avait « recouvré » — *recepi* — à part de ce qu'il avait « ajouté » à l'Empire de Rome — *finis auxi*, etc... Auguste n'a témoigné à la religion proprement capitoline qu'un respect un peu formel, à certains égards surprenant de tiédeur ; et c'est vers de nouveaux dieux, Apollon, Mars Ultor surtout, qu'il orientait ses fidèles pour y trouver la source de ses charismes triomphaux et les vénérer. Mais, comme toujours dans le déroulement de l'histoire romaine, archaisante jusqu'en ses révolutions, on retrouve clairement, dans ce vaste et complexe processus, me semble-t-il, tout le vocabulaire spécifique, les symboles et insignes, et, si l'on veut, les artifices mêmes, avec lesquels le mouvement avait commencé.

Jean GAGÉ,

Professeur au Collège de France.

MÉLANGES

LA PAPAUTÉ MÉDIÉVALE

VUE PAR QUELQUES-UNS DE SES HISTORIENS RÉCENTS

Notre connaissance de la Papauté médiévale a été renouvelée au cours des trente dernières années par de nombreuses études qui ont apporté sur bien des points des opinions fort différentes de celles qu'avait répandues l'historiographie du début de notre siècle. Aussi a-t-il paru utile de présenter quelques-uns des résultats déjà obtenus par ces enquêtes et de tenter une mise au point sommaire de certaines questions controversées. Nous avons essayé de le faire en ne retenant que les plus marquants de ces ouvrages et en limitant volontairement notre analyse dans le temps : nous nous placerons entre le début du ^v^e siècle et la mort de Boniface VIII en situant la Papauté à la fin de l'antiquité et en nous arrêtant au seuil de la période où elle se heurta à des résistances toujours croissantes des États et de l'opinion.

Pour tenter d'ordonner une matière surabondante, nous avons pensé présenter d'abord quelques ouvrages généraux. Puis, en les suivant, nous regrouperons leurs renseignements essentiels, en les confrontant avec ceux que nous donnent des études spéciales, dans le cadre des principales divisions chronologiques.

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

En tête de cette rubrique, nous inscrirons les grandes œuvres, demeurées malheureusement inachevées, de deux historiens allemands protestants, Erich Caspar et Johannes Haller.

Erich Caspar s'est proposé d'écrire non point une histoire des papes, mais de la papauté, c'est-à-dire d'une idée qui s'est incarnée dans les dirigeants de l'Église romaine¹. D'une rare probité intellectuelle, l'auteur distingue dans cette idée, d'une part, un article de foi pour le croyant qui lui attribue la valeur d'une vérité éternelle et immuable et, d'autre part, un objet de recherche historique dans la mesure où elle s'est réalisée ; sur ce plan-là, elle est soumise aux lois de la genèse, de l'évolution et des transformations. Tel est l'esprit dans lequel Caspar aborda son immense sujet ;

1. *Geschichte des Papsttums*, 2 vol. ; I : *Römische Kirche und Imperium Romanum*. Tübingen, 1930 ; II : *Das Papsttum unter byzantinischer Herrschaft* (jusqu'en 750), 1933.

particulièrement préparé par de nombreuses études préalables, il a écrit un grand livre dont on ne peut qu'admirer le souci toujours présent d'objectivité, la présentation impeccable d'une matière étonnamment dominée, la langue claire et limpide qui excelle à traduire les textes grecs et latins, très souvent incorporés au texte et mis ainsi directement à la portée du lecteur. L'ouvrage de Caspar a conquis d'emblée une large audience, aussi dans les milieux catholiques ; il a la valeur d'un classique.

L'année qui suivit la parution du deuxième tome de Caspar, J. Haller entra en lice avec le premier volume d'une œuvre consacrée, elle aussi, à la papauté en tant qu'idée et réalité¹. La matière que son devancier avait traitée en deux gros volumes de près de 1.500 pages se trouve ramenée ici à 559, et encore atteint-on à la fin du volume les avenues qui conduisent au couronnement de Charlemagne. C'est dire que Haller traite le haut Moyen Âge avec moins de détails que Caspar. Mais il en diffère surtout par l'esprit. Sa préface s'élève vigoureusement contre ceux (et c'est Caspar qui est visé en premier lieu) qui pensent que l'idée de la papauté est demeurée sans changements depuis les origines : bien au contraire, son histoire est celle de profondes variations. Absolument étrangère à l'Église ancienne, l'idée naquit progressivement des sentiments et des besoins religieux des peuples d'Occident dont elle est sans doute la création la plus originale et la plus puissante. Cette thèse, Haller la plaidera tout au long de son œuvre dans une langue étincelante, avec un immense talent dans l'exposé des enchaînements et une profonde connaissance des sources (discutées dans un appareil critique considérable), mais non sans esprit de polémique et sans toujours juger objectivement les hommes et les choses. En somme, une œuvre très personnelle, imprégnée de libéralisme protestant, donnant, comme tout l'enseignement du maître de Tübingen, la primauté au politique plus qu'au doctrinal. On s'explique sans peine qu'elle n'ait pas été utilisée par les auteurs de l'*Histoire de l'Église*, fondée par A. Fliche et Mgr Martin.

Ces deux œuvres maîtresses ont été accompagnées, entre 1931 et 1941, par les livres écrits sur le même sujet par F. X. Seppelt². Leurs caractères essentiels paraissent être les suivants : d'une part, ce sont des ouvrages de haute vulgarisation scientifique : très clairement présentés, ils s'adressent à tout lecteur cultivé ; le récit est à peine interrompu çà et là par la prise de position de l'auteur sur les résultats de la recherche ; pas d'apparat critique ; une bibliographie par chapitre. D'autre part, ils expriment le point de vue catho-

1. *Das Papsttum, Idee und Wirklichkeit*, 3 vol. Stuttgart, 1934-1945. Une deuxième édition, en cinq volumes (jusqu'en 1316), a été donnée par H. DANNENBAUER (Stuttgart, 1950-1953), qui s'est servi des notes de Haller et a complété son exposé sur certains points. C'est à cette édition que nous nous référerons.

2. *Geschichte des Papsttums* ; I : *Aufstieg* (jusqu'à la fin du VI^e siècle), 1931 ; II : *Frühmittelalter* (de Grégoire I^{er} à 1046), 1934 ; III non paru ; IV : *Spätmittelalter* (de Boniface VIII à la Réforme), 1941. Un cinquième tome, paru en 1936, traite de la papauté entre la Réforme et 1789.

lique, exempt de toute polémique : au fond, jusqu'au milieu du VIII^e siècle, Seppelt est très près de Caspar. Enfin, l'auteur écrit moins l'histoire de la papauté que celle des papes, mettant l'accent sur les hommes et leurs conceptions personnelles ; ceci l'amène à négliger parfois l'Église romaine en tant qu'institution.

Né de conférences prononcées en 1942 à l'Université d'Oxford, l'ouvrage de T. G. Jalland doit prendre place dans cet inventaire, puisqu'il présente un effort de synthèse assez heureux mené des origines de la papauté à la fin du XIX^e siècle¹. La période que nous envisageons n'y occupe qu'une place assez restreinte (ch. 5 et 6) ; elle intéressera cependant le lecteur, qui y trouvera un exposé commode, inspiré du point de vue anglican.

Les lumières projetées par F. Heiler sont originales et riches d'enseignements ; l'auteur introduit, en effet, une heureuse comparaison entre les Églises d'Occident et celles d'Orient pendant le haut Moyen Âge². Son analyse montre que les Églises d'Afrique, d'Espagne, de la Gaule franque, d'Irlande, de Milan et d'Aquilée étaient autonomes dans leur structure, leur droit et leur liturgie ; certaines étaient, en outre, des églises nationales. Leur situation face à la papauté correspondait assez exactement à celle des Églises de l'Orient : comme celles-ci, elles reconnaissaient à la papauté une autorité prépondérante, mais non une primauté juridictionnelle active. C'est à partir du VIII^e siècle surtout que l'Église romaine établit progressivement un régime de centralisation : l'unification de la liturgie en fut la première étape. La fin de la diversité des Églises d'Occident marquerait la cause de la rupture entre Rome et l'Église byzantine.

Enfin, on ne saurait oublier de citer ici l'étude de W. Ullmann qui renouvelle bien des aspects de l'histoire de la papauté en discernant les fondements du pouvoir pontifical dans l'interprétation de la notion d'Église au cours de la période comprise entre Léon le Grand et le début du XII^e siècle³. Il fraye ainsi une voie qu'il serait intéressant de suivre ultérieurement et qui est susceptible d'aboutir à des résultats d'ensemble : l'étude doctrinale de la papauté dans le cadre de l'ecclésiologie.

II. — DU V^e SIÈCLE AU MILIEU DU VIII^e

Vicissitudes de la primauté pontificale.

À la fin du IV^e siècle, la structure de l'Église chrétienne, devenue l'Église de l'Empire chrétien, est encore essentiellement horizontale : elle apparaît comme une fédération d'Églises dont le concile général, convoqué par l'em-

1. *The Church and the Papacy*. Londres, 1944.

2. *Altkirchliche Autonomie und päpstlicher Zentralismus*. Munich, 1941 (t. II de la publication *Die Katholische Kirche des Ostens und des Westens*).

3. *The growth of papal government in the Middle Ages*. Londres, s. d. (1955). Le signataire de ces pages se permet de renvoyer le lecteur au compte rendu qu'il a consacré à cet ouvrage dans le *Moyen Âge*, 1956, 1-2, p. 185-192.

pereur, assure la direction suprême. Dans cette structure, le rôle de l'évêque de Rome est encore modeste ; son autorité ne s'étend encore réellement que sur les évêchés du district métropolitain ; toutes les Églises lui reconnaissent cependant, parce qu'il occupe le siège de Pierre considéré comme le symbole de l'épiscopat, une certaine prépondérance dans l'ordre spirituel qui avait, au III^e siècle, fait l'objet de discussions fameuses, illustrées par Cyprien de Carthage¹. On notera, cependant, que cette primauté encore mal définie ne reçut un début de réalisation que par des privilèges impériaux². Mais ni les canons 3-5 du concile de Sardique (343), ni le rescrit de Gratien (378) n'eurent de portée pratique immédiate. Par contre, tous les historiens reconnaissent que le deuxième de ces textes contribuera largement à la prise de conscience d'elle-même dont témoigne l'Église romaine au tournant du IV^e au V^e siècle.

Cette prise de conscience a été lumineusement dégagée par Caspar à travers les dires et les réalisations de Damase I^{er} et de ses successeurs qui se trouvent cependant en contradiction avec la structure traditionnelle de l'Église et ne se concilient que difficilement avec l'ecclésiologie de saint Ambroise et de saint Augustin³.

Il appartient à Léon le Grand de superposer à l'ancienne conception horizontale de l'Église une articulation verticale et de fonder celle-ci dogmatiquement⁴. Caspar et Ullmann ont longuement scruté sa pensée, qui marque un progrès décisif sur celle de ses prédécesseurs. Léon enseigne, en effet, que le pouvoir des Clefs a été remis à Pierre seul, à titre personnel, et que par Pierre ce pouvoir passa aux apôtres : cette relation initiale entre Pierre et ses frères dans l'apostolat doit se poursuivre dans les rapports entre le pape et les évêques. Vicaire de Pierre, le pape possède seul la *plenitudo potestatis* ;

1. Il ne nous appartient pas d'entrer ici dans le grand débat sur l'interprétation du traité *De catholice Ecclesiae Unitate*, qui a préoccupé tous les historiens de la papauté depuis un demi-siècle et dont on trouvera les échos dans P. BATIFFOL, *Cathedra Petri*. Paris, 1938, et dans le texte et l'apparat critique des ouvrages de Caspar et de Haller. De façon générale, le premier incline à admettre dans la doctrine cyprienne un élément de la future primauté pontificale ; le second nie cette interprétation à la suite des travaux de Hugo Koch, *Cathedra Petri*. Gieszen, 1930.

2. Haller insiste fortement sur ce point.

3. Rien de plus révélateur de l'esprit du grand historien que l'essai de synthèse qu'il tente entre la doctrine d'Innocent I^{er} et celle du docteur africain (I, p. 338-343).

4. L'analyse que donnent Caspar et Haller de ce grand pontificat est un exemple précis de la manière dont ils ont abordé l'un et l'autre leur sujet. Pour le premier, le pontificat de Léon I^{er} marque un des sommets de cette histoire ; le pape est comparé au « Lion de la tribu de Juda » ; sa pensée était vigoureuse et logique ; son action fut à la mesure des principes qu'il énonçait. Haller est loin de partager cette admiration : Léon aurait été surestimé par la plupart des historiens de l'Église ; seul Tillemont aurait porté sur le pape un jugement équitable. Léon fut l'homme de l'heure, servi par les circonstances politiques qu'il sut exploiter en « rusé retard ». Quant à sa pensée, la rhétorique dans laquelle elle s'exprime en déguise mal l'indigence. Jusqu'à quel point, d'ailleurs, ses lettres et ses traités sont-ils de lui ou de collaborateurs comme Prosper Tiron ? Où et quand Léon, qui avant son avènement fut diacre et chargé de missions diverses, aurait-il appris la théologie ?

à lui incombe la *cura universalis ecclesia* ; la doctrine qu'il proclame ne peut être que la foi de Pierre : *papa Petrus ipse*¹. En conséquence, les conciles — représentant les évêques affermis par la foi de l'apôtre — ne peuvent contredire en rien la doctrine de Pierre et de son vicaire. On notera, enfin, que l'ensemble des pouvoirs du chef de l'Église est désigné par Léon du titre très précis de *principatus*, parce que le pape occupe la place de celui qu'on appelait dès la fin du iv^e siècle le *princeps apostolorum*. *Princeps*, détenteur de la *plenitudo potestatis*, qui peut être assimilée à l'*auctoritas* suprême dont se prévalait déjà Innocent I^{er} : Léon vient de s'attribuer le titre et la compétence qui définissaient la magistrature impériale. U. Gmelin avait déjà souligné cette réalité en la mettant en rapports avec l'avènement à la papauté (depuis Sirice) d'hommes originaires de l'aristocratie romaine². Les conclusions de son mémoire sont susceptibles d'être encore élargies : il ne s'agit pas seulement là d'un processus d'imitation de l'Empire, mais peut-être, ainsi que le conjecture H. M. Klinkenberg, d'une argumentation dirigée contre le pouvoir « ecclésiastique » de l'empereur et particulièrement sa participation au ministère sacré³. Si cette hypothèse se trouvait confirmée, on pourrait déjà voir en Léon I^{er} un précurseur de Gélase.

La primauté pontificale, telle qu'elle vient d'être formulée par Léon I^{er}, ne put cependant être traduite immédiatement dans les faits. On sait de quels échecs en politique ecclésiastique fut accompagné le succès dogmatique remporté par le pape à Chalcédoine. Jusqu'au début du viii^e siècle, les prétentions pontificales se heurteront au Césaropapisme byzantin. C'est la confrontation de ces deux idées que nous décrit le tome II de Caspar : fresque immense de la papauté aux prises avec le basileus, histoire heurtée entre toutes, marquée par des progrès parfois, mais aussi par des reculs et des faux pas, excellemment mis en lumière, ceux-là, par Haller dans la seconde partie de son premier volume.

Cette période commence d'ailleurs par un sommet : l'ensemble des écrits rédigés au temps du schisme d'Acace par le pape Gélase I, qui avait déjà tenu la plume comme diacre sous les pontificats de Simplicien et de Félix III⁴. De ces écrits, le plus célèbre est, sans contredit, le *Duo quippe* (lettre 12, c. 2). Lorsqu'on l'envisage seul, il semble qu'on puisse souscrire à l'exégèse lumineuse qu'en donne Caspar : l'*auctoritas sacrata pontificum* et la *regalis potestas*⁵, se faisant face comme des grandeurs comparables ; distinctes

1. Voir, sous ce titre, l'article de K. D. SCHMIDT, dans *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. LIV, 1936.

2. *Auctoritas, römischer Princeps und päpstlicher Primat*, *Forschungen zur Kirchen- und Geistesgeschichte*, XI. Stuttgart, 1937.

3. *Papsttum und Reichskirche bei Leo dem grossen*, *Zeitschr. für Rechtsgeschichte*, K. A. 38, 1952.

4. H. Koch, *Gelasius im Kirchenpolitischen Dienst seiner Vorgänger*, *Sitzungs-Berichte der Akademie der Wissenschaften, phil. hist. Kl.* Berlin, 1935.

5. La distinction entre l'*auctoritas* et la *potestas* avait été faite par le Droit romain. Il n'en

depuis le Christ qui les avait tenues unies en sa personne¹, ayant chacune des attributions propres : celles des pontifes pèsent cependant d'un poids plus lourd parce que le pouvoir spirituel est responsable du salut des rois. Si ce texte célèbre renferme en lui le germe de la future doctrine « hiéocratique », il n'en demeure pas moins vrai qu'aux yeux de Gélase, c'est en tant qu'homme seulement, et non en tant que détenteur de la *potestas regalis*, que l'empereur est soumis au jugement moral des pontifes. Tout semble être dit, et pourtant cette argumentation ne définit pas suffisamment la perspective dans laquelle se place Gélase. Elle vient d'être dégagée par Ullmann, qui montre la pensée du pape orientée vers l'Église, Corps du Christ, pneumatique et organique à la fois, sur laquelle l'évêque de Rome exerce le principat, impliquant essentiellement le magistère spirituel auquel l'empereur doit être soumis. C'est en fonction de ce principe fondamental que la célèbre distinction prendrait tout son sens : au pape l'*auctoritas*, charismatique et créatrice ; à l'empereur, le pouvoir exécutif (*potestas*), la première étant, par son excellence et le pouvoir des Clefs, bien supérieure à l'autre (*Gubernatio generalis* de l'Église). Le raisonnement de M. Ullmann est logique mais prématuré ; nous ne saurions, en aucun cas, le suivre dans ses dernières conclusions tendant à montrer, en s'appuyant sur une lettre de Gélase, que celui-ci considère la souveraineté de l'empereur comme un *beneficium*, un bienfait reçu de Dieu et partant soumis à son contrôle. S'il s'arroge l'autorité suprême dans l'Église et d'abord la direction de la foi, il n'en demeure pas moins que, dans le monde, il reconnaît à chacun des pouvoirs sa sphère propre. Monde (c'est-à-dire l'Empire universel chrétien) et Église sont des notions qui ne se recouvrent pas tout à fait.

A la vision léonine et gélasienne de l'ordre du monde s'oppose le Césaropapisme qui triomphe avec l'avènement de Justinien : le pape, patriarche d'Occident, dont le magistère spirituel est reconnu, doit cependant n'être qu'un rouage de l'organisme que l'empereur dirige sans limite, l'Église impériale qui, *mutatis mutandis*, reprend la forme qu'elle avait eue sous Constantin et ses successeurs. De ce retour au passé, la papauté recueille deux siècles durant les avantages (matériels et juridiques), mais aussi les inconvénients : il n'y a qu'à se souvenir des tribulations du pape Vigile.

Comment, dès lors, le pontificat de Grégoire le Grand est-il apprécié par ses récents historiens ? Certaines idées que Mgr Batiffol avait énoncées, dans un livre très sûr et très nuancé², reparaissent dans l'exposé de Caspar. Il montre bien comment Grégoire s'est accommodé du régime politico-

est que plus remarquable que les évêques s'attribuaient depuis longtemps la *potestas* dans leur ressort ; saint Cyprien la définissait comme le pouvoir de lier et de délier ; pour Gélase aussi, ce pouvoir constituait le contenu de l'*auctoritas*.

1. En raison de l'origine commune des deux pouvoirs, Gélase parlera dans son quatrième traité des *officia utriusque potestatis*, ce qui revient à les placer sur le même plan (idée reprise par DVORNIK, Pope Gelasius and Emperor Anastasius, dans *Festschrift Dolger*. Munich, 1951).

2. *Saint Grégoire le Grand*. Paris, 1928.

religieux que les empereurs faisaient prévaloir¹; vis-à-vis de ces derniers, il fit toujours preuve d'une obéissance patiente. Insistant moins que Gélase sur la distinction et le poids différent des deux pouvoirs, il marque davantage la nécessité de leur coopération en vue de la construction de la Cité de Dieu. A côté de saint Augustin, qui fut son maître (et dont il « vulgarisa » certaines idées), on notera aussi chez lui un certain retour à la doctrine cyprienne du pacte d'amour liant tous les évêques au Christ, leur seul chef². Cette attitude modérée, qui n'exclut ni la fermeté doctrinale ni l'intransigeante défense de l'unité catholique, s'explique autant par la situation générale que par la personnalité de Grégoire. Le pape est pénétré d'esprit monastique; Pierre n'est pas pour lui que le *princeps apostolorum*, mais aussi le pécheur repentant, touché par la grâce, un modèle d'humilité que Grégoire s'efforce d'imiter (*servus servorum Dei*). Ceci ne l'empêche cependant pas d'être très Romain et plein de dévotion à l'égard de la *sancta respublica* que dirige l'empereur. Mais ce Romain sait mesurer aussi toute l'importance des royaumes barbares : ce qui lui importe, c'est de soumettre les uns aux directives de la religion chrétienne et d'évangéliser les autres, beaucoup plus que de les rattacher à la souveraineté spirituelle de Rome.

A ce portrait attachant de Grégoire s'oppose celui qui nous est donné par Haller, dont la plume incisive et caustique montre dans le pape le « très petit grand homme » que Mommsen déjà dénonçait en lui (*ein echt kleiner grosser Mann*). Critique outrée, inspirée par l'anticatholicisme vigoureux de l'auteur, mais dont certains éléments sont fondés : rien de plus absurde que la querelle déclenchée par Grégoire contre Jean le Jeûneur à propos du titre de patriarche œcuménique qui, jusqu'alors, n'avait donné lieu à aucune opposition à Rome; rien de moins digne que les flatteries prodiguées par le pape à l'usurpateur Phocas. Et l'on admettra aussi que la valeur de l'œuvre littéraire de Grégoire peut prêter à discussion. Mais ces ombres se dissipent devant l'ensemble de l'action de Grégoire, qui ne fut, comme l'a dit Mgr Batiffol, ni un héros ni un philosophe, mais un pasteur conscient de ses devoirs et dans lequel les générations ultérieures se plurent à reconnaître un modèle.

L'emprise byzantine se maintint à Rome jusque sous le pontificat d'Honorius I^{er}, mais dès l'avènement de Théodore I^{er} (642), et surtout avec celui de Martin I^{er} (649), commence une période de réaction, dont l'un des effets fut le redressement doctrinal opéré par ces papes après les erreurs d'Honorius dans l'affaire du Monothélisme. Pour toute cette période, l'exposé de Caspar est d'une rare qualité. Ainsi, par exemple, le jugement plein de

1. Soit un détail frappant : recevant l'appel de deux évêques de Bétique, le pape déclare ne l'accueillir que parce que la juridiction intermédiaire (métropolitaine) à laquelle ils auraient dû normalement recourir faisait alors défaut (II, p. 447).

2. Heiler insiste avec raison sur la primauté de la charité sans cesse évoquée par Grégoire; l'hierocratie se muait en « hiérodiaconie ».

nuances qu'il porte sur Honorius¹. Ainsi encore l'analyse pénétrante qu'il donne du concile romain de 649. Bien que composé de Latins et n'étant guère qu'un synode provincial élargi, il fut en réalité grec par son inspirateur, Maxime le Confesseur, prétendit à l'œcumenicité et se considéra comme prenant la suite régulière des cinq premiers conciles généraux ; condamnant tous les patriarches de Constantinople depuis Sergius et deux édits impériaux (l'*Ecthesis* de 638 et le *Typos* de 648), il s'orientait complètement contre le régime de l'Eglise impériale. La forte riposte de Constant II (dont fut victime le pape Martin) amena un retour en arrière, et le concile romain de 680 dut se contenter du rôle modeste d'assemblée préparatoire au VI^e Concile impérial et œcuménique de 681, qui condamna tous les fauteurs du Monothélisme et Honorius qui les avait suivis. Nous atteignons ici le point culminant de la « byzantinisation » de l'Eglise : jamais encore la parité des deux patriarchats de l'Ancienne et de la Nouvelle Rome, sous la haute tutelle de l'empereur, ne s'était pareillement manifestée.

De ce régime, la papauté réussit à s'émanciper au cours du demi-siècle qui suivit : le refus de reconnaître le Concile Quinisexte, la lutte menée par Grégoire II contre l'iconoclasme, lutte qui fit de lui le représentant du duché de Rome, sont les étapes principales de ce processus. Mais lui-même demeura sujet loyal de l'Empire, et il en fut de même de son successeur jusqu'à la saisie des patrimoines de l'Eglise romaine en Italie du Sud et au rattachement des évêchés de cette région et de la Sicile au patriarcat de Constantinople, prononcés par Léon III. Dès lors intervint la rupture entre Rome et Byzance.

Nous voici parvenus au fait considérable que représente l'alliance de la papauté avec les Germains. Alliance à laquelle préluda la conversion des Anglo-Saxons, puis l'œuvre missionnaire et organisatrice tout à la fois de saint Boniface², et dont le résultat fut le pacte conclu entre Pépin et Étienne II. Cette implantation de l'influence de la papauté dans une large zone de l'Europe du Nord-Ouest et du Centre ne représente cependant pas pour elle qu'un succès politique. Selon Haller, ce succès serait surtout moral et aurait des conséquences d'une portée considérable. Une nouvelle conception de la papauté serait née chez les Anglo-Saxons, les Francs et les peuples transrhénans, dérivant de la manière dont les Germains se figuraient le rôle de saint Pierre : fidèle par excellence (*Fultrui*) de son Maître qui l'avait

1. L'auteur souligne, en effet, qu'en confessant une Volonté unique, le pape pensait à la volonté divine qui dirigeait toutes les actions du Dieu-homme, et non point à une absorption de l'humain par le divin ; il ne fut donc point hérétique dans le sens que devait prendre le Monothélisme. L'erreur principale qu'il commit fut de s'exprimer d'une façon ambiguë et, contrairement à la tradition romaine, de laisser la direction du débat au patriarche de Constantinople, en se mettant ainsi à sa remorque.

2. On pourra se reporter sur ce point à l'étude récente de Th. SCHIEFFER, Winfrid-Bonifatius und die christliche Grundlegung Europas. Fribourg, 1954 (cf. notre *Bulletin d'Histoire d'Allemagne*, dans cette *Revue*, 1956).

investi de pouvoirs exceptionnels ; saint Pierre toujours présent en son successeur qui n'est pas qu'un évêque suprême, mais d'abord celui qui garantit à tous le salut en cette vie et dans l'autre ; il faut le suivre et le servir, puisque, bien plus que les autres prêtres, c'est lui qui ouvre et ferme les portes du Paradis. En somme, le pape maître des âmes, le pape seigneur de la chrétienté : telle serait la croyance nouvelle, essentiellement religieuse, dont les Germains auraient revêtu l'institution pontificale. Que faut-il en penser ? Certains arguments de Haller sont très pertinents, tels la diffusion rapide du culte de saint Pierre chez les Anglo-Saxons et chez les Francs¹, l'idée aussi d'un saint Pierre toujours vivant auquel Liutprand « rendit » une partie de ses conquêtes, ou encore l'entrée de souverains au service de l'Apôtre. A condition d'introduire certaines nuances, on reconnaîtra aussi le bien-fondé d'une formule aussi saisissante que celle-ci : « A présent, le pape des évêques est devenu le pape des peuples », avec tout ce qu'elle implique de popularisation, de vulgarisation de l'idée pontificale. Sur un point, toutefois, on fera les plus expresses réserves : s'agit-il vraiment d'une théorie nouvelle, conquérant Rome du dehors et étrangère à la substance traditionnelle de la papauté ? Vue excessive, qui vient sans doute de ce que l'illustre historien a sous-estimé l'élaboration à Rome même de l'idée de primauté qui contenait les éléments découverts par lui dans la mentalité des peuples germaniques. Il demeure que le fidèle attachement de ces derniers à saint Pierre facilita grandement l'installation de l'autorité du pape en Occident.

III. — DU MILIEU DU VIII^e AU MILIEU DU XI^e SIÈCLE

Aux temps de l'emprise franque et germanique.

L'histoire de la papauté étant largement éclairée par les ouvrages d'histoire politique et d'histoire des idées consacrés à cette période, nous nous bornerons à évoquer ici quelques problèmes sur lesquels les études récentes ont apporté des précisions ou des interprétations nouvelles.

a) *Le « tournant » de 754.*

Le pacte conclu entre Étienne II et Pépin a été soumis à une analyse rigoureuse par Haller, qui y distingue deux éléments essentiels : d'une part, l'entrée du pape dans la *commendatio* du roi des Francs et, d'autre part, l'engagement juré par ce dernier d'être le défenseur fidèle et obéissant de saint Pierre, comme s'il entrait dans son *comitatus* : il y a donc eu emploi de formules juridiques franques. Le titre de patrice des Romains conféré par Étienne à Pépin attribue au roi, selon F. L. Ganshof, qui le différencie nettement de celui que portaient l'exarque ou le duc de Rome, la mission d'assumer en qualité la protection du Saint-Siège et de la *Sanctae Dei ecclesiae*

1. Sur ce sujet, Th. ZWÖLFER, *St. Peter Apostelfürst und Himmelspförtner*. Stuttgart, 1929.

*respublica Romanorum*¹. De son côté, W. Ullmann a cru pouvoir nuancer ces diverses notions et montrer que le service de saint Pierre auquel s'engageait Pépin était conditionné d'abord par des motifs religieux. *Respublica Romanorum* aurait un double sens, s'identifiant d'abord à l'ensemble de la chrétienté occidentale et latine², puis à l'Église de Rome, fondement de la foi, abrégé (*épitomé*) de l'ensemble de la chrétienté. De ce double organisme, Pépin serait, en vertu de son titre de patrice, devenu le protecteur, entendez un protecteur « orienté » par le pape ; avec beaucoup de finesse, l'auteur introduit ici une distinction entre la protection sous forme personnelle et autoritaire exercée par le roi germanique et la protection dirigée par le pape, qui s'exprimerait dans le titre de patrice. Quant à la fameuse promesse de donation du roi qui se trouve à l'origine de l'État pontifical, son authenticité et son contenu n'ont cessé de soulever des doutes sérieux : si Mgr Saltet a cru pouvoir affirmer qu'il n'y avait jamais eu de « promesse de Quierzy³ », Haller l'admet telle qu'elle est rapportée dans la *Vita Hadriani* du *Liber Pontificalis*, en rejetant toute interprétation diluée du texte⁴.

Le fait concomitant à la promesse de donation de Pépin est la célèbre Donation de Constantin, qui demeure un gros objet de controverse. La majorité des historiens situent toujours sa composition à Rome au milieu du viii^e siècle, soit avant le voyage d'Étienne II et en vue d'appuyer la requête du pape⁵, soit après le retour du pape en Italie, au moment où se formait l'État pontifical ou immédiatement après ces faits⁶. Pour d'autres historiens, elle aurait été composée en France, à Saint-Denis, lors du séjour qu'y fit Étienne II en 754⁷, ou à Reims, en connexion avec le couronnement de Louis le Pieux en 816⁸. Une troisième hypothèse a surgi récemment, plaçant la naissance du faux au début du ix^e siècle et le faisant apporter par Léon III à Charlemagne en 804⁹. Les opinions divergent pareillement sur l'objectif visé par la Donation. La plupart mettent l'accent sur le caractère anti-byzantin du texte qui élimine de Rome l'ancienne domination impériale. On peut cependant concevoir d'autres interprétations encore. L'une définit la

1. *Mélanges H. Grégoire*, II, p. 273 sq.

2. Conception déjà entrevue par Grégoire le Grand (*societas reipublicae christianae*).

3. *Bulletin de l'Institut catholique de Toulouse*, 1940, 1941.

4. Ainsi celle de E. CASPAR, *Pipin und die römische Kirche*, 1914, qui pensait à la délimitation d'une « zone d'intérêts » réservée au pape ; cf. SEPPelt, II, p. 122.

5. Tels LEVILLAIN, *B. É. C.*, 1933 ; SEPPelt, II, p. 134 ; HALPHEN, *Charlemagne et l'Empire carolingien*, 1947, p. 30-33 ; GANSHOF, art. cité, n. 1.

6. Voir, par exemple, CASPAR, *Das Papsttum unter fränk. Herrschaft*, *Zeitschr. f. Kirchengeschichte*, 1935, et P. E. SCHRAMM, *Sacerdotium und Regnum im Austausch ihrer Vorrechte*, *Studi gregoriani*, II, 1947.

7. HALLER, I, 436.

8. Tels BUCHNER, *Hist. Jahrbuch*, 1933 ; E. EICHMANN, *Die Kaiserkrönung im Abendland*, Würzburg, 1942, I, p. 28 et *passim* ; HALLER, *op. cit.*

9. Point de vue de W. OHNSORGE, dans *Zeitschr. für Rechtsgeschichte*, G. A. 1951 (avec bibliographie de la question).

Donation comme l'argument péremptoire destiné à justifier les revendications territoriales d'Étienne II et à vaincre les hésitations du roi des Francs¹. P. E. Schramm, par contre, signale le caractère très vague des clauses territoriales et politiques du faux et insiste d'autant plus sur les honneurs impériaux concédés par Constantin à Silvestre, honneurs dont certains existaient déjà dans la pratique : on se trouverait ainsi aux origines de l'imitation de l'Empire par le Sacerdoce, processus destiné à connaître de grands développements et qui comporte d'ailleurs sa réciproque. Enfin, W. Ullmann pense que la Donation tend surtout à montrer l'abandon de Rome au pape et le consentement de Silvestre à ce que Constantin continue à porter la couronne qu'il avait refusée lui-même. La Donation serait ainsi mise au service de la primauté pontificale, ne tolérant aucune souveraineté indépendante à côté d'elle : cette conception nous paraît anachronique au VIII^e siècle.

b) *Papauté, Empire et Chrétienté.*

Bornons-nous, sur ce point, à signaler que la majeure partie des historiens pensent que l'initiative du rétablissement de l'Empire en Occident revient au pape Léon III, et que le couronnement de Charlemagne se trouve à l'origine du grand malentendu qui, presque aussitôt, se fit sentir entre le pape et l'empereur. En eux s'opposent l'idée de la primauté pontificale au nom de laquelle l'évêque de Rome choisit, couronne et oriente le défenseur de l'Église universelle, et l'idée de l'Empire qui trouve sa source en Dieu, et dont le détenteur — *a Deo coronatus* — s'arroe la protection autoritaire du pape et de l'Église. Cette dernière idée se dégage avec Charlemagne et au début du règne de Louis le Pieux ; la première s'affirme sous Nicolas I^{er} et Jean VIII, qui jouent, le deuxième surtout, de l'idée de chrétienté dont le contenu est plus vaste que celui de l'idée d'Empire (encore que sous Charlemagne les deux notions se recouvrent presque). Chrétienté : aspect social temporel du Corps mystique, telle que la définit Mgr Rupp², entité distincte d'Église (bien que pour certains théologiens du IX^e siècle la notion d'Église embrasse aussi les États chrétiens) et que les papes sauront utiliser pour dépasser la sphère purement ecclésiastique et donner les impulsions nécessaires aux princes laïcs, l'empereur y compris.

c) *Les Fausses Décrétales.*

Leur genèse est éclairée par l'analyse de la situation de l'Église franque au cours du IX^e siècle que donne Haller dans un chapitre excellent. Après avoir noté les divergences qui, sur l'obéissance due au pape, opposent les « ultramontains » (Alcuin, Walafried Strabo, Loup de Ferrières) et les « hispaniques » (Théodulfe, Agobard, Claude de Turin), il signale la contradiction majeure devant laquelle se trouvait le clergé franc lorsqu'il confrontait les textes régissant l'Église avec la tradition qu'y avait introduite saint Boniface.

1. Thèse plaidée, entre autres, par L. HALPHEN, *op. cit.*

2. *L'idée de la chrétienté dans la pensée pontificale des origines à Innocent III.* Paris, 1935.

Les textes de la collection *Dionysio-Hadriana* adressée par Hadrien I^{er} à Charlemagne reflétaient l'organisation ancienne de l'Église : structure synodale, importance des métropolitains, jugement des *causae maiores* à Rome ; reconnaissance du magistère pontifical en matière de foi, de droit et de morale. Quelques autres compétences du pape avaient été définies depuis le milieu du VIII^e siècle, ainsi la création de nouvelles circonscriptions ecclésiastiques et la désignation de vicaires à pleins pouvoirs, mais celle-ci avait des limites, comme l'enseigne l'affaire du vicariat de Drogon. Dans l'ensemble, les droits reconnus au pape se trouvaient bien en deçà de la croyance généralisée en la toute-puissance du successeur de saint Pierre. Il y avait là comme un vide, qui fut comblé lorsque le parti réformateur, désireux de faire cesser les abus dont l'Église souffrait de la part de l'aristocratie laïque et de l'État, qui s'appuyait sur les métropoles, recourut à des faux pour imposer son programme.

Ces faux sont les Collections du Pseudo-Benoît Lévite, du Pseudo-Angilram et surtout les Fausses Décrétales du Pseudo-Isidore¹. Haller met bien en lumière la méthode et les objectifs des faussaires, particulièrement du Pseudo-Isidore : position des évêques assurée contre les interventions des métropolitains et des synodes provinciaux, mais aussi contre les chorévêques et les pouvoirs laïcs ; accusation contre les évêques, comme toutes les *causae maiores* déferées en cour de Rome ; subordination de tout l'appareil conciliaire au pape : celui-ci est le chef, le protecteur et le juge ordinaire des évêques, la source du droit, l'évêque de l'Église mère qui a fondé tous les sièges d'Italie, d'Espagne, de Gaule et de Germanie, celui qui de tout temps a gouverné l'ensemble de l'Église, celui qui ne peut se tromper : autant d'idées et d'aspirations anciennes qui deviennent à présent des préceptes juridiques. On notera, cependant, que les Fausses Décrétales ne sont pas délibérément orientées contre l'État et la royauté².

La date de rédaction de la Collection semble se situer entre 845 (concile de Meaux) et 857 (assemblée de Quierzy), peut-être plus rigoureusement encore entre 847 et 852. De très nombreux indices permettent de supposer que les Fausses Décrétales furent composées à Reims et non, comme le pensaient certains auteurs, au Mans ou à la chapelle de Charles le Chauve³ ; elles se trouvent probablement en connexion avec la déposition de l'archevêque Ebon (835) et avec ses efforts pour ressaisir son siège épiscopal. De toute façon, elles sont utilisées depuis 852-853 dans l'archevêché de Reims ; c'est en se référant à l'un des principes énoncés par le Pseudo-Isidore que le pape Léon IV frappa de nullité le synode qui avait déposé les clercs d'Ebon,

1. P. FOURNIER, G. LE BRAS, *Histoire des collections canoniques depuis les Fausses Décrétales jusqu'au Décret de Gratien*, I. Paris, 1931 ; A. M. STICKLER, *Historia Juris canonici laici*, I : *Historia Pontium*. Turin, 1950.

2. Jugement un peu différent de SEPPÉLT, II, p. 236-238.

3. BUCHNER, Pseudo-Isidor und die Hofkapelle Karls des Kahlen, *Hist. Jahrb.*, 57, 1937.

parce qu'aucun représentant de Rome n'y avait assisté. Elles furent aussi utilisées par Nicolas I^{er}, sans toutefois que celui-ci approuvât formellement la Collection. De façon générale, elles n'exercèrent une influence réelle sur la structure de l'Église qu'à partir de la Réforme grégorienne.

d) *Nicolas I^{er}.*

La forte personnalité de ce pape et l'importance sur tous les plans que revêt son très court mais brillant pontificat ont conduit autrefois certains historiens¹ à faire de lui le créateur de la théorie de la toute-puissance de la papauté; on se rend mieux compte maintenant qu'il s'inscrit dans une continuité et que l'éclat de son pontificat tient en grande partie aux circonstances exceptionnellement favorables du moment.

Encore faut-il se demander ce qui dans sa pensée et dans son action lui appartient en propre. L'influence de ses collaborateurs immédiats paraît considérable, au point que Haller² croit pouvoir distinguer deux phases dans son pontificat : l'une (855-862) où Nicolas se trouve sous l'influence du parti qui l'avait élu (Rodoald de Porto), période où sa politique se déroule entre des normes coutumières; l'autre (862-867) où cette influence se trouve relayée par celle d'Anastase le Bibliothécaire : au contact de ce personnage, tout pénétré de l'idée de la grandeur romaine qui connaît à partir du ix^e siècle une véritable renaissance et qui revêt si curieusement l'institution pontificale³, Nicolas aurait pris une conscience plus nette de ses droits : sa pensée serait devenue plus absolue, son langage plus autoritaire, son action plus combative. On ne saurait cependant refuser au pape le mérite et les responsabilités de sa politique : l'influence personnelle de Nicolas avant son avènement, le contraste entre son « règne » et celui de ses successeurs protestent contre cette façon de voir.

Les idées de Nicolas I^{er} ont été minutieusement dégagées par W. Ullmann : Église romaine, tête de toutes les Églises, gardienne de l'intégrité de la foi; Église romaine, abrégé de l'Église universelle qui se confond avec le monde et dont le pape est le *princeps* spirituel; primauté du pape sur les évêques et qui fait de lui le père spirituel de la société des fidèles, le guide moral des souverains chrétiens : sur ce point, on notera la reprise du thème gélasien sur les rapports des deux pouvoirs, sans dépassement encore. Il convient de souligner aussi avec Perels⁴ que la Donation de Constantin n'était guère à l'honneur dans les milieux romains d'alors : la célèbre lettre de Louis II à Basile reproche aux Grecs d'avoir abandonné Rome et l'Occident au lieu de les en louer comme d'un acte de piété.

1. Voir, par exemple, HAUCK, *Kirchengeschichte Deutschlands*.

2. *Papst Nikolaus I und Pseudo-Isidor*, 1936, ouvrage dont la substance a passé dans *Papsttum II*.

3. F. E. SCHRAMM, *Kaiser, Rom und Renovatio*, 2 vol., 1929.

4. *Papst Nikolaus I und Anastasius*, 1929.

Le pape et son action ont été fort diversement jugés. Le bilan dressé par Haller est négatif : Nicolas, « qui tendait à être un pape selon le Pseudo-Isidore », n'a pas réussi à mener à bien l'affaire du divorce de Lothaire ; Rothade de Soissons, qui en avait appelé à Rome de sa déposition, fut restauré *non regulariter sed potentialiter* : Hincmar, en d'autres termes, s'est incliné devant un ordre sans reconnaître son fondé juridique ; échec en Orient surtout où Nicolas se heurta à la forte personnalité de Photius. Cette appréciation serait parfaitement valable si elle concernait seulement un homme politique. Haller oublie cependant que Nicolas n'était pas que cela ; il était d'abord pape et, si ses actes ont parfois été inspirés par des intérêts divers, il faut reconnaître aussi avec Seppelt qu'ils étaient commandés en général par un vif souci de la morale et de la justice : ils ne sauraient donc être appréciés par le seul critère du succès. Ses idées se trouvent beaucoup moins sous l'influence de ce que Haller appelle le « Romantisme historique » que d'une tradition vivante, une force très réelle où le pape ne pouvait discerner ce qui à nos yeux est « vrai » ou « faux ¹ ». Voilà aussi pourquoi demeure insoluble le problème : Nicolas a-t-il été abusé ou complice dans l'emploi des Fausses Décrétales ?

Sur un point particulier de cette histoire, les rapports de Nicolas avec l'Empire byzantin, il faut signaler toute l'importance des résultats auxquels est arrivé F. Dvornik à la suite d'une diligente enquête ². Son exposé confirme sur bien des points celui de Haller. L'idée essentielle qui s'en dégage pour notre sujet est que le pape était fort mal renseigné sur ce qui se passait à Constantinople et qu'il a vu surtout dans la crise ouverte par l'avènement — en soi irréprochable — de Photius, un moyen de faire pression sur le gouvernement impérial pour faire repasser l'Illyricum sous la juridiction romaine et arracher les Bulgares à l'Église byzantine. Ses légats, Rodoald et Zacharie, ont, certes, outrepassé leurs pouvoirs au synode de 861 en prononçant au nom du pape un jugement qu'il s'était réservé de prendre lui-même. Loin d'avoir subi la violence ou de s'être laissé corrompre, ils ont compris, en excellents canonistes qu'ils étaient, l'immense intérêt qu'un patriarche fût jugé par les représentants du siège romain dans une affaire purement disciplinaire, sans contexte doctrinal comme en 519 ou en 536 ; à leurs yeux, un tel résultat valait des concessions : aussi supprimèrent-ils de la lettre de Nicolas I^{er} le passage où le pape se réservait le jugement définitif de l'affaire. Dvornik montre aussi que la réaction de Nicolas I^{er} ne fut pas immédiate et que ce sont les dires d'un partisan d'Ignace qui amenèrent le revirement du pape et la condamnation du patriarche. Le dernier mot, cependant, n'était pas dit. La querelle s'envenima lorsque, à la suite de la démarche du roi Boris, les missionnaires romains pénétrèrent en Bulgarie ; se départissant de son attitude prudente, Photius fit alors condamner en un synode Nico-

1. Pertinente observation de G. TELLENBACH, dans *Hist. Zeitschr.*, 1939, p. 340.

2. *Le schisme de Photius. Histoire et légende*. Paris, 1950.

las I^{er} et avec lui, non point, comme ne cessent de le répéter depuis Baronius et Hergenröther certains historiens catholiques, l'idée romaine de la primauté, mais seulement les usages romains introduits en Bulgarie. Nicolas était mort quand les décisions du concile parvinrent en Occident, où elles auraient peut-être provoqué des remous, tant était grand, s'il faut en croire une lettre d'Anastase, le mécontentement contre le pape. Nous arrêtons ici l'analyse du bel ouvrage de Dvornik, dont les derniers chapitres instruiront singulièrement le lecteur sur les incertitudes des successeurs de Nicolas I^{er}.

e) *La papauté de la mort de Jean VIII à 1046.*

Pour cette période, l'histoire politique de la papauté a été étudiée surtout dans le cadre de l'histoire de l'Italie et, à partir de 962, dans celui de l'Empire¹. Ne retenons ici que les éléments essentiels. Depuis la fin du IX^e siècle, la papauté tombe sous la dépendance de l'aristocratie romaine, qui réussit à ruiner l'administration ecclésiastique de Rome et de l'État pontifical et à la remplacer par sa propre domination ; dans le second tiers du X^e siècle apparaît sous le régime d'Albéric l'idée de confondre le pouvoir du « prince des Romains » avec la fonction pontificale. A cette domination se surimpose, depuis 962, celle des empereurs, autoritaire avec Otton I^{er}, indirecte à partir de Henri II : entre ces deux phases, Otton III avait essayé d'organiser une chrétienté impériale, dirigée par l'empereur des Romains appuyé par le pape (Silvestre II). Au milieu du XI^e siècle, le règne de Henri III marque le point culminant de l'emprise de l'empereur, emprise heureuse en dernière analyse, puisqu'elle aboutit à la nomination de pontifes soucieux d'entreprendre la réforme de l'Église.

Cette période reçoit son coloris particulier de quelques grands faits. A Rome même se poursuit le Renouveau intellectuel (*Renovatio*) qui tente de rétablir la continuité avec le passé romain. P. E. Schramm en a étudié les aspects originaux et montré, en particulier, comment certaines institutions du palais pontifical — le *S. Palatium Lateranense* — en portent la marque². D'autre part, l'emprise germanique sur la papauté — *Teutonicis concessum est regimen nostrae Ecclesiae*, dira plus tard Grégoire VII — amène une profonde transformation de la liturgie romaine, qui se pénètre d'influences d'outre-monts : les admirables travaux de Mgr Andrieu donnent une pénétrante analyse de ce courant en retour du mouvement inauguré dans la deuxième moitié du VIII^e siècle par l'entrée de la liturgie romaine dans l'Empire franc ; le temps de la domination allemande se traduit par le triomphe à Rome du Pontifical « romano-germanique » compilé peu après 950 au monastère de Saint-Alban près de Mayence³.

1. Relevé des ouvrages principaux dans les chapitres correspondants du livre d'ULLMANN, ainsi que dans nos deux volumes sur le *Souvenir et la légende de Charlemagne dans l'Empire germanique médiéval* (1950) et sur *l'Idée d'Empire en Occident* (1953).

2. Cf. l'ouvrage cité.

3. Le Pontifical romain au Moyen Age, *Studi e Testi*, 86, 87, 88, 99, 4 vol., 1938-1941 ; Les

Effacement général de la papauté ; médiocrité de la plupart de ses représentants : ni l'un ni l'autre de ces facteurs ne diminue cependant le crédit de l'institution pontificale en Occident, où se maintint, tel un article de foi, la croyance au pouvoir de saint Pierre et de ses successeurs. Haller en relève plusieurs indices, dont le plus important est sans doute la recherche de la protection et de la liberté romaines par les monastères. Mais il observe aussi que dans la concession de ces privilèges les papes n'eurent qu'un rôle passif, accordant ce qui leur était demandé sans y mêler d'intentions propres. Par ailleurs, leur action fut presque toujours subordonnée au bon vouloir et aux intérêts du pouvoir séculier¹.

Notons, enfin, que la nature même du pouvoir pontifical était très diversement interprétée. Bénéficiaires des privilèges romains, les monastères contribuèrent à maintenir le principe de la toute-puissance du pape. Il n'en est pas moins vrai que l'on constate un certain effacement de la notion de primauté pétrine². A Rome même, il est très curieux d'observer que le souvenir de saint Paul sort, au x^e siècle, de la zone d'ombre où il se trouvait confiné depuis la fin de l'antiquité : hors de Rome aussi, Eudes de Cluny et Atton de Verceil replacent les deux apôtres aux origines chrétiennes de la ville ; c'est leur double prestige qui assure la prépondérance de celle-ci. Mais il y a plus encore : aux yeux d'Eudes et d'Atton, comme à ceux de Rathier de Vérone et de Gerbert surtout, l'autorité suprême dans l'Église appartient à l'ensemble de l'épiscopat ; l'Église est plurale ; le concile délègue ses pouvoirs à un juge suprême qui demeure lié à ses décisions ; les qualités que l'on requiert de lui sont surtout intellectuelles et morales (*scientia, prudentia*) ; en dépit du principe symmacuien que le pape ne peut être jugé par personne, l'idée du procès de l'évêque de Rome paraît à plusieurs reprises, peut-être sous l'influence de ce qui s'était passé en 963. Dans le Décret de Burchard, enfin, l'Église est aussi d'abord l'Église des évêques ; le recours au pape ne s'impose que si les recours aux ordinaires se sont avérés inopérants. Rien de plus saisissant que la persistance de cette très ancienne mentalité à la veille de la Réforme qui modifiera profondément le visage de l'Église.

IV. — LE MONDE DE GRÉGOIRE VII

a) Coup d'œil bibliographique général.

La connaissance générale de Grégoire VII et de son temps a été renouvelée il y a plus d'un quart de siècle par les travaux d'A. Fliche, trop connus pour

Ordines Romani du haut Moyen Age, *Spicilegium sacrum Lovaniense*, t. XI (1931) ; t. XXIII, XXIV (1948).

1. On pourra trouver, dans *Souvenir et légende de Charlemagne*, p. 65, un exemple précis où les idées de Jean XIII s'opposent à celles de l'empereur.

2. Vues très intéressantes dans le mémoire de H. M. KLINKENBERG, *Der römische Primat im x. Jahrhundert*, *Zeitschr. für Rechtsgeschichte, Kan. Abt.* 41, 1955.

qu'il en soit rendu compte ici¹. Depuis lors, les plus importants ouvrages parus sur le pape, en français, sont la thèse de Mgr Arquillière, qui vaut surtout comme essai doctrinal², et la biographie de Grégoire VII donnée par Voigt³. En langue allemande, on manque d'une monographie correspondant à l'état actuel de la recherche; on dispose cependant au tome II de l'histoire de la papauté de J. Haller d'un exposé brillant, aux vues diamétralement opposées à celles de Fliche; rappelons également son essai dans la série *Meister der Politik* et la présentation attachante de la personnalité du pape par l'éditeur de son *Registre*, E. Caspar⁴. On ne saurait oublier, enfin, le recueil d'études sur Grégoire VII de l'Anglais J. P. Whitney⁵, le volume de R. Morghen⁶ et le chapitre de premier ordre sur le pape que renferme l'ouvrage de W. Ullmann auquel nous nous sommes souvent référé.

A ces divers instruments de travail, il convient d'ajouter à présent les *Studi Gregoriani*, édités par G. B. Borino, magistrale publication jubilaire, suscitée par le neuvième centenaire de l'exil de Hildebrand, qui accompagna en Allemagne, en 1047, le pape Grégoire VI, déposé par Henri III au concile de Sutri⁷. A la différence des études citées plus haut, cette publication ne vise pas à donner une image complète de Grégoire VII, mais elle s'efforce de saisir la grande figure du pape dans une série de miroirs: à défaut d'unité, elle présente une mine de renseignements d'une prodigieuse richesse sur l'activité du pape et les problèmes de son temps. Nous aurons à faire, en outre, appel à divers ouvrages particuliers. Matière considérable, par conséquent, qu'il faut essayer de regrouper autour de quelques titres⁸.

b) *Personnalités et aspects de la Réforme avant Grégoire VII et autour de lui.*

Sur le décret de Nicolas II concernant l'élection pontificale, on possède un important travail d'A. Michel, qui montre que l'auteur du décret est le cardinal Humbert⁹; son essai cependant de reconstruire, en partant des deux versions qui nous ont été conservées, un texte primitif et d'interpréter celui-ci comme un « concordat » négocié entre la cour pontificale et le gou-

1. *La Réforme grégorienne*, 3 vol. Paris-Louvain, 1929-1937. Voir aussi t. VIII de l'*Histoire de l'Eglise (La Réforme grégorienne et la reconquête chrétienne)*.

2. *Saint Grégoire VII. Sa conception du pouvoir pontifical*. Paris, 1934.

3. *Histoire du pape Grégoire VII*. Bruxelles, 1938.

4. Gregor VII in seinen Briefen, *Hist. Zeitschr.*, 1924.

5. *Hildebrandine Essays* (réunissant des articles antérieurs de l'auteur). Londres, 1932.

6. *Gregorio VII*. Turin, 1942.

7. Publication de l'abbaye Saint-Paul de Rome, en 5 vol. I (540 p.) et II (530 p.), 1947; III (518 p.), 1948; IV (460 p.), 1952; V (415 p.), 1956, groupant les études de soixante-neuf auteurs. On pourra prendre une vue d'ensemble des quatre premiers volumes par l'article de P. E. SCHRAMM, *Das Zeitalter Gregor VII, Ein Bericht*, *Göttinger Gelehrte Anzeigen*, 207^e année, n° 1, 1953.

8. Les références aux articles parus dans les *Studi Gregoriani* sont données tout simplement par numéro de tome et page.

9. *Papstwahl und Königsrecht*, 1936.

vernement impérial a soulevé de la part de la critique les plus expresses réserves. De son côté Borino, tout en admettant que le décret a pu être composé par Humbert, met toutefois en garde contre la tendance d'en attribuer la conception à lui seul, en rappelant que le concile de Worms avait dénoncé en Hildebrand l'*auctor, persuasor, subscriptor*que, du texte¹. Toujours est-il que le décret n'a jamais été appliqué intégralement. Haller le considérerait volontiers comme destiné à légitimer après coup l'élection de Nicolas II, qui avait été le fait d'une minorité (évêques et prêtres cardinaux), hors de Rome, sans la participation de l'ensemble du clergé et du peuple de la ville².

Humbert, cardinal de Silva Candida, est désormais une des personnalités les mieux connues du XI^e siècle grâce aux importants travaux d'A. Michel, dont un article général résume le rôle que ce personnage joua au point de vue doctrinal et politique³. W. Ullmann analyse, d'autre part, la conception qu'Humbert avait de l'Église romaine dans le fragment *De Sancta Ecclesia* où se trouve le principe lourd de conséquences que le pape ne peut être jugé par personne *nisi forte deprehendatur a fide devius*; rejetée par le *Dictatus* d'Avranches (début du pontificat de Grégoire VII), cette sentence fut incorporée par Huguccio dans sa Somme sur le Décret de Gratien⁴.

Le schisme entre Rome et l'Église byzantine (1054) a des causes diverses : conflit de juridiction à propos des évêchés d'Italie du Sud, intransigeance déplorable dont firent preuve les deux protagonistes essentiels du drame, le cardinal Humbert et le patriarche Michel Cérulaire ; c'est en dernière analyse sur la question de primauté effective du pape dans l'Église, à un moment où les réformateurs commençaient à instaurer un régime de centralisation, que se produisit la séparation des chrétientés d'Occident et d'Orient⁵. Que des questions de pratique liturgique, elles aussi, aient joué un rôle — tout à fait disproportionné à leur valeur réelle — on s'en convaincra en lisant l'analyse de deux textes donnée par A. Michel⁶.

Pierre Damien fait l'objet d'une étude de Owen J. Blum, insistant surtout sur l'influence qu'il exerça sur divers papes, sans marquer suffisamment la place originale qu'il tint dans la Réforme⁷.

Comment concevoir la Réforme en elle-même ? Les « Grégoriens » ont-ils vu dans la réforme institutionnelle un moyen de réaliser la réforme morale ou ont-ils considéré cette dernière comme accessoire ? Alors que Fliche plaçait au premier plan le souci des réformateurs de régénérer le clergé, G. Tel-

1. *Studi*, III, 463.

2. Sur la formation du collège des cardinaux, H. KLEWITZ, *Die Entstehung des Kardinal-Kollegiums*, *Zeitschr. für Rechtsgeschichte, Kan. Abt.* 1936.

3. *Studi*, I, 65.

4. *Studi*, III, 111.

5. A. MICHEL, *Humbert und Kerularios*, 2 vol., 1924-1930.

6. *Studi*, II, 162.

7. *Studi*, II, 459.

lenbach pense que leur premier objectif était, au contraire, la restauration de l'« ordre ancien » dont on s'était écarté depuis l'époque carolingienne; leurs idées originales ne se seraient précisées que peu à peu, de Léon IX à Grégoire VII, à la faveur d'événements politico-religieux tels que le conflit avec l'Orient ou la double élection de Nicolas II et de Benoît X¹. Il ne semble cependant pas que le « programme grégorien » puisse être dissocié, les réformateurs poursuivant deux objectifs étroitement liés : l'extirpation des vices et la « restauration » d'un ordre voulu par Dieu, comportant l'autonomie du spirituel et l'universalité de l'autorité pontificale.

c) *Grégoire VII.*

Sur l'une des personnalités les plus fortes, les plus contestées aussi, qui aient occupé le siège romain, les positions actuelles sont plus nuancées qu'elles l'étaient antérieurement. Un des problèmes essentiels nous semble avoir été posé par R. Morghen² : peut-on dissocier en Grégoire VII le chef spirituel et l'homme politique? Sa réponse est négative; la question serait de savoir si, à l'imitation de Grégoire I^{er} par exemple, le pape a tenté d'arriver à un équilibre entre ses fins religieuses et son activité politique, ou s'il s'est efforcé de réaliser son idéal spirituel avec des moyens temporels, comme le pense Haller.

Un essai de résoudre la question, en écartant l'antinomie des notions de spirituel et de politique chez Grégoire VII, a été tenté par A. Nitschke³. Contre Fliche et Mgr Arquillère, pour lesquels la réforme de l'Eglise à laquelle tendait le pape aurait amené la subordination du pouvoir séculier à l'autorité ecclésiastique, l'auteur croit pouvoir noter l'absence de tout principe hiérocratique dans la pensée et dans l'action de Grégoire VII; contre Haller, il conteste de même que le pape ait voulu imposer sa domination au monde; ce qu'il aurait voulu faire prévaloir serait, selon Nitschke, un régime d'« authentique charité ». Telle est la thèse, soutenue au moyen d'arguments dont certains paraissent très bons, en particulier la distinction introduite entre la pensée propre de Grégoire et celle de théoriciens contemporains : il en ressort que la représentation que le pape se faisait du monde dépasse en diversité et en complexité les idées qui lui sont prêtées généralement. Ce monde, le pape entend l'animer des principes pauliniens de liberté et de justice⁴, étant convaincu, d'autre part, que l'intervention directe de Dieu s'y fait sentir à tout instant : cette croyance serait l'élément le plus original de la pensée de Grégoire VII.

1. *Libertas. Kirche und Weltordnung im Zeitalter des Investiturstreites*, 1936. L'ouvrage donne, en outre, une excellente analyse de la notion de liberté ecclésiastique et de ses applications diverses (liberté « royale », liberté « romaine »).

2. *Studi*, III, 163.

3. *Die Wirksamkeit Gottes in der Welt Gregors VII*, *Studi*, V, 116-219.

4. L'auteur est obligé, cependant, de reconnaître qu'aux yeux de Grégoire VII n'est libre et juste que celui qui se trouve en communion avec lui.

Si une étude de ce genre peut nous faire connaître quelque chose de la vision du monde qu'avait le pape, on se reportera pour une analyse plus rigoureuse de ses idées à l'exposé de W. Ullmann, auquel revient le mérite de les avoir situées dans l'ecclésiologie de Grégoire VII. L'Église, corps du Christ *quod est fidelium congregatio*, mais aussi communauté organique fondée sur la foi chrétienne et sur une doctrine plus ferme des sacrements, centralisée et sacerdotale, dirigée par le pape. Celui-ci, *communis pater et dominus* des fidèles, est en possession de l'autorité confiée par le Seigneur à saint Pierre, *summus imperator*; elle ne saurait être soumise à aucune restriction (*universale regimen*); son détenteur est responsable devant le Juge suprême des actions de tous les hommes, y compris de tous les rois qu'il faut frapper de sanctions quand, par leur *superbia*, ils deviennent indignes de leur fonction. Ces principes, W. Ullmann les qualifie de gélasiens et sans doute a-t-il raison, en principe tout au moins. Mais, comme l'a montré naguère Mgr Arquillière, ils sont nouveaux dans la pratique, puisque Grégoire VII ne reconnaît plus de sphère indépendante au pouvoir séculier et qu'il n'hésita pas à aller jusqu'au bout de sa théorie en frappant Henri IV de peines à la fois spirituelles et temporelles.

En somme, si sur le plan des idées il est possible d'introduire des nuances dans la pensée de Grégoire VII, son pontificat enseigne cependant qu'il a subordonné le temporel à sa direction spirituelle et morale.

d) *Les papes réformateurs et la société chrétienne.*

Sous l'impulsion de Grégoire VII et de ses successeurs, Urbain II en particulier, deux idées étroitement liées et déjà anciennes sont devenues des réalités vivantes. D'une part, l'idée de chrétienté, c'est-à-dire d'un peuple chrétien groupé sous ses chefs et mettant ses ressources temporelles au service de l'Église, dépendant d'ailleurs de l'Église et dont le pape représente le haut suzerain ou l'empereur spirituel : cette notion a été éclairée par Mgr Rupp, dans sa thèse déjà citée, et après lui par G. Ladner¹. D'autre part, l'idée d'Occident, ainsi qu'il ressort d'une étude de G. Tellenbach, qui insiste en particulier sur les rapports plus suivis que les papes réformateurs entretenirent avec les États qu'ils entendaient diriger².

Ont-ils essayé de rendre ces rapports plus étroits en les transformant en relations féodales? Ils l'ont effectivement tenté à plusieurs reprises. Ils ont échoué en ce qui concerne l'Allemagne, le Danemark, la Hongrie et l'Angleterre : l'histoire de Guillaume le Conquérant est très significative à cet égard³. Mais, face à ces échecs, il y a lieu de citer aussi les traités de 1060 avec les princes normands d'Italie du Sud⁴, les rapports de Grégoire VII

1. The concepts of Ecclesia and Christianitas and their relation to the idea of papal Plenitudo potestatis from Gregory VII to Boniface VIII, *Miscellanea hist. pontificiae*, XVIII, 1954.

2. *Studi*, II, 125.

3. Z. N. BROOKE, *The english church and the papacy*, 1931.

4. P. F. Kehr, Die Belehnungen der südital. Normannenfürsten, *Abhandl. Ak. Berlin, Ph.-H. Kl.*, 1934.

avec les princes de Kiev¹, l'accord conclu avec Zvonimir de Croatie² et surtout la fondation de la suzeraineté pontificale en Aragon et en Catalogne³. Cette politique féodale a contribué à étendre la juridiction pontificale dans des pays qui se trouvaient, avant le milieu du XI^e siècle, en dehors de la zone d'influence directe de la papauté (États ibériques), ou dans des régions lointaines (Kiev); elle est aussi un chapitre important de l'histoire générale de l'Occident, où les formes vassaliques pénétraient largement le droit public: la papauté a essayé d'utiliser le système féodal comme un élément constructif, aussi bien dans l'État pontifical proprement dit⁴ que dans ses relations avec les princes chrétiens, et cette politique se poursuivra au XII^e siècle. Il importe, toutefois, de distinguer soigneusement les formes diverses que prirent ces relations: passage sous le protectorat de saint Pierre, rapports tributaires, reconnaissance de la suzeraineté du pape: autant de stades de maturation d'un même processus.

Le fait le plus important, cependant, est l'utilisation qu'Alexandre II, puis Grégoire VII et ses successeurs sauront faire de la chevalerie qu'ils invitent à se mettre au service de saint Pierre — *militia S. Petri*⁵ — non seulement pour combattre les ennemis intérieurs de l'Église, simoniaques et schismatiques, mais aussi pour mener la guerre sainte au sud des Pyrénées, en Sicile et finalement en Orient⁶.

e) *L'activité canonique.*

On sait que la réforme de l'Église a été marquée par une activité canonique intense, et d'abord en Italie où le mouvement commença avec les *Sententiae diversorum patrum* (collection en soixante-quatorze titres), attribuée tout récemment au cardinal Humbert, et dans laquelle on a reconnu le programme des premiers réformateurs⁷. Suit, vers 1075, le célèbre *Dictatus papae* de Grégoire VII, dont les vingt-sept propositions avaient fait l'objet de

1. A. W. ZIEGLER, Gregor VII und der Kijewer Großfürst, *Studi*, I, 387.

2. PRAGA, La chiesa di Roma e i Croati, dans *Italia e Croatia*. Rome, 1942.

3. P. F. KEHR, Wie und wann wurde des Reich Aragon ein Lehen der römischen Kirche, *Sitz. Ber. Ak. Berlin, Ph.-H. Kl.*, 1928; Das Papsttum und der Katalanische Prinzipat, *Abh. Ak. Berlin, Ph.-H. Kl.*, 1926. Voir aussi L. DE LA CALZADA, La proyección del pensamiento de Gregorio VII en los reinos de Castilla y Leon, *Studi*, III, 1-87.

4. K. JORDAN, Das Eindringen des Lehnswesens in das Rechtsleben der römischen Kirche, *Arch. f. Urkundenforschung*, XII, 1932.

5. Sur le « signe » de cette collaboration, l'étendard de saint Pierre, cf. C. ERDMANN, Kaiserliche und päpstliche Fahnen, *Quellen u. Forsch. aus ital. Arch. u. Bibl.*, 25, 1933-1934.

6. On se reportera à ce sujet aux études fondamentales de C. ERDMANN, *Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens*. Stuttgart, 1935, et d'E. DELARUELLE, Essai sur la formation de l'idée de croisade, *Bulletin de littérature ecclésiastique de l'Institut catholique de Toulouse*, 1944, 1953.

7. A. MICHEL, *Die Sentenzen des Kard. Humbert, das erste Rechtsbuch der päpstlichen Reform*, 1934, date la collection des années 1050-1052. Des réserves sur cette datation ont été élevées par Haller et Pelster dans *Studi*, I, 91, 321, mais ont été réfutées par Michel lui-même (III, 149).

plusieurs interprétations différentes au cours de ces dernières années¹. Elles semblent être actuellement toutes dépassées par l'hypothèse de Borino, selon laquelle le *Dictatus* ne serait ni un projet ni un programme, mais l'index d'une collection de canons, témoignant de la primauté pontificale et des privilèges de l'Église romaine, destinés à l'usage personnel du pape et qui, à ce moment-là, n'existaient encore qu'en fiches²; cette façon de voir semble devoir emporter la conviction³. La dix-septième proposition — « aucun canon, aucun recueil de canon n'existent sans l'autorité du pape » — a été soumise par S. Kuttner à une vigoureuse exégèse d'où il ressort que Grégoire VII n'avait pas en vue ici un ouvrage de droit, mais le *decretum de libris recipiendis et non recipiendis* de Gélase I^{er} : Grégoire ne revendiquait pas le contrôle du droit ecclésiastique, mais des livres de théologie et de dogme⁴.

Il y a lieu de tenir également compte des thèmes allégoriques anciens qui ont été « repensés » au cours de la Querelle des Investitures. Ainsi celui du glaive et des deux glaives. A l'étude fondamentale de W. Levison⁵, on joindra dans les *Studi Gregoriani* l'article de Mgr Arquillière, selon lequel saint Bernard n'aurait fait que formuler une théorie que Grégoire VII utilisait pratiquement, sans l'exprimer⁶, ainsi que l'étude de A. Stickler montrant quel rôle la notion même de *gladius* jouait dans la pensée du pape⁷; le mot désignait le pouvoir coercitif de l'Église que celle-ci était habilitée à exercer matériellement et spirituellement. Cette interprétation, qui fut aussi celle d'Anselme de Lucques, sera recueillie par le Décret de Gratien et se maintiendra parallèlement à l'interprétation bernardine pendant les siècles suivants⁸.

f) La souveraineté pontificale.

L'émancipation de l'Église des pouvoirs laïcs, objet de la Réforme grégorienne, trouva son corollaire dans la profonde réorganisation dont elle fut l'objet au cours de la deuxième moitié du XI^e siècle et qui aboutit au gouvernement de plus en plus centralisé de la papauté. De cette centralisation,

1. Pour K. HOFMANN (*Der Dictatus papae*, 1933), le document serait le canevas d'une nouvelle collection de canons (point de vue analogue chez Haller); pour H. KOEBNER (*Festschrift R. Holtzmann*, 1933), le canevas d'un discours prononcé au synode de carême 1075; M^{lle} J. GAUSZ (*Zeitschr. für Rechtsgeschichte*, Kan. Abt. 1940) y voyait l'énoncé des propositions devant inspirer les négociations avec l'Empire byzantin en vue du rétablissement de l'unité dans l'Église.

2. Un ipotesi sul *Dictatus papae*, *Arch. della R. deputazione romana di storia patria*, 1944.

3. Voir, par exemple, le parti qu'en tire K. HOFMANN, dans *Studi*, I, 531.

4. *Liber canonicus*, a note on *dictatus papae*, c. 17, *Studi*, II, 387.

5. Die mittelalterliche Lehre von den beiden Schwertern, *Deutsches Archiv.*, IX, 1951.

6. Origine de la théorie des deux glaives, *Studi*, I, 501.

7. Il potere materiale della chiesa, *Studi*, III, 235.

8. Le livre dont il sera question ci-dessous, du P. KEMPF, *Papsttum und Kaisertum bei Innocenz III*, contient d'excellents aperçus sur cette doctrine chez les canonistes du XII^e siècle.

les légats pontificaux ont été les instruments les plus visibles au dehors¹. Mais on ne saurait oublier non plus la refonte considérable de l'administration au centre même : l'organisation de la curie romaine en est sans doute l'élément le plus important². Le mouvement général des idées, enfin, tendit à faire monter le pape au rang d'un souverain : il est depuis Grégoire VII l'empereur spirituel dont les insignes du pouvoir, dérivant de la Donation de Constantin et exprimant l'*Imitatio Imperii* par le chef de l'Eglise, sont le manteau rouge et la tiare³.

V. — DE LA RÉFORME GRÉGORIENNE A BONIFACE VIII

Cette période est considérée, en général, comme celle du plein développement de l'hierocratie pontificale. Les trois derniers tomes de l'œuvre de Haller nous en donnent un récit singulièrement vivant, toujours fondé sur une judicieuse utilisation des sources, toujours aussi brillant de style, mais parfois trop schématique, trop orienté vers les contingences purement politiques et pas assez nuancé. Le tome III nous présente ainsi la montée du xiii^e siècle vers Innocent III, « qui tenta d'imposer sa souveraineté à la chrétienté au spirituel comme au temporel » ; en dépit de ses échecs, « il montra au monde ce dont un pape était capable ». On lira dans le tome IV le couronnement de l'œuvre d'Innocent par ses successeurs jusqu'en 1268 : le choix de cette date, celle de Tagliacozzo, témoigne à lui seul du point de vue auquel se place le grand historien. Le tome V, enfin, nous fait assister à la chute de l'autorité pontificale jusqu'à la veille de l'élection de Jean XXII. On ne saurait assez regretter que la grande œuvre s'arrête au seuil du xiv^e siècle : s'il avait pu la mener jusqu'à la fin du Moyen Age, Haller serait revenu à l'un des domaines de ses premières recherches, demeurées elles aussi inachevées⁴.

En quoi les ouvrages plus récents permettent-ils de remanier cette image courante ?

1. Sur leur activité, on se reportera à l'ouvrage d'Ullmann.

2. Parmi les études les plus neuves, nous citerons : K. JORDAN, Die Entstehung der römischen Kurie, *Zeitschr. für Rechtsgeschichte, Kan. Abt.* 1939 ; Die päpstliche Finanzgeschichte im 11. und 12. Jahrhundert, *Quellen u. Forsch. aus ital. Arch.*, 25, 1933-1934 ; Die päpstliche Verwaltung im Zeitalter Gregors VII, *Studi*, I, 113 ; H. W. KLEWITZ, Die Entstehung des Kardinalkollegiums, *Zeitschr. für Rechtsgeschichte, Kan. Abt.* 1936 ; B. ZEMA, Economic reorganisation of the roman see during the gregorian Reform, *Studi*, I, 137 ; R. ELZE, Das sacrum palatium Lateranense, *Studi*, IV, 17 ; Die päpstliche Kapelle im 12 u. 13 Jahrhundert, *Zeitschr. für Rechtsgeschichte, Kan. Abt.* 1950.

3. On se reportera à H. W. KLEWITZ, Die Krönung des Papstes, *Zeitschr. für Rechtsgeschichte, Kan. Abt.*, 1940, et surtout aux brillantes études de P. E. SCHRAMM, Sacerdotium u. Regnum im Austausch ihrer Vorrechte, *Studi*, II, 403 ; *Herrschaftszeichen und Staatssymbolik*, I, 1954, p. 50-98.

4. Voir *Papsttum und Kirchenreform*, I, 1903.

A. — Le XII^e siècle.

Le XII^e siècle a été marqué par une fermentation intellectuelle intense qui procède des problèmes posés par la Querelle des Investitures et où s'affrontent les idées les plus diverses sur la nature du pouvoir pontifical et les rapports de celui-ci avec les États. Le dernier chapitre de l'ouvrage de W. Ullmann analyse la pensée de certains théologiens, tels que Honorius *Augustodunensis*, Hugues de Saint-Victor, Jean de Salisbury et saint Bernard, qui reconnaissent à la papauté une souveraineté réelle sur le monde, parce qu'à leurs yeux le temporel est inclus dans le spirituel : le pouvoir temporel du pape leur apparaît, en quelque sorte, comme une extension naturelle du pouvoir spirituel. Rien n'exprime, sans doute, mieux cette façon de voir que l'interprétation de l'allégorie des deux glaives donnée par l'abbé de Clairvaux.

Face à cette pensée hiérocratique, on peut suivre l'élaboration d'une doctrine qui tient davantage compte des réalités politiques du XII^e siècle : c'est celle des canonistes, dont l'activité fut suscitée par la parution du Décret de Gratien (1140). S. Mochi-Onory a montré comment, dès le XII^e siècle, cette doctrine a jeté les fondements de l'État moderne en dégageant contre l'idée d'Empire les doctrines de juridiction divisée et de souveraineté impériale des rois dans leurs royaumes, comment aussi l'École assignait à la papauté la place de l'ancien Empire en lui reconnaissant l'*auctoritas* suprême sur les souverains, y compris l'empereur¹ : cette notion fonde l'*imperium* spirituel du pontife².

Sur la portée de cette *auctoritas* et particulièrement sur les rapports entre le pape et l'empereur, bien des incertitudes règnent encore au XII^e siècle. Alors que les Sommes parisiennes et celle de Leipzig considèrent le pape comme le *verus imperator*, le créateur des pouvoirs de l'empereur, l'École bolonnaise dans son ensemble rejette cette conception, et, précisant des notions déjà contenues dans le Décret de Gratien, élabore la fructueuse distinction entre l'*auctoritas* et l'*administratio*. Rufin est le premier à penser de cette manière : il reconnaît au pape non seulement l'autorité spirituelle, mais aussi l'autorité temporelle, puisqu'il confirme l'empereur en le sacrant ; celui-ci, par contre, est le chef de l'*administratio* dont le pape est exclu. D'autres vont plus loin, tel Simon de Bisignano établissant une séparation quasi totale des offices : *nulla potestas pendet ex altera* ; l'empereur ne reçoit

1. *Fonti canonistiche dell'idea moderna dello stato*, Pubbl. dell'univ. cath. del Sacro Cuore, 38. Milan, s. d. (1951) ; l'auteur montre fort judicieusement qu'aux yeux des canonistes le terme de « glaive temporel » ne désigne plus qu'une notion générique ; à la différence du glaive spirituel qui appartient à un seul personnage, le pape, le « glaive temporel » appartient à l'ensemble des princes.

2. On trouvera une analyse de la notion d'*auctoritas* dans l'ouvrage de M. DAVID, *La souveraineté et les limites du pouvoir monarchique du IX^e au XV^e siècle*, Paris, 1954.

pas son glaive de l'Église romaine et ne peut être déposé par elle. Il faut attendre Huguccio pour parvenir à une synthèse doctrinale dont les éléments constitutifs sont les suivants : les deux pouvoirs confondus dans l'Ancienne Loi ont été séparés par le Christ et sont désormais distincts ; au pape le pouvoir spirituel, à l'empereur le pouvoir temporel qu'il reçoit de l'élection des princes. La « confirmation » que représente le sacre impérial ne change rien quant à l'essence indépendante du pouvoir de l'empereur ; ce dernier, cependant, est soumis au pape *ratione peccati* et peut être frappé de sanctions ecclésiastiques ; au nom de son autorité absolue, le pape peut aussi juger l'empereur, mais seulement dans des conditions exceptionnelles.

Le mérite d'avoir éclairé ces différents points de vue revient à M. Pacaud, dont la thèse sur Alexandre III étudie comment le droit canon a été une des principales sources de la pensée de ce pape, comment aussi les événements du pontificat, la résistance qu'Alexandre rencontra de la part de souverains comme Frédéric I^{er} et Henri II contribuèrent à orienter l'École vers cette notion, bien définie à la fin du siècle (mais, nous l'avons dit, non unanimement admise), du dualisme des pouvoirs qui fait revivre l'ancienne doctrine gélasienne¹. En somme, la connaissance plus précise du mouvement des idées du XII^e siècle, les incertitudes aussi et les faiblesses d'Alexandre III nous invitent à nous mettre en garde contre l'interprétation classique selon laquelle on passerait au cours du XII^e siècle « naturellement » de Grégoire VII à Innocent III, ce dernier donnant à la doctrine de son grand prédécesseur son achèvement logique.

B. — Innocent III.

Le renouvellement de notre connaissance d'Innocent III est sans doute l'un des faits saillants de l'historiographie au cours de ces dernières années. Jusqu'alors, l'image du pape semblait parfaitement claire : Luchaire², Halfer³, Burdach⁴ et bien d'autres⁵ avaient montré en lui le représentant par excellence de la domination universelle de la papauté, au nom de la double qualité sacerdotale et royale de son pouvoir. Or, voici que trois ouvrages nous en apportent une version toute différente.

L'initiateur de ce mouvement de révision de l'image du pape est M. Mac-

1. *Alexandre III. Essai sur la conception du pouvoir pontifical dans sa pensée et dans son œuvre*. Paris, 1956.

2. *Innocent III*, 6 vol. Paris, 1904-1906.

3. Dans *Meister der Politik* (2), I, p. 520 sq., et dans le dernier chapitre du tome III de son histoire de la papauté.

4. *Rienzo und die geistige Wandlung seiner Zeit, Vom Mittelalter zur Reformation*, II, 1. Berlin, 1913.

5. Citons : E. W. MEYER, *Die Staatstheorien Papst Innocenz III*, Bonn, 1919 ; E. STRUBE, *Innocenz III politische Korrespondenz und die religiöse Welt Herrschaftsidee der Kurie*. Berlin, 1936.

carrone¹, qui s'est efforcé d'interpréter rigoureusement, sans les isoler de leur contexte, les expressions éclatantes qui donnent un tel relief au style d'Innocent III et qui avaient paru aux historiens antérieurs autant de clés pour comprendre quelle idée le pape se faisait de son pouvoir et quelle portée il entendait lui donner. Son enquête aboutit à des résultats qui sont à l'inverse de ceux couramment admis². L'idée de primauté, par exemple, si fortement affirmée par le pape, puise essentiellement à des sources liturgiques (offices de saint Pierre) ou scripturaires (Genèse, Jérémie, Nouveau Testament) et ne peut être entendue que dans un sens spirituel³, de même que la *plenitudo potestatis* ne désigne que la toute-puissance du pape dans l'Église. Innocent III s'intitule vicaire du Christ⁴; il lui arrive d'analyser la double qualité du Seigneur, prête suprême et roi de l'univers préfiguré par Melchisédech, qui rejaillit sur le pape, porteur de la mitre et de la couronne, celle-ci depuis Constantin. Mais il n'affirme jamais que cette royauté lui confère un droit quelconque sur les *regna*. Qu'on relise aussi la fameuse lettre d'Innocent à Jean sans Terre devenu son vassal, juxtaposant la domination spirituelle à la haute domination temporelle de l'Église romaine : l'accent est à porter sur *nunc*, maintenant, l'Angleterre aura comme *domina specialis in temporalibus* la papauté, par suite du serment de son roi. Et la Donation de Constantin? Innocent III ne l'aurait entendue que dans un sens restreint, s'appliquant au territoire directement soumis au Saint-Siège⁵. Sur le plan politique, Innocent professait la pleine indépendance du pouvoir temporel et ne se reconnaît le droit d'intervenir dans les affaires de celui-ci que *ratione peccati, casualiter, certis causis inspectis*⁶. En un mot, le grand pape serait un dualiste convaincu (deux puissances, deux luminaires, deux glaives) et met-

1. Chiesa e stato nella dottrina di papa Innocenzo III, *Lateranum*, N. S., Ann. VI, n°s 3-4. Rome, 1940.

2. Certains points dégagés par Maccarrone figurent cependant dans le portrait du pape donné par A. FLICHE, *La chrétienté romaine* (t. X de l'*Histoire de l'Église*).

3. Soit, à titre d'exemple, ce propos que l'on rencontre dans la lettre au patriarche de Constantinople, Jean Kamateros (*P. L.*, 214, 759) : « Dieu a confié à saint Pierre *non solum universalem Ecclesiam sed totum saeculum*. » M. Maccarrone le rapproche d'une expression analogue de saint Pierre Damien : *Terreni simul et coelestis Imperii iura Deus beato Petro commisit* (*P. L.*, 78, 789), et lui attribue comme source l'office de saint Pierre. Tandis que Mgr Arquillière y voyait un indice de pensée théocratique (Sur la fondation de la Théocratie pontificale, *Mélanges F. Lot*, Paris, 1925), Maccarrone n'y distingue qu'un sens spirituel et traduit *saeculum* par tous les peuples soumis à l'autorité religieuse de Pierre et de ses successeurs. M^{me} Tillmann (voir plus bas) ira plus loin encore et parlera du procédé par accumulation des termes, familier à Innocent III, *saeculum* étant une tautologie d'*Ecclesia*. Nous posons un point d'interrogation.

4. L'auteur a consacré au titre pontifical une étude dont il sera question plus bas.

5. Selon MARTINI, *Traslazione dell'Impero e donazione di Costantino nel pensiero e nella politica di Innocenzo III*, *Arch. Soc. Rom.*, 56-57, 1933-1934, la Donation ne serait dans la pensée du pape qu'un argument prouvant qu'il dispose aussi d'un pouvoir séculier et qu'il se trouve donc sur le même plan que l'empereur ou n'importe quel souverain.

6. Références : *Décretales* Novit et Per Venerabilem.

trait en pratique l'enseignement d'Huguccio, dans un esprit même plus modéré que son maître.

Inspiré principalement par les résultats de l'enquête de M. Maccarrone et utilisant la même méthode de critique des textes que lui, fondé sur un dépouillement systématique des sources et de bibliographie, voici maintenant le livre de M^{me} Helene Tillmann¹. Son mérite est de nous livrer un bilan de tous les aspects du pontificat. Ne revenons plus à l'analyse des idées fondamentales du pape; comme son prédécesseur, l'auteur établit qu'il n'y a chez Innocent III aucune confusion des pouvoirs, aucune aspiration à la domination universelle, mais est obligée cependant de reconnaître qu'il est arrivé au pape de dépasser ses principes, par exemple quand il exige que la décision qu'il vient de prendre en faveur d'Otton de Brunswick soit acceptée par tous, ou plus tard lorsqu'il annule les serments prêtés à son élu ou qu'il prépare² une mesure semblable à l'encontre de Jean sans Terre. Ce qui demeure toutefois, c'est qu'Innocent s'est efforcé de ne point faire paraître ces actes comme des actes de haute juridiction temporelle³. Passons aux différents éléments du bilan.

Le gouvernement de l'Église par Innocent III se traduit non par l'absolutisme illimité dont on l'avait accusé, mais par un développement plus systématique de sa primauté (revendication plus stricte du jugement des *causae majores*). Par ailleurs, Innocent respecte les droits de l'État, insistant sur la coopération nécessaire des deux glaives, ce qui signifie coopération en vue de garantir la liberté de l'Église (cause qu'un Laugton défendra toujours avec plus de radicalisme que lui) et maintenir dans les royaumes un état de choses fondé sur le droit et la coutume. Face à l'Empire, Innocent III affirme que l'Église romaine ne saurait se passer de son avoué, ne veut nullement l'éliminer de l'Italie, mais entend l'exclure de Sicile et lui faire reconnaître les récupérations auxquelles il a procédé après la mort de Henri VI⁴. Telles seraient les idées essentielles qui auraient inspiré l'intervention du pape dans le conflit entre les Staufen et les Welf: il lui donne, entre autres, l'occasion de préciser que le droit d'élire le roi des Romains appartenait aux princes, mais que l'examen de l'élu lui revenait de droit, puisqu'il lui conférerait la couronne impériale. Innocent, d'autre part, a œuvré à la réforme de l'Église (concile du Latran, appui donné aux nouveaux ordres), mais n'a pas pu déra-

1. Papst Innocenz III (*Bonner Historische Forschungen*, 3). Bonn, 1954. On pourra se reporter aussi à *Zur Frage des Verhältnisses zwischen Kirche u. Staat in Lehre u. Praxis Papst Innocenz III*, du même auteur, *Deutsches Archiv.*, IX, 1952.

2. CHENEY, *The alleged deposition of King John*, dans *Studies in medieval history pres. v F. M. Powicke*, 1948.

3. L'auteur montre qu'un texte tel que RNI 62 où le pape essaye de fonder son droit d'examiner l'élu des princes allemands et d'intervenir en cas de double élection est plein de sophismes, le pape ne voulant pas reconnaître qu'il prenait une décision purement politique.

4. Sur ce fait, cf. O. BERTOLINI, *Il problema delle origini del potere temporale dei papi*, *Miscellanea Pio Paschini*, I. Rome, 1949.

ciner la cause principale des maux qui sévissaient et qui tenaient surtout au régime bénéficial¹. Défenseur de la foi, il porte la responsabilité de la croisade des Albigeois : il ne l'a sans doute pas voulue, il en a réprouvé les horreurs, mais son attitude n'a cessé d'être ambiguë. Il a consacré de gros efforts au retour de l'Église grecque, mais son œuvre a échoué, parce qu'il n'a jamais conçu l'union autrement que comme la soumission des chrétiens séparés à Rome.

L'ouvrage de M^{me} Tillmann s'achève par un portrait très vivant de l'homme que fut Innocent III. Bon et sociable, charitable et cultivé, clair de jugement et tenace de volonté, le pape était fort religieux ; sa piété christocentrique s'orientait volontiers vers l'ascèse : ses écrits en témoignent ; Innocent fut beaucoup moins canoniste qu'on l'admet couramment. Ses deux traits essentiels demeurent finalement son conservatisme et son sens de la mesure : s'il n'a pas été injuste consciemment, il demeure cependant qu'il n'a pas toujours su sacrifier ses buts politiques aux valeurs de la morale et du droit.

Le dernier des livres nouveaux sur Innocent III qu'il nous faut évoquer ici est celui que le Père F. Kempf (S. J.) a consacré à un aspect particulier et capital du pontificat : celui des rapports du pape avec l'Empire². Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'étudier en détail³, nous nous bornerons à rappeler brièvement ici la méthode suivie par l'auteur. Elle consiste essentiellement à reconnaître en l'esprit d'Innocent deux pensées qui, pour être distinctes, se trouvent parfois mêlées l'une à l'autre. D'une part, le pape est un juriste ; dualiste, pénétré de l'enseignement de l'École, il observe scrupuleusement le principe de l'indépendance des États : son intervention dans la succession de l'Empire est dictée par la « conjonction spéciale » existant entre cette monarchie et la papauté « qui se trouve à son origine et lui permet de se réaliser complètement⁴ ». Bien différente, par contre, est la pensée du pape sur le plan spirituel : ici s'affirme la toute-puissance du pontife, vicaire du Christ, empereur spirituel de la chrétienté.

Reconnaissons que ces trois ouvrages projettent sur Innocent III des lumières très différentes de celles sous lesquelles il apparaissait jusqu'alors. Disons-nous qu'ils nous ont persuadé ? Oui, mais jusqu'à un certain point seulement. Certes, Innocent III ne saurait plus passer pour le fondateur de la théocratie pontificale. Beaucoup mieux que Grégoire VII, il a su faire la distinction entre le pouvoir temporel en soi et certaines de ses manifestations qui sont soumises à l'Église en tant que péchés — et non point en tant qu'initiatives de rois subordonnés. Instruit par l'expérience d'un siècle et

1. Voir aussi A. FLICHE, Innocent III et la Réforme de l'Église, *Rev. Hist. eccl.*, 44, 1945.

2. *Papsttum und Kaisertum bei Innocenz III* (*Miscellanea Historiae Pontificae*, vol. 19). Rome, 1954.

3. Cf. *Revue d'Histoire du droit*, 24, 1956, p. 90-96.

4. *Principaliter-finaliter*, termes de la Décrétale *Venerabilem*.

dem, il a compris qu'il était impossible de soumettre toute autorité au pouvoir du pape, sans doute aussi parce qu'il a discerné dans la réalisation de cette ambition l'origine de la dégradation du spirituel. Il n'en demeure pas moins vrai que certains de ses propos ne peuvent guère, en dépit des efforts de leurs récents exégètes, se rapporter à une domination purement spirituelle. La théorie de la Translation de l'Empire peut difficilement ne pas paraître une preuve de l'autorité suprême du pape, qui joue dans des circonstances autres que la *ratio peccati*. Et l'attitude d'Innocent III à l'égard de l'Empire, aussi prudente, aussi modérée, aussi encline au compromis qu'elle puisse sembler, n'en est pas moins profondément orientée contre une institution dont la force essentielle était une idée — qu'il fallait ruiner au profit de celle de chrétienté¹.

C. — Le XIII^e siècle.

La doctrine d'Innocent III, du reste, ne tarda pas à être dépassée. Du vivant du pape, voici l'*Apparatus* aux Décrétales d'Alexandre III d'Alain de Galles (entre 1201 et 1210), dans lequel W. Ullmann a reconnu le théoricien du papalisme tel qu'il s'exprimera un siècle plus tard dans la bulle *Unam Sanctam* : il rejette la doctrine d'Huguccio et établit que le pape possède les deux glaives dans cet *unum solum corpus* qu'est l'Eglise. Cette thèse ne cessa de progresser au cours du XIII^e siècle sous l'influence de plusieurs faits : le souvenir d'Innocent III, qui avait fait figure de chef de la chrétienté ; la lutte contre l'Empire menée par Grégoire IX et Innocent IV, au cours de laquelle le dualisme s'effaça complètement au profit de la toute-puissance du pape au spirituel comme au temporel. A côté de ces contingences politiques, on ne saurait cependant oublier l'influence du mouvement des idées au XIII^e siècle : l'élaboration des synthèses doctrinales venant après la période où l'on avait surtout procédé à l'analyse, la tendance qui triomphe, de la *reductio*, de l'*ordinatio ad unum*. Ces diverses circonstances sont analysées dans un ouvrage de W. Ullmann², qui donne une présentation systématique des éléments composant la doctrine hiéocratique des successeurs d'Innocent III, groupés autour de quelques idées centrales : plénitude du pouvoir, domination universelle, pape et empereur ; le mérite essentiel du livre réside autant dans l'exploitation méthodique des sources canoniques que dans la confrontation des vues de l'Ecole au XIII^e siècle avec celles de l'époque précédente.

L'argument majeur qui détermina cette évolution semble bien avoir été celui du vicariat du Christ détenu par le souverain pontife, dont M. Maccarrone a étudié le long développement au cours des siècles antérieurs, puis la valeur doctrinale qu'il prit sous Innocent III dans le cadre d'une théologie de la primauté (universalité du pouvoir pontifical, supériorité du pape sur

1. Renvoyons ici encore à la thèse déjà citée de Mgr Rupp.

2. *Medieval Papalism*. Londres, s. d. (1949).

les évêques, infaillibilité du magistère)¹. Si, comme nous l'avons déjà dit plus haut, Innocent III, selon l'auteur, ne déduisit point de la royauté du Christ celle de son vicaire, ses successeurs immédiats n'observèrent plus la moindre mesure en s'appuyant sur les décrétalistes qui, d'Alain et de Tancrede à *Hostiensis*, dégagèrent — avec des nuances il est vrai, et cette remarque vaut surtout pour le dernier nommé — la doctrine du pouvoir direct du vicaire du Christ, roi et prêtre. Innocent IV est par excellence le représentant de cette spéculation, aussi bien dans ses écrits (*Aeger cui levita*) que dans les faits (déposition de Frédéric II). En fonction de ce double vicariat, on repense les arguments anciens des deux glaives, de la Donation et de la Translation : tous deviennent des preuves au service de l'hiérocraie pontificale. On notera, enfin, que les affirmations des canonistes seront reprises jusqu'à la fin du siècle par les théologiens, unanimes à reconnaître au pape la *plenitudo potestatis* dans l'Église, et, puisque celle-ci contient les États, à admettre le bien-fondé de l'intervention du pape au temporel.

Mais, à cette doctrine de l'omnipotence de la papauté, publicistes et romanciers opposent les premiers éléments d'une théorie de l'État : le choc de ces deux grandes forces se produira sous le pontificat de Boniface VIII². Et voici que la personnalité et l'action de ce pape, si âprement critiquées par l'ancienne historiographie, ont été récemment replacées dans une optique plus objective, comme en témoignent, par exemple, le chapitre que Seppelt consacre à Boniface VIII³ ou la biographie écrite sur ce sujet par T. Boase⁴. Ces deux études sont pleines de bon sens et de mesure : la seconde discute et met au point les critiques qui furent élevées contre Boniface ; il semble que celui-ci se soit fait tant d'ennemis par son caractère beaucoup plus que par ses idées. De son côté, J. Haller, qui ne pêche certes pas par indulgence à l'égard du pape, rejette l'accusation d'averroïsme qui avait été naguère portée contre lui⁵ et conclut son analyse de la bulle *Unam Sanctam*, en soulignant que celle-ci n'apportait rien de neuf, si ce n'est dans sa dernière proposition, et encore n'y avait-il là que proclamation dogmatique d'un principe enseigné depuis longtemps par l'École ; Haller remarque, enfin, que Boniface est loin d'avoir tiré de son texte des conclusions aussi avancées que certains de ses devanciers : on pourrait donc lui reconnaître tout au moins le mérite d'une certaine modération. Telle est aussi l'opinion de M. G. Le Bras, qui met en garde contre les jugements d'intransigeance et d'absolutisme portés contre le pape et se demande si Benoît Caetani n'est, au fond,

1. Vicarius Christi, storia del titolo papale, *Lateranum*, N. S., Ann. 18, nos 1-4. Rome, 1952.

2. Rappelons à ce sujet les ouvrages de J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*. Louvain-Paris, 1925 ; G. DE LAGARDE, *La naissance de l'esprit laïque au Moyen Âge*, I, 1934 ; V. MARTIN, *Les origines du Gallicanisme*, 2 vol. Paris, 1939.

3. Dans le tome IV de son histoire de la papauté.

4. *Boniface VIII*. Londres, 1933.

5. R. SCHOLZ, Zur Beurteilung Bonifaz VIII und seines sittlich-religiösen Charakters, *Hist. Vierteljahrsch.*, 1906.

pas un « symphoniste », harmonisant toutes les voix de ses devanciers, comme il le fit, par exemple, dans la bulle *Unam Sanctam*, et un « modérateur » qui sut gouverner l'Église avec mesure¹. L'étude en profondeur du pontificat de Boniface VIII confirmera-t-elle cette façon de voir?

De la centralisation, qui, depuis la réforme du XI^e siècle, était l'un des traits les plus frappants du gouvernement de l'Église par le pape, les premiers effets ont été le développement des provisions et la réorganisation des finances pontificales. L'exposé de Haller permet de suivre les progrès des provisions depuis les *preces* et les *mandata*, par lesquels les papes recommandaient dès le XII^e siècle leurs candidats aux collateurs ordinaires, jusqu'au moment où s'introduisit l'usage (sous Célestin III) que le pape pourvoie lui-même, directement, à certains bénéfices vacants. Puis c'est Innocent III qui, au nom de la *plenitudo potestatis*, revendique le droit général de provision ; sous ses successeurs, et surtout sous Innocent IV, les nominations pontificales prirent une telle extension et soulevèrent de telles critiques que Clément IV préféra renoncer en 1265 au droit général, en réservant à la papauté certaines catégories seulement de bénéfices, tels ceux qui vqueraient par décès de leur titulaire en cour de Rome (et, depuis Boniface VIII, dans un rayon de vingt milles autour de la ville). Il appartient aux papes du XIV^e siècle de perfectionner le système en fonction de leur fiscalité. Telle est l'institution à laquelle G. Barraclough a consacré un ouvrage capital qui discute, entre autres, les griefs soulevés à ce sujet par la papauté². Critiquant l'opinion couramment admise, il croit pouvoir montrer que le Saint-Siège n'a pas imaginé les provisions, mais n'a fait que céder à ceux qui s'adressaient à lui ; emporté par son argumentation, il va même jusqu'à énoncer que la papauté n'a pas voulu la centralisation. Ces vues semblent excessives. Beaucoup plus probante nous a semblé sa thèse selon laquelle les provisions, pour être jugées pleinement, doivent faire l'objet d'enquêtes détaillées dans le cadre des différents évêchés. Les exemples cités par lui — et qui ont pu être confirmés par diverses études locales³ — montrent que les bénéficiaires étaient souvent des clercs pauvres, de plus en plus des universitaires et, naturellement aussi, des clercs romains et italiens. L'initiative partait souvent d'en bas, des requérants eux-mêmes, des princes et des villes qui arrivaient à se faire entendre à la cour de Rome plus facilement qu'auprès des ordinaires. Nous touchons ici au point essentiel : l'entente qui s'établit entre le Saint-Siège et les chefs d'État : ceux-ci présentaient aux papes des candidats et les papes utilisaient les réserves pour se concilier les princes. Il est, certes, arrivé aux chefs de l'Église de nommer à la légère, mais rien n'autorise à supposer que de pareils choix aient été nombreux ; les règles de

1. Boniface VIII symphoniste et modérateur, *Mélanges L. Halphen*. Paris, 1951.

2. *Papal provisions*. Oxford, 1935.

3. Quelques exemples dans *Revue historique*, 1952 (Bulletin d'Histoire d'Allemagne), p. 272-275.

chancellerie limitaient, en fait, le droit du pape ; de son côté, le collateur ordinaire avait souvent la possibilité de discuter la provision et de la faire révoquer.

C'est au XIII^e siècle enfin, à partir d'Innocent III, que s'est organisée sur des bases nouvelles la fiscalité pontificale. C. Bauer a décrit les étapes de sa formation¹ et de nombreuses études en ont démonté depuis lors le mécanisme ; ne retenons ici, à titre d'exemple, que le travail de W. E. Lunt, qui traite de la chambre apostolique et explique l'origine et la nature des impôts et des taxes qui, malgré l'opposition croissante de la chrétienté, s'acheminaient vers le trésor pontifical².

Il ne nous appartient pas de conclure. Cette revue à elle seule atteste, cependant, quel champ de recherches toujours renouvelées constitue l'histoire de la papauté médiévale. A côté de résultats déjà atteints, de nombreux problèmes demeurent posés. Un fait, cependant, semble bien acquis : l'histoire de la papauté au Moyen Age est infiniment plus heurtée qu'elle n'apparaît à première vue, et il faut savoir gré à ceux qui l'ont renouvelée d'avoir abordé leur sujet dans l'esprit de nuance qu'il requiert entre toutes qualités³.

Robert FOLZ,

Professeur à l'Université de Dijon.

1. Die Epochen der Papstfinanz, *Hist. Zeitschr.*, 138, 1928.

2. *Papal revenues in the Middle Ages*. New-York, 1934 (2 vol.). Voir aussi, du même auteur, *Financial relations of the Papacy with England to 1327*. Cambridge (U. S. A.), 1939.

3. Cet article était sous presse lorsque nous est parvenu le livre de Brian TIERNEY, *Foundations of the conciliar theory*, Cambridge, 1955. Nous ne saurions omettre de signaler ici cet ouvrage d'un intérêt exceptionnel qui étudie la contribution apportée par les canonistes depuis Gratien à la théorie conciliaire et la situe dans la doctrine traditionnelle de l'Église. Reconnaissance par les Décretistes de la supériorité du Concile général sur le pape en matière de foi et de la capacité du concile à juger le pape tombé dans l'hérésie ; élaboration par les Décretalistes de la doctrine selon laquelle l'Église est une « université corporative » où l'autorité n'appartient pas seulement au chef, mais aux membres ; ambiguïté de la notion de *plenitudo potestatis* chez ces mêmes Décretalistes, qui ne la considèrent pas seulement comme l'autorité absolue, mais comme une autorité de nature administrative, confiée de par l'élection au chef d'une collectivité ecclésiastique et n'impliquant pas l'irresponsabilité de son détenteur à l'égard des membres du corps dont il est la tête : tels sont, pour notre propos, les résultats les plus importants de l'analyse de M. Tierney. Pour plus de détails, le lecteur vaudra bien se reporter à notre compte rendu de ce livre dans la *Revue d'histoire du Droit*, 1957.

LA LÉGENDE NAPOLEONNIENNE EN FRANCE

EN 1848

Le sentiment national s'est bien souvent exprimé, en Europe, par le culte du Héros. Au milieu du XIX^e siècle, le « grand homme », en France, c'est d'abord le chef militaire ; et le sentiment national s'identifie encore avec l'idée guerrière. Tout le travail de l'imagination collective française, d'agrandissement et d'élévation de la figure de Napoléon, représente une idéalisation de la vie guerrière, déjà tentée sous l'Ancien Régime, et même dès la fin du Moyen Age français, sur les noms de Jeanne d'Arc, de Duguesclin ou de Bayard.

L'attitude à l'égard de Napoléon et des traités de 1815 (attitude de principe que beaucoup adoptent sans vouloir qu'elle se transforme en élément d'action) apparaît en 1848 comme le meilleur critère du sentiment national en France dont le culte de l'Empereur, le souvenir de Napoléon, est le symbole, l'expression la plus populaire.

Les incidences profondes de la légende napoléonienne sur l'évolution constitutionnelle de la Seconde République devaient révéler son importance dans les structures idéologiques et affectives de la nation : la figuration populaire des événements apparaît, dans ce cas concret, plus importante comme génératrice de sentiments et d'actions que la réalité authentique des faits.

Nous nous proposons d'étudier le souvenir et l'idéologie napoléonienne, au moment de la Révolution de 1848, avant la campagne bonapartiste, qui utilisa le sentiment populaire et orchestra ses diverses manifestations en faveur de Louis-Napoléon Bonaparte. Par conséquent, c'est surtout pendant la période révolutionnaire, de février à juin 1848, que nous avons placé nos recherches¹.

Nous avons trouvé les sources de cette étude, surtout dans des témoignages contemporains : articles ou faits divers rapportés par les journaux, proclamations électorales, mémoires de contemporains ou correspondances privées de l'époque publiées ultérieurement, rapports de procureurs généraux ou de préfets ; quand nous avons utilisé des documents émanant des élections de Louis-Napoléon Bonaparte, c'est qu'ils indiquaient un état de l'opinion existant déjà auparavant. Enfin, nous ne nous sommes préoccupé

1. Nous nous plaçons donc à un autre point de vue que R. PIMENTA, *La propagande bonapartiste en 1848*, et A. LEBEY, *Louis-Napoléon Bonaparte et la Révolution de 1848*. Ces deux livres fournissent une documentation importante sur la diffusion de la légende napoléonienne.

pés que de la France métropolitaine, laissant de côté l'Algérie, mais aussi la Corse (par l'origine même des Bonaparte, le sentiment napoléonien y revêt des formes très particulières).

Nous étudierons en premier lieu ce que représente, dans la pensée et dans la mémoire des hommes de 1848, le souvenir de Napoléon, avec les manifestations les plus évidentes de ce souvenir.

Ensuite, en partant de ces constatations, nous essayerons de voir comment s'était formée cette idéologie ou plutôt ces idéologies napoléoniennes.

Nous nous demanderons, enfin, s'il est possible d'apprécier la diffusion géographique et la représentation selon les classes sociales, de la légende napoléonienne en 1848.

Le souvenir de Napoléon s'est maintenu, la légende napoléonienne s'est épanouie sous la monarchie de Juillet, surtout depuis 1840. En 1848, Napoléon apparaît aux uns comme l'héritier et le représentant de la première Révolution : la majorité voit en lui l'incarnation du génie national ; il représente aussi la tradition et la sauvegarde du principe de l'ordre.

Héritier de la Révolution, Napoléon apparaît ainsi aux hommes de 1848, surtout parce qu'il représente l'aspect le moins discuté alors de cette période : la politique extérieure.

Un mot de Napoléon à Sainte-Hélène est cité partout, dans les journaux¹, dans des proclamations électorales², dans des brochures de propagande républicaine comme *Le manuel de l'Instituteur pour les Élections*, de Henri Martin : « Avant cinquante ans, l'Europe sera républicaine ou cosaque. » La logique populaire en déduisit que Napoléon, l'adversaire des « Cosaques », était donc républicain ; or, les termes de République et de Révolution sont synonymes dans la mentalité des hommes de 1848 : les divergences commencent sur l'interprétation de la Révolution, 1789 ou 1793.

Napoléon apparaît comme l'homme de la Révolution, parce que ses adversaires étaient les contre-révolutionnaires, surtout en 1815. Mais le souvenir des journées révolutionnaires : 13 vendémiaire, 18 fructidor, augmentait cette réputation. Aussi, lors des journées de février, entendit-on les deux acclamations liées : « Vive la République, vive Napoléon » ; le 22 février, c'était un millier d'individus qui vont du Panthéon à la Madeleine et passent devant la colonne Vendôme en criant « Vive la Réforme, vive Napoléon »³ ! Le 23 et le 24, des ouvriers associent, place de Grève, la République et Napoléon dans leurs acclamations. Au moment des journées de Juin, des insurgés, place Saint-Sulpice, ajoutent « Vive Napoléon » au cri de « Vive Barbès ». La

1. *Revue de l'Empire*, 1846 ; le *Siècle*, 5 février 1848 ; le *National*, 27 février ; la *Réforme*, 28 avril 1848.

2. Dans celle de Victor Calland, membre de l'Institut, en Seine-et-Marne, de Ch. Frantz en Haute-Marne, Napoléon Bonaparte (fils de Jérôme) en Corse, avril 1848.

3. Rapport du préfet de Police Delessert, 22 février. Arch. nat., BB 30, 296.

Commission d'Enquête sur les journées du 15 mai et de juin 1848 releva le témoignage de multiples cris de « Vive Napoléon ».

Le nom de Napoléon est donc employé pour exprimer l'opposition. C'est dans ce but que l'avait déjà utilisé Armand Carrel, quand il avait déclaré en 1836, en parlant de Louis-Napoléon Bonaparte, « le nom qu'il porte est le seul qui puisse exciter fortement les sympathies populaires ¹ ».

Mais après avoir été utilisé dans ce but, contre le gouvernement de la Restauration, puis contre la monarchie de Juillet, c'est contre le gouvernement des républicains modérés que certains font appel au nom de Napoléon; significatif est le titre du *Napoléon républicain*, publié en juin 1848, dont le directeur, Marcel Deschamps, était un ancien rédacteur du *Père Duchesne* de 1848.

Napoléon personnifie donc la Révolution aux yeux des hommes de 1848: Daniel Stern donne un témoignage significatif de cet état de l'opinion dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, publiée en février 1850; elle écrivait: « Napoléon Bonaparte est, dans les temps modernes, le plus éclatant exemple de ce don de personnification. Tout ce que la pensée des philosophes avait conçu avant lui, tout ce que les assemblées politiques avaient réalisé de progrès, toute la puissance, toute la gloire qu'une suite ininterrompue de grands hommes avait donné à la nation, le peuple en a investi ce nom prédestiné ². »

On retrouve la même constatation dans la préface du *Mémorial* publié par Hippolyte Carnot en août 1852; à propos des créations du Gouvernement Provisoire, il écrit: « On réussira peut-être à fourvoyer la reconnaissance publique, de même que l'on a égaré l'opinion au point de lui faire mettre au compte du premier Napoléon les plus grands actes de nos assemblées nationales. »

Cette confusion, inconsciente dans la mentalité populaire, était entretenue et utilisée aussi par des penseurs républicains. Edgar Quinet, dans l'*Histoire de mes Idées*, raconte comment il accommodait « ce qui m'avait paru inconciliable, mon culte pour Napoléon avec ma soif de liberté ³ ». « Je voyais en lui un être tout différent de celui que le monde avait connu. Cette idéologie qu'il avait tant maudite, il devait désormais la servir puisqu'il n'était plus qu'une idée. »

Soldat de la Révolution, Napoléon est apparu comme le défenseur du principe des nationalités: surtout pour l'Italie et la Pologne. La sympathie, presque universelle, manifestée en France en faveur de la Pologne en 1848, rappelle l'époque impériale: le lien avait déjà été établi par Mickiewicz dans ses cours du Collège de France, et par les mystiques polonais de l'émigration,

1. D. STERN, *Histoire de la Révolution de 1848*, III, p. 86.

2. Id., III, p. 342.

3. P. 173-174 (quand nous n'indiquons pas de date précise, il s'agit de la première édition donnée par les catalogues de la Bibliothèque nationale).

tels Wronsky, Towianski¹. Quand Raspail, dans l'*Ami du Peuple* du 6 avril 1848, s'adresse au peuple en faveur de la Pologne, il rappelle tout naturellement le souvenir de l'épopée impériale : « Ta brave armée, écrit-il, est impatiente de renouveler les prodiges d'Austerlitz. »

La dénonciation des traités de 1815 et la défense des nationalités formaient une des revendications majeures de la campagne des Banquets à la veille de la Révolution. Les discours et les toasts rappelaient le rôle des armées françaises dans l'éveil des peuples à la vie nationale. Dans un banquet uniquement commémoratif, il est vrai, en décembre 1846, le directeur de la *Revue de l'Empire*, Tremblaire, élevait un toast « A l'union, à la fraternité de tous les amis de la grande époque napoléonienne. Aux principes de 89, aux idées démocratiques que nos armées impériales ont semées dans le monde et qui doivent un jour faire bénir par tous les peuples les noms de la France et de son Empereur ». Au banquet de Limoges (qui fut l'un des plus radicaux de la campagne de réformes), Théodore Bac fut très applaudi, quand il s'écria : « C'est des flancs ouverts et sanglants du peuple discipliné que sortit la gloire et la grandeur militaire de la France », faisant l'éloge du peuple qui, « fécondant les sillons étrangers de son sang et des principes de notre Révolution, apprit aux nations lointaines à rêver de nouvelles destinées². »

Les histoires de la Révolution qui se poursuivaient jusques aux temps de l'Empire, les notices nécrologiques et les funérailles des vieux généraux, rappelaient, sans cesse, le souvenir étroitement uni des guerres de la Révolution et de l'Empire. Et nous verrons que la figure la plus populaire de l'Empereur, c'était celle du « Petit Caporal » (alors même que Napoléon à Sainte-Hélène n'a jamais essayé de se présenter sous cet aspect aux générations futures).

Héros national, Napoléon apparaît comme tel, parce qu'il est le soldat de la Révolution, mais surtout parce qu'il répond à la fierté nationale et au désir de gloire par ses victoires et par la maîtrise (temporaire) qu'il donna à la France, en Europe.

Même la bourgeoisie progressiste, qui s'est peu laissée gagner par le culte impérial, lui reconnaît ce caractère ; le secrétaire de Ledru-Rollin, Alfred Delvaux, écrivit : « Napoléon, le supplantateur de rois, avait fait la France grande. Louis-Philippe l'avait fait petite³. »

Cette reconnaissance de héros national avait été consacrée par les cérémonies du retour des cendres en 1840 : elle le fut à nouveau en 1848, lorsque, à la fin du mois de mai, fut débattu le problème de l'admission en France dans les assemblées politiques des descendants des Bonaparte. L'intervention du ministre de la Justice, Crémieux, est approuvée par l'Assem-

1. WRONSKI, professeur de mathématiques à Marseille, écrit en 1840 un ouvrage intitulé *Secret politique de Napoléon comme base de l'avenir moral du monde*.

2. *La Réforme*, 11 janvier 1848.

3. *Histoire de la Révolution de février*. Garnier frères, 1850, p. 58.

blée : « La gloire de Napoléon, dit-il, appartient à la France... et ce qu'il y a de populaire dans cette gloire nous l'acceptons avec empressement... La renommée de Napoléon reste comme un de ces souvenirs immenses qui s'étendent sur l'histoire d'un peuple et la couvrent d'un éclat immortel¹. »

Dans le même débat, poursuivi le 2 juin, Piétri, le représentant qui avait proposé l'abrogation de la proscription des Bonaparte, déclara : « La grande époque impériale ne rappelle plus un trône, mais la puissance et la grandeur de la France². »

L'esprit guerrier, la gloire militaire apparaissent comme l'idéal national que les classes dirigeantes doivent inculquer aux masses.

Deux exemples nous paraissent caractéristiques de cette opinion. Victor Hugo, dans un discours à la Chambre des Pairs en 1847, avait déclaré : « Quant à moi, en voyant les consciences qui se dégradent, l'argent qui règne, la corruption qui s'étend, les positions les plus hautes envahies par les passions les plus basses, en voyant les misères du temps présent, je songe aux grandes choses du temps passé, et je suis par moment tenté de dire à la Chambre, à la Presse, à la France entière : tenez, parlons un peu de l'Empereur, cela nous fera du bien. »

A peu près à la même époque, Duvergier de Hauranne, l'un des principaux promoteurs de la campagne des Banquets, écrivait au sujet des « passions dominantes » : « Du temps de l'Empire, c'était l'amour de la gloire et de la grandeur nationale... aujourd'hui, la soif de richesse³. »

La gloire militaire est considérée comme purifiant la nation, excusant même le despotisme. C'est ainsi qu'un propriétaire de Lézignan, dans sa proclamation aux électeurs de l'Aude, Dezarnaud, écrit en avril 1848, en pensant à celui de l'Empire : « Despotisme glorieux... que faisait comprendre, sans l'excuser, le plus grand homme des temps modernes et qui du moins aimait la France pour elle-même, tout en l'opprimant⁴. » Tous ne faisaient pas ces réserves et Garnier-Pagès, qui le constate, le déplore, dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, quand il écrit : « Les paysans et les ouvriers ignorants ne se rappelaient que la gloire qu'ils avaient illustrée et payée ; les membres mutilés de leurs pères ne leur retraçaient que conquêtes et prouesses⁵. » Aussi de très nombreuses proclamations électorales rappelaient, soit la présence de parents dans les armées impériales, soit des services accomplis par le candidat lui-même, comme soldat de Napoléon.

C'est surtout la présence dans les armées de 1815 et du temps des revers qui est rappelée avec le plus de ferveur. Peut-être parce que le sentiment national est avivé par la défaite : Benjamin Constant avait bien exprimé cette opinion, quand il écrivit dans ses *Mémoires sur les Cent-Jours* : « Quelle

1. Compte rendu de l'Assemblée nationale, 26 mai 1848.

2. A. LEBEY, *L.-N. Bonaparte et la Révolution de 1848*, t. I (1907).

3. *De la Réforme parlementaire et de la Réforme électorale*, 1847.

4. Proclamations électorales. Bibl. nat., L. e.

5. T. VII, p. 109.

qu'eût été mon opinion sur Napoléon, la seule attaque de l'étranger m'aurait fait un devoir de le soutenir¹. » Et l'on retrouve le même sentiment exprimé par Carnot, dans ses *Mémoires* pour son fils : « Je lui suis demeuré fidèle (écrit-il en songeant à Napoléon) jusqu'à son abdication ; je l'ai défendu avec un zèle extrême parce que je ne sais pas défendre autrement et qu'en le défendant j'ai cru défendre la Patrie². »

Ainsi le nom de Napoléon apparaît comme le mot d'ordre des partisans d'une revanche à obtenir sur les traités de 1815 : les défaites impériales, et surtout son exil à Sainte-Hélène, lui attirèrent plus de sympathies, ou du moins un attachement plus profond³ que ses triomphes. Un bourgeois républicain comme Garnier-Pagès rend compte, dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, de cet état d'esprit, non sans le blâmer : « Tous ces revers (il vient de signaler les désastres de 1814), dernier mot d'une ambition sans bornes, étaient devenus, par une de ces erreurs qui s'insinuent souvent dans la tradition des peuples, la cause même de la popularité de Napoléon... L'esprit public ainsi dévoyé, le nom de Napoléon n'avait conservé qu'un éclat de patriotisme et de gloire. »

Le *Siècle* se fait l'interprète de l'opinion populaire, quand son rédacteur, commentant la première réunion de l'Assemblée constituante, écrit dans le numéro du 13 mai 1848 : « La physionomie du jeune représentant de la Corse⁴ reproduit les principaux traits de cette grande figure dont l'empreinte a passé de la mémoire de quelques-uns dans l'imagination de tous, et puis la présence au sein de la représentation nationale d'un neveu de Napoléon est une proclamation vivante de la mise au néant des traités de 1815. »

La propagande bonapartiste utilisera cette sympathie ; il n'est besoin que de citer cette affiche du début de juin 1848, dans laquelle on pouvait lire : « Souvenez-vous, Français, que ce ne sont pas les Français qui ont exilé le glorieux martyr de Sainte-Hélène, mais les bayonnettes étrangères qui sont venues nous imposer une famille odieuse qui a constamment travaillé à la ruine de notre patrie⁵. »

Mais à côté du Napoléon, « Petit Caporal » ou soldat de la Révolution, issu du souvenir populaire, existe aussi, en 1848, une représentation de l'Empereur, homme de la tradition française et de l'ordre. C'est surtout le résultat d'œuvres écrites, à commencer par celles de Napoléon lui-même, qui a voulu donner à ses lecteurs l'interprétation qu'il avait lui-même choisie dans le récit des faits.

Ainsi apparaît une figure de Napoléon, liée à la tradition française monarchique. C'est, par exemple, Duvergier de Hauranne qui, étudiant la centra-

1. Publiés en 1829.

2. II, p. 411.

3. Dans les proclamations électorales de 1848, qui rappellent des souvenirs directs ou familiaux avec l'Empire, on retrouve souvent la fierté d'avoir été persécuté en 1815.

4. Il est question de Napoléon Bonaparte, le fils du roi Jérôme.

5. Elle était signée « Damerval, ancien militaire aujourd'hui ouvrier vanier : 17 à la Halle aux blés ».

lisation en France, écrit : « Ce n'est point seulement l'œuvre de l'Empire ; c'est l'œuvre des siècles commencée par Richelieu, continuée par Colbert et Turgot, complétée par la Révolution et l'Empire¹. »

Dans la mentalité paysanne, le mot de « République » est considéré, en 1848, avec méfiance : surtout dans le Sud-Ouest. Un témoin, peu suspect, il est vrai, de sympathie pour le nouveau régime, Hausmann, sous-préfet en Gironde à cette époque, raconte dans ses *Mémoires*² qu'au moment des élections³ des paysans demandaient si on n'allait pas nommer un roi..., « car, enfin, le duc Rollin, qui gouvernait, ce n'était pas un roi ; d'autres, vieux soldats ou fils de vétérans de Napoléon, parlaient déjà d'Empire et trouvaient des sympathies dans les campagnes ».

Or, la sympathie manifestée au souvenir de Napoléon correspond à un caractère du sentiment national français : caractère ancien, mais particulièrement accentué à la fin de la monarchie de Juillet, je veux parler de l'« Anglaphobie⁴ ». On la retrouve bien exprimée dans un compte rendu d'un livre, *L'Angleterre dévoilée*, du colonel Vialla de Sommières ; le rédacteur de la *Revue de l'Empire* écrit en 1846 : « On ne peut que s'associer aux mouvements patriotiques de l'écrivain qui nous montre de l'autre côté de la Manche cette rivale orgueilleuse à laquelle nous devons une éclatante revanche pour Poitiers, Crécy et Waterloo. » On pourrait retrouver aussi dans l'œuvre de Michelet cette association de l'hostilité à l'encontre de l'Angleterre, mêlée à la légende napoléonienne. Cette liaison de pensée était d'autant plus fréquente que l'une des représentations populaires les plus communes de Napoléon était celle de l'Empereur à Sainte-Hélène.

En rejetant sur le gouvernement anglais la responsabilité des prolongations des guerres impériales, on pouvait donc montrer Napoléon (et c'était l'un des buts de ses *Mémoires*) comme le partisan de la paix ; dans un livre sur lequel nous reviendrons, publié en 1843 et promis à de nombreuses éditions, le chevalier de Beauterne écrivait : « Napoléon avait trop de génie pour ne pas être inquiet de l'immense responsabilité qui est une suite de la guerre. Aussi a-t-il protesté souvent que la paix était son but et sa pensée dominante, et que c'était l'ennemi qui l'avait constamment obligé de recourir au sort des armes⁵. »

Le même auteur devait favoriser le ralliement de l'opinion catholique au souvenir de l'Empereur : ralliement qui est bien manifesté par le passage suivant de l'*Histoire universelle de l'Église catholique*, publiée à l'usage des séminaires : on peut lire dans le tome VII, paru avant février 1848, ce jugement favorable au régime établi par le 18 Brumaire : « Tel est au fond le gouvernement de l'Église catholique : une monarchie élective tempérée d'aris-

1. DUVERGIER DE HAURANNE, *De la Réforme parlementaire*, p. 98.

2. T. I, p. 255.

3. Il est question des élections à la Constituante en avril 1848.

4. Sentiment qui est surtout partagé par le peuple et la petite bourgeoisie.

5. *Sentiments de Napoléon sur le christianisme*. Préface, p. XI, XII.

ocratie et de démocratie¹. » D'autre part, les prêtres étaient reconnaissants à Napoléon de l'établissement du Concordat. L'enlèvement de Pie VII avait été ignoré par une grande partie de la population ; les autres rejetaient le plus souvent sur le général Miollis la responsabilité de cet acte.

Enfin, un dernier aspect rapprochait du souvenir de Napoléon les hommes d'ordre : celui-là même qui leur paraissait le plus important ; le nom de Napoléon rappelait le rétablissement de la paix intérieure. C'est encore Beauterne qui écrit dans sa préface : « Ce qui reste de l'ordre rétabli par l'Empire est encore ce qui nous protège momentanément contre l'anarchie. » Mais on retrouve cette même opinion exprimée par des voltairiens² et par des bourgeois républicains ; Jules Favre, en 1848, justifie ainsi son adhésion à la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte : « En préférant Monsieur Louis Bonaparte à son concurrent, j'ai cru que le prestige et la popularité de ce grand nom serviraient merveilleusement à consolider la République par la conciliation des partis³. »

Un troisième exemple nous est fourni par la proclamation de Victor Hugo aux électeurs de la Seine, le 26 mai 1848 : opposant les deux conceptions de la République, il déclare : « L'une abattra le drapeau tricolore sous le drapeau rouge, jettera bas la statue de Napoléon et dressera la statue de Marat, détruira l'Institut, l'École Polytechnique et la Légion d'honneur (et il l'identifie à la mort, à la banqueroute, à la guerre),... l'autre sera la sainte communion de tous les Français, dès à présent, et de tous les peuples un jour dans le principe démocratique » (qu'il définit par la propriété, l'héritage et la paix). Ce qui est intéressant à retenir, c'est la présence de Napoléon parmi les éléments d'ordre et de paix. Les premières manifestations populaires antirépublicaines ont souvent mêlé les cris de « Vive l'Empereur » avec celui d'« A bas la République » ; on le signale à Saintes, à Fécamp, à Chartres, à Nîmes, à Lisieux⁴. Au moment des journées de Juin, le bruit circulait dans ces mêmes villes que Louis-Napoléon, proclamé Empereur, marchait sur Paris⁵. Que ces rumeurs aient été provoquées dans un but intéressé, cela ne fait aucun doute ; mais, ce qui est à remarquer, c'est la facilité avec laquelle elles ont circulé.

Dès le 18 mars, avant la constitution de tout mouvement bonapartiste organisé, on signalait déjà les cris de « Vive Napoléon, à bas la République », poussés à Amiens par des jeunes gens⁶.

Ainsi, dans les premiers mois de la Deuxième République, entend-on crier, presque en même temps, presque aux mêmes endroits, « Vive Napo-

1. ROHRBACHER, t. XXVII, p. 643.

2. Cf. la préface, non publiée, de STENDHAL, en 1817, à son *Histoire de la Peinture*, adressée à Napoléon : « Vous avez forcé le chouan et le jacobin à être français. »

3. Lettre de J. Favre à Hénon, 28 avril 1848 (*Revue de 1848*, t. III).

4. D. STERN, A. LEBEV.

5. A. LEBEV, p. 298.

6. *La Réforme*, 18 mars 1848.

l'éon, vive la République ! » et « Vive Napoléon, à bas la République ! » Il y avait donc équivoque sur le nom de Napoléon ; pour comprendre ces divergences et ces contradictions, il faut rechercher les sources diverses de la légende napoléonienne en 1848.

* * *

Nous avons pu constater la présence et la vivacité d'un sentiment napoléonien, manifesté sous des aspects très différents. Comment ce sentiment, ce souvenir, s'est-il vivifié et maintenu jusqu'en 1848, alors que Napoléon est parti de France depuis trente-trois ans et qu'il est mort il y a vingt-sept ans ?

Nous trouverons divers courants, diverses sources qui correspondent aux aspects divers de la légende, et qui nous serviront à comprendre l'équivoque réalisée sur le nom même de Napoléon.

Si nous considérons les sources écrites, il faut remarquer, tout d'abord, qu'elles ont touché un nombre assez faible de lecteurs ; leur public était essentiellement bourgeois et formé par les classes cultivées, qui, par ce fait même, étaient moins influençables que les milieux populaires ; d'autre part, la première moitié du XIX^e siècle, l'époque romantique, correspond au triomphe de la parole sur l'écrit¹ ; les sources orales de la légende napoléonienne ont une influence plus directe.

Les sources écrites, cependant, ont influencé la génération au pouvoir en 1848, au moment de sa formation ; ainsi ont-elles pu avoir une influence sur la partie politiquement active de la nation.

Parmi les écrits qui ont le plus contribué, sinon à créer, du moins à entretenir la légende napoléonienne, les premiers sont les Mémoires. L'Empereur, dans ses Mémoires écrits sous sa dictée à Sainte-Hélène, a, sciemment, déformé la vérité sur plusieurs points, pour imposer son point de vue et son interprétation des faits aux futures générations. Or, les éditions de ses œuvres se succèdent, en nombre important, à partir de sa mort ; ce qui est un signe qu'elles sont bien demandées. A défaut du nombre de tirage, on peut énumérer la chronologie des éditions : soit des œuvres complètes², soit seulement d'extraits. Parmi ces derniers, le plus répandu fut le *Testament de Napoléon* ; c'est dans ce texte que se trouve formulé le vœu dont Louis-Philippe assura la réalisation grandiose : « Je désire — peut-on lire — que mes cendres reposent sur les bords de la Seine au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé. » On y trouve aussi une profession de foi religieuse : « Je meurs dans la Religion apostolique et romaine au sein de laquelle je suis né. » De 1821 à 1833, on compte quinze éditions du seul testa-

1. Que l'on songe à l'importance des avocats dans le personnel politique de la Seconde République.

2. En 1821 (chez Panckoucke), trois éditions ; en 1822, chez E. Babeuf, par exemple.

ment, imprimé à Paris¹, à Meulan², à Toulouse³, à Clermont-Ferrand⁴. Ce texte fut particulièrement répandu, surmonté d'une lithographie représentant l'Empereur : les extraits, les morceaux choisis de Napoléon authentiques ou sollicités eurent une grande influence. Mais les œuvres de ses compagnons de Sainte-Hélène partagèrent la vogue du grand public. De 1823 à 1842, le *Mémorial de Sainte-Hélène* de Las Cases eut six éditions, sans compter des extraits ; un des plus gros succès de librairie de la première moitié du XIX^e siècle.

La publication, dès le temps de la Restauration, des Mémoires ou des récits de guerre des hommes du régime impérial rallia au souvenir de Napoléon l'opinion libérale (qui l'avait trahie de son vivant)⁵. L'un des plus importants fut l'*Histoire de Napoléon et de la grande armée pendant l'année 1812* (par le comte de Ségur), qui, de 1824 à 1852, connut seize éditions.

Les historiens et les apologistes apportèrent chacun, bien souvent, une note particulière, en identifiant quelque peu leur propre personne avec celle de l'Empereur⁶. Dans le cas de Napoléon, on pourrait dire que l'histoire ne se crée qu'après la légende ; et Hippolyte Castille, dans un livre composé en 1852, pouvait écrire : « Napoléon grandit d'année en année. L'histoire se fait lentement ; elle est l'œuvre du temps plus que l'œuvre de l'historien... cette histoire de Napoléon, elle est l'histoire de tout le monde en France : comme celle de César, elle est l'histoire d'un peuple. » L'*Histoire* de Thiers eut de nombreux imitateurs ; il nous a paru intéressant de citer le commentaire publié dans le *Siècle* le 22 janvier 1848, à l'occasion de la publication d'une *Histoire de Napoléon* par Elias Regnault : « Plus nous nous éloignons de l'Empire — écrit A. Petetin — plus l'histoire devient favorable à ce régime et à l'homme immortel qui le résume... Ce mouvement (depuis Thiers) est donc très réel, et ce qui n'est pas moins vrai, c'est que les historiens n'ont fait tout ce chemin que pour arriver à se réunir au sentiment populaire qui n'a jamais un seul jour déserté la cause de l'Empereur », et l'auteur veut expliquer la faible influence du parti républicain, par son aversion contre Napoléon.

Le bon accueil réservé à la légende napoléonienne par les milieux officiels est attesté par la *Revue de l'Empire*, créée en 1842 par Charles-Edmond Tremblaire, qui célèbre les victoires et les soldats de l'Empire ; et beaucoup étaient devenus des personnages représentatifs de la monarchie de Juillet⁷.

1. Chez P. Dupont, Mathiot, Sétier, Plancher, Dourille.

2. Chez Hiard.

3. Chez Bénichet.

4. Chez A. Veysset. Cf. Ph. GONNARD, *Les origines de la légende napoléonienne*. Paris, 1906.

5. 1824, *Mémoires* de Fouché ; 1827, de Berthier ; 1828, de Savary ; 1829, de Bourienne ; 1834, de Thibaudeau...

6. C'est assez net chez trois auteurs, Thiers, Victor Hugo, et Balzac dans sa lettre du 6 février 1844 à M^{me} Hanska.

7. Presque tous les généraux, et un grand nombre de Pairs de France, ce qui explique

Un auteur, actuellement peu connu, doit être mentionné ; car c'est sous son influence surtout que le monde catholique se rallia au souvenir de Napoléon. Nous avons déjà cité le chevalier Robert-Antoine de Beauterne ; son livre, *Les sentiments de Napoléon I^{er} sur le christianisme*, connut six éditions entre 1840 et 1846, et l'on peut lire dans sa dédicace : « C'est encore la Religion que vous servirez, puisqu'il s'agit exclusivement du témoignage précieux d'un grand homme en faveur de la foi ; qui ne sait la magie d'un nom aussi populaire que celui de Napoléon, et notre pente naturelle à nous ranger avec ceux que nous admirons¹. » Des extraits ou des adaptations furent publiés à Lille², à Laon³, à Lyon⁴. Beauterne publia en 1846 *L'enfance de Napoléon*, qu'il utilise en faveur de la liberté d'enseignement. La légende religieuse de Napoléon ne semble pas avoir gagné les chefs du mouvement catholique, ni Veuillot⁵, ni les catholiques libéraux, Falloux ou Montalembert ; mais les masses catholiques et le bas clergé semblent y avoir profondément adhéré.

Les sources littéraires, qui ne recherchent pas la vérité des faits historiques, nous montrent l'intérêt attaché au nom de Napoléon par toute une génération qui prend ses auteurs favoris parmi ceux qui exaltent la personne de Napoléon.

Il nous faudrait connaître le tirage des œuvres pour apprécier l'influence qu'elles ont pu avoir ; les comptes rendus donnés par les chroniques littéraires des journaux pourront en partie y suppléer. Nous ne ferons pas ici un inventaire des romans qui mettent en scène la figure de l'Empereur ; qu'il nous suffise de citer deux noms, Stendhal et surtout Balzac. On a pu consacrer tout un livre à Napoléon vu par Balzac⁶ ; par la pénétration de son œuvre dans les milieux bourgeois, l'auteur de la *Comédie humaine*, fervent lui-même du culte impérial, a répandu la légende. Nous citerons seulement son livre le plus caractéristique, *Le médecin de campagne* ; il connut sept éditions de 1833 à 1846 ; sans compter les éditions séparées de ce passage intitulé *Histoire de l'Empereur racontée dans une grange par un vieux soldat*, qui fut publié aussi dans des revues.

D'influence moins profonde peut-être, mais plus populaire, fut ce que l'on appelait, à la fin du règne de Louis-Philippe, le « Napoléonisme dramatique » : dans un ouvrage d'érudition, L.-Henry Lecomte⁷ a énuméré 593 pièces de

l'abstention d'un grand nombre, lors du procès de Louis-Napoléon Bonaparte, après l'échec de sa conspiration de Boulogne.

1. Dédicace, p. 11 (3^e éd., 1843).

2. Chez Lefort en 1845, *Napoléon conversant avec le général Bertrand sur la divinité du christianisme*.

3. Début 1848, *La religion protestante et la religion catholique jugées par Napoléon le Grand*.

4. 1847.

5. C'est seulement Napoléon III qui justifiera à ses yeux Napoléon.

6. Hector FLEISCHMANN, *Napoléon par Balzac*.

7. L.-Henry LECOMTE, *Napoléon et l'Empire racontés par le théâtre, 1797-1899*. Paris, 1900.

théâtre mettant en scène la personne de l'Empereur au XIX^e siècle : que l'on songe aux rôles sympathiques des « grognards » dans l'œuvre de Scribe ; les scènes populaires des faubourgs parisiens, vaudevilles ou tableaux à grands spectacles, assurent toujours une salle pleine. La *Revue de l'Empire*, dans sa chronique parisienne, écrit en 1847 : « A la Barrière, le théâtre Montmartre a trouvé le moyen de fixer la foule ; on comprend cela lorsqu'on lit sur l'affiche : Napoléon. »

Le romantisme favorisa l'épanouissement de la légende napoléonienne, l'Empereur devint un des thèmes patriotiques de la littérature épique renouvelée au XIX^e siècle. Casimir Delavigne, les poètes marseillais Barthélemy et Méry habituèrent la bourgeoisie et les classes moyennes à entendre chanter l'épopée impériale, mais c'est surtout Victor Hugo qui est transporté d'enthousiasme napoléonien, à un point tel que son imagination semble lui persuader qu'il est destiné à compléter l'œuvre de Napoléon. Cependant, les lecteurs et les admirateurs de Hugo forment alors un public socialement très limité, et il apparaît en 1848 comme un conservateur suspect aux républicains parisiens.

La principale source écrite populaire de la légende napoléonienne, ce fut la chanson ; c'est-à-dire qu'elle se transmet surtout oralement ; un nom domine, celui de Béranger. Or, en 1848, Béranger, par une estimation qui peut nous surprendre, apparaît comme le meilleur poète français de son temps, et il doit une grande partie de sa renommée aux chants qu'il consacra à celui qu'il appelle lui-même : « Le plus grand poète des temps modernes et peut-être de tous les temps, Napoléon. » L'influence de Béranger dans le développement de la légende napoléonienne serait en elle-même un objet d'étude ; qu'il nous suffise de constater que ses chansons, aussi bien que les gravures de Charlet ou de Raffet et, d'une manière plus générale, l'imagerie d'Épinal, ont fait le tour de la France en popularisant la figure du Petit Caporal : bien plus que ne pouvaient le faire les œuvres de Balzac, de Victor Hugo, ou des peintres de bataille, Horace Vernet ou Charles Langlois¹.

Chansons et gravures elles-mêmes n'ont pénétré dans les couches profondes de la nation que par l'écho qu'elles réveillaient dans l'âme populaire ; la légende populaire avait précédé les poètes. La tradition orale a fortifié le culte impérial, dans les familles et à l'école ; le souvenir direct explique mieux que les sources écrites la persistance du culte impérial.

Il était peu de familles qui n'eussent parmi leurs membres d'anciens soldats de l'Armée impériale. Nous pouvons présenter le témoignage d'un auteur peu sympathisant, Garnier-Pagès, qui écrit qu'en 1848 le nom de Napoléon « vivait surtout au cœur des vieux soldats retirés dans leurs foyers, qui partout le répandaient et le faisaient retentir au milieu de récits légén-

1. La *Revue de l'Empire*, décembre 1847, signale le succès de l'exposition, au Panorama des Champs-Élysées, de « la Bataille d'Eylau », de Langlois — (et la *Réforme*, numéro du 14 mars 1848). — Le *Siècle* du 8 mai 1848 indique, de même, « Bonaparte au pont d'Arcole », exposé à l'Hippodrome.

dares¹ ». On aurait un moyen d'apprécier le fanatisme du culte impérial, dans l'étude des prénoms et l'extension des prénoms : Napoléon et Napoléonie, que l'on voit revenir souvent parmi les hommes de 1848, c'est-à-dire dans la génération qui était née au temps de la Restauration. Un exemple parmi tant d'autres : Georges Barral, dans un ouvrage intitulé *L'épopée impériale*, publié en 1895, d'après des souvenirs de ses deux grands-pères, officiers de la grande armée, écrit : « Mon grand-père Janot avait poussé sa vénération pour l'Empereur jusqu'à donner en prénom à ma mère celui de Napoléonie². »

C'est Michelet qui écrit dans le *Peuple* : « Prenez au hasard dans cette foule un petit journalier qui possède 1/20 d'arpent, vous n'y trouverez pas les sentiments du journalier, du mercenaire ; c'est un propriétaire, un soldat... son père fut de la grande armée³ », et parlant de l'ambition de l'ouvrier de voir son fils instruit, il poursuit : « Ses dessins, compliments et pièces d'écriture, ornent déjà la chambre entre Napoléon et le Sacré-Cœur⁴. »

Dans les proclamations électorales, de très nombreux candidats rappellent les services de leurs pères dans les armées impériales. On trouve déjà ce rappel de souvenir dans les proclamations électorales de la Monarchie censitaire ; le service impérial semble le garant du sentiment national⁵.

Influence familiale donc, dans l'épanouissement de la légende : et il y a tout un aspect intéressant qui ne fut jamais étudié, à ma connaissance, le rôle de la femme dans la tradition du culte impérial ; deux exemples pour illustrer cet aspect ; Eugène Noël, qui représente assez bien la bourgeoisie de Rouen⁶, écrivait en 1899, en rappelant ses souvenirs : « Les récits, les contes et les histoires n'étaient pas faits seulement par les vieux militaires : les nourrices s'en mêlaient ; » d'autre part, Béranger, dans plusieurs de ses chansons, attribue le récit à une grand'mère villageoise.

L'influence familiale n'était pas limitée par l'éducation scolaire, bien au contraire. Des témoignages directs nous le prouvent. C'est Eugène Noël qui écrit : « Il n'y avait pas d'écolier qui dans les rues, sur toutes les murailles, ne réussit à tracer en trois coups de crayon le petit chapeau ou la redingote grise ; » et, rappelant ses souvenirs de collégien de Rouen, aux alentours de 1830, il poursuit : « Nous lisions notre compatriote Casimir Delavigne, Chateaubriand, Lamartine, Victor Hugo, Alexandre Dumas, et le jeudi nous nous réunissions dans un grenier chez l'un de nous pour chanter les chansons

1. *Histoire de la Révolution de février*, t. VII, p. 109.

2. P. 319.

3. 3^e éd. Hachette, Paulin, p. 38.

4. P. 75.

5. Lelorgne-d'Ideville, Allier, 4 juillet 1842 : « Ma jeunesse s'est écoulée près de l'empereur Napoléon, et le premier sentiment que ce grand homme inspirait était l'amour de la patrie, l'orgueil du nom français. » Paravey, Seine, 1842.

6. E. Noël, lettre du 11 février 1899, publiée par J. GARSOU, *Les créateurs de la légende napoléonienne*, Barthélemy et Méry. Préface, p. 11.

de Béranger¹. » Quinet, un peu plus âgé, rappelle, dans l'*Histoire de mes Idées*, qu'en étudiant l'histoire au Collège royal de Lyon, il faisait des parallèles entre Galba et les Cent-Jours, entre les Huns et les Cosaques². C'est Martin Nadaud qui rappelle, dans son village de la Creuse, l'influence du « vieux curé Murlon, homme grave et sérieux, qui avait passé plus de dix ans à faire les guerres sous l'Empire », et de deux anciens grognards, l'instituteur et le brigadier de gendarmerie ; voici ce qu'il écrit dans les *Mémoires de Léonard*, rappelant ses souvenirs du temps de Charles X : « Si je le trouvais (il s'agit du maître d'école) en conversation avec le brigadier de gendarmerie et un autre vieux militaire, Busson, qui avait reçu la croix de la Légion d'honneur sur le champ de bataille de Wagram ou d'Eylau, je tressaillais de joie en écoutant les descriptions des épisodes auxquels ils avaient assisté. » Si l'on songe à l'influence des impressions de l'enfance sur les attitudes de l'âge adulte, on peut apprécier l'importance du culte impérial dans la mentalité de la génération des hommes de trente et quarante ans en 1848.

Si l'écolier de la Restauration se cachait parfois pour célébrer le culte de l'Empereur, sous la monarchie de Juillet l'enseignement officiel facilite lui-même le développement de la légende napoléonienne. Les programmes d'histoire ne dépassaient pas « 1789 » ; cependant, les récits de lecture faisaient une large place à l'épopée impériale. Le *Manuel de l'Institutrice* en 1847³ cite le texte suivant à la louange de Napoléon : « Ainsi tomba du trône l'homme extraordinaire qui attacha si profondément son nom à son siècle et fit pendant vingt ans de la nation française la plus grande, la plus héroïque des nations ; » faisant allusion à l'anéantissement des institutions libérales et à ses malheurs, il poursuit : « La généreuse France les a oublié pour ne plus voir en Napoléon que le grand homme dont elle répète toujours le nom avec orgueil. » Si l'on consulte le livre de lecture le plus employé, à la veille de 1848, dans les écoles primaires, on peut y lire un éloge de Napoléon dans deux chapitres ; de l'un on conclut : « Tous ces titres, il les a mérités par ses victoires et par le bien qu'il a fait à notre pays⁴ », et surtout le souvenir de Napoléon est lié à l'antipathie marquée à l'encontre de l'Angleterre.

Un dernier exemple nous prouve que Napoléon était donné comme modèle du Génie français, il s'agit du discours de distribution des prix (et le genre comporte l'utilisation abondante de lieux communs) prononcé à Perpignan le 10 août 1848 par le Procureur de la République, qui déclare : « Non, l'Europe ne sera pas cosaque et les paroles prophétiques du nouvel Alexandre qui dort aux Invalides recevront des mains de la France républicaine la consécration dont le temps couronne les regards que le génie jette à travers les siècles dans les profondeurs de l'avenir⁵. »

1. Rouen, p. 200.

2. P. 174.

3. De B. LUNEL et J.-M. RAVEAUD, p. 408.

4. Petit-Jean, de Charles JEANNEL, 1846, p. 328, 358.

5. Arch. nat., BB³⁰ 333. On trouvera aussi des témoignages du sentiment napoléonien dans BB³⁰ 359, 360, 363 à 366.

Mais la plus importante des sources populaires est le souvenir direct qui a fait de l'homme de 1848 un acteur de l'épopée impériale. La participation effective aux campagnes napoléoniennes, surtout aux levées de volontaires de 1814 et de 1815, revient très souvent dans les professions de foi des candidats aux élections de 1848 ; j'ai relevé des citations dans plus de vingt départements, et la liste n'est pas exhaustive. Les deux thèmes principaux sont la présence aux côtés de l'Empereur, la lutte contre l'invasion et l'abandon de l'armée quand Napoléon n'en est plus le chef ; le général Higonet, dans le Cantal, déclare : « Soldat volontaire du camp de Boulogne, j'ai assisté aux plus grandes batailles de l'Empire, avec l'Empereur ; » le général Rulhière, en Haute-Loire : « J'ai commencé ma carrière dans les vélites grenadiers de la garde impériale et le jour de Wagram l'Empereur me nommait adjudant-major de la jeune garde¹ ; » Vallier, un fabricant de draps à Saint-Denis, dans une proclamation tirée à 5.000 exemplaires, déclare : « A treize ans, en 1799, je me suis enrôlé dans les armées de la République. En quinze années, de simple soldat je suis parvenu au grade de Major dans la jeune Garde » (blessé à Eylau), « j'ai reçu à Ratisbonne des mains de l'Empereur la croix de la Légion d'honneur. »

Le capitaine de Mauduit, dans le Finistère, déclare : « Après avoir combattu pour la défense de la patrie dans l'immortelle vieille Garde, j'ai succombé avec elle dans les glorieux désastres de Waterloo. » F. Régnier, conseiller à la cour d'Appel d'Angers, proclame : « J'ai pris les armes en 1814 et 1815 pour repousser l'étranger. » Un candidat de la Haute-Marne, Paulin, écrit : « J'avais dix-sept ans en 1815 et j'étais encore au collège lorsque l'Empereur vint tenter de renouer en France la chaîne rompue des triomphes de la Révolution. Je rappelle sans vanité le premier élan encore un peu confus de mes sentiments politiques, j'abandonnai le collège à ce moment pour devenir soldat », et l'on pourrait en citer bien d'autres qui apportent des témoignages analogues². Le souvenir des événements de 1815 est resté dans la mémoire des générations qui ont vécu cette époque (il suffit de songer au thème que représentent les traités de 1815 dans la politique française jusqu'au Second Empire) : il s'est associé au souvenir de Napoléon dans la mémoire collective³. Les contemporains de 1815 se sont faits les

1. En septembre 1848. Cette proclamation et les suivantes sont conservées à la Bibliothèque nationale (série L o).

2. J. Thivier à Melle, dans les Deux-Sèvres ; France, H. Bertrand dans l'Indre, C. Meunier en Vendée, Alem Rousseau à Auch, Loubers dans le Tarn-et-Garonne, Robert dans la Meurthe.

3. On retrouve l'influence de « 1815 », bien analysée par QUINET, dans son *Histoire de mes Idées*, p. 165 : « Je veux montrer que cet écroulement de 1815 eut partout des retentissements dans la vie privée. L'enfant, l'adolescent ne purent y échapper, non plus que l'homme fait. » Même constatation de VICRY, dans *Servitudes et grandeurs militaires*, p. 14, 15 : « Vers la fin de l'Empire, je fus un lycéen distrait. La guerre était debout dans le Lycée, le tambour étouffait à mes oreilles la voix du maître. »

Sur l'influence des récits de cabarets par d'anciens soldats de l'Empire, cf. les souvenirs

créateurs de la légende dans leurs récits, dans les familles, dans les écoles, dans les cabarets.

Mais d'autres événements ont servi la légende napoléonienne, dans une période plus proche de 1848. Le gouvernement pacifique de Louis-Philippe semble avoir favorisé une recrudescence d'enthousiasme envers Napoléon, comme s'il considérait que c'était un exutoire à l'imagination belliqueuse française. Ainsi la bourgeoisie, qui s'était servie en 1830 du souvenir de Napoléon pour lutter contre les ultras et soulever le peuple parisien contre Charles X, utilisa l'apothéose posthume de l'Empereur contre le parti de la Contre-Révolution, mais on peut aussi se demander si elle n'utilisa pas le culte impérial (auquel elle ne se rallia que consciemment) pour orienter le sentiment populaire loin des revendications sociales.

L'achèvement de l'arc de triomphe de l'Étoile, la formation d'un musée Napoléon à Versailles, la statue de Napoléon replacée sur la colonne Vendôme le 28 juillet 1833 : autant d'événements qui entretenaient le souvenir de l'Empereur. Mais le plus important fut le retour des Cendres, ramenées de Sainte-Hélène aux Invalides par un des fils de Louis-Philippe en 1840¹. Les conditions de ce retour, et l'émotion qu'il provoqua dans le pays, fourniraient à eux seuls les éléments d'une étude ; il nous importe seulement de souligner les répercussions profondes de cette manifestation (au moment où le complot manqué de Boulogne rappelait l'existence d'un prétendant bonapartiste), qui était encore présente dans le souvenir des hommes de 1848.

Jules Levallois, dans un ouvrage publié en 1894 sur le *Milieu du Siècle*, dans des souvenirs sur Rouen, écrit : « La grande émotion de mon enfance fut le passage des cendres de l'Empereur... Il fallut des négociations pour se procurer des places à un balcon sur le port. » Témoin de la même ville, Eugène Noël écrivit : « Jamais on n'avait vu et jamais on n'y a revu depuis solennité comparable... ; » c'est encore Ernest Legouvé qui rappelle dans ses *Derniers Souvenirs* : « Ceux qui ont vu cette journée ne l'oublieront jamais... sur tout le parcours une foule innombrable, étagée sur des estrades et saluant d'acclamations passionnées chaque pas du char qui s'avavançait. » Balzac évaluait à cent mille personnes la foule réunie sur les Champs-Élysées². Caractéristique de la mentalité de la jeunesse, ce passage d'Hippolyte Castille, écrit vers 1852 : « Nous fûmes, sans y songer, par la sainte naïveté de nos instincts de jeunes hommes dans le vrai sentiment national. Et si nous éprouvâmes un regret, c'est qu'un suprême combat n'eut été livré sur cette tombe d'Achille, et que les cendres de Napoléon n'eussent pas été le prix d'une victoire qui eut marqué les vastes funérailles des ennemis de la

de H. HEINE sur le Café Momus, rue Saint-Antoine, tenu par Bulot, ancien de la Garde impériale, et Agricola PERDIGUIER, dans les *Mémoires d'un compagnon*, par exemple p. 171 (à Royan) : « Le cabaretier était un vieux soldat de l'Empire. L'Empereur était son héros, son dieu. »

1. Cf. E. M. LAUMANN, *L'épopée napoléonienne : le retour des cendres* (1904).

2. Lettre à l'étrangère, 16 décembre 1840, I, p. 549-550.

France¹. » Du même auteur, on peut tirer cette conclusion du rôle des impressions populaires : « Elles exercèrent une action considérable et occulte sur le peuple français, individuelles et collectives à la fois, elles cheminèrent sans bruit, avec la tradition orale et la pensée intime autant qu'avec le livre. »

Plus que les témoignages immédiats des contemporains de 1833 ou de 1840, une preuve de l'influence persistante de ces événements en 1848 nous est fournie par la commémoration des anniversaires.

Anniversaire du 15 décembre, qui rappelle le retour des cendres de 1840, et qui fut célébré en 1847 pour la première fois devant des membres de la famille Bonaparte, le roi Jérôme, la princesse Mathilde, le prince Napoléon, qui venaient d'être autorisés à rentrer en France. Anniversaire du 5 mai 1848, qui célèbre le souvenir de la mort de Napoléon, qui est signalé par de nombreux journaux de Paris ou de province².

* * *

Ces manifestations de la légende napoléonienne, cette persistance du culte impérial, on pourrait estimer qu'il s'agit de faits ou d'exemples choisis, mais non susceptibles d'appréciation. Or, nous possédons une donnée d'évaluation quantitative : les élections partielles du 4 juin et les élections présidentielles du 10 décembre 1848.

Certes, les partisans du prince Louis-Napoléon Bonaparte étaient loin d'être tous des admirateurs du régime impérial ; et parmi ses adversaires beaucoup invoquaient le souvenir de Napoléon I^{er} contre son neveu³. Mais les raisons politiques qui ont motivé la candidature d'un Bonaparte ne nous intéressent pas ici ; ce que nous retenons, c'est l'écho de cette candidature dans le peuple et dans la majorité du pays, qui a voté pour un candidat uniquement parce qu'il portait le nom de Napoléon I^{er}. C'est d'après une carte de la répartition des voix aux élections du 10 décembre, ou déjà du 4 juin, que nous allons essayer d'apprécier la diffusion géographique et sociale de la légende napoléonienne.

Nous constatons d'abord que les régions qui ont le moins voté pour Louis-Napoléon Bonaparte sont celles où les légitimistes avaient conservé leur plus

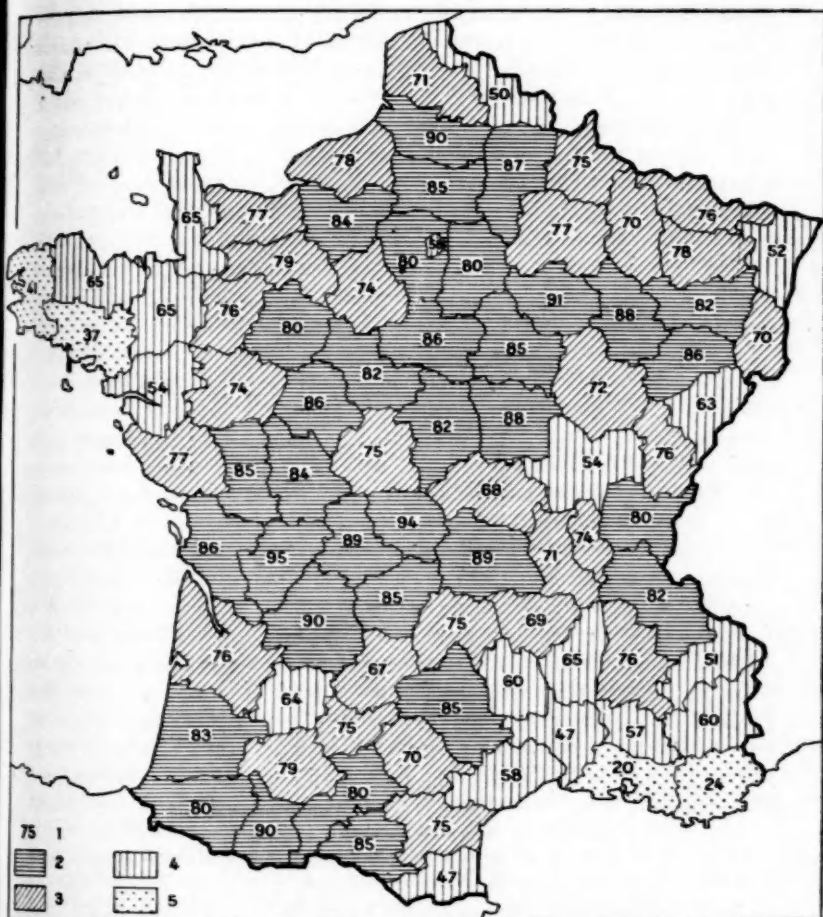
1. *Parallèle entre César, Charlemagne et Napoléon. Philosophie de la légende impériale*, publié à Paris, chez Plon (1858), p. 262.

2. Le *Constitutionnel* du 6 mai 1848 écrit à propos du service d'anniversaire de la mort de Napoléon : « Cette cérémonie avait attiré cette année une très grande affluence. Non seulement l'église était remplie, mais encore toutes les cours spacieuses de l'hôtel. »

Cf. *Echo du Midi*, 7 mai, sur la célébration d'une messe de *Requiem* à la cathédrale et un discours de l'évêque félicitant l'assistance de sa « fidélité envers le grand capitaine mort en bon chrétien » (journal publié à Montpellier).

3. Par exemple, une affiche rose à Grenoble dans laquelle on pouvait lire, refusant sa candidature : « Napoléon lui-même, le grand Napoléon, nous désapprouverait. »

75
1. Po
2. D
3. D
4. D
i
5. D



1. Pourcentage des voix obtenues par L.-N. Bonaparte par rapport aux votants.
2. Départements qui ont donné à L.-N. Bonaparte plus de 80 % des suffrages exprimés.
3. Départements qui ont donné à L.-N. Bonaparte la majorité absolue par rapport au nombre d'électeurs inscrits.
4. Départements qui ont donné à L.-N. Bonaparte une majorité inférieure à 50 % des électeurs inscrits.
5. Départements qui ont donné la majorité au général Cavaignac.

ÉLECTIONS DU 10 DÉCEMBRE 1848.

grande influence, où les royalistes avaient le plus résisté au temps de la Première République, où la Terreur blanche avait le plus sévi en 1815 ; la Bretagne, la Provence et le Bas-Languedoc¹. Cependant, l'explication n'est pas suffisante, car les pays chouans de Vendée et des Charentes ont voté en masse pour le nom de Bonaparte. Ce qu'explique, pour ces régions et pour l'ensemble du Sud-Ouest, le souvenir du père de Cavaignac envoyé à Bordeaux par la Convention ; dans ces départements, Cavaignac apparut comme le candidat de la Révolution, alors que, dans la plupart des cas, il fut celui de la bourgeoisie : en particulier dans l'Est et dans les grandes villes.

Nous constatons que les votes les plus massifs sont ceux du Centre, Centre-Ouest, de la Charente-Inférieure au Puy-de-Dôme, de la Dordogne à l'Indre-et-Loire, du nord du Bassin parisien et du sud-est de ce même Bassin.

Plus révélatrices les élections, presque spontanées, du 4 juin 1848, qui traduisent la persistance très vive du culte impérial dans l'Yonne et en Charente-Inférieure². Il n'est pas de notre propos d'analyser la genèse de ces élections, facilitées par la présence d'anciens soldats de l'Empereur, mais on pourrait, je crois, expliquer aussi cette répartition de la diffusion de la légende napoléonienne par des considérations économiques qui s'ajoutent aux raisons affectives ou idéologiques.

Le culte impérial s'est maintenu très vif dans les milieux paysans : or, la période napoléonienne fut pour le paysan une période de montée des prix, qui s'est terminée presque en même temps que l'Empire, en 1817 ; ainsi la Restauration a coïncidé avec un ralentissement du bénéfice des ruraux.

Si on trouve les manifestations les plus évidentes du culte napoléonien dans des départements viticoles (Yonne, Côte-d'Or, mais aussi Vendée et les Charentes, et la Dordogne), il faudrait rechercher si ce n'est pas lié au souvenir du décret impérial du 8 avril 1815, qui supprimait les droits sur les boissons, depuis rétablis. Certes, cette hypothèse paraît contredite par l'exemple des vigneron du Bas-Languedoc : mais cette région ou n'a pas eu

1. Significative d'un état d'esprit différent de celui de la plupart des fidèles du souvenir impérial, et marquée par des compromissions politiques évidentes, est l'association des cris « Vive Napoléon ! Vive Henri V ! », fréquente au cours des désordres consécutifs à l'élection du 10 décembre, dans plusieurs points du Bas-Languedoc : voici ce qu'écrivait le procureur général dans son rapport du 5 janvier 1849 au sujet de manifestations dans l'Hérault, à Fabrègues, Ganges, Poussan, Courmonterral, Pignan, Marsillargues : « Ces circonstances sont d'autant plus fâcheuses que, dans un pays où les souvenirs de 1815 sont encore palpitants, beaucoup de ceux que l'on appelait Bonapartistes à cette époque (il fait allusion aux protestants), et qui ont toujours conservé, quel qu'ait été dernièrement leur vote, leurs anciennes sympathies, ne veulent voir dans le cri de « Vive Napoléon », proféré par leurs éternels adversaires, qu'une véritable dérision, surtout lorsque celui de « Vive Henri V » est proféré en même temps. » Arch. nat., BB 18, 160.

2. On peut constater qu'il s'agit de deux régions viticoles. L'*Union républicaine*, journal montagnard de l'Yonne, écrit, le 15 juin : « Les petits propriétaires ont la haine des Bourbons et l'amour de l'Empereur. Ils étaient avilis sous la royauté : le grand homme ne dédaignait pas de prendre dans nos rangs les compagnons de ses victoires. » Cf. aussi Arch. nat., F 1 C III, Yonne 4.

connaissance de ce décret promulgué, mais pratiquement non appliqué, ou bien se trouvait dans des conditions de vie politique telles que les considérations idéologiques ou religieuses dépassaient les préoccupations économiques¹.

Mais il nous paraît que l'utilisation des résultats des élections en faveur de Louis-Napoléon pour apprécier la vitalité de la légende napoléonienne en 1848, évidente quand on l'applique à des milieux ruraux², demande à être bien plus nuancée pour les résultats électoraux des villes. Il serait intéressant d'étudier la répartition parisienne des voix obtenues par Louis-Napoléon Bonaparte en juin 1848 ; il semble que l'enthousiasme napoléonien se soit manifesté à Paris principalement dans des quartiers ouvriers, à Belleville, aux Buttes-Chaumont, aux Batignolles, à Saint-Denis³.

Ce qui nous amène à poser un dernier problème avant de conclure ; nous avons vu que la légende impériale, en 1848, a encore ses fanatiques ; la majorité de la population manifeste à son égard une curiosité sympathique quand l'occasion se présente ; il faut signaler aussi les adversaires de la légende impériale, que l'on trouve répartis socialement dans trois groupes : des survivants de l'aristocratie, tel La Rochefoucauld Doudeauville, qui proclame dans sa candidature d'avril 1848 à Paris : « A son retour de l'île d'Elbe, Napoléon a mis ma tête à prix pour avoir un des premiers fait entendre les cris de délivrance et de liberté. » Analogue la voix de Chateaubriand qui venait de s'éteindre⁴ : le texte suivant des *Mémoires d'Outre-Tombe* révèle l'importance des fidèles du culte impérial ; mais aussi la morgue de l'aristocrate, soucieux de ne pas penser comme « le commun ». « Désormais — écrit-il — toute observation, si modérée qu'elle soit, est réputée profanatrice ; il faut du courage pour oser braver les cris du vulgaire, pour ne pas craindre de se faire traiter d'intelligence bornée, incapable de comprendre et de sentir le génie de Napoléon par la seule raison qu'au milieu de l'admiration vive et vraie que l'on professe pour lui on ne peut néanmoins encenser toutes ses imperfections. Le monde appartient à Bonaparte ; ce que le ravageur n'avait pu achever de conquérir, sa renommée l'usurpe ; vivant il a manqué le monde, mort il le possède. »

La bourgeoisie républicaine ne semble pas suivre ses troupes, dès le temps de la monarchie de Juillet, dans leur admiration pour l'Empereur. Henri Martin, dans un ouvrage sur la France et sa destinée, publié peu de temps avant la Révolution de février, écrivait : « Napoléon méconnaît la nature de sa mission parce qu'il méconnaît le génie des temps modernes et la marche de l'esprit humain » — et, critiquant la notion d'Empire, il poursuit : « La

1. L'influence des légitimistes sur les milieux populaires se traduit, en particulier, dans les élections au Conseil général, en 1848.

2. C'est pour cela que nous avons indiqué, d'une manière particulière, sur la carte, les départements dans lesquels Louis-Napoléon obtint plus de 80 % des voix exprimées.

3. Cf. Archives nationales, C 930.

4. *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. IV, p. 89.

voilà encore cette idée qui a tant de fois entravé les destinées de l'Europe¹. On retrouve la même tendance chez les républicains du *National* (utilisée — il est vrai — contre la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte) : ainsi, par exemple, le procès de la politique de Bonaparte dans un article du 6 novembre 1848, dans lequel on pouvait lire : « Que signifie ce nom ? En politique extérieure, il signifie conquêtes, coalition de l'Europe, en un mot la guerre avec tous ses hasards, avec la ruine de l'industrie, du commerce... D'ailleurs, le nom légué par l'Empereur à ses descendants rappelle les plus cruelles atteintes à la liberté. Ce nom, pris dans le sens que lui donne l'histoire, est la négation même de tous les progrès que nous avons accomplis, de toutes nos libertés. » La tendance radicale, exprimée par le journal *la Réforme*, se montra aussi peu partisan du régime impérial : tel ce numéro du 27 mai qui fait l'éloge des hommes « qui n'avaient point agi sous l'Empire, ne croyant pas que la gloire pût payer les funérailles de la liberté ». Enfin, le troisième groupe social, qui participe assez peu à l'enthousiasme napoléonien, est formé par les ouvriers instruits et soucieux de questions politiques, principalement des artisans. Le journal de Proudhon, *le Représentant du Peuple*, du 19 juin, publie un poème composé en décembre 1840, et jamais édité, qui s'intitule « Translation des cendres de Napoléon Bonaparte, empereur » : il est précédé d'un avertissement dans lequel on lit : « Il faut avant tout sauver la foule ignorante et crédule des entraînements d'un fol enthousiasme, la mettre en garde contre les prédications perfides, lui montrer que les principes démocratiques et l'humanité tout entière n'ont jamais eu de plus implacables ennemis que le Corse de sanglante mémoire. » La bourgeoisie d'affaires, l'élément dynamique et novateur du capitalisme, ne semble pas avoir éprouvé un profond sentiment envers la mémoire de Napoléon ; nous croyons plus sincère la déclaration en 1840 de l'ancien saint-simonien Arlès-Dufour au duc d'Orléans — « Que sont les lauriers de Napoléon comparés aux trophées vivifiants du travail pacifique » — que les souvenirs émus accordés en 1848 par les conservateurs à Napoléon.

Dans l'ensemble, on peut tirer la conclusion des élections de décembre 1848, que la majorité de la population française participait au culte impérial, et Michelet, mieux que tout autre, a montré cette identification avec le sentiment national quand il écrivait : « Prenez le plus pauvre homme, ... celui que vous croyez uniquement occupé des besoins matériels, il vous dira que c'est un patrimoine que de participer à cette gloire immense, à cette légende unique qui fit l'entretien du monde. Il sait bien que, s'il allait au dernier désert du globe, sous l'équateur, sous les pôles, il trouverait là Napoléon, nos armées, notre grande histoire, pour le couvrir et le protéger, que les enfants viendraient à lui, que les vieillards se tairaient et le prieraient de parler². »

1. H. MARTIN, *De la France, de son génie et de ses destinées*. Paris, chez Furne, 1847, p. 253, 255.

2. MICHELET, *Le peuple*, p. 235-236.

Ainsi la légende napoléonienne apparaît comme l'expression la plus populaire du sentiment national. Elle résulte de l'accord entre une idée abstraite simple, la gloire nationale et un état affectif grossièrement commun, qui dans chaque conscience éveille des réactions individuelles différentes.

Aussi, selon les classes, les générations, les âges et les tempéraments, on aboutit à une équivoque sur le nom de Napoléon, utilisé par une partie de la bourgeoisie, et non la moindre, pour dévier l'opinion populaire.

Le souvenir du grognard impérial ébranle les vieilles préventions des hautes classes à l'encontre du soldat au moment où le soldat devient un protecteur de l'ordre intérieur. A partir de 1848, la droite va se rallier progressivement à l'armée ; et la légende napoléonienne n'est pas étrangère à cette évolution.

Mais, en 1848, on se trouve à la fin de la légende napoléonienne comme expression du sentiment national ; alors va naître un bonapartisme, mélange de Révolution et de Contre-Révolution, ou plutôt idéologie contre-révolutionnaire qui n'a pu s'élaborer qu'à partir d'une révolution.

Peut-être pourrait-on conclure que la légende napoléonienne n'a pu rallier l'ensemble des classes qu'en un temps où la conscience de classe ne s'était pas encore pleinement éveillée. Ainsi le problème de la légende napoléonienne en 1848 amène à se poser une nouvelle fois le problème du rapport ou de l'opposition : sentiment national, sentiment de classe¹.

A. TUDESQ.

1. La bibliographie de la légende napoléonienne est trop abondante pour être présentée en quelques lignes. On trouvera de nombreux documents sur la légende et son utilisation dans les études régionales consacrées à la III^e République. Cf. les bibliographies sur « 1848 » de P. LEVILLIOT, de Ch.-H. POUTHAS ou de SOBOUL.

On trouvera des aperçus très fouillés sur ce sujet dans la thèse dactylographiée de Louis CHEVALIER, *Les fondements économiques et sociaux de l'histoire politique de la région parisienne*.

BULLETIN HISTORIQUE

L'AFRIQUE BRITANNIQUE

I. — OUVRAGES D'ENSEMBLE

De tous les territoires britanniques outre-mer, ce sont ceux d'Afrique qui ont le plus évolué depuis la dernière guerre. Ils ont suivi des voies différentes et l'Angleterre les a plus souvent accompagnés que contrariés, grâce à la remarquable souplesse de sa politique. Cette souplesse est due à la diversité des traditions auxquelles l'Angleterre peut se référer. Celles-ci offrent des solutions de rechange également valables et permettent à la métropole de se déjuger sans pour autant perdre la face. Elles ressortissent aux principes qui inspirèrent l'action coloniale britannique au XVIII^e siècle : le mercantilisme qui domina longtemps en Extrême-Orient, l'humanitarisme qui justifia la création de la plupart des établissements d'Afrique occidentale, l'anticolonialisme qui encouragea l'évolution des colonies blanches vers le self-government ; ces dernières, devenues autonomes, se fédérèrent ensuite pour former les dominions, auxquelles la charte de Westminster reconnut l'indépendance en créant, en 1931, le Commonwealth des nations britanniques. Dans les premiers cas, ce fut la métropole qui dirigea l'évolution, assurant avec plus ou moins de libéralisme la tutelle des indigènes qui, par définition, s'orientaient vers l'autonomie ou l'indépendance. Dans le dernier, ce furent les colons qui souvent s'opposèrent à la métropole.

Les conflits apparurent dès le début du XIX^e siècle en Afrique du Sud. M. Léo Marquard, qui publia en 1952 une excellente étude sur les problèmes contemporains de ce pays, a ensuite écrit le meilleur précis que nous connaissons sur l'Afrique du Sud. La partie postérieure à la création de l'Union (1910) y est expédiée en vingt pages. Mais l'histoire de la colonisation hollandaise, de l'intervention anglaise, des conflits entre noirs et blancs et entre Anglais et Boers, de l'évolution constitutionnelle, de l'outillage technique, de la ruée vers l'or et vers le diamant, de l'expansion impérialiste, est exposée avec beaucoup d'intelligence. La vie économique et sociale, l'évolution morale et psychologique expliquent les événements. L'essentiel seul a été retenu. Aussi l'ouvrage de M. MARQUARD est-il, dans le plein sens du terme, un livre de culture générale¹.

1. LEO MARQUARD, *The story of South Africa*. Londres, Faber and Faber, 1955, in-8°, 251 p.

L'Union sud-africaine est aujourd'hui indépendante. Elle poursuit une politique de suprématie du blanc, qui exclut toute lutte légale entre les races. C'est en Afrique centrale et orientale que s'opposent métropole, colons, indigènes et Asiatiques. Les indigènes y souhaitent la constitution d'États autonomes semblables à ceux de l'Afrique occidentale. Les blancs veulent créer des fédérations au sein desquelles leur influence évincerait celle du Colonial Office. Ce dernier a reconnu l'intérêt évident que de semblables fédérations représenteraient pour l'exploitation économique et pour la défense militaire de ces territoires. Mais il ne pourrait y renoncer à son rôle de tuteur des indigènes que si le principe de l'égalité raciale y était affirmé par tous les colons. Il a imposé aux noirs la création d'une fédération d'Afrique centrale. En Afrique orientale, l'opposition des indigènes du Kenya et du Bouganda a fait échouer un projet analogue.

L'enquête menée par M. MASON sur les tensions raciales dans le monde entier est surtout centrée sur l'Afrique. L'auteur constate que cette tension ne se justifie par aucun argument biologique. Ni la taille, ni les indices craniens, ni les circonvolutions du cerveau, ni le métabolisme de base, ni l'activité des glandes endocriniennes ou la répartition des groupes sanguins n'attestent la supériorité d'une race sur une autre.

La psychologie expérimentale ne permet pas davantage de discrimination : placés dans des conditions semblables, des enfants noirs et blancs d'une même école de New-York réagissent d'une façon identique aux tests. Et les métis n'apparaissent pas inférieurs aux pur sang, si on s'en tient aux données de la biologie ou de la psychologie expérimentale.

L'affaiblissement dû à des siècles de sous-alimentation et de maladies épidémiques suffirait à expliquer que des noirs des pays intertropicaux n'aient pas créé de civilisations supérieures.

Les raisons profondes de la tension sont donc d'ordre historique. Une analyse détaillée des facteurs en jeu en Afrique du Sud le démontre. La conclusion de l'auteur est qu'il importe de répandre la connaissance de toutes ces données : c'est évidemment là le seul moyen de combattre les préjugés malfaisants¹.

Le rapport sur la conférence réunie en juillet 1953 à Cambridge, pour examiner les problèmes posés par le développement des régions tropicales et subtropicales, plus spécialement en Afrique, est également fort intéressant.

Les questions examinées ont été bien choisies : les conditions du développement technique, le pouvoir et l'eau, l'alimentation, la santé et l'assistance, l'éducation.

Les spécialistes ont confronté leurs points de vue ; ils ont insisté sur les résistances humaines. Ainsi, la technique permettrait souvent de suppléer

1. Philip Mason, *An essay on racial tension*. Londres, Royal Institute of international affairs, 1954, in-16, x-149 p.

les villages en eau pure. Mais les paysans se moquent de la pureté. Il serait aussi facile de créer des citernes au Soudan pour y conserver l'eau de pluie. Mais les nomades ne sont disposés ni à les construire ni à les entretenir. La production vivrière pourrait être considérablement accrue. Le problème n'est pas d'ordre technique. Ce sont les hommes qu'il faut convaincre de recourir aux méthodes modernes. Ils semblent préférer la faim. Une enquête faite en Gambie par le professeur Platt montre que le poids moyen des habitants varie au cours de l'année. A la veille de la récolte, en octobre 1947, par exemple, il fut en moyenne de 102 livres pour les femmes et de 122 pour les hommes ; au lendemain des récoltes, en mars 1948, il atteignit respectivement 112 et 130 livres. Des tableaux comparatifs des quantités de nourriture consommée par tête et par semaine en Angleterre et en Gambie révèlent la pauvreté de l'alimentation indigène et son inégale répartition entre la saison de la faim et celle de l'abondance. Une autre statistique indique le prix en protéine de l'heure de travail du paysan pour la production des différentes récoltes : 4 livres 20 pour le blé anglais, 0,02 pour le millet et 0,37 pour le maïs en différents lieux du Nyassa.

Ces quelques exemples suffisent à montrer l'intérêt que cet ouvrage présente pour le géographe, le sociologue ou l'économiste aussi bien que pour l'historien¹.

M. LEWIS fait un inventaire utile de l'œuvre accomplie dans les territoires intertropicaux britanniques. Les progrès furent lents parce que l'Angleterre, comme les autres métropoles, avait posé en principe que les colonies devaient se suffire à elles-mêmes et ces dernières réservaient de préférence leurs crédits à des dépenses, en apparence plus productives, d'équipement.

L'instruction fut pratiquement abandonnée aux missionnaires, aux indigènes eux-mêmes, aux philanthropes. Ce n'est qu'en 1923 que le gouvernement anglais commença de s'intéresser au problème. Un comité d'enquête — British Advisory Committee on Native Education in the British Tropical African Dependencies — dressa un tableau de la situation dans chaque territoire. Il publia, en 1925, un memorandum sur les principes généraux à suivre et, en 1935, un second sur l'enseignement dans les communautés rurales indigènes.

Le premier « Colonial Welfare and Development Act » donna, le 17 juillet 1940, des moyens d'action et un sous-comité s'inquiéta, en 1941, de la méthode à suivre pour toucher les masses. Son rapport de 1943 organisa la coordination des divers degrés d'enseignement. Les problèmes furent ensuite abordés méthodiquement : formation des instituteurs, rédaction, illustration, impression de livres scolaires adaptés aux divers âges. C'est un fait que les écoles indigènes kikouyous, par exemple, manquèrent de livres, si bien que

1. A. LESLIE BANKS, *The development of tropical and subtropical countries with particular reference to Africa*. The proceeding of a seminar held in Gonville and Colus College Cambridge. Londres, Edward Arnold, 1954, in-8°, xvi-217 p.

les enfants qui avaient appris à lire s'instruisirent avec des journaux ou des ouvrages qui n'étaient pas de leur niveau et qu'ils ne comprirent pas.

Les crédits ne devinrent importants qu'avec le nouveau « Colonial and Development Act » de 1945. Depuis cette époque, les progrès ont été considérables. Les indigènes ont été peu à peu mis en mesure d'assimiler ce qui leur est utile de la civilisation occidentale¹.

Les articles et conférences réunies par Mme Margaret READ déçoivent un peu. L'auteur dit et répète qu'elle est professeur d'anthropologie sociale et qu'elle a dirigé le département de l'éducation dans les régions tropicales de l'Institut d'éducation de l'Université de Londres. Elle a aussi fait un séjour de trois ans en Afrique. Les considérations qu'elle développe sur les problèmes de l'alimentation des indigènes, leur santé et leurs maladies, sur les rapports entre l'anthropologie et l'éducation etc., n'ajoutent rien à ce que nous savons déjà².

De nombreux ouvrages récents s'offrent aux Anglais désireux de se documenter sur les problèmes posés par leurs territoires d'Afrique noire. La majorité de la population britannique, si l'on en croit les sondages officiels opérés en 1948 et en 1951, est mal renseignée. En 1951, 20 % seulement connaissait la différence entre un dominion et une colonie, et 41 % était capable de nommer au moins une colonie. 74 % cependant pensait que l'Angleterre ne pouvait se passer de ses colonies et 2 % assurait qu'elle était en état de les aider plus qu'elle ne le faisait.

Elle apprécie peut-être surtout les livres faciles et bien illustrés, qui cultivent le goût de l'exotisme. Celui de M. BAKER, par exemple, qui a, lui aussi, été initié au conseil des anciens chez les Kikouyous³. Un membre de cette tribu, Kabongo, égrène des souvenirs, illustrant les coutumes analysées dans le « Mau-Mau and the Kikuyus » de M. Leakey. L'ouvrage, abondamment illustré de gravures sur bois, exprime la nostalgie de la vie d'autan au Kenya.

M. CAMERON, qui parcourut le Kenya, l'Ouganda et toute la côte d'Afrique orientale, de Malindi à Zanzibar, en rapporte un petit livre pittoresque, luxueusement édité, inutile⁴.

M. OMMANNEY décrit avec humour la vie à Zanzibar, où il a passé un an. Il a le mérite de résumer d'abord l'histoire de l'île. Sa synthèse n'est pas sans lacunes, en particulier, en ce qui concerne la période antérieure à l'intervention portugaise et le XVIII^e siècle, mais elle est honnête. Les descriptions qui suivent sont pittoresques, amusantes, superficielles. On y voit parer les serviteurs indigènes ; on y assiste aux rites et fêtes musul-

1. L. J. LEWIS, *Educational policy and Practice in British Tropical Areas*. Londres, Nelson, 1954, in-8°, 141 p., « Nelson's Education Handbooks ».

2. Margaret READ, *Education and social Change in tropical Areas*. Londres, Nelson, 1955, in-4°, x-130 p.

3. Richard St. Barbe BAKER, *Kabongo*. Oxford, Ronald, 1955, in-8°, 127 p.

4. Roderick CAMERON, *Equator Farm*. Londres, Heinemann, 1955, in-8°, 158 p.

manes ; un début de révolte populaire contre l'inoculation du bétail y est maté. Le grand public ne peut qu'apprécier ces récits pleins d'entrain¹.

Sir Charles DUNDAS est un fonctionnaire colonial. Il a vécu, au cours d'une carrière de près de quarante ans, en Afrique orientale et aux Antilles. Il a suivi l'évolution de l'Afrique. Gouverneur de l'Ouganda, il a préconisé, dès 1945, les réformes constitutionnelles qui devaient démocratiser le Bouganda. Il se réjouit de voir ces territoires passer progressivement du rang de colonie à celui de dominion. Son livre est un hommage à la tutelle britannique. Il ne retiendra pas non plus le spécialiste².

*Inside Africa*³ est un vaste reportage à travers tous les territoires de l'Afrique. M. GUNTHER y renseigne le grand public américain sur les problèmes qui s'y posent. Par grand public, il faut entendre, tantôt l'honnête homme désireux d'apprécier les données essentielles que la presse quotidienne suppose connues, tantôt le concierge alléché par les harems des sultans ou l'homosexualité des Arabes. Cela revient à dire que le livre est fort inégal. Toujours vulgaire, il n'est utilisable que pour les territoires de la sphère d'influence britannique. Là, l'auteur connaît en général ce dont il parle et s'est donné la peine de se documenter ailleurs que dans la presse. Néanmoins, le succès d'un semblable ouvrage, où les jugements rapides et tranchants abondent autant que les lacunes, où l'effort d'objectivité de l'auteur s'accompagne d'une trop apparente vanité, est attristant.

II. — L'AFRIQUE OCCIDENTALE

En Afrique occidentale, l'élite noire qui a pris le pouvoir, publie des livres en anglais. Le plus intéressant de ceux que nous avons reçus est la biographie de M. Nkrumah par M. TIMOTHY⁴. Cet ouvrage apologétique, mais sérieux, apporte une documentation plus complète que les publications antérieures. Nkrumah y apparaît avec un incontestable talent. Mais on ne voit pas assez ce qu'il doit à son pays. Formé à l'école catholique, devenu instituteur et directeur de l'école primaire catholique d'Axim, il s'enquit de l'histoire de la Gold Coast, rencontra Nnamdi Azikiwe en 1934 et obtint d'un parent les 100 £ nécessaires pour passer aux États-Unis. C'est probablement son hostilité à l'Angleterre qui lui fit choisir l'Université Lincoln.

Il avait vingt-six ans quand il débarqua en octobre 1935 à New-York. Il y passa dix ans, étudiant l'histoire, la philosophie, l'économie politique, le journalisme, la théologie. Au début, il fit divers métiers pour gagner sa vie. Puis il devint, en 1943, « Lecturer on Political sciences » à l'Université Lincoln.

1. F. D. OMMANNEY, *Isle of cloves. A view of Zanzibar*. Londres, Longmans, s. d., in-8°, XIII-230 p.

2. Sir Charles DUNDAS, *African Crossroads*. Londres, Macmillan, 1955, in-8°, x-243 p.

3. John GUNTHER, *Inside Africa*. Londres, Hamilton, 1955, in-8°, XIV-960 p.

4. Bankole TIMOTHY, *Kwameh Nkrumah*. Londres, Allen, 1955, in-8°, 198 p., ill.

Il cessa d'être catholique, apprit à prêcher et se définît lui-même, un peu plus tard, « Marxian Socialist and undenominational Christian ».

Le désir de libérer *Mother Africa* de l'impérialisme britannique le conduisit à créer un Institut des langues et de la culture africaine à l'Université de Pennsylvanie, puis à grouper tous les étudiants africains des États-Unis, au cours de la conférence générale des Africains d'Amérique en 1942.

Il collabora avec Durosimi Johnson de la Sierra Leone et Nnamdi Azikiwe de la Nigeria pour dresser un plan d'agitation dans les trois territoires britanniques. Il groupa aussi quelques-uns de ses futurs collaborateurs, Ako Adjei, K. A. B. Jones-Quartey, etc.

Au moment de regagner sa patrie, il s'aperçut qu'il n'avait pas étudié le droit et gagna Londres dans cette intention en juin 1945. Mais, pendant les deux années qu'il y passa, il ne fit que de la politique. Il devint l'un des dirigeants du « West African National Secretariat », chargé de coordonner les mouvements nationalistes des colonies africaines, publia divers pamphlets contre les complexes de supériorité des blancs, élaborâ en fin un programme de lutte contre l'impérialisme mondial. Il s'y référait aux idées mercantilistes de J. Ferry et aux thèses marxistes sur l'exploitation coloniale, niait que les noirs ne fussent pas mûrs pour le self-government, puisqu'ils se gouvernaient fort bien avant l'arrivée des blancs et concluait en quatre points :

Nécessité d'organiser les masses, de supprimer « l'analphabétisme politique », de créer un fonds d'éducation pour former des « agents du progrès », techniciens, savants, hommes politiques, de créer une presse nationaliste.

C'est à ce moment que le Dr Danquah fonda la « United Gold Coast Convention » (4 août) à Salt Pond (Gold Coast) et qu'Adjei, installé comme avocat en Côte de l'Or, fit proposer à Nkrumah le poste de secrétaire permanent. Il y développa son action en organisant les masses, en s'appuyant sur la jeunesse, en recourant, sous le nom d'« action positive », à la non-violence de Ghandi.

Il se sépara de l'U. G. C. C. pour former le « Convention People's Party » qui, à partir de 1949, réclama le self-government. Arrêté à la suite de rixes pendant la campagne d'action positive qui repoussait le projet de constitution élaborée sous la direction du juge Coussey, par un comité d'indigènes modérés, il continua de diriger son parti de sa prison. Aux élections générales faites selon la constitution Coussey le 10 février 1951, il obtint 24 sur 38 des sièges ruraux et municipaux. Libéré et félicité par les Anglais, il forma le premier cabinet de la Gold Coast, reçut en mars 1952 de Churchill et de l'Assemblée législative locale le titre de premier ministre, et réussit le 15 juin 1954 à faire adopter une nouvelle constitution qui enlevait aux Anglais leurs divers contrôles.

Sans insister sur le détail de cette évolution, on est frappé par la sorte d'accord tacite qui, en dépit de luttes parfois violentes, régna constamment entre le gouvernement anglais et Nkrumah. Les Anglais ralentissaient son

action, mais ne demandaient qu'à être convaincus de la maturité politique des indigènes. Ils n'étaient pas hypocrites quand ils souhaitaient une action progressive.

Le détail de la lutte politique est donné par M. PADMORE¹ dans une bonne étude sur l'évolution récente de la Gold Coast. L'auteur fait partie de ce groupe de journalistes de couleur qui entoura Nkrumah à Londres. Son livre, que nous n'avons pas reçu, donne une synthèse intelligente des progrès de l'éducation politique parmi l'élite cultivée d'abord, puis dans les masses. On y remarque la collaboration avec les leaders de la Sierra Leone (Wallace Johnson) et de la Nigeria (Azikiwe), le rôle des organisations de jeunesse et de la presse, la souplesse du gouvernement britannique.

La même conclusion générale s'en dégage pour le lecteur. En dépit des références au royaume de Gâhna — qui, en fait, n'eut guère d'influence sur les régions côtières et fut essentiellement axé sur le commerce transsaharien, les rapports avec les nomades soudanais et le progrès de l'Islam entre le IX^e et le XIII^e siècle — il apparaît que la Gold Coast actuelle résulte de l'assimilation par les indigènes d'idées, d'institutions, de techniques occidentales et britanniques. Si le colonialisme a été vaincu, la colonisation, au sens le plus élevé du terme, a triomphé en réalisant l'idéal des humanitaristes qui ont créé les établissements anglais d'Afrique occidentale au XIX^e siècle.

Il en est de même au Nigeria.

M. Onwuka DIKE² a repris aux sources l'étude des origines de la Nigeria britannique. Il ne s'est pas contenté de lire tous les ouvrages importants et de rouvrir les dossiers des archives londoniennes, mais a compulsé sur place les papiers consulaires, les minutes de la Cour d'Équité de 1853, les rapports secrets d'agents britanniques, conservés aux archives d'Ibadan, et les papiers des chefs indigènes, dont la tradition orale rappelle également les gestes.

Il en résulte un ouvrage désormais fondamental, dont le mérite est d'expliquer l'évolution des sociétés indigènes aussi bien que celle des commerçants européens.

L'abolition de la traite, en effet, a profondément troublé les petits États indigènes du delta (Benin, Brass, Bonny, Calabar), qui s'étaient organisés depuis le XV^e siècle et qui vivaient du commerce des esclaves. Ces derniers étaient fournis par les tribus inconnues des Européens, qui avaient occupé l'arrière-pays, en particulier les rives du Niger. Les migrations de toutes ces populations entre 1450 et 1800 sont encore mal connues. Ce foisonnement de petits groupes étroitement individualisés, différents par la langue, la

1. Georges PADMORE, *The Gold Coast revolution*. Londres, Dobson, 1953, in-8°, 272 p.

2. K. Onwuka DIKE, *Trade and Politics in the Niger Delta, 1830-1885. An introduction to the economics and political history of Nigeria*. Oxford, Clarendon Press, 1956, in-8°, VIII-250 p.

culture et la structure sociale, complique infiniment l'histoire des régions côtières d'Afrique.

Les indigènes favorisèrent la contrebande pendant une trentaine d'années, au point que, vers 1840 encore, les commerçants honnêtes, qui avaient remplacé l'esclave par l'huile de palme, étaient toujours servis après les négriers lorsqu'ils se trouvaient en présence de ces derniers. Les croisières anglaises ne suffisaient pas à y remédier. La base créée par Owen en 1827 dans l'île espagnole de Fernando Po rendit la traite plus difficile. Si les projets de rachat de l'île à l'Espagne avaient abouti, le marché d'esclaves nigérien aurait disparu plus tôt. Mais les colons de Sierra Leone s'y opposèrent et l'Espagne, d'abord consentante, refusa la vente quand enfin le gouvernement anglais la souhaita.

Les efforts de l'« African Institution », appuyés par la nouvelle génération de commerçants, qui, après 1830, développa le commerce de l'huile de palme, firent admettre qu'on ne supprimerait la traite qu'en civilisant l'Afrique, en convainquant les indigènes eux-mêmes de l'intérêt à remplacer le noir par l'huile. Ce fut l'une des raisons de la grande expédition du Niger de 1832, dont l'issue fut désastreuse. Mc Gregor Laird, cependant, continua de plaider la cause des relations directes avec les tribus de l'intérieur, productrices d'huile, et, sous son influence, l'Angleterre multiplia les traités avec les États côtiers et les tribus de l'intérieur du delta : ils s'engageaient à renoncer à la traite, donnaient parfois des concessions aux commerçants, encourageant le commerce légitime.

On renonça au même moment aux croisières en faveur du blocus ; celui-ci permettait de contrôler tous les bateaux qui sortaient des nombreuses bouches du Niger. La traite disparut pratiquement au Nigeria vers 1840 et Bonny ou, à un degré moindre, Calabar devinrent les centres d'un commerce d'huile en progression constante. Progression irrégulière aussi, à cause des guerres entre indigènes ou des révolutions qui amenaient les tribus de l'intérieur à suspendre leurs livraisons. Ce sont ces troubles autant que les rivalités de commerçants européens qui amenèrent le marchand Beecroft, nommé en 1849 « consul pour les baies de Benin et de Biafra », à intervenir systématiquement dans la politique indigène et à établir en fait, sinon en droit, une prédominance anglaise. Lorsqu'il quitta le pays en 1854, la suprématie anglaise était reconnue par tous. Le consul anglais n'avait qu'à montrer sa force pour imposer son arbitrage. C'est lui qui installa l'Angleterre à Lagos en 1851 et qui fit déposer le roi Pepple de Bonny (1854). Nous ne pouvons résumer ici l'histoire de Bonny, qui est longuement analysée. Le fait essentiel, que l'auteur met bien en lumière, est la révolution sociale qui s'accomplit entre 1850 et 1875 dans tous les États côtiers : une nouvelle classe, celle des anciens esclaves, enrichis dans le commerce d'huile, s'y affirma, disputant le pouvoir aux aristocraties traditionnelles. Ces anciens esclaves, riches, mais dépourvus de droits politiques, se révoltèrent à Bonny en 1855 et en 1869. A Old Calabar, où l'influence des mission-

naires était forte, la révolte engloba les esclaves domestiques et obligea les chefs à tenir compte de leurs revendications. Les Anglais intervinrent en faveur des esclaves, poussés à la fois par les principes humanitaires et par l'intérêt mercantile, car la révolte interrompait le travail sur les plantations. A Bonny, où la guerre civile fut endémique, depuis 1855, le régent Alali ne dominant pas les partisans du roi déposé Pepple, celui-ci fut réintrônisé par les Anglais en 1861. Il mourut en 1866. Son fils, George Pepple, éduqué à Londres, où il avait suivi son père en exil et où il était resté huit ans, manqua d'autorité. Chrétien, anglicisé, endetté, il ne put empêcher la guerre civile qui éclata entre deux partis d'anciens esclaves, dirigés par les deux puissantes familles d'Oko Jumbo et de Jaja. Le premier avait autrefois défendu les intérêts de Pepple, le second, du régent Alali. Très habile, Jaja sut se ménager l'amitié des tribus de l'intérieur et, lorsqu'il eut été obligé de quitter Bonny, il put, de sa nouvelle capitale d'Opobo, couper le ravitaillement de Bonny, dont la prospérité fut définitivement ruinée. Le progrès du commerce direct des Européens avec l'intérieur, par la Compagnie royale du Niger, s'accomplit parallèlement.

La date cruciale, qui marque le passage d'une politique anglaise hostile à l'expansion, uniquement intéressée au maintien de la sécurité côtière, à une politique de pénétration vers l'intérieur, est 1854. Cette année-là, le docteur Baikie pénétra jusqu'au pays haoussa sans perdre un seul homme de son équipage, grâce à la quinine. Trois ans après, Mac Gregor Laird obtint des subventions du gouvernement pour l'exploitation commerciale du Niger. Il fonda des factoreries au confluent de la Bénoué. Appuyé sur les humanitaristes qui voulaient connaître et civiliser l'Afrique, combattu par les marchands de Liverpool et par les souverains côtiers, qui souhaitaient conserver leur monopole, il l'emporta parce que le commerce direct avec l'intérieur se révéla rentable. La déclaration de principe, votée par la Chambre des Communes en 1865, sur proposition de la commission parlementaire d'enquête, ne doit pas être prise à la lettre : elle affirma, selon la doctrine traditionnelle, que le but ultime était l'évacuation des territoires d'Afrique occidentale, mais elle conseilla, en attendant, le vote des crédits réclamés pour la colonie de Lagos. En fait et au Nigeria, l'Angleterre poursuivit à ce moment une politique d'expansion coloniale.

On aimerait, cependant, pour apprécier plus précisément le niveau de civilisation de ces sociétés indigènes, connaître la composition et l'importance des cargaisons que les Européens apportèrent en échange de l'huile de palme.

La Nigeria contemporaine est plus divisée que la Gold Coast. Mais, dans les deux pays, le problème fondamental est le même. Il faut former rapidement des élites assez nombreuses pour remplacer les techniciens blancs. L'influence des États-Unis est considérable. Ils semblent en partie responsables de l'accélération de l'histoire dans ces régions. Anglais et gouvernements indigènes collaborent aujourd'hui pour développer l'instruction parmi

les masses. Les indigènes se réfèrent volontiers à un nationalisme raciste et passionné que l'instruction seule leur permettra de dominer. L'autobiographie de M. Ojike en fournit un exemple. M. Mbonu OJIKE, après avoir milité dans les rangs du parti du Dr Azikiwe (National Council of Nigeria and the Cameroons) depuis son retour des États-Unis en 1947, est devenu le chef du premier gouvernement autonome de la Nigeria orientale.

On trouve un peu de tout dans son curieux petit livre intitulé « My Africa ». Le complexe de négritude, qui le pousse à comparer sans cesse les coutumes et les institutions des tribus noires à celles des sociétés d'Occident, pour démontrer la supériorité des premières, s'y exprime à tous propos : la civilisation de l'Afrique occidentale, dit-il, débuta probablement en 28000 avant J.-C. Elle est différente des civilisations occidentales, mais ne leur est point inférieure. « Dans certains pays les femmes portent des anneaux aux doigts et aux oreilles. En Afrique les anneaux conviennent aussi au nez. Il y a même des régions d'Afrique où l'on porte des anneaux aux orteils et aux lèvres ; quel mal y a-t-il à ces usages ? Si je le comprends bien, le nez, le doigt, l'oreille et l'orteil sont toutes les parties du corps où il est possible de porter des anneaux. Est-ce une raison, parce que je porte des boucles d'oreille, pour protester contre les anneaux de nez et pour les ridiculiser ou, parce que je porte des bagues au doigt, pour m'insurger contre celles des orteils ou contre les anneaux des lèvres auxquels, simplement, je n'avais jamais pensé ? » La civilisation africaine est supérieure à celles de l'Occident, car, en Afrique, tout le monde a toujours de la nourriture en abondance. La chasteté y est de règle, etc. (p. 125).

La première partie du livre, autobiographique, est d'un grand intérêt ; l'auteur y décrit la vie du village, où son père était un notable (Amana). Il nous raconte la vie quotidienne de ce père, ses relations avec ses femmes, ses travaux, ses soucis devant le progrès du christianisme. Il restitue le plan de son habitation, vaste ensemble où chaque femme, chaque fils marié, avait sa maison, où des entrepôts recélaient les produits de la récolte et les objets du commerce, où le palais de réception était isolé des demeures. Une des sources de la richesse de ce notable était le recrutement au loin de soldats ; il les amenait à l'un ou l'autre des chefs indigènes en guerre, en payant péage à tous ceux dont il traversait le territoire, pour que les guerriers pussent arriver jusqu'au champ de bataille.

L'auteur nous fait assister à ses jeux d'enfant, à ses premières études, à son activité comme instituteur, jusqu'au moment où il reçut, en 1938, du Dr Zik une bourse pour une université américaine. Tout cela est vivant, émouvant et suggestif. Cela n'a pas la qualité littéraire de « L'enfant noir », mais intéressera sans doute davantage les ethnographes.

La deuxième partie est, au contraire, affligeante : du travail d'instituteur, des pages de géographie, d'ethnologie élémentaires, une série d'exposés sur la vie sociale, religieuse esthétique, faussés par la manie de la référence à

l'Occident. L'auteur¹ passe d'un point à un autre de l'Afrique, au lieu de s'en tenir au Nigeria; il nous donne des résumés d'ouvrages que nous connaissons et qui ne sont pas toujours bien choisis. Que ne se tient-il à nous documenter sur son pays?

Un curieux livre, vraiment, dont la première partie décrit sobrement l'évolution vécue d'un groupe social animiste en voie d'occidentalisation et dont la seconde révèle le malaise créé par une occidentalisation trop brutale.

III. — L'AFRIQUE CENTRALE

L'Afrique centrale britannique a été découverte par les missionnaires antiesclavagistes. Deux livres récents racontent la vie de Livingstone. Celui de M. SIMMONS², qui est historien, et celui du professeur de géographie Debenham. Le premier, bref et vivant, résume les récits de l'explorateur. On le lit avec beaucoup d'agrément. La collection dans laquelle il paraît faisait espérer un peu plus de précisions sur la découverte de l'Afrique en dehors de Livingstone. L'auteur en parle dans un dernier chapitre sans s'écarter du théâtre d'opérations de son héros. Il ne mentionne ni la traversée de l'Afrique par les « pombeiros » portugais dès 1808, ni l'équipée de René Caillé et la pénétration française au Sénégal, ni le remarquable rayonnement de Maclean et des Anglais en Gold Coast. Son petit ouvrage n'en permet pas moins de bien saisir l'importance de Livingstone.

M. DEBENHAM³ a travaillé sur les manuscrits du Rhodes-Livingstone Museum en Rhodésie du Nord. Son livre contient de nombreux croquis de l'explorateur. Il est plus détaillé que le précédent. L'auteur s'étend volontiers sur la description de la flore et de la faune. Le lecteur y parcourt les itinéraires de Livingstone en compagnie d'un géographe contemporain, qui décrit les pays à la fois tels qu'ils sont aujourd'hui et tels que Livingstone les a découverts. La présentation luxueuse de cet ouvrage, son illustration abondante, attireront le grand public, bien que sa lecture soit moins aisée que celle du livre précédent.

Le brillant essai de M. ANSTRUTHER⁴ explique Stanley. L'auteur a eu accès à divers documents inédits. Il précise les faits et les dates de la première enfance de John Rowland, élevé par son grand-père jusqu'à six ans, enfermé dans le pensionnat de la Maison des pauvres (workhouse) de Saint-Asaph jusqu'à quinze, recueilli par une tante qui tenait une auberge de campagne jusqu'à dix-huit et finalement embarqué comme mousse sur un

1. Mbonu OJIKE, *My Africa*. Londres, Blandford, s. d., in-16, 237 p.

2. JACK SIMMONS, *Livingstone and Africa*. Londres, English Universities Press, 1955, in-16, x-180 p.

3. FRANK DEBENHAM, *The way to Ilala. David Livingstone's pilgrimage*. Londres, Longmans, Green, 1955, in-8°, 336 p.

4. IAN ANSTRUTHER, *I presume. Stanley's triumph and disaster*. Londres, Geoffrey Bles, 1956, in-8°, xiii-207 p., ill.

bateau en partance pour la Nouvelle-Orléans. C'est là qu'il rencontra le gérant d'une épicerie, Henry Morton Stanley, qui l'adopta. Il s'instruisit, s'éduqua quelque peu, s'épanouit auprès d'un être qu'il admirait et dont il était aimé. Placé dans une plantation par son père adoptif qui dut aller soigner un frère malade à Cuba, il y fut surpris par la guerre de Sécession, s'engagea parmi les sudistes, fut prisonnier, passa dans l'armée du Nord pour éviter le typhus et l'ennui du camp, tomba malade et fut réformé, s'embarqua pour l'Angleterre afin de retrouver sa mère. Elle l'hébergea une nuit et lui donna un shilling en le renvoyant. Il apprit alors, à Cuba, la mort de son père adoptif, regagna New-York où il s'engagea dans la marine, se signala par son héroïsme et découvrit sa vocation de journaliste en écrivant ses faits de guerre (1864). Entré au *New York Herald* en 1867, il s'y signala par ses reportages sur la campagne du général anglais Sir Robert Napier en Abyssinie, puis sur la guerre civile espagnole. Le 27 octobre 1869, le directeur du *New York Herald*, Gordon James Bennett junior, le convoqua télégraphiquement à Paris pour lui proposer de rechercher Livingstone, dont on était sans nouvelles.

Stanley, après avoir d'abord fait les reportages réclamés par Bennett sur l'ouverture du canal de Suez, sur l'expédition que Sir Samuel Baker préparait au Soudan, sur les fouilles de Jérusalem, sur les champs de bataille de la guerre de Crimée, sur la Perse et sur Bombay, arriva au début de 1871 à Zanzibar.

Il a lui-même longuement raconté les péripéties de l'expédition qui lui permit, malgré les méfaits de Mirambo, chef de bandits qui coupait la route entre Tabora et Ujiji, d'atteindre le 10 novembre 1871 ce village où Livingstone, épuisé, achevait de consommer ses dernières ressources. Stanley avait progressé avec une rapidité que personne n'égalait jamais. Quelques semaines plus tard, sans doute, il n'aurait plus trouvé Livingstone en vie. Ivre d'orgueil et inhibé par la timidité qu'il ressentait, lui, le parvenu, devant le légendaire Livingstone, il se domina, enleva son chapeau, s'inclina et prononça la phrase fameuse : « Dr Livingstone, I presume? »

Tout le récit de M. Anstruther vise à expliquer l'emploi de cette banale formule de politesse qui, jusqu'à la fin de sa vie, ridiculisa Stanley. Il analyse ses complexes d'enfant illégitime, de « self made man », d'Américain grossier en face des Anglais policés, de sentimental refoulé, de puritain chaste et toujours mal à l'aise avec les femmes, d'inadapté. Les accusations de cruauté vis-à-vis des indigènes, que les documents publiés récemment par l'Académie Royale coloniale belge réfutent, n'ont peut-être pas d'autre origine que l'impression de dureté laissée par cet incompris à presque tous ses contemporains et justifiée par ses maladresses.

Livingstone, cependant, le comprit et l'aima. En lui, Stanley retrouva le père adoptif qui l'avait ouvert au monde. Les cinq mois qu'il passa en sa compagnie furent les plus heureux de sa vie. Quand il le quitta, le 14 mars 1872, pour regagner la côte, d'où il devait expédier à Tabora les hommes et

les choses nécessaires à la dernière expédition de Livingstone, il entra dans la solitude morale qui désormais l'exila des sociétés civilisées.

Dans la deuxième partie de son livre, l'auteur recense les causes extérieures du « désastre ». La Société de Géographie de Londres, ignorant l'entreprise du *New York Herald*, ne croyait pas Livingstone en danger. Mais l'opinion publique, alarmée par la nouvelle des razzias de Mirambo, l'obligea d'envoyer une expédition de secours. Celle-ci débarquait au moment où Stanley revenait. Sir Henry Rawlinson, président de la société, plein de dédain pour le *New York Herald*, feuille à sensations, et pour le jeune Américain sans expérience, dont il avait entendu parler, reçut un télégramme qui annonçait que Livingstone était sain et sauf avec Stanley. Il en conclut que Livingstone s'était porté au secours de Stanley, ruiné par Mirambo, et accrédita cette version. Quand la vérité perça, la Société de Géographie fut la dernière à honorer Stanley. Longtemps, de mesquines médisances circulèrent dans la presse anglaise et Stanley en conçut beaucoup d'amertume. Il fut aussi peiné de voir les Américains, qui le portèrent aux nues, s'amuser cependant de « M. Livingstone, I presume? », et il ne comprit pas le dépit de Bennett, le metteur en scène génial, le millionnaire qui avait subventionné toute l'affaire, le créateur de la presse moderne ; en une seule tournée de conférences aux États-Unis, Stanley récolta 50.000 dollars, autant que Bennett avait dépensé pour toute l'expédition. C'est à lui que l'argent aurait dû revenir. Il s'employa perfidement à déconsidérer Stanley et lui fit regagner son ancien poste en Espagne, sans augmenter ses gages.

M. Felix Gross publie une solide biographie de Cecil Rhodes¹. Il ne donne pas ses références, mais annonce la parution prochaine de sa bibliographie dont quatre copies ont été déposées dans diverses bibliothèques. On peut en particulier la consulter au British Museum de Londres ou à la bibliothèque Bodleian d'Oxford.

Faisons donc crédit à l'auteur et acceptons aussi le procédé qui consiste, pour rendre son récit plus vivant, à transformer en monologues et en rêveries bien placés, les idées exprimées dans les lettres et dans les discours de Rhodes, ou celles rapportées par divers témoins. Il n'est pas certain que l'ouvrage en soit plus lisible : il est assez riche et assez divers pour qu'on n'ait pas à se soucier de soutenir l'intérêt du lecteur.

L'auteur a bien marqué le caractère si particulier de Rhodes, sa mentalité d'adolescent romantique ; il y avait en lui quelque chose d'inachevé qui empêche de le bien comprendre, de le sacrer vraiment grand homme, de le croire toujours à la hauteur de la situation. Les explications que l'auteur suggère plutôt qu'il ne les développe peuvent s'en trouver dans la misogynie de Rhodes, ou sa médiocre santé. Cardiaque, il a fait de sa vie une véritable course contre la mort avec la menace ne lui permit pas de laisser mûrir les événements. On ne saurait rencontrer d'esprit moins stotque que celui de ce grand liseur de Marc-Aurèle.

1. Felix Gross, *Rhodes of Africa*. Londres, Cassel, in-8°, x-433 p., ill.

Il a eu de la chance d'abord, puis de l'argent ; son immense fortune lui a donné le pouvoir. Il s'en est servi pour corrompre tous ceux qu'il ne pouvait séduire. Le récit de son activité politique, de ses trahisons, des cruautés dont il fut responsable vis-à-vis des indigènes tourne presque au réquisitoire. Les mots terribles qu'il prononça à divers moments de sa carrière, bafouant l'idéal humanitaire, s'expliquent par l'aisance avec laquelle il acheta missionnaires, hauts fonctionnaires, indigènes. Ses principales victimes, le roi des Matabélé, Lobengouela, le président Kruger incarnent la dignité de l'homme aux prises avec le démon. M. Gross ne doute pas que Sir Hercules Robinson, gouverneur du Cap, ait été corrompu et que Chamberlain ait été au courant des préparatifs du raid Jameson.

La bravoure dont Rhodes fit preuve pendant la révolte des Matabélé, la générosité dont il était capable, ne rachètent pas cette longue suite de trahisons et de crimes par lesquels il construisit un empire. Car il fut un créateur, il réussit à peindre en rouge la carte de l'Afrique, du Cap au Caire. Et son œuvre lui a survécu.

Rhodes a été impérialiste, jingoïste. Il a été un de ces hommes qui ont fait l'histoire et dont l'action a été déterminante, indépendamment des facteurs qui, à la longue, auraient peut-être abouti à des résultats semblables.

* * *

L'Afrique centrale et l'Afrique orientale procèdent à des expériences de collaboration multiraciale difficiles et fréquemment troublées. Les Anglais s'y sont installés à la fin du siècle dernier et ont tenté d'organiser ces pays selon la doctrine de Rhodes et de Lugard. Hostiles à une ségrégation rigoureuse dans le genre de celle qui triomphe en Afrique du Sud, ces derniers recommandaient l'administration indirecte par l'intermédiaire des chefs traditionnels des tribus et le « double mandat » qui donna également l'autonomie aux groupes de blancs ou d'Asiatiques sous la tutelle du gouverneur britannique.

Les blancs, sitôt qu'ils devinrent assez nombreux, s'opposèrent aux gouverneurs, réclamèrent un statut qui les rapprochât de plus en plus de celui du Dominion et prétendirent exclure les Asiatiques et dominer les noirs. Dans la plupart des ouvrages écrits par des Africains blancs, ces derniers insistent sur le fait qu'ils ont autant de droits que les noirs à vivre dans ces pays, où aucun des occupants actuels n'est autochtone : « J'appartiens, écrit, par exemple, M. LIPSCOMB¹, à la dernière des tribus qui immigra en Afrique orientale, et ma tribu se distingua, dans sa migration, par le fait que, seule, elle n'a occupé que des pays déserts et n'a dépossédé que les grands fauves d'Afrique. Nous n'avons pas, comme les immigrants précédents, chassé des régions fertiles les tribus qui les occupaient à notre arrivée,

1. Référence ci-dessous, p. 106.

ni volé leur bétail et massacré ou séduit leurs femmes, selon la coutume toujours pratiquée par nos prédécesseurs... »

Ils invoquent l'immense progrès accompli par ces régions sous leur égide et insistent sur le fait que leur présence y est indispensable. Les indigènes ne sont certes pas encore en mesure de contrôler l'administration ou de diriger les exploitations industrielles. M. LEGUM¹ estime à 2 % de la population l'élite indigène évoluée. Cette proportion est insuffisante pour former l'ensemble des cadres nécessaires. Que les blancs soient d'ailleurs responsables de ce défaut ne paraît pas contestable. Ils ont fait porter leur effort sur l'exploitation économique qui les intéressait au premier chef et n'ont pas appliqué sagement les principes de tutelle et de double mandat auxquels ils se référaient. Pour ne citer qu'un exemple, M. Lipscomb rappelle que les conseils indigènes de village, créés en 1924, sont devenus un organe efficace, qui a remplacé dans l'administration l'action des chefs traditionnels et des conseils d'anciens. Mais pourquoi fallut-il attendre 1951 pour inaugurer les conseils de district? Ces derniers même auraient-ils vu le jour sans la révolte mau-mau?

En Rhodésie du Sud, le groupe blanc a obtenu en 1923 l'autonomie qui lui permet de diriger en fait l'évolution du pays. La métropole y conserve cependant un droit de contrôle, en particulier en ce qui concerne les mesures de discrimination que les blancs pourraient être tentés de prendre à l'égard des indigènes.

En Rhodésie du Nord et au Nyassa, le Colonial Office dominait encore lorsqu'en 1949 la Rhodésie du Sud réclama la fédération des trois territoires. Les négociations furent longues en raison de l'opposition des indigènes. La constitution finalement adoptée en janvier 1953 leur donne de sérieuses garanties. Mais la plupart des indigènes n'étaient pas électeurs au référendum qui l'adopta en mai. Le premier parlement fédéral fut élu en décembre. Le petit manuel scolaire de M. LUMB² analyse cette constitution. Par ailleurs, il peut servir d'initiation à l'histoire de l'Afrique centrale, moins connue que celle d'Afrique du Sud. On y remarque le soin apporté par l'auteur à répéter que les indigènes ne sont pas autochtones. Certains croquis précisant les déplacements des tribus indigènes ou les interférences entre les groupes linguistiques, certains tableaux, comme ceux des missions dans les divers territoires ou de l'évolution administrative des territoires du Nord, sont utiles. L'ensemble est sec et suppose de la part des maîtres auxquels le livre s'adresse la lecture complémentaire d'ouvrages cités dans une brève bibliographie.

M. A. J. HANNA³ a repris aux sources l'étude de la pénétration euro-

1. Référence ci-dessous, p. 110.

2. S. V. LUMB, *A short history of central and southern Africa*. Cambridge, University press, 1954, xiii-120 p.

3. A. J. HANNA, *The beginnings of Nyassaland and North Eastern Rhodesia (1859-1895)*. Oxford, Clarendon Press, 1956, in-8°, x-281 p.

péenne et de l'établissement anglais au Nyassa et dans l'est de la Rhodésie.

Il appartiendra peut-être à un historien local d'écrire, pour introduire cet ouvrage, un livre d'ensemble sur les populations indigènes, leurs relations entre elles et avec les Arabes et les Portugais. Celui de M. Hanna fera longtemps autorité. A travers les trois parties qui le composent, on suit, sans se lasser, malgré le détail, la lente progression de l'influence britannique. Répondant à l'appel de Livingstone qui avait signalé le progrès de la traite arabe dans la région, des missions religieuses s'organisèrent. Les missions écossaises s'établirent d'abord à Livingstonia, au sud du lac Nyassa, en 1876. Elles transférèrent leur centre en 1881 à Bandawe sur la côte est du lac et multiplièrent leurs établissements, fondant, en particulier, le centre de Blantyre, dont le premier chef, le R. P. Duff Macdonald, fit flageller à mort des indigènes accusés de vols qu'ils n'avaient pas commis.

La London Missionary Society, d'autre part, installa en 1878 sa mission du Tanganyika à Ujiji. Mais le trajet et le portage étaient pénibles, depuis Saadani sur l'Océan Indien. Livingstone avait affirmé qu'on ne supprimerait la traite qu'en encourageant le commerce (les trois C : christianisme, commerce, civilisation). Selon ce principe, les frères Moir fondèrent une compagnie de navigation. La navigation était possible entre le Zambèze et Katunga sur le Shiré, d'une part, puis entre Matopé sur le haut Shiré et le lac Nyassa. De Katunga à Matopé, une route, qui passait par Blantyre, obligeait à recourir au portage.

Les missionnaires poursuivirent surtout une œuvre d'éducation. Mais ils ne purent éviter d'entrer en conflit, soit avec les marchands d'esclaves arabes, soit avec les tribus guerrières du Nord du Nyassa, qui rallaient des esclaves pour ces derniers. C'est ainsi qu'éclata en 1884 la longue guerre contre Mlozi qui razziait la région de Karonga, habitée par les Wakonde. Missions et Compagnies des lacs furent impuissantes et s'adressèrent au consul anglais O'Neill, qui obtint, à titre personnel, le concours du capitaine Lugard. Ils ne réussirent pas à détruire l'ennemi, tant que le Foreign Office conserva une attitude expectative, soit jusqu'en 1890.

Les Anglais, dans leur lutte contre la traite, avaient à plusieurs reprises cherché à collaborer avec le Portugal qui dominait sur la côte et sur le Zambèze. Ils prétendaient contrôler également tout le cours du Shiré qui réunit le Zambèze au lac Nyassa. Le premier consul que l'Angleterre nomma à Mozambique, en 1857, Mc Leod, n'aboutit pas. Il fallut attendre la désignation de Henry O'Neill en 1879, pour qu'une utile coopération s'établît avec le secrétaire général portugais Sarmento. Mais le gouverneur général Coelho, nommé en 1880, fut hostile à la répression et Londres, sur les instances de Lisbonne, rappela O'Neill. Ce dernier entreprit alors, avec le concours de la Société royale de géographie, un voyage d'information et d'exploration au Nyassa (1883-1884). Le gouvernement anglais se décida, en octobre 1883, à nommer un « consul dans les territoires des rois et des

chefs indigènes le long du lac Nyassa ». Sa mission fut d'obtenir la suppression de la traite sans recourir à la force.

Entre temps, le conflit avec le Portugal s'était développé. L'auteur analyse longuement les négociations entre les deux gouvernements et les rivalités entre Serpa Pinto, qui conduisit une mission scientifique dans la région de Blantyre, et Johnston, consul à Mozambique depuis 1888, ami de Rhodes. Cela se termina par la proclamation du protectorat anglais au nord-est de la Ruo, affluent du Shiré, et par l'ultimatum du 11 juin 1890, qui obligea le Portugal à signer le traité du 20 août 1890, fixant les limites de la Mozambique. Les négociations avec l'Allemagne furent plus aisées, pour délimiter le Sud-Est africain allemand. L'Angleterre réussit ainsi à établir une domination continue de la Rhodésie au Nyassa, par le « Copper belt », à l'ouest des territoires anglais et allemands.

Mais le gouvernement, qui était intervenu pour exclure les rivaux européens de ces zones, n'était pas disposé à faire les frais d'une occupation effective. Ce fut la Compagnie d'Afrique du Sud, poussée par l'idéal impérial plus que par l'intérêt des actionnaires, qui s'en chargea. Elle absorba l'African Lakes Company des frères Moir, après de longues négociations, en août 1893, et accepta les conditions du Foreign Office. Celui-ci, à l'incitation de Johnston, ami de Rhodes, étendit la zone de la compagnie à charte. Johnston fut nommé « commissaire et consul général dans les territoires sous influence britannique au Nord du Zambèze ». La Compagnie reçut, entre le Zambèze, l'Afrique orientale allemande et l'État indépendant du Congo, une vaste sphère, dont était exclu le Nyassa, compris entre le lac et la limite du partage des eaux vers le Congo.

Les deux zones furent placées sous le contrôle de Johnston, qui eut la libre disposition des forces armées de la Compagnie au nord du Zambèze. La Compagnie s'engagea tant pour cette armée que pour l'administration à dépenser au moins 10.000 £ par an. L'accord, passé le 14 mai 1891, était valable jusqu'au 10 janvier 1894 et renouvelable.

Les missions se trouvaient toutes groupées dans le territoire du Nyassa, où la Compagnie n'avait aucun droit de regard.

Johnston utilisa les forces armées presque uniquement à la pacification du Nyassa. Il souhaitait établir une société multiraciale et réussit dès l'abord à contrôler les concessions de terres aux colons. Ceux-ci, d'ailleurs, ne furent pas nombreux. En 1896, sous l'administration du capitaine Maguire, qui avait remplacé Johnston en 1894, il y avait 300 Européens au Nyassa et 45 dans la zone de la Compagnie.

Bien que le Foreign Office eût été amené à donner presque autant de subside que la Compagnie, celle-ci se plaignit et obtint la suppression de ses paiements à partir de janvier 1896. Les deux territoires du Nyassa (protectorat d'Afrique centrale) et de la Rhodésie du Nord furent définitivement séparés en 1899.

IV. — L'AFRIQUE ORIENTALE

Des trois territoires d'Afrique orientale, le Tanganyika seul a évolué sans crises. Territoire sous mandat, administré par des gouverneurs très soucieux d'exécuter leur mission, c'est-à-dire de considérer l'intérêt des indigènes avant celui des colons ou des Asiatiques, il jouit depuis 1952 d'une constitution représentative et paritaire : au conseil législatif où les non-fonctionnaires dominent, ceux-ci comptent neuf représentants de chacun des trois groupes anglais, asiatique et indigène. Le gouverneur, Sir Edward Twining, pense que c'est là une phase transitoire ; les indigènes — qui sont 7.500.000 en face de 72.000 Asiatiques et de 15.000 blancs — doivent un jour dominer. En attendant, ils sont les premiers à apprécier la collaboration des blancs qui les instruisent et les enrichissent. Les terres sont assez vastes pour que chacun trouve à se caser¹.

Au Kenya, la situation est plus complexe ; après une longue rivalité entre Asiatiques et blancs, ces derniers l'emportèrent : la constitution de 1923, qui laissait à la métropole le soin de désigner 21 des 39 membres du conseil législatif, répartissait les 17 élus entre 11 blancs, 5 indous, 1 arabe. Les indigènes n'étaient représentés que par les membres nommés par le gouverneur. Ils manifestèrent ensuite leur existence dans les conditions analysées par M^{me} Huxley et par M. Leakey². Leur opposition fut dirigée par Jomo Kenyatta, secrétaire général de la « Kenya Central Organisation », fondée en 1922 par Harry Thuku. Kenyatta, né en 1893, élève des missionnaires écossais, employé après 1913 comme releveur des compteurs à gaz à Nairobi, milita contre les déplorables conditions de travail des indigènes. Quand cette association fut interdite en 1941, Kenyatta était en Europe. Il s'était rendu à Londres en 1932 pour y soutenir les thèses indigènes devant la commission Morris-Carter, chargée d'enquêter sur la répartition des terres. Il fit quelques études à la London School of Economics, dans diverses universités européennes, dont celle de Moscou, publia sous le patronage de Malinowski en 1938 le premier ouvrage d'ethnographie valable sur les Kikouyous (Facing Mount Kenya) et ne regagna son pays qu'en 1946. Le mouvement d'opposition avait progressé entre temps. Les Kikouyous possédaient 300 écoles avec 60.000 élèves. Kenyatta devint directeur de l'école normale de Githunguri. Son enseignement orientait les indigènes vers les Églises dissidentes qu'ils avaient créées et qui, contrairement aux missionnaires européens, autorisaient la circoncision, l'excision, la polygamie. Kenyatta demanda au gouverneur, Sir Philip Mitchell, l'autorisation de former un parti politique légal. Il accepta de prendre d'abord le temps de se réadapter au pays et fonda la « Kenya African Union » en 1947. Solidement organisée, celle-ci groupa bientôt cent mille membres qui payaient 5 shillings

1. LEGUM, *op. cit.* (ci-dessous, p. 110), p. 173.

2. *Rev. histor.*, juillet 1955, p. 104, et janvier 1954, p. 84.

par an. Kenyatta réunit de grands meetings, cultiva ouvertement le nationalisme indigène, protesta contre la timide révision de la constitution de 1948. Celle-ci groupa, dans un conseil législatif de 37 membres, 22 non-fonctionnaires en face de 15 fonctionnaires. Les représentants indigènes nommés y passèrent de deux à quatre et un speaker fut désigné par le gouverneur pour diriger les débats.

La révolte Mau Mau apparut peu après, sans qu'on soupçonnât ses rapports avec le parti K. A. U. Après la proclamation de l'état d'urgence le 17 septembre 1952, 130 notables indigènes furent arrêtés, dont Kenyatta et cinq autres leaders du K. A. U. Un peu plus tard, 50.000 Kikuyus furent internés dans des camps de concentration.

Le procès de Kenyatta et de ses cinq collègues est une des principales sources des renseignements recueillis sur les Mau-Mau. M. LEAKEY¹, qui servit d'interprète au cours des débats, s'indigne. Il expose d'abord les sept points du programme mau-mau : reprise des terres usurpées par les blancs ; self-government ; abolition du christianisme ; restauration des anciennes coutumes et boycottage des produits anglais ; expulsion de tous les étrangers ; suppression des mesures impopulaires en faveur de la conservation des sols ; développement de l'enseignement laïque.

L'auteur analyse la remarquable organisation du mouvement : les vols d'armes et leurs cachettes étaient habilement préparés ; les souscriptions étaient obtenues par le truchement de sociétés musicales ou autres, qui avaient leur compte en banque, ou soutirées par la menace à des Kikouyoux riches ; le renseignement était assuré par l'espionnage, par un réseau de courriers féminins, par des gestes ou des paroles en apparence innocents.

Au cours de réunions en plein air, on chantait des hymnes religieux, dont les paroles en dialecte louaient Dieu et Jomo Kenyatta de vouloir bientôt chasser les Européens. Les meetings se terminaient par un hymne sur l'air de *God save the King*, que l'on chantait debout, et où le roi était Kenyatta.

L'auteur décrit ensuite les cérémonies du serment du premier et du second degré, prêté par les conspirateurs. Depuis la proclamation de l'état de siège, cinq autres degrés s'y sont ajoutés, dont il ne peut pas énumérer les pratiques, tant elles sont horribles. Elles font de celui qui s'y livre un paria irrécupérable pour l'humanité. Le droit coutumier kikouyou, nous dit-il, expulse de la tribu quiconque commet l'inceste avec sa mère ou entretient des relations contre nature avec une brebis. Le serment des degrés supérieurs impose des crimes infiniment plus révoltants. Il forme des brutes qui, à Lari, en mars 1953, ont arraché les entrailles de femmes enceintes vivantes ou découpé des nourrissons.

Ces excès ont provoqué une réaction chez les Kikouyoux eux-mêmes, en

1. L. S. B. LEAKEY, *Defeating Mau Mau*. Londres, Methuen, 1954, in-16, VIII-152 p.

1954, et isolé les révoltés qui n'ont pas réussi à convaincre les tribus voisines.

M. Leakey pense qu'il faut à présent admettre un christianisme kikouyou, qui autoriserait la polygamie, la circoncision, l'excision, le mariage des veuves avec leurs beaux-frères. Il réclame les réformes sociales qui permettraient au Kikouyou de vivre avec sa famille dans des logis propres en ville, où il serait éduqué de façon à fournir un travail équivalent à celui du blanc, de pratiquer un contrôle des naissances dans les réserves indigènes et de posséder sa maison et son potager dans des villages construits autour des plantations des « white highlands ».

Si l'on ajoute à ces projets la suppression du « colour bar » par l'accession progressive de nombreux indigènes à l'administration et au conseil législatif, on a peut-être la solution d'une paix durable.

M. SLATER¹ s'efforce de ramener les débats sur le plan juridique. Pourquoi les Kikouyous ne chanteraient-ils pas leur programme sur des airs populaires? Ils ne se cachaient pas. Si on ne les comprenait pas, à qui la faute? Ils ne pouvaient pourtant pas faire leur propagande en langue étrangère, pour que les colons l'entendent mieux. La question était de savoir si les accusés avaient ou non violé la loi. On leur reprochait d'avoir dirigé la révolte mau-mau entre le 12 août 1950, date à laquelle la société mau-mau a été déclarée illégale, et le 21 octobre 1952, jour de l'arrestation des inculpés. Les débats se déroulaient dans la petite ville de Kapenguria, à 280 milles de Nairobi, près de la frontière septentrionale du Kenya. Il n'y avait là ni chemins de fer, ni téléphone, ni hôtel. La cour siégea dans l'école d'agriculture. Les avocats européens s'installèrent à Kitale, à 24 milles de là. Les Indiens et les Nigériens durent prendre pension chez des commerçants asiatiques, le « colour bar » ne leur permettant pas de fréquenter l'hôtel des Européens. Le procès dura cinq mois (17 novembre 1952-8 avril 1953). Les témoignages recueillis furent contradictoires, comme il arrive toujours dans ce genre de procès. L'auteur les résume avec soin et paraît se ranger à la thèse de Kenyatta : on se serait servi du mouvement mau-mau pour écraser le parti K. A. U. dont la popularité inquiétait. Les accusés furent condamnés à sept ans de travaux forcés ; ils firent appel, ce qui aboutit, en janvier 1954, à l'acquittement de l'un d'entre eux, Achieng Oneke, ancien secrétaire du K. A. U. L'appel au conseil privé de Londres fut rejeté en juillet 1954.

La répression, cependant, suivait son cours. Le gouverneur du Kenya, Sir Evelyn Baring, et le général Erskine s'efforcèrent à plusieurs reprises de négocier avec les insurgés et offrirent l'amnistie malgré les protestations des colons. Les arrestations massives des suspects — 61.824 en août 1955² — le groupement obligatoire des paysans Kikouyou, Embu ou Nderu dans

1. Montagu SLATER, *The trial of Jomo Kenyatta*. Londres, Secker and Warburg, 1955, in-8°, 255 p.

2. Documentation française, Articles et documents, n. 278, 5 novembre 1955. Kenya après la révolte mau-mau.

des villages fortifiés où les révoltés ne trouvaient ni vivres ni secours, la pression militaire d'une armée en campagne qui atteignit 35.000 hommes (dont 22.000 gardes kikouyou) en août 1954¹, la désaffection des masses indigènes pour les révoltés, ont à peu près rétabli la sécurité et permis à Sir Baring de faire, le 18 juin 1955, sa dernière offre d'amnistie. Mais il était clair que des réformes profondes étaient nécessaires et nombreux sont les métropolitains et les colons qui les proposèrent.

M. LIPSCOMB², dans un livre très documenté, s'applique à montrer que le Kenya pourrait aisément nourrir une population plus nombreuse, sans amputation aux terres pratiquement réservées aux blancs, si les indigènes exploitaient rationnellement les leurs. L'auteur, colon lui-même, est devenu président du Bureau d'Agriculture du Kenya, ainsi que du bureau de la colonisation rurale européenne. Il connaît bien les deux secteurs et les thèses qu'il soutient sont solidement fondées : 7,5 % seulement des terres cultivées par les indigènes le sont rationnellement. Outre l'inconvénient des démembrements excessifs et de l'extrême dispersion des exploitations, l'auteur signale l'absence des cultures de rapport — café, sisal, etc. — qui pourraient être développées à côté des cultures vivrières dont le produit augmente partout où l'on se décide aux travaux nécessaires à la conservation du sol, où l'on recourt aux engrais, à l'irrigation, à l'assainissement des marais encore infestés par la mouche tsé-tsé, etc.

L'élevage indigène est presque improductif : sur 6.259.000 têtes de bétail, les indigènes en possèdent 5.689.000 et les Européens 570.000. Or, 97 % du lait, du fromage, de la viande de qualité vendus pour la consommation au Kenya sont de production européenne. Les indigènes ne vendent que les peaux : sur les 550.000 peaux exportées en moyenne chaque année, 60 % viennent d'animaux tués par les indigènes pour leur consommation et 40 % de bêtes mortes de maladie ou de vieillesse. Les millions de moutons et de chèvres n'ont même pas encore été recensés. L'élevage indigène est lié à une vieille structure sociale, qui fait rechercher la quantité de bétail plutôt que sa qualité. Les abattoirs, qui payent 40 à 45 £ pour un boeuf d'Européens, n'en donnent que 7 environ pour l'animal étique de l'indigène. Les mêmes races de zébu, sur les mêmes pâturages, donnent aux colons des animaux de 6 à 7.000 livres et aux indigènes de 3 à 3.500. Bref, l'élevage indigène est comparable à celui qui existait en Europe avant la révolution agricole de la fin du XVIII^e siècle. Il y a là une source d'immenses richesses. Mais il faut d'abord créer et entretenir des pâturages, développer les services vétérinaires, sélectionner les races, organiser les marchés indigènes sur le modèle de celui des Européens.

A ce tableau, l'auteur oppose celui de l'agriculture européenne. Il conclut que, sans l'intervention du capital et de la technique européens, aucun pro-

1. Documentation française, Grande-Bretagne, n. 268, 5 décembre 1954.

2. J. F. LIPSCOMB, *White Africans*. Londres, Faber and Faber, s. d., 1955, in-8°, 172 p.

grès n'est possible. Les crédits publics seront toujours insuffisants. L'impérialisme est la « clef d'or » qui enrichira les indigènes comme les colons, si la collaboration s'instaure entre les deux groupes.

Cette collaboration, en améliorant le niveau de vie indigène, abaissera le « colour bar », qui ne doit pas être un principe de discrimination, mais qui s'impose tant que les genres de vie restent aussi différents. Comment fréquenter des indigènes tant qu'ils continuent à considérer les femmes comme une marchandise? Comment vivre dans les mêmes maisons qu'eux, s'ils n'observent les règles élémentaires d'une même hygiène? Comment multiplier les fonctionnaires indigènes, s'ils se laissent aisément corrompre?

La fameuse barre, d'ailleurs, protège aussi l'indigène. Elle lui permet, même quand il est riche, de ne payer qu'une capitation (poll tax) de 12 shillings au lieu de l'impôt sur le revenu. Elle protège le commerce indigène, dans les quartiers réservés, contre la concurrence de l'Européen ou de l'Asiatique. Ce dernier est le véritable ennemi des indigènes comme des colons, car il représente une vieille civilisation orientale, qui menace la civilisation chrétienne et occidentale du Kenya.

Des réformes sont donc nécessaires. Elles permettront la collaboration des deux groupes. Mais elles doivent être progressives. Que l'indigène s'instruise dans les conseils de district instaurés en 1951, comme il l'a fait dans ses conseils de village. On ne peut pas brûler les étapes : dès à présent, il est impossible de trouver suffisamment d'indigènes capables de tenir les emplois de secrétaires et de trésoriers dans les vingt-quatre districts.

Et l'auteur conclut en insistant sur le droit des Européens à occuper les terres désertes que les indigènes n'ont pas réussi à civiliser, sur le profit que les indigènes tireront à collaborer avec les Européens pour l'exploitation des immenses ressources inutilisées, sur la nécessité d'une société plurale, fondée sur l'acceptation commune des principes de la civilisation chrétienne et occidentale, et sur la condamnation du « colour bar » entre Européens et indigènes, quand ceux-ci seront capables d'égaler ceux-là. Mais il s'élève contre toute collaboration avec les Asiatiques qui n'auraient pas renié leur civilisation orientale. Enfin, M. Lipscomb considère la fédération entre les trois territoires d'Afrique orientale comme indispensable au développement économique et technique.

Cet habile plaidoyer laisse dans l'ombre la responsabilité des Européens dans le défaut d'instruction des indigènes. Ils ont incontestablement plus recherché de la main-d'œuvre mal payée que des collaborateurs et des concurrents. Ils n'ont pas créé les écoles nécessaires pour former des cadres indigènes. Ils n'ont pas honnêtement souhaité former une société plurale.

Dans un second ouvrage, M. Lipscomb plaide moins et convainc plus, en révélant sa personnalité. « We built a country¹ » est une autobiographie. L'auteur nous raconte comment, à dix-huit ans, en 1919, il partit pour le Na-

1. J. F. LIPSCOMB, *We built a country*. Londres, Faber and Faber, 1956, in-8°, 214 p.

tal. Il y chercha sa voie, passa en Rhodésie, aboutit au Kenya et travailla durement, pendant plusieurs années, pour économiser le prix de sa ferme des « white highlands ». Il évoque ses peines et ses joies, la première lutte sur les friches, la villa dans l'exploitation moderne d'élevage sélectionné, les déboires dus au climat, l'effort exigé par la deuxième guerre mondiale, les rapports avec les indigènes. Il explique pourquoi il ne croit pas venue l'heure de l'égalité absolue entre noirs et blancs. Les indigènes ne sont pas capables de diriger des exploitations modernes ; ils n'ont pas compris l'urgence de la lutte contre la dessiccation et seule l'autorité des blancs peut préserver l'avenir de leur pays. Ils ne travaillent pas ; là où le blanc fournit un effort régulier de huit heures par jour, l'indigène, qui réclame un salaire égal, travaille de deux à quatre heures. Qu'il soit éduicable ? Sans doute. Que la race ne doive pas servir de critère à des exclusions ou à des ségrégations ? Sans doute. Mais que l'on respecte la compétence et l'expérience technique, sans lesquelles l'Afrique orientale ne peut pas progresser.

M. Lipscomb fait partie de la deuxième génération des Anglais émigrés en Afrique orientale. La première s'y installa avant la première guerre mondiale. L'auteur nous décrit aussi les facilités plus grandes accordées aux immigrants de la troisième génération, au lendemain de la dernière guerre.

La révolte mau-mau menaça leur existence. L'auteur n'est pas tendre pour l'administration et pour le gouvernement de Londres. Il n'approuve pas les conclusions de la commission royale d'enquête sur l'utilisation des terres, mais son évidente bonne foi, la vérité des scènes vécues, au cours desquelles nous voyons se former ses convictions, l'humanité de ses confidences font de son témoignage une source à laquelle les historiens puiseront. M. Lipscomb est un Africain blanc, persuadé de son bon droit et de la haute valeur de sa mission, plein d'espoir encore dans l'avenir d'une civilisation négro-occidentale, de laquelle il exclut les inassimilables Asiatiques.

Au point où en étaient les choses, les réformes politiques proposées par M. Lipscomb ne pouvaient suffire à convaincre les indigènes de la sincérité des colons. La pratique honnête des thèses de Lugard serait-elle encore possible ? Lord ALTRINCHAM¹, qui fut, sous le nom de Sir Edward Grigg, gouverneur du Kenya de 1925 à 1931, le pense. Il met une certaine complaisance à rappeler combien facile il lui fut de faire entendre raison aux indigènes groupés dans la K. C. A. Il déplore également de n'avoir pu accomplir sa mission spéciale qui était de préparer l'avènement de la Fédération. Ce projet était patronné en 1925 par Lugard, dont les anciens collaborateurs au Nigeria, Sir Donald Cameron et Sir William Gowers, avaient été au même moment nommés gouverneurs du Tanganyika et de l'Ouganda.

M. Grigg devait présider la conférence des gouverneurs, chargée de prépa-

1. Lord ALTRINCHAM, *Kenya's opportunity. Memories, hopes and ideas*. Londres, Faber and Faber, 1955, in-8°, 308 p., 2 cartes h. t.

rer la fédération. Il y rencontra l'opposition de Cameron qui jugea les indigènes du Tanganyika insuffisamment évolués pour participer au gouvernement central. Mais les colons du Kenya, représentés par Lord Delamere, n'y étaient pas moins hostiles : le gouvernement indirect et le double mandat auraient conduit à séparer le district blanc des hauts plateaux des tribus noires environnantes, chaque territoire formant une cellule autonome dans la fédération. Or, les colons du Kenya, qui acceptaient volontiers le gouvernement indirect des indigènes du Kenya au sein d'un État autonome à direction blanche, ne voulaient pas d'un gouvernement fédéral multiracial sous le contrôle de la métropole. La commission désignée en 1926 par le secrétaire d'État aux colonies du cabinet Baldwin, Sir Milton Young, finit, après une enquête de dix-huit mois, par se prononcer contre la fédération et par recommander une politique essentiellement favorable aux indigènes. Quand Lord Altrincham conseille aujourd'hui le retour aux idées de Lugard, il ne tient pas compte du fait qu'elles ont été bafouées par ceux qui les invoquaient, que l'évolution récente de l'Afrique du Sud induit les indigènes en méfiance malgré la condamnation de l'apartheidisme par la plupart des colons d'Afrique orientale, que la constitution de la fédération d'Afrique centrale a été pratiquement imposée aux indigènes ; l'expérience seule permettra de voir si les garanties qu'elle leur accorde sont efficaces et si des révisions progressives leur assureront dans l'avenir un rôle proportionné à leurs capacités. La révolte mau-mau ne permet plus, aujourd'hui, de reprendre une politique, qui, sans doute, aurait satisfait les indigènes autrefois. Si le Kenya avait reçu vers 1930 une constitution analogue à celle de 1952 au Tanganyika, on peut penser que les troubles auraient été évités.

La déception des Kikouyou raisonnables et l'intelligence des colons sensés ont permis à M. Lyttelton d'inaugurer, à la suite de son voyage au Kenya en 1954, une politique nouvelle. M. Legum la juge trop timide (p. 169 sq.). Elle affirme cependant le désir de créer au Kenya un État multiracial honnête et renonce à la fédération. La constitution du 20 avril 1954 crée un Conseil des ministres de douze membres : six fonctionnaires et six non-fonctionnaires, dont trois blancs élus, un Asiatique musulman, un Hindou et un indigène. Ce cabinet prépare pour les élections au conseil législatif de 1956 une réforme du système électoral des indigènes. Il prétend mettre rapidement fin à l'état d'urgence et améliorer la condition des indigènes surtout en ce qui concerne les salaires, l'enseignement et l'hygiène.

La réforme a divisé les colons. Un parti nouveau, dirigé par le ministre blanc sans portefeuille, Michael Blundell, l'« United country party », milite en faveur d'une collaboration étroite avec les indigènes, dont la participation ministérielle pourrait augmenter lors de la révision prévue pour 1960. Le ministre indigène, M. Benaiah Ohanga, ministre du Développement des Communautés, s'appuie sur le rapport de la commission royale d'enquête sur l'utilisation des terres en Afrique orientale, publié le 9 juin 1955. Cette commission, présidée par Sir Philip Mitchell, ancien gouverneur du Kenya,

condamne le principe des terres réservées et recommande le développement de la propriété individuelle, l'établissement d'un salaire minimum garanti, l'égalité des droits de propriété pour tous partout. Les élections de 1956 indiqueront si le Kenya va passer de la révolution à l'évolution. Mais, dès maintenant, on peut affirmer que la crise mau-mau aura contribué à l'amélioration de la condition des indigènes et à l'abandon du projet de fédération¹.

La crise du Bouganda n'a pas eu moins d'influence à ce point de vue. M. Colin LEGUM, qui est le correspondant de l'*Observer* pour les questions africaines, expose d'abord l'évolution du Bouganda depuis l'arrivée des Anglais, dans un magistral petit ouvrage². On aimerait trouver en appendice quelques précisions de détail sur les constitutions du Bouganda et de l'Ouganda, sur l'évolution des autres royaumes, sur les institutions des tribus non organisées en royaumes. Mais, tel quel, le livre éclaire parfaitement l'actualité.

L'auteur insiste d'abord sur le degré de civilisation atteint, en particulier par le royaume du Bouganda, lors de l'arrivée de Stanley en 1875. Les souverains — Kabaka — dont la dynastie remonte au légendaire fondateur, Kintu, qui s'installa au XIV^e siècle dans un pays désert, lisaient et écrivaient l'arabe, étaient capables de mobiliser une armée de 150.000 hommes, dominaient des tribus vassales et étaient assistés d'un conseil de chefs, appelé le Lukiko. Mutesa I^{er}, qui reçut Stanley, préféra le christianisme à l'Islam, peut-être à cause de la présence de Gordon Pacha sur sa frontière nord.

De ce Gordon, M. BEATTY a voulu faire plutôt un portrait psychologique qu'une étude historique³. Son livre montre l'homme dans sa dualité de mystique, dédaigneux des biens de ce monde, constamment sollicité par la mort et, de chef, dévoré du besoin d'agir. Le gouvernement anglais avait quelque raison de se méfier d'un officier aussi indiscipliné. Il le détacha judicieusement en Chine, où il s'illustra d'abord, puis au Soudan égyptien, où il fit un premier séjour comme gouverneur de la province d'Equatoria, puis gouverneur général du Soudan, entre avril 1874 et juillet 1879. Il s'efforça d'y supprimer la traite des noirs. Le gouvernement anglais le renvoya au Soudan au moment où il était sur le point d'accepter la succession de Stanley au Congo. Il y soutint contre le Mahdi un siège de 317 jours à Karthoum et mourut à son poste le 26 juin 1885, au moment où l'expédition de secours, partie du Caire, allait l'atteindre.

Mutesa réclama des missionnaires et mourut en 1884, au moment où catholiques, protestants et musulmans commençaient à plonger le pays dans l'anarchie d'une guerre de religion. Son successeur, Mwanga, tenta de re-

1. Documentation française, Grande-Bretagne, n. 264 et 275, 5 août 1954 et 5 juillet 1955.

2. Colin LEGUM, *Must we lose Africa?* Londres, Allen, 1954, in-8°, 264 p., ill.

3. Charles BEATTY, *His country was the world. A study of Gordon of Karthoum*. Londres, Chatto and Windus, 1954, in-8°, 296 p., ill.

prendre son indépendance, tandis que la British East Africa Company envoyait Lugard pour y assurer sa domination. L'auteur passe trop vite, à notre gré, sur le règne de Mwanga et sur la minorité de son fils Daudi Chwa II. C'est au cours de cette minorité que fut signé l'accord de 1900 avec le gouvernement anglais, successeur de la British East Africa. On en retient l'importance du Lukiko et des trois ministres traditionnels qui régissent le royaume pendant les minorités. Le Bouganda devint protectorat sous le contrôle du Foreign Office. Il conserva l'entière autonomie de son administration intérieure, le Kabaka s'obligeant seulement à consulter le gouvernement de l'Ouganda avant de proclamer les lois votées par le Lukiko et à suivre ses avis, lorsque ce dernier prenait l'initiative d'une réforme.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'évolution fut rapide. L'Ouganda devint un paysannat noir, où les plantations de coton et de café se révélèrent d'un gros rapport. Lorsqu'il reçut en 1921 sa première constitution, il comptait 6.000 blancs, 48.000 Asiatiques et 5.200.000 noirs. La constitution organisa un gouvernement central ougandien à Entebbe, avec un conseil législatif qui, après la révision de 1947, comptait quatre Africains, trois Européens et trois Asiatiques, et un conseil exécutif de huit fonctionnaires et six non-fonctionnaires : deux indigènes, deux Asiatiques et deux blancs.

Le Bouganda, cependant, ne collaborait pas au gouvernement central qu'il voulait ignorer. Ses représentants protestèrent contre les projets de fédération du Kenya et contribuèrent à leur rejet par la commission Milton Young en 1927 et par une nouvelle commission parlementaire anglaise en 1931.

C'est après la seconde guerre mondiale que la crise s'annonça. Elle présente deux aspects. D'une part, la population évoluée du Bouganda souhaite une démocratisation de l'État féodal, en particulier l'élection des chefs locaux traditionnels et du Lukiko. D'autre part, les projets d'industrialisation inquiétèrent les indigènes, car ils supposaient une immigration accrue de techniciens blancs. Les projets de fédération amoindrirent en fait aussi l'autonomie du Bouganda, qui avait — irrégulièrement — été transféré du Foreign Office au Colonial Office en 1902. Cet acte devait favoriser l'installation en 1948 à Nairobi d'une Haute-Commission d'Afrique orientale avec un conseil législatif central de treize membres, dont sept fonctionnaires et cinq délégués de chacun des trois territoires, plus un Arabe. Cet embryon de gouvernement fédéral avait des pouvoirs réduits à l'unification des chemins de fer, des ports, des P. T. T. et des douanes.

Des troubles éclatèrent en 1945, au moment où le Lukiko refusa d'intervenir pour faire donner au gouvernement de l'Ouganda la concession nécessaire à la construction de l'université commune aux trois territoires d'Afrique orientale. Ils reprirent en 1948, après la constitution d'un parti politique national et populaire, l'Uganda African Union, dont l'animateur fut Muzazi ; ce dernier avait fait ses études en Angleterre et réclamait l'organisation de

coopératives pour libérer les fermiers de l'emprise des étrangers qui contrôlaient la vente et l'égrénage du coton.

Mutesa II rentra de Cambridge en 1949 et prit le pouvoir au moment où commençait la construction du barrage du haut Nil aux Owen Falls. Sir Andrew Cohen, qui avait dirigé le département d'Afrique au Colonial Office et qui était le champion de la politique indigène des socialistes, fut nommé gouverneur de l'Ouganda en 1952. Impatient et dynamique, il précipita le mouvement de réforme. Il obtint l'accord de Mutesa pour réformer le Lukiko qui devint, avec 60 élus et 26 chefs traditionnels, un corps représentatif. Le Kabaka s'engagea également à doubler le nombre de ses trois ministres et à consulter une délégation du Lukiko avant de les nommer, à transformer les chefs locaux en fonctionnaires, assimilés aux « civil servants » britanniques. Cohen, d'autre part, lança le programme d'outillage industriel, tout en protestant que les blancs immigrés ne serviraient qu'à former les techniciens noirs nécessaires, et réorganisa les marchés du coton et du café.

En août 1952, il réforma le gouvernement de l'Ouganda, dont le conseil législatif passa de 32 à 56 membres ; 28 de ces membres étaient élus par les conseils de districts : 14 indigènes, 7 blancs, 7 Asiatiques. Le Bouganda devait désigner trois délégués selon le mode proposé par le nouveau Lukiko. Il s'y refusa, ainsi que le royaume voisin de Busoga, de sorte que le gouvernement dut les nommer.

Cette méfiance à l'égard du gouvernement central fut accrue par une allocution maladroite que le ministre Lyttelton prononça lors d'un banquet à Londres en juillet. Il y souhaita la création d'une fédération de l'Afrique orientale semblable à celle de l'Afrique centrale, qui venait de naître.

La réaction fut immédiate. L'« Uganda National Congress » tint un grand meeting de protestation à Kampala, les trois ministres, en l'absence du Kabaka qui assistait au couronnement d'Élisabeth II à Londres, protestèrent auprès du gouverneur, qui, après en avoir référé à Lyttelton, les rassura, insistant sur le fait que l'établissement d'une Haute-Commission d'Afrique orientale et d'une assemblée législative n'impliquaient pas la fédération. Mutesa, rentré, ne se déclara cependant pas satisfait. D'accord avec ses trois ministres et le Lukiko, il rédigea une note pour demander que le Bouganda soit de nouveau transféré du Colonial au Foreign Office, selon l'accord de 1900, et qu'il évolue désormais vers l'indépendance au sein du Commonwealth.

Cohen en discuta avec Lyttelton à Londres et revint avec de nouvelles assurances sur la fédération. Mais il rejeta les demandes du Bouganda. Le Kabaka répliqua qu'il ne désignerait pas de délégués au conseil législatif de l'Ouganda, car le Lukiko s'y opposait. Cohen alors le pria de soumettre au Lukiko un texte qui répétait les assurances précédentes, rejetait les demandes précédentes, mais admettait que le Lukiko envoyât lui-même une délégation à Londres avant de se soumettre. Mutesa refusa de présenter

ce texte et Cohen, invoquant le traité de 1900, qui obligeait le souverain du Bouganda à se faire l'interprète des avis du gouvernement, le fit déporter séance tenante à Londres, le 30 novembre 1953.

La crise ainsi ouverte dura deux ans. Le Bouganda tout entier fut profondément troublé. La sœur de Mutesa, traditionnellement corégente, mourut d'émotion. Le Lukiko envoya une délégation qui trouva de sérieux appuis. La dignité de l'exilé lui attira de nombreuses sympathies ; l'interpellation des socialistes aux Communes aboutit à un vote de confiance, mais Lyttelton y fut amené à réitérer solennellement ses promesses de ne pas imposer de fédération. En juillet 1954, il fallut décréter à nouveau l'état d'urgence, proclamé le 30 novembre 1953 et levé le 31 mars 1954. Le Lukiko précisa, le 23 mars, qu'il ne désignerait pas d'autre Kabaka tant que Mutesa vivrait.

Pour sortir de l'impasse, Lyttelton chargea le professeur « of British Commonwealth Affairs » de l'Université de Londres, Sir Keith Hancock, de négocier avec les représentants du Lukiko et du gouvernement du Protectorat.

Le compromis de Namirambe fut annoncé le 22 juillet 1955 par le successeur de Lyttelton, Lennox-Boyd. Il prévoyait l'entrée en vigueur immédiate de la constitution démocratique du Bouganda, dont l'autonomie serait accrue par le transfert à son gouvernement des services sociaux, de ceux du développement des ressources naturelles, etc.

Le Bouganda acceptait également de collaborer au gouvernement fédéral de l'Ouganda, d'y élire ses députés au conseil législatif. Le gouvernement central comprendrait des ministres indigènes. Il n'était plus question d'État multiracial ni de cosouveraineté. Six semaines après la désignation des trois nouveaux ministres du Bouganda et des députés du Bouganda au conseil législatif de l'Ouganda, le Kabaka serait réintrônisé : il fut accueilli en sa capitale de Kampala par le gouverneur, Sir Edward Cohen. La fédération d'Afrique orientale était morte.

La deuxième partie du livre de M. Legum étudie l'ensemble de la politique africaine de l'Angleterre. L'auteur y expose avec beaucoup de perspicacité le problème fondamental, qui est celui des rapports entre l'élite occidentalisee, mais infime, et les masses indigènes. Sans l'appui compréhensif des blancs, l'instruction des masses et le progrès économique et social ne peuvent pas s'accomplir. Dans les territoires sans colons blancs, le problème est essentiellement une question d'étapes. Il faut savoir transférer le pouvoir aux indigènes avant qu'ils ne s'en emparent par la violence, mais après qu'ils eurent été formés à en user. Dans les sociétés plurales, la difficulté apparaît parfois presque insurmontable. Et, pourtant, il dépend des colons que les indigènes acquièrent rapidement leurs techniques et leurs croyances. Le jour où ces derniers auront assimilé l'essentiel de la civilisation occidentale, les colons seraient-ils menacés s'ils n'étaient plus majoritaires dans le gouvernement ? M. Legum ne le pense pas. Le principe fondamental

sur lequel il insiste est que les Européens et les élites africaines doivent être unis. Si ces deux groupes se combattent, la civilisation en pâtit, le Mau-Mau, tôt ou tard, fait triompher la barbarie.

Une œuvre semblable suppose l'appui de l'opinion publique. Celle-ci, en Afrique comme en Angleterre, est sollicitée par la Capricorn Africa Society, dont l'animateur semble être M. David Stirling. Née d'un groupe d'intellectuels de toutes races, réuni en 1949 à Salisbury (Rhodésie du Sud), cette association s'est développée lentement. Elle a, en 1955, clairement défini ses buts et ouvert des bureaux permanents à Salisbury, à Nairobi et à Londres. Son programme est exposé par M. OLDHAM¹ à un moment où sa nécessité ne fait pas de doute.

La Capricorn Africa Society n'est pas un parti politique; elle souhaite réunir et inspirer tous les organismes soucieux de résoudre d'une façon humaine les problèmes posés par les États multiraciaux.

L'inspiration morale est, en effet, le thème fondamental de ce programme. Elle apparaît dans le petit livre de M. Oldham et, plus encore, dans l'essai de M. Van der Post auquel celui-là se réfère. Le colonel van der Post, d'origine sud-africaine, est surtout connu par ses romans. Les événements l'ont conduit à une longue méditation sur lui-même et à la conviction que les sociétés noires peuvent aider les blancs à remédier à la crise de leur civilisation. Elles leur enseigneront à reprendre conscience de l'Être, à considérer le temps, non seulement comme une durée mesurable, mais comme une expérience individuelle et collective. « Le blanc possède, le noir est », dit un jour un chef indigène à l'auteur. Et l'enfance des blancs nés en Afrique a été si pénétrée d'éléments de la culture et de la sensibilité noires, qu'ils se mutilent eux-mêmes si, adultes, ils prétendent rejeter les noirs hors de leur société et de leur personnalité. L'auteur insiste sur la responsabilité des blancs qui ont trahi la confiance des indigènes, non parce qu'ils ne leur ont pas apporté une civilisation peut-être supérieure à celles, trop dédaignées, qu'ils ont rencontrées en Afrique, mais parce qu'ils n'ont pas mis leurs actes en conformité avec leurs principes. Ceci paraît vrai, en particulier, des églises.

Un renouveau moral, fondé sur l'estime réciproque et le développement d'une mystique commune, est à présent indispensable².

M. VAN DER POST approuve le programme de la Capricorn Africa Society. Celui-ci, valable pour tous les pays situés au sud du Sahara, est proposé par des Africains, convaincus que les bonnes solutions ne peuvent être imposées du dehors et doivent être élaborées sur place par les intéressés.

Il condamne nettement toute discrimination raciale. Les mêmes opportunités doivent s'offrir à tous les individus, selon leurs capacités. Il n'y a pas de supériorité d'une race sur une autre. Une nouvelle civilisation doit

1. J. H. OLDHAM, *New Hope in Africa*. Londres, Longmans, Green, 1955, in-8°, 102 p.

2. LAURENS VAN DER POST, *The dark eye in Africa*. Londres, Hogarth, 1955, in-16, 159 p.

naître de la contribution des blancs chrétiens, des noirs animistes, des Asiatiques islamisés ou non. Ensemble ils veilleront à maintenir et à élever le niveau moral et culturel des civilisations appelées à s'unir dans une nouvelle création. Le nationalisme indigène est donc aussi condamnable que les divers racismes.

Sur la question de la fédération d'Afrique orientale, le C. A. S. s'en tient à la déclaration britannique de novembre 1953 : on ne la promouvra pas tant que l'opinion publique ne la réclamera pas. L'unification économique ou administrative ne doit pas précéder l'intégration dans un même ensemble des diverses races. Avant de poursuivre la révolution technique, il faut réagir contre la « déshumanisation » qui accompagne celle-ci sur le plan mondial. Quand chacun pensera « africain », les frontières territoriales actuelles, qui sont artificielles, s'effaceront d'elles-mêmes. L'avenir est dans l'union des trois grandes forces présentes en Afrique : le nationalisme indigène, la civilisation occidentale, les influences asiatiques.

L'apport des indigènes à la civilisation mondiale, qu'il faut régénérer en commençant par le Commonwealth, où déjà s'unissent tant d'éléments occidentaux et orientaux, est capital. Il rendra sa place éminente aux droits de l'individu, menacés par le progrès technique et par le scepticisme.

Au point de vue politique, le C. A. S. souhaite un self-government, fondé sur le suffrage universel avec collège électoral unique. Mais, en présence de la diversité actuelle de populations inégalement évoluées, il serait absurde d'appliquer immédiatement le suffrage universel. Les qualifications à l'électorat seront précisées par les comités spéciaux qui sont en train d'étudier cette question. On pourra de même, à titre temporaire, nommer les représentants des tribus encore incapables de procéder à des élections.

La question de l'éducation apparaît ainsi, primordiale. Celle-ci devra être commune, partout où c'est possible, aux enfants de toutes les races. Les femmes et les adultes devront également être enseignés. Et le principe que tous ceux qui auront été instruits reçoivent les emplois auxquels ils sont aptes sera rigoureusement respecté.

Au point de vue économique, le C. A. S. adopte le principe de la liberté d'acquisition de toutes les terres par tous, tel que la commission royale l'a posé. L'industrialisation, enfin, sera poursuivie avec l'aide indispensable de l'extérieur.

Tel est le programme, telle est la foi que prêchent les Africains désireux de rénover l'humanité en créant de nouvelles, véritables sociétés multiraciales.

Henri BRUNSCHWIG,

Professeur à l'École nationale de la France d'Outre-mer.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Henriette ALIMEN. *Préhistoire de l'Afrique*. Paris, Éditions N. Boubée et C^{ie}, 1955; 578 pages, 155 figures, 28 planches, 5 tableaux. Prix : 3.000 fr.

L'auteur, professeur à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Paris et ancien président de la Société préhistorique française¹, est bien connu par ses travaux de géologie tertiaire et quaternaire et par un petit livre de vulgarisation sur la préhistoire².

Cet ouvrage de compilation (tout au moins en grande partie, l'auteur ne connaissant de première main qu'une partie du Sahara) représente un gigantesque effort de clarification et de mise en ordre de ce que nous connaissons de la préhistoire africaine³, et, à ce titre seul, mériterait le respect. Mais le sujet est si vaste, si complexe, les corrélations entre les différentes parties du continent africain encore si fragiles que, malgré les qualités d'exposition de l'auteur, et les tableaux synoptiques bien faits, le lecteur, même spécialiste, a quelquefois du mal à ne pas se perdre. Cependant, malgré le fait que bien des conclusions peuvent être — et seront — discutées⁴ (l'auteur ne se le dissimule pas), cette synthèse a le grand mérite d'exister et servira d'utile introduction à la lecture du traité de R. Vauflrey : *La préhistoire de l'Afrique*, dont le tome I vient de paraître⁵.

En gros, l'ouvrage est divisé de la façon suivante : le premier chapitre porte sur le Maghreb et y sont étudiés tour à tour les cadres géologiques (plages marines, terrasses fluviales, dépôts de lacs et sources, formations éoliennes et pédologiques, faunes, déformations tectoniques, etc.) et les industries préhistoriques. Le deuxième chapitre porte sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque, plus brièvement, le troisième sur l'Égypte. Viennent ensuite, avec une étude plus ou moins détaillée selon que ces régions sont plus ou moins bien connues, le Sahara et ses bordures méridionales, l'Éthiopie et la Somalie, l'Afrique orientale, l'Afrique occidentale, le bassin du Congo, le sud de l'Afrique et, pour mémoire, Madagascar où rien de véritablement « préhistorique » n'est connu.

La deuxième partie traite des hommes préhistoriques africains : australopithecidés, restes humains du quaternaire ancien, ceux du quaternaire récent. A

1. Il aurait pu, plus valablement, se réclamer de son titre de docteur ès sciences.

2. *Atlas de préhistoire*, 1950. Voir *Revue historique*, t. CCVIII, p. 349.

3. Effort facilité en partie, comme l'auteur le reconnaît implicitement, par l'existence de nombreux comptes rendus critiques dans *L'anthropologie*.

4. Déjà discutées par l'abbé BARUAT, *L'Afrique préhistorique*, *Quaternaria*, t. II, 1955, p. 35-40.

5. *Préhistoire de l'Afrique*. T. I : *Maghreb* (Publications de l'Institut des Hautes-Études à Tunis, vol. IV, 1955, 458 p., 223 figures, 60 planches).

juste titre, l'auteur émet des doutes sur l'ancienneté des « *Homo sapiens* » de Kanam et de Kanjera (Kenya).

La troisième partie porte sur l'art africain, la quatrième sur les mégalithes. La conclusion expose les problèmes de chronologie, un essai de corrélation avec l'Europe, une utile tentative de géographie humaine préhistorique africaine, et une brève étude des « grandes périodes créatrices » de la préhistoire africaine.

Une bonne bibliographie figure après chaque chapitre, quoique certaines publications d'importance capitale¹ n'y soient pas toujours citées. A la fin du volume se placent vingt-huit planches en noir ou en couleur, généralement bonnes, un index où l'on regrettera de ne pas voir figurer les noms d'auteurs cités, une table des figures et une liste des tableaux.

Dans l'ensemble, malgré le fait que certaines conceptions aujourd'hui dépassées² gênent inutilement l'auteur dans son essai de synthèse, livre utile et à recommander.

F. BORDES.

Édouard WILL. *Doriens et Ioniens. Essai sur la valeur du critère ethnique appliqué à l'étude de l'histoire et de la civilisation grecques*. Paris, Les Belles-Lettres, 1956; in-8°, 109 pages. (Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, fascicule 132.)

L'auteur de cette remarquable étude souligne l'importance attachée par de nombreux historiens allemands aux problèmes ethniques et l'intérêt que présente, à cet égard, le célèbre ouvrage de K. O. Müller sur les Doriens, ouvrage rempli d'admiration pour la « race » doriennne et, plus spécialement, pour Lacédémone, regardée comme le modèle des États doriens. Or, selon M. Will, rien ne permet d'estimer que les Grecs aient jamais eu conscience d'appartenir à telle ou telle communauté « ethnique » et qu'entre Ioniens et Doriens aient régné les différences radicales imaginées par Müller et ses disciples. Ces historiens ont tort, notamment, d'avoir émis deux idées beaucoup plus claires en apparence qu'en réalité : celle de l'« individualisme » quasi anarchique des Ioniens et celle de la rude et salutaire « discipline » des Doriens. Avec une impeccable maîtrise, l'auteur montre combien sont arbitraires les théories faisant dériver d'on ne sait quel instinct racial le *cosmos* spartiate, alors qu'il s'explique fort simplement par tout un ensemble de circonstances sociales et politiques et qu'il date d'une époque assez tardive. Bien risquées également sont les affirmations touchant l'individualisme ionien rebelle à toute discipline et générateur de guerres de conquête : il s'agit là, en réalité, d'un phénomène commun aux diverses sections du peuple grec. Certaines périodes de l'histoire d'Athènes — celle du principat de Périclès, entre autres — se sont même distinguées par un recul flagrant de l'individualisme. Bref, ce dernier et la « discipline » sont deux forces antagonistes qui se déploieront dans toute l'étendue du monde hellénique sans la moindre intervention de prédispositions raciales et primitives.

1. En particulier les travaux de J. Bourcart sur le Quaternaire marocain, qui ont fait justice de bien des affirmations des « eustaticiens ».

2. Conception du « Levallloisien », comme une industrie séparée, alors qu'il s'agit d'une technique, attribution à la technique « clactonienne » des éclats à talons lisses, « hiatus Paléolithique-Mésolithique » en Europe, etc.

M. Will adresse des objections tout aussi pénétrantes à la thèse qui fait de la tyrannie une institution essentiellement « ionienne », même en pays dorien, où elle serait née d'une réaction contre le « dorisme » oppresseur. Hypothèse parfaitement gratuite, répond l'auteur : à Corinthe, par exemple, ce n'est pas pour des raisons ethniques, mais sociales, que Cypsélos a évincé les Bacchiades et que Périandre s'est attaqué à des institutions aristocratiques, comme les hétaires et les syssities ; à Mégare, c'est en égorgeant les troupeaux des « riches » — et non des « Doriens » — que Théagène a conquis le pouvoir ; les réformes de Clisthène de Sicyone ont visé Argos, alliée de l'oligarchie, et non le « dorisme ». Au surplus, de l'invasion doriennne à l'époque des tyrans s'étaient écoulés plusieurs siècles durant lesquels avaient eu lieu maints changements économiques et sociaux, fort capables à eux seuls de provoquer l'avènement de la tyrannie ; même en Laconie, l'individualité ethnique originelle des Doriens ne s'était pas maintenue ; la civilisation avait revêtu un caractère mixte, et c'est pour des raisons politiques et militaires — et non raciales — que Sparte, aux prises avec les Messéniens et les Arcadiens, s'était transformée en « caserne ». En Attique, la question d'un antagonisme ethnique ne pouvait même pas se poser. L'examen des innovations religieuses de Clisthène de Sicyone invite à la même conclusion : si ce tyran donna la prépondérance culturelle à Dionysos, qui, certes, n'était pas un dieu préorien, ce n'est pas pour des motifs d'ordre ethnique, mais afin de favoriser contre l'oligarchie un culte éminemment populaire.

Dans la littérature grecque également, ainsi que le montre fort bien M. Will, on ne trouve aucune raison d'affirmer que les Hellènes des temps archaïques avaient conscience de l'existence d'une différenciation ethnique entre leurs cités respectives. Il n'y a rien de tel dans l'œuvre d'Homère, qui ignore presque totalement le dorisme, ni dans les élégies de Théognis, qui traitent de luttes purement sociales ; si Pindare glorifie Lacédémone, c'est comme admirateur de l'oligarchie, et non de la « race » doriennne ; Hérodote, il est vrai, a le sentiment d'une certaine opposition entre Ioniens et Doriens ; mais il ne fait pas de ces derniers les meilleurs et les plus « authentiques » des Hellènes, et, s'il raille parfois les Ioniens, cette hostilité se borne à l'Ionie asiatique. Les discours attribués par Thucydide aux Siciliens Hermocrates et Euphémios nous montrent que « la solidarité ethnique n'était qu'un leurre » : Hermocrates rappelle que les Athéniens ont asservi la cité ionienne de Chalcis d'Eubée, et il déclare que leur campagne de Sicile n'est pas inspirée par une antipathie raciale, mais par la convoitise. L'historien signale de façon très détaillée l'aspect ethniquement bigarré des deux coalitions qui s'affrontaient en Sicile. Chez Aristophane également, ce sont des États, et non des ethnés, qui se combattent. En dépit d'une certaine opinion, Platon est resté étranger à toute théorie « raciste ».

La même conclusion se dégage de la méticuleuse étude archéologique à laquelle procède l'auteur. Rien ne démontre que l'art géométrique soit dû à l'arrivée en Grèce d'un nouveau groupe ethnique, celui des Doriens ; comme le rappelle très justement M. Will, la céramique du Dipylon a pris naissance hors des régions occupées par l'envahisseur dorien ; c'est d'une longue évolution, amorcée dès le bas mycénien, que paraît issu le style géométrique ; il est tout aussi vain d'expliquer par des critères ethniques le passage de la céramique géométrique à la céramique orientalisante ; si la plastique grecque classique doit beaucoup plus au Péloponèse qu'à l'Ionie, ce n'est pas aux Doriens en tant que groupe ethnique par

qu'elle est redevable de sa valeur éminente. Instituer un rapport entre le *cosmos* de Sparte et la plastique « doricienne » est d'autant moins admissible que la production artistique de la Laconie fut l'œuvre d'immigrés ioniens et cessa vers l'époque à laquelle naissait le *cosmos*. L'étude du style « dédalique » impose les mêmes conclusions : ce style, surtout « orientalisant », ayant fleuri dans plus d'un centre doricien, on ne doit pas parler d'une répugnance instinctive des Doriens pour l'orientalisme : les facteurs géographiques — entre autres la circulation maritime — jouèrent, à cet égard, un rôle capital. Quant à la grande plastique hellénique, elle n'est pas issue du « génie doricien » : ses premiers efforts eurent pour théâtre les Cyclades (pour une raison toute technique, d'ailleurs : la présence des carrières de marbre). D'autre part, si l'ionisme a triomphé dans l'art attique sous les Pisistratides, ce n'est pas à cause de tendances « ionisantes » de ces tyrans, dont les relations avec les Doriens du Péloponèse furent très étroites, mais, tout simplement, parce qu'ils firent bon accueil aux artistes chassés d'Ionie par l'invasion perse. L'auteur consacre, enfin, une longue note aux origines, si obscures, de l'architecture dorique : il fait observer, notamment, que, selon toute vraisemblance, la colonne dorique procédait de l'architecture mycénienne.

En résumé, comme le souligne avec force la conclusion de cette savante enquête, c'est dans un monde grec déjà muni d'une civilisation riche et variée qu'ont pénétré les envahisseurs doriens, et l'on commet une grave erreur en faisant du « dorisme » le modèle de l'authentique et pur hellénisme ; ces « grands mots » d'ionisme et de dorisme n'ont qu'une valeur conventionnelle et sont impuissants à expliquer les diversités politiques, sociales, morales et artistiques qui remplissent l'histoire de la vieille Grèce. Et M. Will rappelle fort à propos que Fustel de Coulanges blâmait déjà la tendance de plusieurs historiens de l'Antiquité à abuser de la notion de race¹.

Paul CLOCHÉ.

Hermann WENTKER. *Sizilien und Athen. Die Begegnung der attischen Macht mit den Westgriechen*. Heidelberg, Quelle und Meyer, 1956 ; in-8°, 198 pages. Prix : DM. 12.

Après avoir présenté différentes observations sur les relations des États grecs avec leurs colonies, M. Wentker expose l'histoire politique de la Sicile pendant le VI^e siècle et au commencement du V^e : c'est alors que l'oligarchie voit décliner son pouvoir au bénéfice de la tyrannie ; vers la même époque, les Athéniens, dont la puissance se renforce et dont la confédération navale prend son essor, s'intéressent pour la première fois aux affaires de l'Ouest hellénique. Puis, l'auteur mentionne les principaux faits survenus en Sicile entre les guerres médiques et la guerre du Péloponèse : recul de l'autorité des Deinoménides, au profit de l'aristocratie ; traité de 458/7 entre Athènes, devenue l'ennemie de Corinthe, et Sé-

1. Ajoutons à ce compte rendu deux observations qui s'accordent mal aux théories assez simplistes critiquées dans l'excellent ouvrage de M. Will : Pindare ne se borne point à louer hautement Lacédémone (en tant que cité régie par une oligarchie) : ce soi-disant admirateur du « dorisme » célèbre également les exploits du plus grand des États ioniens, Athènes. — Ce n'est pas seulement chez les Doriens du Péloponèse que Pisistrate, en dépit de l'opinion trop souvent professée sur la prétendue « mentalité ionienne » des tyrans, chercha et trouva de précieux concours, mais aussi chez des Éoliens : les Thébains.

geste, que menace Sélinonte ; progrès de Syracuse (surtout depuis 446) ; pactes des Athéniens avec Rhégion et Léontinoi, etc.

Au cours de la guerre du Péloponèse, les rapports se resserrent entre Athènes et la Sicile : de 427 à 424, les Athéniens mènent une première expédition dans l'île ; Rhégion et Léontinoi pâtissent de leurs dissensions, et la paix de 424¹ laisse la Sicile au pouvoir des aristocrates, sans que, d'ailleurs, Syracuse ait pu conquérir une hégémonie totale. Quelques années après l'inutile ambassade de Phaïax, un nouveau conflit s'allume entre Sélinonte et Ségeste, conflit d'où sortira la seconde intervention des Athéniens, décidés à réagir contre l'extension de l'influence syracusaine. Le principal instigateur de cette nouvelle campagne, Alcibiade, va s'efforcer d'acquérir en Sicile de nombreux alliés pour le succès des opérations qu'il veut entreprendre contre les Puniques et le Péloponèse ; ses négociations seront partiellement efficaces ; mais son rappel prématuré empêchera tout résultat décisif, et il ira donner à Lacédémone des conseils néfastes pour sa patrie. Une fois les Athéniens chassés de la grande île, la flotte de Syracuse prêterait aux Spartiates une aide fort précieuse contre l'Ionie, et c'est en vain que, vers 409, Athènes essayera de gagner le concours de Carthage, alliée des adversaires siciliens de Syracuse.

A ce minutieux exposé, que n'accompagne aucun aperçu d'ensemble, font suite d'utiles *indices* et des centaines de remarques, où l'on trouve nombre d'indications bibliographiques, parmi lesquelles les ouvrages français ne tiennent qu'une place insignifiante : il est ainsi fort regrettable que l'histoire grecque de Glotz et Cohen ne soit pas mentionnée (sauf erreur) ; le livre justement et, d'ailleurs, insuffisamment sévère consacré à Alcibiade par le regretté Jean Hatzfeld eût mérité un examen approfondi (voir, notamment, les critiques formulées, p. 197-201, sur les conceptions et l'activité diplomatiques d'Alcibiade en 415).

Paul CLOCHÉ.

Archibald R. LEWIS. *Naval Power and Trade in the Mediterranean A.D. 500-1100*. Princeton, Princeton University Press, 1951 ; in-8°, xii-271 pages. (Princeton Studies in History, 5.)

Nous nous excusons du retard avec lequel il est parlé de ce livre, dont le compte rendu, qui devait être donné au lendemain de sa parution, n'a pu l'être, pour des raisons indépendantes de la *Revue*. Du moins, s'il n'est plus question de signaler un ouvrage désormais bien connu, le recul nous permet-il de mieux situer les apports, dans la production récente, d'un travail qui est un important et intelligent effort de synthèse de problèmes larges et particulièrement complexes, en raison des civilisations qui se côtoient dans la Méditerranée.

J'ai dit ailleurs¹ ce qui me paraissait constituer à la fois l'intérêt considérable et certaines faiblesses du travail d'Archibald R. Lewis. « L'auteur n'a découvert aucun fait nouveau ; il se borne à regrouper des informations trouvées par d'autres avant lui et, en général, au travers de leurs ouvrages ; les interprétations que, de chacun de ces faits, il donne, cette fois personnellement, sont certainement souvent hâtives, inégalement fondées, et donnent l'impression qu'il a voulu rassembler de bric et de broc tout ce qui, au prix d'un peu d'imprécision, pouvait être

1. *Revue du Moyen Âge latin*, 1952, p. 344-347.

présenté au service de la bonne cause. Cela dit, un peu méchamment, il reste qu'en gros M. Lewis, par sa manière d'envisager les choses, a apporté un point de vue neuf, qu'il faudra mettre à l'épreuve, mais qui, comme incitation à ce travail, justifiait en un sens ce que, sous la forme actuelle, en conserve de prématuré et de gratuit le détail de certaines inférences. »

Pour la majorité des médiévistes, plus nettement encore, peut-être, que pour l'auteur, l'ouvrage se situe dans le cadre de la polémique, désormais fameuse, inaugurée par Pirenne et relancée par Lombard, sur « Mahomet et Charlemagne », sur le rôle joué par les conquêtes arabes dans l'évolution économique de l'Europe. Si contraires que soient les thèses de ces deux savants, dont le premier attribuait à l'Islam, avec la ruine du commerce méditerranéen, la ruralisation de l'Occident carolingien, alors que le second voit dans ce même Islam le moteur du réveil économique de l'Occident à partir de cette période, elles ont en commun, outre l'importance de la place attribuée à l'Islam, ce caractère un peu déconcertant que, dans leur argumentation, nous sommes promenés indifféremment à travers deux ou trois siècles et des milliers de kilomètres, sans distinction systématique des régions ni des périodes. La littérature, assez abondante, qui avait, avant Lewis, discuté, sur tel ou tel point particulier, les opinions de l'historien belge et de son contradicteur français, n'avait pas, cependant, d'une manière générale, relevé assez nettement ce défaut de méthode. « Or, s'il est, certes, non seulement admissible, mais indispensable, pour étudier les problèmes profonds de l'histoire, d'embrasser de vastes ensembles, encore ne le faut-il faire qu'à la condition de considérer ces ensembles comme formés d'éléments qui évoluent dans le temps et qu'il faut comparer entre eux dans l'espace, et non pas comme constituant une espèce de moyenne entre ces éléments, moyenne qui ne peut avoir d'existence que dans l'imagination de l'historien. Encore ne faut-il pas avoir de l'histoire « structurale » une conception si méprisante à l'égard des « événements » qu'on oublie de localiser les choses par rapport à eux, et, au moment même où l'on ouvre une ère à l'événement Mahomet, présenter le développement comme si ensuite, en Occident et en Orient, il n'y avait plus eu d'événement, comme s'il n'y avait eu ni les invasions normandes, ni l'expansion méditerranéenne nouvelle des musulmans au ix^e siècle, ni les secousses de l'histoire byzantine, etc. »

Ces considérations un peu longues étaient nécessaires pour faire comprendre l'intérêt véritable de l'ouvrage de M. Lewis, qui paraîtrait, sans elles, aller si bien de soi qu'on risquerait de le méconnaître. Lui divise son exposé en périodes et, dans chacune, distingue les régions. Le service ainsi rendu, et qui était urgent, justifie certaines hâtes, malgré le tort qu'elles ont d'abord fait à l'auteur et à sa cause dans quelques-uns des premiers comptes rendus.

Très sommairement, le schéma des faits se dessine ainsi, d'après Lewis. L'Occident du temps des invasions germaniques n'avait pas de marine importante ; la reconquête justinienne est d'abord thalassocratie ; un certain commerce de l'Orient vers l'Occident subsistait, et la conquête arabe, en son premier siècle, n'y changea presque rien : les Byzantins gardent la maîtrise de la mer, et les Arabes ne mettent aucun obstacle de principe à ce que leurs sujets chrétiens conservent les liaisons commerciales auxquelles ils étaient habitués. C'est vers le milieu du viii^e siècle que se situe le vrai tournant, que Lewis, s'inspirant partiellement d'idées de Lopez, caractérise par la substitution, entre Byzance et l'Islam, à la guerre territoriale qui s'essouffle, d'une guerre économique dont l'initiative est surtout byzantine.

Ayant perdu le commerce asiatique, le gouvernement de Constantinople entend du moins profiter de sa domination sur mer pour concentrer dans ses ports tous les transits à destination de l'Europe. Il gêne ainsi l'activité des marchands originaires des pays musulmans, mais il ne parvient pas à maîtriser réellement la Méditerranée occidentale, dont le sud est musulman et le nord commercialement abandonné. La réplique musulmane est, au ix^e siècle, la conquête de la Sicile, de la Sardaigne, de l'Italie méridionale, de la Crète, de positions en Corse, en Provence, etc. Désormais est possible un commerce maritime intermusulman, et les Byzantins ne gardent de liaison occidentale précaire que par l'Adriatique, menacée par les musulmans de Bari et les Slaves de la côte dalmate. D'autre part, la politique byzantine, pour des raisons fiscales, consistait plus à attirer dans ses ports ses clients qu'à aller les servir chez eux : Venise envoie ses navires à Constantinople, cependant qu'Amalfi s'entend avec les Arabes plus proches. Aussi le redressement byzantin du x^e siècle, s'il diminue la puissance maritime des musulmans, profite-t-il en définitive plus aux Italiens qu'aux Grecs. La conquête de la Sicile par les Normands, autant hostiles aux Byzantins qu'aux Arabes, accentue cette évolution, pleinement développée déjà lorsqu'est prêchée la Croisade. Il n'y a pas tant, comme l'on voit, d'après Lewis, des déclin ou essors globaux que des déclin ou essors partiels, des transferts, selon les moments et les régions. Schéma d'un exposé clair et, à bien des égards, neuf, qu'on ne peut plus négliger, même si l'on veut discuter tel ou tel point.

Il serait trop long et extérieur à l'intérêt fondamental du livre d'entrer ici dans des discussions précises de ce genre. Je crois plus utile de souligner ce qu'a d'intéressant, mais aussi d'un peu étroit, le point de vue initial de l'auteur. Il n'a pas, il le dit, l'intention d'écrire une histoire économique. « Il part de la notion de puissance navale et veut, en somme, la soumettre au test de l'histoire économique. » Aucune considération n'est prise des questions de balance commerciale, d'intérêt des divers milieux sociaux byzantins à la politique économique décrite de leur gouvernement, etc. Il est évident qu'il y a là une lacune sérieuse et, dans l'ensemble de l'exposé, ainsi quelque chose d'unilatéral contraire à un sain esprit historique. Quelque chose d'abstrait aussi : la puissance navale n'est pas un donné premier en soi. Par ailleurs, mais la faute, ici, n'en incombe pas à Arch. Lewis, il va de soi qu'une complète appréciation du problème supposerait une connaissance adéquate de l'économie orientale, dont nous sommes encore loin. Lombard, là-dessus, nous apportera, espérons-le, des travaux depuis longtemps annoncés, et les collaborateurs d'une *Histoire économique de l'Orient* actuellement mise en chantier.

Depuis qu'Arch. Lewis a rédigé son livre, quelques études ont paru qui, aujourd'hui, doivent lui être ajoutées. Pour ne citer que celles qui portent non sur l'Europe essentiellement, mais sur la Méditerranée, rappelons : A. M. Fahmy, *Muslim Sea-Power in the Eastern Mediterranean, VIIth-Xth c.*, Londres, 1950 ; Cl. Cahen, *Un texte négligé relatif au commerce d'Amalfi* (Archivio Storico Napoletano, 1955) ; E. Eickhoff, *Seekrieg und Seepolitik zwischen Islam und Abendland* (Université de la Sarre, 1954 ; important, mais peu sensible aux problèmes économiques ; ignore Lewis) ; et surtout R. S. Lopez, *Les influences orientales et l'éveil économique de l'Occident*, dans les *Cahiers d'Histoire mondiale*, I, 1954.

Claude CAHEN.

F. L. GANSHOF. *Wat waren de Capitularia?* Bruxelles, 1955; in-8°, 132 pages. (Verhandelingen van de koninklijke Vlaamse Academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België. Klasse der Letteren, n° 22.)

Sous ce titre, M. Ganshof a publié (avec un résumé de neuf pages en français) les conclusions d'une enquête qu'il a dirigée pendant sept années consécutives dans son « séminaire » de l'Université de Gand et à Chicago.

Il s'agissait, par une étude approfondie des Capitulaires carolingiens, de voir dans quelle mesure Charlemagne mérite la place que la tradition lui attribue parmi les grands législateurs de l'histoire universelle.

La définition du mot « capitulaire » (acte du pouvoir, dont le texte était divisé en articles et que les monarques francs de la dynastie carolingienne ont employés pour assurer la publication de mesures législatives ou administratives) ne soulevait pas de grande difficulté, mais il était beaucoup plus délicat de préciser la portée exacte des dites mesures. Aucun capitulaire ne nous est parvenu sous sa forme originale; nous ne pouvons étudier ces documents que par l'intermédiaire de transcriptions qui appellent souvent une sérieuse critique textuelle. M. Ganshof ne dissimule pas qu'un gros travail reste encore à fournir dans ce sens pour porter un jugement définitif sur l'œuvre législative des Carolingiens.

Reprenant la thèse exprimée par Auguste Dumas dans son article des *Mélanges d'histoire du Moyen Âge dédiés à la mémoire de Louis Halphen* (Paris, 1951), M. Ganshof insiste sur le fait qu'aux temps carolingiens c'était la proclamation orale par le souverain qui donnait à un acte sa force obligatoire. L'écrit, pour les contemporains, n'était qu'un simple mode de transmission, d'importance assez secondaire. Les *missi dominici* ou les comtes assuraient la diffusion des textes, où les décisions du pouvoir étaient reproduites, et, dès l'époque carolingienne, des recueils en furent constitués.

Seuls quelques capitulaires très importants ont été préparés dans les bureaux mêmes de la chancellerie; le plus souvent, ces documents étaient rédigés par de simples secrétaires, au cours d'une diète ou d'une réunion quelconque de notables, convoquée pour la promulgation des décisions du souverain. L'assentiment donné par les Grands à ces décisions est mentionné dans le texte; sous Charlemagne et sous Louis le Pieux, c'était une simple formalité; sous Charles le Chauve, il y avait une réelle discussion. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que des variantes parfois assez importantes existent entre les différentes versions d'un même capitulaire.

Dans des cas assez rares, tous les articles d'un même acte ont trait à une catégorie de problèmes bien déterminée, mais, le plus souvent, des décisions relatives aux questions les plus diverses sont réunies dans le même document.

Au point de vue de l'histoire du droit, les *Capitula legibus addenda* sont les plus importants; il s'agit de modifications apportées par le pouvoir souverain à l'une ou l'autre des coutumes régissant l'un des peuples composant la monarchie franque. Avant le couronnement impérial de l'an 800, le prince n'intervenait, en général, que pour maintenir la paix publique ou définir les droits de l'Église. Charlemagne et surtout Louis le Pieux, revêtus de la dignité impériale, sont intervenus beaucoup plus activement pour modifier le droit civil ou pénal de leurs

sujets. Il faut voir là, sans doute, l'influence de la conception qu'ils se sont faite de leur nouveau titre.

Dans les Capitulaires ordinaires, les décisions que les juristes modernes qualifieraient de réglementaires, ou même de simplement administratives, tiennent beaucoup plus de place que les dispositions proprement législatives.

Comme on le voit, ces textes célèbres ne sauraient être comparés aux codes ou même aux ordonnances de l'Ancien Régime. Charlemagne et ses successeurs (jusqu'au milieu du IX^e siècle pour la *Francia orientalis*, jusqu'à la fin du même siècle pour la *Francia occidentalis* et l'Italie) n'en ont pas moins accompli là une œuvre fort importante. Entre deux périodes où la notion même de loi, de règlement, d'État, enfin, parut sur le point de se dissoudre, les Capitulaires représentent un effort considérable pour donner aux institutions un caractère de solidité que seul l'écrit pouvait leur conférer.

Très dense, tout en étant très clair, le petit livre de M. Ganshof donne une idée très nette de la question.

J. GODARD.

Percy Ernst SCHRAMM. *Herrschaftszeichen und Staatssymbolik*. Stuttgart, Hiersemann, 1955 et 1956; in-8°, II, xvi et 311 pages, 15 figures et 40 planches h.-t.; III, xxiv et 476 pages, 8 figures et 48 planches h.-t. (*Schriften der Monumenta Germaniae historica*, 13/II et III.)

En présentant le premier tome de l'œuvre de M. Schramm, le dernier Bulletin d'Histoire d'Allemagne avait signalé qu'il marquait l'apparition d'une nouvelle discipline de l'histoire, tendant à dégager à partir d'objets, de représentations figurées et de textes l'idée que les hommes du Moyen Âge se faisaient du pouvoir politique et de l'État¹. Cette impression se trouve confirmée par les deux présents volumes, qui ont rapidement suivi leur devancier; M. Schramm nous offre ainsi un recueil d'études qui couvrent tout l'Occident médiéval, d'une richesse d'investigation inégalée et d'une rare pénétration intellectuelle, mettant à la disposition du lecteur des moyens multiples et originaux pour accéder à la connaissance de la royauté pendant le Moyen Âge.

Une œuvre aussi importante ne se résume pas; on ne peut ici que souligner quelques-uns de ses aspects essentiels². Et d'abord sa présentation, impeccable à tous égards. On ne saurait que louer l'impression des volumes, toujours parfaitement claire et aérée, l'alternance des caractères aussi, selon qu'il s'agit du texte principal ou d'alinéas qui introduisent des discussions. Et que penser d'une illustration qui groupe un total de 523 images? Chacune d'elles est un document qui invite à la réflexion et à la comparaison; toutes sont un plaisir pour les yeux. En un mot, rien n'a été négligé pour faire paraître dans toute leur beauté les objets

1. *Rev. histor.*, t. CCXV, 1956, p. 109-111 et 127.

2. Comme le premier tome, ces deux volumes comportent un certain nombre de contributions de collaborateurs de l'auteur. On trouve ainsi, dans le tome II, celles de MM. J. Déer (couronnes de femmes en Occident et en Orient), R. Elze (la « couronne de fer » de Monza), H. Decker-Hauff (la couronne impériale d'Otton I^{er}); dans le tome III, des études de MM. A. Böckler (la couronne de saint Étienne), O. Kalliström (sur l'usage du sceptre en Scandinavie), R. Elze (sur l'Empire latin de Constantinople).

vénérables dont traitent nos livres ; à cet égard déjà, l'auteur et son éditeur ont droit à des remerciements chaleureux.

La manière dont M. Schramm a dominé son immense documentation se découvre peu à peu. Extérieurement, on se trouve en présence de quarante-huit études (en y comprenant les seize du premier tome) qui se suivent sans autre encadrement et qui semblent être mises simplement les unes à la suite des autres, avec beaucoup d'interférences entre elles. La réalité profonde de l'ouvrage n'est cependant pas qu'analyse : d'un tome à l'autre, on voit s'élaborer une synthèse. Le premier nous avait présenté la coexistence, pendant les siècles du haut Moyen Age, de trois traditions prépondérantes, l'antique, la chrétienne et la germanique. Le tome II et la première partie du troisième retracent le processus de fusion de ces trois traditions en un monde spirituel et politique unique qui est le monde médiéval (IX^e-XI^e siècles). La partie la plus considérable du tome III rapporte comment les formes qui avaient été dégagées se répandirent dans les différentes monarchies, non sans être remaniées et adaptées au génie propre de chacune : cette histoire est en fin de compte celle de l'intégration progressive à l'Occident des États nouveaux ou qui avaient vécu en marge de la chrétienté médiévale (XI^e-XV^e siècles). Si tel est le dessin général de l'œuvre, on s'explique pourquoi M. Schramm a échelonné l'étude des témoignages à travers le temps. La fragmentation des diverses questions passées en revue est largement compensée par les pages qui ramassent les renseignements et introduisent les enchaînements et les comparaisons nécessaires : grâce à elles, on chemine sans difficultés à travers l'immense construction.

Les enseignements que nous donnent ces deux volumes sont d'une extrême richesse. Chacun des insignes de la souveraineté est analysé avec le plus grand soin, comparé aux indications des textes et à des objets semblables que l'on possède encore ou dont on retrouve la trace sur des monuments figurés.

Il est intéressant de noter à ce propos que l'auteur bannit expressément les termes d'influence et d'évolution. A ses yeux, il n'existe pas un type d'insigne dont dérivent tous ceux de la même catégorie : l'étude des trônes et surtout des couronnes l'enseigne d'une façon saisissante. Il n'y a pas d'évolution qui de degré en degré aboutirait à des formes toujours plus complexes et plus riches. Ce que l'historien enregistre de plus net correspond à des changements dans les formes. Tout se passe, en somme, comme si chaque souverain faisait un choix dans ce que lui offrait le passé ou l'étranger. Loin de subir, il prend position devant ce qu'il rencontre, il l'adapte à ses idées propres, il le modifie souvent et le transmet ainsi à ses successeurs. S'il ne trouve rien, il crée du neuf, mais cette nouveauté n'est jamais totale, puisque ses composantes existent déjà ailleurs : saisir ces éléments, les fondre en un tout harmonieux, voici que naît un type particulier qui annihile toute idée de « continuité naturelle ». Soit la prestigieuse couronne impériale, dite de Vienne, établie vers 960 en vue du sacre d'Otton I^{er}. Bien avant elle existaient des couronnes de types variés (couronnes « byzantines » dérivées du casque d'apparat, couronnes à plaquettes surmontées de fleurons, couronnes à fleurs de lis, couronnes à arcs entre-croisés). Ici on se trouve en présence d'un type nouveau : huit plaques emboîtées dont quatre sont plus élevées que les autres, ces dernières ornées d'images émaillées, arc unique surmonté de la croix, ruissellement de perles et de pierres précieuses ordonnées selon des nombres précis. Mais les perles sont un emprunt à l'antiquité par l'intermédiaire carolingien ; les quatre émaux révèlent l'influence byzantine, le symbolisme des images, des nombres et des couleurs dérive

de l'allégorie chrétienne et carolingienne. La synthèse de tous ces éléments donne une œuvre exceptionnelle qui demeure unique en son genre et dont la création correspondait à une situation tout à fait particulière : l'Empire sacré tel que le concevaient les contemporains d'Otton I^{er}.

Un insigne, d'autre part, peut se transformer au cours du temps. L'analyse de la couronne dite de Saint-Étienne, par exemple, révèle qu'elle est faite de deux éléments : un élément byzantin, cercle de plaquettes à émaux et bijoux, offert par l'empereur Michel VII Dukas au roi Geza (1074-1077), un élément exécuté en Hongrie même, au temps de Béla III (1176-1196), fait de deux arcs entre-croisés, selon l'usage de l'Empire¹. Du diadème byzantin à sa forme définitive, la couronne de Saint-Étienne traduit le passage de la Hongrie de la clientèle de Constantinople à la tradition occidentale : l'attribution de la couronne au fondateur du royaume est une légende. Mais la légende peut aussi précéder l'objet qui naîtra tardivement d'elle : rien de plus significatif à cet égard que l'histoire de la célèbre couronne de fer des rois lombards.

L'étude des insignes permet, enfin, de reconnaître le caractère complexe de certains d'entre eux qui peuvent totalement ou partiellement être considérés comme des reliques. Voici la sainte Lance : elle contenait en son corps un clou de la Passion du Seigneur, mais elle était aussi signe de domination sur l'Italie, avant de devenir objet d'investiture de l'Empire en général, *stabilimentum Romani Imperii*. La couronne de Namur, exécutée sur l'ordre du frère de l'empereur de Constantinople, renfermait des parcelles de la couronne d'épines. D'autres couronnes avaient pour fonction essentielle de couvrir des chefs-reliquaires, tel à Prague celui de saint Wenceslas, ou celui de saint Charlemagne à Aix-la-Chapelle, tous deux offerts par l'empereur Charles IV. Innombrables demeurent, jusqu'à la fin du Moyen Âge, les types de l'emblème par excellence de la souveraineté : relevons ainsi la longue persistance du casque-couronne que l'on trouve en Pologne au temps de Casimir le Grand et en Aragon sous Martin V. Qu'une couronne, à la fin du Moyen Âge, se ferme par un arc double : elle est aussitôt considérée comme couronne impériale. L'exemple le plus typique est celui de la couronne d'Angleterre depuis Henri VII et que son successeur appellera en 1533 *the imperial crown of this realm*, bientôt suivi en Écosse, par réaction défensive contre les aspirations « impériales » de l'État voisin, et en France, où depuis longtemps le roi était reconnu empereur en son royaume.

La portée essentielle de l'œuvre de M. Schramm dépasse cependant l'étude archéologique et artistique, aussi remarquable qu'elle puisse être. L'auteur éclaire, en effet, par les insignes certains aspects de l'État et de la souveraineté au Moyen Âge. Après certains développements du tome I, tout le tome II nous introduit ainsi dans l'étroite symbiose de l'Empire et de la Papauté, illustrée par l'échange constant des insignes et des attributs du pouvoir. L'*imitatio sacerdotii* par les empereurs — siégeant dans les églises sur des trônes du type de celui d'Aix, portant la mitre, la chape et la couronne, participant au ministère ecclésiastique — à pour contre-partie l'*imitatio Imperii* par les papes : les insignes dont est paré le suc-

1. Dans un ouvrage antérieur (Kaiser Friedrichs II Herrschaftszeichen, cf. *Rev. hist.*, 1956, p. 127) et dans celui-ci, M. Schramm montre qu'un souverain possède toujours plusieurs couronnes ; dans l'Empire, outre la couronne dite de Vienne, il en existait d'autres, comportant notamment l'arc double.

cesseur de saint Pierre et qui se rattachent tous à la Donation de Constantin, la *cathedra S. Petri* (emmurée depuis 1666 dans l'abside de l'église papale, mais dont l'auteur rend infiniment probable l'hypothèse que sa partie principale était un trône carolingien, offert peut-être par Charles le Chauve à Jean VIII), parlent dans le même sens. Au moment où à la suite de la Querelle des Investitures cessa cette symbiose, le droit féodal offrit aux princes le moyen de lier à eux les grands ecclésiastiques et laïcs : c'est ici qu'apparaît toute l'importance de la lance à étendard comme signe d'investiture. Du droit féodal encore dérivent l'idée que le souverain lui-même était porte-drapeau d'un saint (songeons au Capétien, porte-étendard de saint Denis, ou au roi de Castille, *vezillifer S. Jacobi*), et aussi celle qu'il est revêtu d'un office dont Dieu lui-même l'a investi. C'est en Norvège que cette théorie est poussée le plus loin, où depuis le XII^e siècle le légendaire saint Olaf est considéré comme le *rex perpetuus* du royaume, le roi régnant n'étant que son vicaire. Presque insensiblement, enfin, s'impose l'idée que le roi n'est que le dépositaire d'une fonction, d'une institution qui lui sont supérieures : dès le XII^e siècle en France et en Angleterre, au XIII^e en Hongrie, *corona* signifie État.

Ces différentes remarques prennent toute leur valeur lorsqu'elles sont replacées dans le cadre des monarchies. Nous arrivons ainsi au dernier aspect de l'œuvre qui doit être dégagé. Les trois volumes de M. Schramm contiennent des éléments infiniment précieux pour l'étude comparée des différentes royautés, envisagée sous l'angle de l'avènement du roi (succession, sacre, insignes, souveraineté). Si l'Empire et la Papauté couvrent de leur ombre les deux premiers tomes, il y a dans le troisième des pages d'un vif intérêt sur les États ibériques, les royaumes scandinaves, l'Angleterre et l'Écosse, la Bohême, la Hongrie et la Pologne, l'Empire latin. Un seul royaume fait exception, apparemment, à l'appel : c'est la France. Cette absence s'explique par la disparition presque totale de nos insignes royaux. Et pourtant le royaume de Charles le Chauve, de saint Louis, de Charles V, est fortement présent dans chacun des trois volumes, comme élément de comparaison, comme foyer de rayonnement, comme témoin d'une royauté prestigieuse entre toutes, comme État du roi de France dont, il faut le rappeler ici, M. Schramm a dessiné naguère l'inoubliable portrait¹.

Au total, si l'on voulait d'un mot caractériser cette grande œuvre, on pourrait dire qu'elle est un monument élevé à la gloire non seulement des souverains, mais de tous les hommes qui ont conçu et réalisé les signes du pouvoir et leur ont imprimé avec la beauté un sens profond. M. Schramm écrit l'histoire en humaniste.

Robert FOLZ.

G. OSTROGORSKIJ. *Quelques problèmes d'histoire de la paysannerie byzantine*. Bruxelles, 1956 ; 80 pages. (Corpus Bruxellense Historiae Byzantinae, Subsidia II.)

Ce second tome du *Corpus Bruxellense Historiae Byzantinae* fait suite au tome qui réunit, sous le titre *Pour l'histoire de la féodalité byzantine* (1954), la traduction des deux magistrales études d'Ostrogorskij sur la « Pronoia » et sur les « Praktika » byzantins. Il groupe, avec un *index nominum et rerum*, des conférences faites en 1955 au Collège de France : leur portée dépasse de loin les dimensions

1. *Der König von Frankreich*, 2 vol. Weimar, 1939.

du recueil et l'appréciation qu'en donne l'auteur, « petite contribution à l'histoire sociale de l'Empire byzantin ». C'est un domaine difficile et mouvant que celui du statut rural de Byzance. La bibliographie récente est particulièrement abondante et les ouvrages se succèdent comme des approximations de plus en plus vraisemblables (cf. la liste donnée p. 6) ; nous retiendrons surtout l'article de Charanis, dans *Dumbarton Oaks Papers*, IV, 1948, p. 83 et suiv., *The monastic properties and the State in the Byzantine Empire*.

La première étude d'Ostrogorskij a trait aux « parèques » (traduisons avec beaucoup d'inexactitude par « serfs ») de l'État, sous la dynastie macédonienne. Elle donne une leçon de méthode, en montrant comment il faut compléter les renseignements fournis par les Nouvelles et autres textes législatifs, conservés dans les recueils de droit, par la source plus vivante des documents d'archives. Les historiens de Byzance ont souvent eu tendance à n'utiliser que les premiers, d'un manière plus commode au reste, alors que les seconds, enrichis par de constantes découvertes, apportent des réponses précises sur plus d'un point. Ainsi, on pense généralement, en se fiant à la rhétorique trompeuse des Nouvelles, qu'au ^x siècle, l'autorité centrale a lutté pour les droits et l'indépendance des petits propriétaires contre les empiètements de la grande propriété foncière, pour les « pauvres » contre les « puissants ». En réalité, l'analyse des divers actes d'archives montre que le gouvernement « défendait ses propres droits, ses droits aux redevances et aux services des paysans, que les seigneurs féodaux tâchaient de lui enlever » (p. 16 : les actes en question sont en particulier deux sigillia de Jean Tzimiscès, de 974-975). En d'autres termes, les petits propriétaires étaient devenus des parèques de l'État (δημοσίπριοι ou δημοσιακοὶ πάροικοι) et « leur relation avec l'État ne se distinguait pas au fond de l'attachement qui liait le parèque seigneurial à son maître » (p. 18). Ces « paysans libres » ont précisément vu leur liberté diminuer dans la mesure où l'État les protégeait contre les grands propriétaires. On notera la curieuse équivalence δημοσιακὴν/ὄβελον γῆν (p. 31). Il n'y a pas lieu de voir dans les δημοσιακοὶ πάροικοι une classe particulière de serfs habitant les domaines de la couronne, mais bien l'ensemble des « petits paysans soumis aux impôts au profit du fisc » (p. 19) ou des « paysans que les savants modernes appellent libres, puisqu'ils ne sont redevables qu'à l'État et n'ont pas d'obligations envers un propriétaire féodal ou un monastère » (p. 20). C'est un fait important que l'existence, à peu près totalement méconnue, des parèques de l'État. Ostrogorskij émet toutefois quelques réserves (p. 21-22) : en particulier, il a pu subsister une fraction de paysans et stratiotes indépendants.

La deuxième étude concerne le contrôle de la main-d'œuvre agricole sur les grands domaines. Elle est intimement liée à la précédente : après avoir prouvé que le gouvernement impérial avait défendu au ^x siècle les petits propriétaires devenus parèques d'État, Ostrogorskij montre que le gouvernement, malgré son échec précédent (il faudrait d'ailleurs atténuer ce jugement sous peine de contradiction), a essayé de conserver le contrôle de tous les parèques jusqu'à l'époque de l'Empire de Nicée. Le problème central est ici celui des hommes, plutôt que celui de la possession du sol, il est plus économique que juridique. « Le gouvernement impérial s'opposait aux aspirations des grands propriétaires plus longtemps et plus obstinément qu'on ne s'en était douté » (p. 37). En effet, des documents d'archives nous apprennent que les seigneurs ou les monastères ne pouvaient détenir qu'un nombre strictement limité de parèques ; encore était-il précisé que ces parèques

ne devaient pas comprendre de parèques d'État et de stratiotes et ne pas figurer sur les listes du fisc (cf. actes de la Néra Moni de Chios, 1044 et 1051 ; du monastère d'Éléousa en Macédoine, 1106 ; de saint Jean Théologien de Patmos, 1099 ; de saint Paul du Latros, près de Milet, 1175). Mais, sous l'Empire de Nicée et surtout sous les Paléologues, le contrôle se relâcha, comme c'était le cas en Italie méridionale dès le XI^e siècle : il n'y a plus de limitation du nombre des parèques (acte de la Lembiotissa, près de Smyrne, 1227 ; de Lavra, 1263), tant pour les propriétaires laïques que pour les monastères. Et l'évolution même du formulaire d'interdiction est significative : la formule courante des actes est que le propriétaire ne détiendra pas de parèques « inscrits dans les praktika d'autres propriétaires ». Ainsi, un contrôle destiné à protéger la main-d'œuvre de l'État protège en fait celle des grands propriétaires (p. 37-38). Un problème délicat, qui relève à la base de la terminologie, est celui des *ἐλεύθεροι*. Ostrogorskij confirme sa précédente démonstration (étude sur les praktika, ch. VIII) : il ne s'agit pas de petits propriétaires indépendants, contresens souvent commis, mais de paysans libres de toute obligation fiscale et non inscrits sur un praktikon. En fait, cette liberté fiscale, qui résulte de l'absence de possession fixe, est purement illusoire, car ces paysans constituent une main-d'œuvre errante (on les appelle aussi *ξένοι*), plus exploitée et plus dépendante que celle des parèques (p. 39, cf. p. 72). On objectera à Ostrogorski que le terme *ἐλεύθεροι* a dû conserver quelque chose du sens courant, compte tenu de la survivance de l'esclavage à Byzance (p. 72-74), et l'on n'est pas entièrement satisfait de l'assimilation proposée entre *δουλοπάροικοι*, *δουλευταί* et *ἐλεύθεροι* (p. 69-71), même si l'on comprend *δουλευταί* à la lumière de *δουλεία* qui signifie « travail ». Néanmoins, cette étude montre les beaux résultats qu'on peut attendre d'une étude attentive du formulaire et du lexique diplomatiques.

La troisième étude pose le problème d'ensemble de la paréque et de la paysannerie libre sous les Paléologues. Existe-t-il dans les derniers temps de l'Empire byzantin une classe de petits propriétaires indépendants, comme on le croit en général ? On a même voulu voir dans cette existence un des traits distinctifs de Byzance par rapport au monde féodal d'Occident. Ostrogorskij prend le contrepied de cette théorie, en étudiant la condition des parèques d'un triple point de vue : capacité juridique (p. 43-45), droit d'aliéner leurs possessions (p. 45-62), droit d'héritage (p. 62-63). Partout il met en lumière, à l'aide des documents d'archives, ce qu'il appelle l'ambiguïté et même l'antinomie caractéristique du régime de la terre (p. 62). En un sens les parèques sont libres. Ils ont une capacité juridique réelle, pouvant témoigner, intenter un procès (série d'actes de la Lembiotissa du XIII^e siècle). Ils peuvent vendre leurs terres à certaines conditions : le consentement du seigneur, parfois explicite, semble le plus souvent tacite, et on ne conclura pas *ex silentio* que le vendeur n'est pas un parèque (p. 48). Inversement, le parèque peut acheter à ses frais et posséder en propre un « franc alleu », aspect partiel et accessoire de libre propriété, qui complique le problème. Certains cas paraissent particulièrement complexes : le parèque peut vendre ses biens à son seigneur (p. 52 et suiv.), ce qui s'explique notamment par le fait qu'un parèque peut dépendre pour différentes terres de différents seigneurs (cf. dossier de la Lembiotissa au XIII^e siècle). Enfin, le parèque transmet normalement sa terre par héritage et peut même en doter ses enfants (cf. le terme *γονιμάριοι*). Ces actes, typiques de liberté, les historiens posent en principe que les parèques ne pouvaient les accomplir : d'où l'hypothèse de la survivance d'une classe de petits proprié-

taires libres. Ostrogorskij fait l'économie de cette hypothèse. Ce qui a pu égarer de nombreux historiens, c'est qu'en un sens aussi les parèques ne sont pas libres : le seigneur revendique la terre parèque en déshérence (ἀπὸ ἐξαλείμματος), il peut donner le parèque avec sa terre, il peut parfois disposer de sa personne en le séparant de sa terre, il a le droit de récupérer les fuyards (p. 63 et suiv.).

En dernière analyse, et Ostrogorskij ne le marque pas assez nettement (cf. toutefois p. 66), le problème de la parèque se pose peut-être moins en termes de droit qu'en termes économiques. La parèque est essentiellement le système qui assure un certain revenu au seigneur ou au fisc, et le seigneur n'est enclin à faire valoir des droits de sujétion très théoriques que dans la mesure où ce revenu est menacé; dans le cas où il est normalement assuré, les parèques sont libres. C'est en définitive aussi une explication économique qui peut rendre compte de la situation paradoxale des éléuthères, ou du contrôle persistant de la main d'œuvre agricole.

Plusieurs points restent obscurs, comme Ostrogorskij le note lui-même. Ainsi le sens exact des termes προσκαθήμενοι, ἔποικοι, etc..., ou la question de la propriété allodiale du parèque. Le problème de l'épitélie, cette compensation accordée au seigneur ou au fisc en cas de vente de terre par le parèque et normalement mise à la charge de l'acheteur, mériterait d'être repris de façon plus claire (cf. là-dessus une étude toute récente de Hélène Glykatzi, dans *Byzantion*). Mais, dans leur ensemble, ces trois études feront époque, par la sûreté de leur information, la rigueur de leur méthode, la profondeur de leurs vues.

Jacques BONPAIRE.

Édouard PERROY, avec la collaboration de Jeannine AUBOYER, Claude CAHEN, Georges DUBY, Michel MOLLAT. **Le Moyen Âge. L'expansion de l'Orient et la naissance de la civilisation occidentale.** Paris, Presses Universitaires de France, 1955, in-4°, 681 pages, 18 cartes dans le texte, 48 planches hors texte. (Histoire générale des civilisations, sous la direction de Maurice Crouzet, t. III.)

Après l'Antiquité, le Moyen Âge est à l'honneur dans l'ambitieuse entreprise, conduite avec diligence par M. Crouzet, qui s'est donné pour propos l'histoire des civilisations. A la présentation de l'Occident, dont les traits saillants sont revenus à la lumière grâce aux efforts conjugués des historiens de tous pays, l'étude associe celle d'un Orient couvert de larges pans d'ombre et si mal connu, dans certaines de ses parties et de ses époques, qu'il prend couleur de préhistoire. Plutôt que de partager le monde en tranches géographiques et de décrire les civilisations l'une après l'autre, de leur naissance à leur fin, elle les introduit ensemble dans le rythme de l'évolution historique et définit des périodes sans se laisser enfermer dans de rigides frontières chronologiques. Jusqu'à la fin du x^e siècle, l'Orient et l'Extrême-Orient détiennent les meilleures valeurs civilisatrices, comme en témoignent l'éclat de l'Inde, le maintien de Byzance, l'expansion de l'Islam. La première partie du livre traduit cette situation. L'Europe, pourtant, se construit et, finalement, se hausse à la taille des grandes dominations asiatiques. Si bien que la trilogie Occident, Islam, Asie mongole occupe le centre de l'exposé, dans sa deuxième partie. La dernière nous montre l'Asie tendant à s'isoler, les Turcs ottomans devenant les maîtres du Proche-Orient, tandis qu'en Europe, au sein de nations mieux dessinées que jadis, plus conscientes de leur force et plus

promptes à s'entre-déchirer, les sociétés s'ouvrent à de nouveaux modes de pensée et d'action.

Le champ est donc immense : dans le temps, plus de dix siècles ; dans l'espace, toute l'Europe et toute l'Asie, ainsi qu'une partie de l'Afrique. Pour mener sa tâche à bonne fin, M. Perroy s'est entouré de quatre collaborateurs. A MM. Duby et Mollat, l'Occident ; à M^{lle} Auboyer, déjà collaboratrice de M. Aymard, la haute Asie et l'Extrême-Orient ; à M. Cahen, l'Orient byzantin, musulman et slave. Loin de couler dans le même moule les diverses rédactions, M. Perroy a respecté l'originalité des auteurs et laissé à chacun ses responsabilités. Toutefois, il a revu soigneusement et, au besoin, remanié les chapitres, de façon à conserver sa cohésion à un livre qui porte ainsi sa marque. On se gardera, par conséquent, d'établir un palmarès, de tresser des couronnes plus ou moins fleuries autour de contributions nécessairement inégales, mais dues à des hommes de science et de bonne volonté unis dans une œuvre commune.

Donnons sans attendre une idée du livre, non en l'analysant — il y faudrait de nombreuses pages — mais en le survolant avec quelques points de chute, un bref arrêt devant les chapitres majeurs, ou qui nous semblent tels : débuts de l'Islam, civilisation mongole, renaissance de l'Europe du XI^e au XIII^e siècle, prise de conscience de ses difficultés à l'âge suivant, formation de la puissance ottomane.

* * *

L'étude aurait pu déboucher immédiatement sur l'Extrême-Orient et gagner, de proche en proche, l'Europe barbare au début du V^e siècle. Je regrette que les auteurs aient reculé devant une révolution qui eût bouleversé les habitudes des lecteurs « occidentaux ». Le livre s'ouvre donc sur le classique tableau du monde romain vers la fin du IV^e siècle et sur les changements apportés par les invasions. M. Duby suit le jeu des lumières et des ombres répandues sur la façade occidentale d'un empire qui, aux yeux des écrivains latins, se confond avec les limites du monde civilisé et réalise leur idéal sur cette terre. Pourtant, des fissures déjà anciennes courent à travers l'édifice. On affiche son patriotisme, mais on se dérobe à l'impôt, au service militaire, aux charges administratives ; on s'emploie à maintenir les relations commerciales avec les fournisseurs d'objets de luxe beaucoup plus qu'à encourager la production. D'où la fuite de l'or, suivie d'une crise des échanges eux-mêmes, du ralentissement des activités urbaines et du repliement vers les campagnes, principalement dans le cadre des grands domaines. D'où également, l'État pliant sous le poids de ses charges, le fractionnement des pouvoirs et le développement des patronages privés. Les invasions ont aggravé la situation sans provoquer une rupture totale avec le monde antique. Au passif, des ruines matérielles et une profonde décadence de la civilisation. A l'actif, une progressive organisation de l'Occident romano-germanique autour de la Gaule franque, de nouveaux itinéraires commerciaux en direction des mers du Nord et des pays rhénans, l'expansion chrétienne, enfin un nouvel art gallo-franc.

C'est surtout à l'époque carolingienne que s'est opéré le regroupement des forces. M. Duby souligne avec bonheur les caractères terrien et militaire de la société d'alors. Il insiste sur la renaissance matérielle, intellectuelle et religieuse du IX^e siècle. Entre 750 et 830, l'Europe sort des brumes et de la gangue où l'avait tenu enfermée le monde barbare de l'époque précédente. Elle progresse dans toutes

ses parties. Le voile de nouveau jeté sur elle par les invasions, le déclin de l'État et les rudesses de la société féodale se déchire à son tour durant la seconde moitié du x^e siècle, époque d'accroissement de la population, d'extension des surfaces cultivées et des échanges, de tentatives pour imposer quelque discipline à l'aristocratie grâce aux moyens de gouvernement que la féodalité renfermait en elle. Alors, enfin, prend forme le premier art roman. Si bien que les approches de l'an mille ne sont pas « un crépuscule accablé », mais la « brillante aurore » d'un monde dès ce moment « en plein essor »... « Effacement de l'Europe » : tel est pourtant le titre du chapitre qu'on vient d'analyser. Il n'est pas complètement justifié, même s'il oppose, non des périodes, mais des parties du monde. Disons plutôt retard par rapport au degré de civilisation qu'avaient atteint les pays d'Orient et d'Extrême-Orient.

Pour les entrevoir, revenons d'abord aux v^e et vi^e siècles. A cette époque, comme le rappelle M. Cahen, l'Empire byzantin continuait à jouir d'une brillante civilisation urbaine, appuyée sur une industrie et un commerce prospères, ainsi que sur une monnaie d'or excellente. L'État disposait de ressources qui lui permirent d'affirmer dans tous les domaines son absolutisme. Il y parvint d'autant mieux qu'avant les dernières années du vi^e siècle il connut une relative sécurité extérieure. Mais il portait en lui des faiblesses : son système politique, lourde machine bureaucratique et fiscale, et surtout la disparité de ses territoires et de ses populations, promptes aux querelles religieuses, aux hérésies ou aux schismes, attachées aussi à leurs cultures particulières. D'autre part, les menaces extérieures qui pesaient de longue date sur les parties orientales de l'Empire se sont aggravées au vi^e siècle : entre autres, celles de Sassanides, maîtres de la plus grande partie du Proche-Orient. Les deux empires se sont fait concurrence en matière commerciale. Et leurs guerres, en les affaiblissant mutuellement, les ont rendus vulnérables aux conquérants avares et surtout arabes, en même temps qu'elles empêchaient Byzance de prêter toute son attention à la « silencieuse expansion » des Slaves en pays balkanique et en Europe centrale.

L'empire sassanide allait jusqu'aux frontières de l'Inde. Invitation pour nous à pénétrer en Asie centrale et en Extrême-Orient, à entrer en contact avec les peuples sédentaires, comme avec les nomades de la haute Asie. M^{lle} Auboyer dit les splendeurs de l'Inde et des pays indianisés voisins sous la dynastie des Gupta, aux iv^e et v^e siècles. Elle montre la Chine soumise à des invasions, sombrant à diverses reprises dans l'anarchie, mais conservant quelques-unes de ses valeurs civilisatrices. Elle décrit en termes heureux le grouillement et l'action des nomades qui, « comme une pieuvre aux multiples tentacules », menacent et détruisent des empires. Les civilisations asiatiques ont atteint leur apogée entre le vii^e siècle et la fin du xii^e. L'auteur leur consacre une quarantaine de pages, qui sont un résumé brillant, mais très général. Parfois, il faut l'avouer, le lecteur perd pied et, comme étourdi, peine à fixer son attention. Au centre de l'exposé, l'Inde et la Chine, avec leurs zones d'influences : l'Inde dont l'action à l'extérieur reste pacifique dans l'ensemble, tandis que la Chine s'impose au dehors par la force des armes et par l'administration. Sur cette trame, quelques traits saillants : la propagation du bouddhisme aux vii^e et viii^e siècles, le développement des échanges et, tour à tour, l'impérialisme conquérant de la dynastie des T'ang, puis l'œuvre civilisatrice des Song, cantonnés en Chine du Sud ; à part, l'empire khmer et le Japon. Sur cette trame encore, les influences extérieures : dans l'Inde, les effets de la

conquête musulmane ; autour de la Chine, les menaces nomades et les préludes de l'empire mongol. M^{lle} Auboyer souligne le repli de la vie indienne sur elle-même à la suite des invasions musulmanes, relève le morcellement politique du pays et s'attache à des traditions sociales, religieuses et philosophiques qui durent encore.

Infidèle au plan de l'ouvrage, qui suit de plus près que ce compte rendu les étapes de l'évolution, je n'ai pas encore placé sur l'échiquier une pièce maîtresse : le monde musulman. Une religion nouvelle prêchée par Mahomet, qui convertit et fédère l'Arabie, lui donne un régime social supérieur à l'organisation tribale ; aussitôt après, une expansion territoriale qui, commencée par des razzias frontalières, unifie, au bout d'un siècle, le Proche-Orient et embrasse les contrées allant de l'Indus au Tage, de la mer d'Aral au Sénégal ; une civilisation qui a recueilli et vivifié une partie de l'héritage antique et servi d'éducatrice à l'Occident ; un rayonnement commercial intense et de grands centres urbains formant contraste avec la vie nomade et pastorale d'un grand nombre de Musulmans : autant de traits mis en relief par M. Cahen dans un des meilleurs chapitres du livre. L'essor de l'Islam a été facilité par les faiblesses et les divisions de ses adversaires. Mais des points d'interrogation demeurent, car ni ces faiblesses ni le fanatisme ne suffisent à expliquer une expansion qui a « les apparences d'un prodige ». Et l'on voudrait connaître un peu mieux les moyens de la conquête — armées et tactiques, alliances politiques — sur lesquels, à notre sens, l'exposé est trop bref. Ce sera notre seule réserve. Un élan emporte l'auteur, lancé sur les traces des conquérants et sensible à leurs triomphes comme à leurs succès. Sous la dynastie des Omeyyades, les Arabes ont conclu des accords particuliers avec les indigènes, dont ils ont respecté les usages. A l'exemple des Barbares d'Occident, ils ont adopté le principe de la personnalité des lois, mais, contrairement à eux, ignoré le régime de l'hospitalité. M. Cahen assure que la conquête apporta peu de changements à la vie des indigènes restés fidèles à leur foi. Mais les conversions massives posèrent bientôt aux conquérants des problèmes redoutables. « Arabes » et « Musulmans » ayant cessé d'être synonymes, les premiers s'emploient à maintenir leur suprématie sur les convertis, qui cherchent à s'élever vers la classe dominante.

La dynastie omeyyade a cédé la place, en 750, aux Abbassides. Désormais, les influences iraniennes et irakiennes l'emportent sur celles de la Syrie ; Damas s'efface devant Bagdad ; l'attraction de l'océan Indien se fait plus forte que celle de la Méditerranée. Un nouvel aiguillon est donné à la ferveur musulmane ; et les distinctions s'atténuent, sur les plans politique et social, entre Musulmans de vieille souche et convertis. Pourtant, les schismes, les divisions politiques, les troubles sociaux ébranlent le monde musulman non seulement en Espagne, où les Omeyyades se maintiennent, mais dans le Maghreb, en Égypte et même en Iran. L'interprétation des textes saints et des autres sources du droit et de la pensée aboutit à la création d'écoles qui résolvent chacune à leur façon les problèmes de la prédestination, du libre arbitre, des rapports entre la raison et la foi. Mais la culture s'exprime en arabe, et l'important travail de traduction et d'explication des textes, de même que les emprunts à la science et à la philosophie helléniques, font de la seconde moitié du VIII^e siècle et de l'âge suivant, jusqu'au début du XI^e, une époque de renaissance intellectuelle qui n'a d'égale que l'épanouissement de l'art. Par là s'affirme la prééminence de l'Orient sur l'Occident.

Dans cette suprématie, Byzance continue à tenir une place importante, malgré des pertes territoriales qui l'ont ramenée, pour l'essentiel, au pourtour de la mer Égée, mais ne l'ont pas empêchée de conserver la maîtrise d'une partie de la Méditerranée. Sous la dynastie macédonienne, elle opère une vigoureuse réorganisation intérieure et reprend l'offensive contre l'Islam en Asie Mineure, en Arménie, en Italie du Sud. Si bien qu'un équilibre tend à s'établir, des environs de 850 à ceux de l'an mille, entre les mondes byzantin et musulman : mondes foncièrement hostiles, mais qui, ne parvenant pas à s'exterminer, ne peuvent se passer l'un de l'autre. Au surplus, tous deux connaissent de graves difficultés, indépendamment des querelles qu'ils entretiennent. Byzance est menacée par les Bulgares, les Petchénègues, les Turcs. L'Islam est déchiré entre les trois califats rivaux de Bagdad, du Caire, de Cordoue. Dès le x^e siècle, il n'existe plus d'empire musulman, mais il y a une civilisation musulmane en même temps qu'un sentiment très profond de solidarité entre les hommes qui se rattachent à l'Islam. En probe historien, M. Cahen ne cache pas que la connaissance du passé musulman est peu avancée, surtout dans les domaines économique et social. Il tente, néanmoins, de pénétrer au cœur de son histoire, de comparer son organisation, ses sociétés et ses civilisations avec celles des pays byzantins et slaves. Effort original dont on lui saura gré.

* * *

Nous retrouvons nos trois auteurs dans la deuxième partie du livre, conduite jusqu'à la fin du xiii^e siècle pour l'Occident, jusqu'à celle du xiv^e pour l'Extrême-Orient. Dans la balance de l'histoire, c'est l'Europe occidentale qui commence à peser le plus lourd et qui affirme avec le plus d'éclat ses valeurs civilisatrices. Déployant tous ses dons, M. Duby la présente avec talent et dans un style lumineux. Libérée de toute sérieuse menace à l'extérieur, l'Europe ne connaît pas pour autant la paix, puisque aux déchirements intérieurs s'ajoutent les rivalités entre nations ou États en formation. Mais elle s'organise à l'intérieur des cadres que l'époque précédente lui avait légués. C'est une Europe féodale et chrétienne, qui a également de solides assises dans les associations lignagères et les communautés villageoises. Deux élites : les clercs et les chevaliers ; une classe dont le labeur les nourrit : les paysans ; une autre qui naît : la bourgeoisie. Cette Europe grandit. En témoignent l'accroissement de la population et des surfaces cultivées, le développement de l'artisanat, du commerce et des moyens d'échange, avec sa traduction sociale, l'essor des villes, surtout sensible dans les Pays-Bas et en Italie du Nord. Autres preuves : le renouveau spirituel, l'essor artistique, enfin l'expansion normande en Angleterre et en Italie du Sud, la reconquête d'une partie de l'Espagne sur les Musulmans, les Croisades. Bien entendu, des contrastes apparaissent entre les pays. Tandis qu'en France et en Angleterre les monarchies reprennent en main les pouvoirs essentiels, l'Allemagne et l'Italie, pourtant en plein développement économique, souffrent d'un éparpillement politique et territorial qui est allé s'aggravant. L'élan de l'Europe arrive à bout de course pendant le dernier tiers du xiii^e siècle. Aux guerres, au recul de la chrétienté, battue en brèche par les réactions musulmanes, à l'affaiblissement de la pratique religieuse s'ajoutent des difficultés matérielles dues pour une part à la surpopulation et aux lacunes d'une économie qui peine à s'adapter aux besoins des hommes.

Venue des lointains de l'Asie, une bourrasque a semé la panique, au cours de

ce même siècle, jusque sur les bords de l'Adriatique. En effet, après avoir unifié la Mongolie, Gengis Khan a fondé un empire allant de Pékin à la Volga : empire qui, après lui, s'est étendu à l'ouest jusqu'en Europe centrale, au sud-est jusqu'en Chine méridionale. L'organisation sociale des Mongols est connue. A la base, le clan, qui groupe les familles descendant d'un même ancêtre, ainsi que des étrangers accueillis par un pacte d'amitié. Chaque clan forme une communauté disposant d'un territoire où il se livre à la vie nomade. Mais ses membres, loin d'être des égaux, se partagent en plusieurs classes : aristocratie dirigeante, guerriers, hommes du commun, esclaves. Gengis Khan a renforcé cette hiérarchie et rassemblé les clans, partiellement fédérés avant lui, à l'intérieur d'un vaste cadre politique. M^{lle} Auboyer le décrit et triomphe, comme en se jouant, des difficultés les plus redoutables. Mais on ne saurait approuver toutes ses remarques. Dans un précédent chapitre, elle avait déjà coiffé du mot « féodalité » l'organisation politique, économique et sociale du Japon, ainsi que sa vie intellectuelle et artistique, sans dire assez comment ni pourquoi cette féodalité avait pris naissance et quels rapprochements on pouvait établir entre elle et la nôtre. Après plusieurs historiens, elle revient sur le terme à propos des Mongols. Pourtant, s'il y a bien eu, au sens strict, une féodalité japonaise, la féodalité mongole est un mythe. Employer avec dilection les mots suzerain, vassal, homme lige, fief, c'est user d'un langage passe-partout qui, se fondant sur des analogies de pure forme, confond les genres et ne rend pas justice à des structures politiques et sociales étrangères à toute féodalité. Ainsi, l'« hommage » prêté à l'empereur par les grands, qui se prosternent à neuf reprises devant lui, le front contre terre, ne ressemble en rien au contrat privé qui forme l'essence même des liens vassaliques. Et les concessions de biens faites par l'empereur à ses serviteurs sont étrangères à la notion de fief. M^{lle} Auboyer est mieux inspirée lorsqu'elle étudie le caractère militaire de l'empire, sa tolérance religieuse, ses relations commerciales avec l'Extrême-Orient, l'Inde, l'Asie centrale et l'Iran. Elle sait décrire également la vie fastueuse des grands et le cérémonial compliqué des cours... L'empire mongol s'est progressivement désagréé. Dès la fin du xiii^e siècle, il était partagé en trois khanats — Haute-Asie, Perse, Chine. Au xiv^e siècle, la dynastie nationale des Ming a libéré la Chine méridionale du joug mongol, puis reconquis la Chine du Nord. Dès lors, l'Extrême-Orient et l'Occident, coupés l'un de l'autre, ont perdu à peu près tout contact jusqu'au xvi^e siècle.

Même branle-bas, en Orient, au sein des empires et des royaumes. Byzance garde son éclat culturel et artistique. Mais il est diminué par les troubles politiques et sociaux, ainsi que par des crises économiques. En outre, des « catastrophes » l'ont frappé : quatrième croisade, conquêtes turques en Asie Mineure, petchénègues sur le bas Danube, normandes en Italie et en Épire. Décadence, aussi, de l'État khiévien, atteint par la conquête mongole, si bien que les centres de l'histoire russe se déplacent du bassin du Dniepr vers la région de Moscou. Décadence du monde arabe, qui, après avoir maintenu ou renforcé ses positions en Espagne aux xi^e et xii^e siècles — une Espagne où la pensée musulmane a revêtu ses formes les plus hautes — recule, à l'âge suivant, non seulement dans la péninsule ibérique devant la reconquête chrétienne, mais en Asie Mineure devant les Mongols. Par contraste, des peuples ont monté : les peuples chrétiens des Balkans, jusqu'à la fin du xiv^e siècle, et surtout les Turcs, qui, convertis à l'Islam, l'ont revigoré. Au xi^e siècle, les Seldjoukides font triompher l'orthodoxie musul-

mane. A la fin du siècle suivant, Saladin unifie partiellement l'Islam oriental. Une fois passée la crise du ^{xiii}^e siècle, l'empire ottoman fonde une domination appelée à être la plus durable des grands empires méditerranéens. Il s'affirme dans le Proche-Orient comme le « vrai successeur de Rome ». M. Cahen a peut-être une vue optimiste de la situation créée par l'installation des Ottomans. Quoi qu'il en soit, il décrit en des pages fort bien venues leurs conquêtes et leur organisation. Il sait retrouver, d'autre part, les liaisons entre l'histoire de l'Orient musulman, des Balkans et de la Russie, ainsi que dominer la matière complexe offerte à ses réflexions et à ses peines.

Grâce à l'empire ottoman, un nouvel équilibre a été rétabli entre le monde musulman et l'Europe chrétienne. Cette Europe des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles est le domaine de M. Mollat, qui se meut avec aisance sur son terrain familial. Plus que l'étude, trop brève, de l'humanisme et de l'essor artistique, j'ai goûté l'exposé remarquable consacré aux dimensions de la civilisation occidentale, à certains traits de mentalité intéressant surtout la piété, ainsi qu'à la formation des nouvelles structures politiques et économiques de l'Occident. Les sources documentaires, plus riches et plus variées que celles de la haute époque, permettent de se rapprocher des hommes, d'avoir quelque idée de leur nombre, de leur répartition et des mouvements démographiques. Elles autorisent aussi une compréhension meilleure de l'effort des peuples non seulement pour s'organiser en nations, définies surtout par leurs oppositions, mais pour résister aux crises qui les frappent à coups redoublés : les guerres avec leur cortège de famines et d'épidémies, les troubles politiques et sociaux, l'affaiblissement économique, surtout sensible au ^{xiv}^e siècle — mais l'arrêt des défrichements n'est ni un signe ni une conséquence de la surpopulation — enfin le déchirement du monde chrétien entre plusieurs obédiences. L'auteur souligne avec force et raison que les hommes de ce temps n'ont pas « cultivé le désespoir systématique » ni tenté de s'étourdir. Il se livre à d'excellentes réflexions sur la politique des États, tentés par les aventures guerrières, s'employant aussi à trouver de nouvelles ressources, à concentrer les territoires et l'autorité, à plier les noblesses à l'obéissance, à exercer leur tutelle sur les villes et le clergé. Il relève les tendances de l'économie et les variations de la conjoncture. Servie par de meilleurs instruments que jadis — routes, moyens de transport, monnaies, technique des affaires — une économie européenne, dont les pôles restent les Pays-Bas et l'Italie du Nord, tend à s'ébaucher au-dessus des nationalismes industriels et commerciaux. Enfin, l'essentiel est dit sur l'évolution des classes, puis sur le rôle respectif des noblesses et des bourgeoisies dans les sociétés et les États. En dépit des séquelles laissées par le passé et des archaïsmes tenaces, l'admirable ^{xv}^e siècle a trouvé et partiellement rassemblé les éléments des sociétés modernes. En Italie comme en Flandre, la renaissance littéraire et surtout artistique bat son plein ; elle se développe, sur le plan économique, en Allemagne occidentale ; elle s'esquisse à tous points de vue en France et en Angleterre, cependant que de la péninsule ibérique dégagée de l'emprise musulmane partent les découvreurs qui, avant que le siècle ait pris fin, vont élargir les horizons d'un monde où l'imprimerie étend la diffusion de la pensée.

• • •

L'ouvrage, dense et au grain serré, renferme des pages de haute tenue, rehaus-

sées par une illustration de qualité¹. Certes, en raison de son ampleur et de sa diversité, il appelle des réserves auxquelles chaque lecteur peut ajouter ou retrancher, tant il est vrai que toute étude générale se plie à des conceptions fort diverses. C'est en respectant les intentions des auteurs que je présenterai des observations portant non sur des brouillies, mais sur quelques points essentiels. Il s'agit des civilisations du « Moyen Age », — appellation fort médiocre, qui vaut surtout pour l'Occident, mais qui est si bien passée dans les usages qu'on créerait, à vouloir la changer, plus de confusion que de clarté. Or, si les auteurs respectent l'échelle des valeurs entre les civilisations d'une période donnée, ils ne soulignent pas toujours d'un crayon suffisamment appuyé les traits saillants qui confèrent à chacune d'elles son originalité et sa couleur aux divers moments de son histoire. Ils hésitent parfois à opérer des coupes sombres dans une immense matière et ne marquent pas assez les pauses permettant de revenir sur une étape accomplie. Nous attendions un plus grand nombre de comparaisons — voulues, conscientes, directes — entre l'organisation sociale des pays d'Extrême-Orient et celle de l'Occident. Ne pouvait-on s'attacher davantage à ces « personnes » que sont une ville ou une campagne, une industrie ou une exploitation agricole, une école littéraire ou un foyer artistique? La vie urbaine, par exemple, aurait meilleur relief si nous étions en mesure de suivre l'évolution de plusieurs villes, envisagées dans leur population, leurs activités, leur rayonnement, si à la Venise naissante du x^e siècle était opposée celle du xv^e, comme au Paris de Philippe Auguste celui de Louis XI. Enfin, nous aurions accueilli avec reconnaissance de plus amples développements sur les techniques, en tant qu'expression supérieure des sociétés, ainsi que sur les courants artistiques. Les auteurs se posent comme des papillons sur l'Inde du vi^e siècle, la Chine des Song, la civilisation andalouse, l'art italien du xv^e siècle — deux lignes sur Donatello, trois sur Botticelli, cinq sur Vinci. — J'entends bien que la place était limitée. Raison de plus pour se résigner à un choix et pour sacrifier des noms ou des titres qui n'éveillent un écho que chez les initiés.

Mais les « regrets » s'effacent devant les grands mérites de l'ouvrage. Grâce à un plan ingénieux qui souligne les articulations essentielles, les auteurs décrivent et expliquent les travaux des hommes qui ont vécu ensemble, disent ce qu'ils ont construit ou laissé, marquent les enchaînements comme les destins sans suite. Sans insister sur les jeux politiques et militaires, ils les rendent présents à l'esprit du lecteur averti et informé. Je dis : informé. Car l'ouvrage n'est pas une initiation à l'histoire médiévale, ni un manuel d'enseignement, ni un livre de vulgarisation mâchant la besogne à l'intention d'un grand public dont on serait bien en peine de donner la définition et de fixer les contours. C'est à l'honnête homme de notre temps qu'il s'adresse : à l'homme cultivé qui prête attention aux aspects sociaux,

1. Cette dernière prête néanmoins le flanc à deux critiques. Dans l'art occidental, nous retrouvons trop de choses classiques, mille fois reproduites — même si Notre-Dame de Paris est entrevue sous la neige. — Une tombe, un baptistère du haut Moyen Age, période sacrifiée dans les reproductions, des édifices tels que Tournus, Saint-Benoît-sur-Loire, l'émouvante église de Morienvall, avec les premières ogives de France, auraient enrichi l'ouvrage. D'autre part, des planches sont perdues au milieu de chapitres où elles n'ont que faire. Certes, l'illustration ne peut pas toujours accompagner le commentaire. Mais la fantaisie a des limites. Mieux inspiré, l'éditeur n'aurait pas placé Sainte-Sophie au cœur de l'Occident romain, la mosquée de Cordoue avec les nomades de l'Asie, un cavalier mongol au milieu de la renaissance de l'Europe, le Dôme de Florence avec la formation de la puissance ottomane.

économiques, religieux et intellectuels du passé et qui, fuyant l'érudition pour elle-même, cherche à s'informer et à cueillir les fruits de la recherche historique. L'étude entière est placée sous le signe des étapes qui scandent la vie des civilisations. Les titres de nombreux paragraphes en témoignent : promesses de la société, nouvelles structures, épanouissement, équilibre ou vie incertaine, recul et déclin ; puis, une fois encore, signes de renouveau, entrée en scène... Si bien qu'une grande et vieille leçon se dégage de ce beau livre et s'inscrit en traits ineffaçables dans l'esprit du lecteur : toutes les civilisations sont mortelles ; elles passent à un rythme hallucinant ; mais leurs éléments, refondus et enrichis de nouveaux apports, ont formé les assises des sociétés successives dont nous avons recueilli l'héritage.

Robert BOUTRUCHE.

H. VAN DER LINDEN. *De cope*. Assen, van Gorcum et Hak et Prakke, s. d. ; in-8°, 400 pages, 2 cartes éditées à part. (Thèse de droit de l'Université d'Utrecht, décembre 1955.)

Cette thèse de droit, qu'un résumé en français d'une huitaine de pages rendra plus facile d'accès à nos compatriotes, est consacrée à l'histoire de la mise en valeur des terres situées dans la région qui s'étend aujourd'hui de part et d'autre de la lisière des provinces de Hollande et d'Utrecht. Il s'agit de tourbières, dont le défrichement, déjà signalé par d'autres historiens néerlandais sous le nom de « Grote ontginning », s'est effectué par la cession de parcelles, régulièrement dessinées, à des acquéreurs qui s'engageaient à les transformer en terres de culture. Ce sont les parcelles ainsi distribuées qui constituent les « copes » (du verbe *kopen*, acheter) et le terme a subsisté jusqu'à nos jours, dans le vocabulaire rural de cette région.

M. Van der Linden a eu comme préoccupation initiale de justifier l'hypothèse émise dès 1901 par l'historien allemand Rietschel. Selon ce dernier, la pratique, signalée dans la région de Brême dès le début du XII^e siècle, de distribuer des terres incultes à des immigrants, sous condition de les mettre en culture (*Bäuerliche Gründerleihe*), avait été importée des Pays-Bas. M. Van der Linden, qui s'appuie sur l'examen de la carte des pays rhénans publiée en 1687 et sur celui de la carte topographique actuelle au 1/50.000, montre que bien des villages, signalés dès le XI^e siècle, ont été fondés selon un procédé régulier de distribution des terres (dans son résumé français, l'auteur emploie le mot *émission*), que l'on retrouvera par la suite et qui caractérise ce genre de lotissement en vue de l'exploitation.

Élargissant la question, M. Van der Linden montre que la mise en valeur des nouvelles terres par le système des « copes » est plus ancienne que l'ont cru la plupart des auteurs ayant étudié le problème. Le procédé aurait été d'une pratique courante, tant sur le territoire du comté de Hollande que sur celui de l'évêché d'Utrecht, dès le XI^e siècle. L'auteur étudie dans le détail la procédure des cessions, faites souvent par des délégués du comte ou de l'évêque, propriétaire des terres incultes, l'origine des acquéreurs venant souvent du nord des Pays-Bas, le rôle des intermédiaires dans la conclusion des contrats généralement collectifs. Ceux-ci sont analysés et l'on peut noter une certaine évolution dans leurs clauses financières. Aussi peut-on esquisser une chronologie du « Grand Défrichement »,

qui a duré du XI^e au XIV^e siècle, en affectant successivement les diverses régions des provinces intéressées.

M. Van der Linden, à la différence de beaucoup de juristes, pense que les « copes » devenaient de véritables propriétaires sur les terres qu'ils avaient « achetées » et que les redevances payées par eux étaient de véritables impôts de droit public.

De toute manière, l'établissement de nombreux colons, bénéficiant d'un statut très avantageux sur les terres qu'ils avaient mises en valeur, aurait profondément influencé les institutions du comté de Hollande. Même dans l'« ancien pays », soumis au régime domanial, l'influence de la « terre nouvelle » se serait fait sentir et aurait contribué, d'une part, à donner aux paysans plus de liberté et, d'autre part, à fortifier l'autorité territoriale du comte. En ce qui concerne le domaine temporel de l'évêché d'Utrecht, le rôle des chapitres (intermédiaires entre l'évêque et les défricheurs) fut très grand et l'influence politique et sociale du « Grand Défrichement » certainement moindre.

Au passage, M. Van der Linden soulève quelques questions qui ne se rattachent qu'indirectement à son sujet, mais présentent, néanmoins, un réel intérêt.

Selon lui, le mot même de « Hollande » aurait d'abord désigné les terres situées de part et d'autre du Vieux-Rhin, où auraient eu lieu les premières émissions de « copes ». Ainsi, le nom même qui a prévalu pour désigner l'État serait-il lié initialement à une de ses institutions les plus caractéristiques.

D'autre part, l'examen de nombreux contrats, nécessité par ses recherches, a amené l'auteur à intervenir dans une polémique qui divise depuis quelques années les historiens du droit néerlandais. Alors que de Blécourt avait admis, en 1922, qu'au Moyen Âge les droits d'usage se transformaient assez rapidement en droits de propriété, M. Immink, en 1946, a soutenu une opinion opposée. M. Van der Linden estime que les textes qu'il a étudiés fortifient cette dernière thèse.

À ce sujet, regrettons qu'un livre aussi riche d'informations et qui ouvre tant de perspectives sur des questions qui n'intéressent pas seulement l'histoire du droit ne comporte pas une étude bibliographique d'ensemble. Ensuite, l'auteur, tout en restant, naturellement, sur le plan juridique qui était le sien, aurait pu, dans une introduction un peu plus longue, mieux situer le problème sur le plan géographique et sociologique, pour le rattacher plus étroitement à l'histoire générale.

J. GODARD.

Elizabeth M. NUGENT (Edited by). *The Thought and Culture of the English Renaissance, 1481-1555*. Cambridge University Press, 1956; XIX-703 pages. Prix : 37 s. 6 d.

Je conserve avec reconnaissance sur mes rayons tels recueils de pièces authentiques dont jadis j'ai fait grand usage, *Scottish History from contemporary writers* de l'éditeur David Nutt, *History in contemporary Letters* de Constable & Co. Le présent ouvrage, fruit de quinze ans d'efforts, est du même ordre : travail d'équipe où, sous la direction de miss Nugent, les spécialistes se sont chargés, chacun dans sa ligne, de réunir les textes topiques pour une *Anthology of Tudor Prose*, comme dit le sous-titre du livre.

Qu'on me permette, pour mieux faire sentir l'intention et le but poursuivis,

d'extraire l'essentiel dans l'*Introduction* écrite par M. Douglas Bush, un des initiateurs de l'entreprise. Selon lui, les historiens modernes ont par trop associé le mouvement de la Renaissance avec l'esprit d'irrégion. Même en Italie, où l'humanisme passe pour esthétique et néo-païen, on le voit — allusion, je pense, à Marsile Ficin, par exemple — chercher à soutenir ou revivifier la vieille orthodoxie médiévale. Trait bien plus apparent encore dans les pays nordiques, où, plus tard, l'humanisme servira la Réforme, aspect nouveau du christianisme ; c'est seulement vers la fin du siècle que se montrent furtivement quelques libertins, Raleigh, Donne, Marlowe. Au XVII^e, Bacon et Milton avancent cette théorie que la Réforme, par son recours à l'autorité primitive, a du coup donné le branle à l'étude de l'antiquité ; c'est mettre la charrue avant les bœufs ; chronologiquement, c'est l'inverse qui est vrai ; mais, cela dit, leur vue est encore plus proche de la vérité que celle des modernes qui veulent voir dans la Renaissance un facteur, en essence, irrégieux. — Parallèlement, bien plus qu'esthétique ou détaché, l'humanisme anglais se veut une discipline pratique, ayant avant tout pour fin de former des gens vertueux et utiles. Roger Ascham, le précepteur de la future reine Élisabeth, fera lire à l'élève peu de livres, mais de choix, la Sainte Bible de Dieu, première, puis, en latin, Cicéron, en grec, Platon, Aristote, Xénophon, Isocrate, Démosthène, « d'où il émergera forcément un homme excellent ». Érasme ni More n'ambitionnent de rivaliser avec un Guillaume Budé épluchant des textes ou publiant des monnaies ; s'ils s'adressent à la raison antique, c'est pour remparer l'enseignement du Christ ; les études classiques sont pour eux non une fin, mais un moyen, celui de produire, non pas des savants, mais des citoyens et des hommes d'État. D'où l'accent que, pédagogues nés, ils mettent sur l'éducation. Et leur conception, au fond chrétienne, de la condition humaine persiste même alors que la foi s'affaiblit. A supposer, avec certains, que Shakespeare soit un sceptique, même lui conçoit *Macbeth* comme le conflit entre les deux Puissances, de Lumière et de Ténèbres, entre Satan et Dieu. « C'est pour avoir perdu cette conception religieuse de la vie que notre littérature moderne, étude des forces sociales ou autres poussées purement séculières et humaines, semble, en comparaison, une chose si étroite et pincée. Ni toile de fond prolétarienne, ni obscur monde intérieur de l'inconscient ne peuvent remplacer une scène qui enlôte Dieu et Satan, le Ciel et l'Enfer. Le besoin instinctif d'un décor plus grand apparaît dans l'effort de certains écrivains récents pour faire du marxisme une religion. »

On voit le thème. Il est vaste. Et il pousse immédiatement à s'interroger, sinon à contredire. Faut-il abandonner Burckhardt et sa théorie de la Renaissance italienne, force en réaction contre la tradition du Moyen Âge et qui désormais fait de toute chose, même de l'État, une œuvre d'art ? Faut-il nier, chez les humanistes, cette répudiation de la foi — et de la morale — que déplorent les contemporains ? Faut-il renoncer à voir dans la découverte de la double antiquité l'origine du rationalisme et, plus tard, de l'agnosticisme à venir ? Toutes questions que chacun résoudra à la couleur de son esprit, mais qui sont capitales pour l'histoire des idées.

En attendant, voici passer devant nos yeux, en cinq classes successives, les humanistes proprement dits, savants, grammairiens, maîtres d'école, Linacre, Colet, sir Thomas Elyot ; puis les esprits qui touchent à la chose publique, Érasme, Tyndale qui traduit la Bible, Thomas More auteur de l'*Utopie*, Tunstall l'évêque de Durham qui cherchera vainement à concilier sa doctrine catholique avec la

suprématie de la Couronne dans l'Église, Réginald Pole, cardinal d'Angleterre, qui croira un jour avoir « réconcilié » le royaume, plus les physiciens, chirurgiens, apothicaires, explorateurs du microcosme humain ; voici la littérature édifiante, sermons, traités théologiques, exhortations ; voici les chroniques et histoires ; voici, enfin, le royaume de la fiction, romans et contes, qui n'est pas le moins suggestif, Huon de Bordeaux, Olivier de Castille, Mélusine, Joseph d'Arimathie, Till l'Espiegle, récits qui nourrissent le rêve chevaleresque ou fantastique de ces cervelles confuses où se mêlent un crépuscule et une aurore. On imagine quel fatras il a fallu dépouiller pour en trier ces extraits où s'inscrivent des modes de pensée aujourd'hui peu accessibles, parce que oubliés. On ne saurait témoigner trop de reconnaissance à ceux qui ont consenti tant de peine pour nous l'épargner à nous.

† Roger CHAUVIRÉ.

Laurence STONE. *An Elizabethan : Sir Horatio Palavicino*. Oxford, Clarendon Press, 1956 ; xix-345 pages. Prix : 45 s.

Ce Palavicino, dont le nom a perdu un L, Dieu sait pourquoi, en abordant le rivage d'Angleterre, est un scion de la grande famille génoise. Ces gens-là, de seigneurs féodaux dans la vallée du Pô, deviennent, au xvi^e siècle, de puissants hommes d'affaires, presque du calibre des Fugger ou des Gresham, et qui chevauchent tout l'Occident, Fabritio à Rome aux entours du Saint-Siège, Nicolo à la cour de Philippe II, Horatio, notre héros, à Londres, où il trafique, mais aussi dans le Cambridgeshire, où il acquiert 8 à 10.000 acres de terre, mais aussi à Anvers, en Allemagne, à Paris, où il sert les intérêts protestants et la politique d'Elizabeth. Car, de catholique originel, il s'était fait protestant : il disait, vers la fin de sa vie, que c'était conviction intime ; d'autres pensaient à des motifs plus terre à terre, le pape ayant sacqué les Pallavicini et même mis Fabritio à la question. Quoi qu'il en soit, après une jeunesse dont on ne sait quasi rien, Horatio avait volé de succès en succès, monopoleur, financier, ambassadeur, agent secret, enfin grand propriétaire riche de quelque 100.000 livres sterling et, au titre de *landed gentleman*, incorporé, lui étranger, à cette classe étroite et exclusive qui régnait. Personnage, on le voit, classique en son temps, partant assez banal, et qui n'est pas même, du cercle enchanté, une figure très marquante. Aussi commence-t-on par douter s'il valait vraiment la peine d'une biographie. Et puis l'opinion change. L'auteur nous donne cette vie comme une cheville (*peg*) où pendre toute une enquête sur la condition morale, intellectuelle, politique et sociale du temps. Et il tient parole. Peu à peu, son travail apparaît comme une coupe en profondeur où les strates du terrain sautent aux yeux, comme un sondage qui, à travers le cas particulier, atteint et manifeste les problèmes généraux. La composition du livre, aussi, semble, au premier regard, mécanique et froide : un chapitre pour chacune des activités imputables à notre homme, quel didactisme ! Et puis, à l'user, on se dit que c'est là raison : sans un tel compartimentage, jamais l'auteur n'eût pu entrer dans le détail et les précisions de son étude, et qui en font le prix.

Exemple : on sait qu'en ce temps-là, dans maint pays, le système des monopoles florit ; Horatio tient celui de l'alun ; à son propos, et suivant les hauts et les bas de l'affaire, voici qu'on nous démonte expertement le mécanisme de l'institution. Un peu partout, le rôle de l'État s'étend, les armées croissent, les guerres

durent, l'argent manque. A défaut de taxes, que souvent le prince ne saurait imposer, il établit un ou des monopoles (le sel, en France) qui lui permettent de dicter les prix, source de gros bénéfices. Comme d'ordinaire il est noyé de dettes et incapable de s'acquitter, il concède, en guise de compensation, la ferme du monopole à ses créanciers : c'est de la sorte que les Pallavicini obtiennent du pape l'alun. Pour qu'un monopole soit gras, il y faut trois conditions : production limitée et localisée, demande boulimique, inexistence de produits de remplacement. Or, l'alun est indispensable pour teindre la laine et on ne lui connaît pas d'ersatz. La principale industrie du xvi^e siècle, encore qualitative (cf. J.-U. Nef, *Naissance de la civilisation industrielle*, 1953), demeure celle du drap. L'Angleterre, les Pays-Bas en vivent. D'autre part, le pape exploite à Toffa, près Civita-Vecchia, la plus grande mine d'alun qui soit en Europe ; il a clos les moindres, avec des pots-de-vin idoines aux propriétaires, et il interdit aux princes chrétiens d'acheter à celle de Phocœa, qui est turque. Il a donc réussi à truster le produit. Ce trust, pour la raison dessus dite, il le donne à bail pour douze ans aux Pallavicini. Hélas, à fin de bail, il le passe à des rivaux, les Altovici de Florence ; mais auparavant, se méfiant du coup, les Pallavicini ont stocké de quoi suffire à six années d'avance et, pour ruiner leurs concurrents, engagent une guerre de tarifs : l'alun, de 33 shillings le quintal, tombe à 30, à 25, à 20, même au-dessous. A celui qui aura le plus de réserves — ou d'estomac — la victoire : il relèvera les prix, alors, à son plaisir. Entrent dans la bagarre, à présent, un certain Corsini, lui aussi Florentin, et sir Thomas Smith, contrôleur des douanes anglaises et grand spéculateur, qui vient d'accaparer 25.000 livres sterling d'alun. Tout ce monde s'en tirera plus ou moins bien, plutôt bien que mal : en 1585, l'alun touche le cours de 32 shillings. Une chose très digne de remarque est que, durant toute cette mêlée, on n'observe point qu'hostilité politique ou religieuse, spécialement contre Rome traverse jamais le trafic : avant tout, les affaires ! Voilà ce qu'on apprend en suivant jusque dans leur détail, tortueux ou sordide, les calculs, déceptions ou triomphes de notre Horatio. Mêmes précisions instructives, qu'il s'agisse pour sir Horatio de financer les guerres, ou de spéculer à titre personnel sur la cargaison des prises que Drake amène au port, ou d'ameuter les princes protestants d'Allemagne à la rescousse du roi de Navarre, ou même de contrebattre, lui hors-venu, la malveillance des *squires* ses voisins des champs. Livre, donc, que certains trouveront austère, mais livre plein de substance.

Il arrive plus d'une fois que l'originalité de la recherche amène l'originalité des conclusions. L'auteur est loin de voir dans Elizabeth la tête politique dont s'émerveillent tant de critiques anglais. Ses succès, il les attribue à ses bons serviteurs, souvent sacrifiés ; ses échecs, à sa perpétuelle indécision, à sa mesquinerie, à cette duplicité innée dont en toute circonstance, même la plus menaçante, le souci majeur est d'esquiver aucune responsabilité et la rejeter sournoisement sur tel qui n'en peut mais, n'étant qu'un outil dans sa main. Et ainsi, son génie, légende. Autre remarque, lourde de bon sens : le délai, parfois démesuré, des correspondances. Certaines lettres d'Angleterre, par temps de guerre, mettent deux mois et demi pour toucher Palavicino, ambassadeur en Brandebourg ou en Saxe. Il s'ensuit que souvent l'information, quand elle arrive, est fautive : d'où les hésitations, paniques soudaines, somnolences périlleuses, toutes choses trop explicables, qu'on voit aux gouvernements. Le service des renseignements, non plus, n'est pas sûr. L'espionnage, tant vanté, de Walsingham (comme de ses adversaires) est

peuple de misérables qui, pour échapper à la prison pour dettes, à la corde, ou simplement pour gagner leur pauvre pitance, acceptent ce dangereux métier; arrestation, torture, plus encore surenchère des offres les font changer de camp comme de chemise; nombre sont agents doubles — parfois triples quand, en face de l'Espagne ou de la France, ils trouvent un Conseil privé d'Angleterre déchiré entre les prudents Cecil et leurs adversaires, Walsingham ou Essex : à réception d'un message, la première réaction sera : doit-on le croire? Et c'est là une raison nouvelle au balancement et à l'inaction.

On le sent, et je le répète, livre plein de substance — et d'intérêt.

† Roger CHAUVIRÉ.

Walter KUHN. *Geschichte der deutschen Ostsiedlung in der Neuzeit t. I : Das 15. bis 17. Jahrhundert (Allgemeiner Teil)*. Köln-Graz, Böhlau, 1955; 272 pages. (Ostmitteleuropa in Vergangenheit und Gegenwart, publ. par J. G. Herder, t. I.)

Ouvrage ambitieux et qui s'inscrit dans la ligne des recherches d'histoire agraire de W. Abel, de G. Franz ou de Lütge, que celui de M. W. Kuhn. Malgré les difficultés — sources peu accessibles, perte de documents du fait des guerres, extension considérable de la région considérée, longueur de la période envisagée — l'auteur tente une synthèse des différentes formes de la colonisation allemande vers l'Est, sujet ancien, mais qui, étant donné les circonstances, prend un intérêt actuel.

Les limites dans l'espace? A l'ouest, une ligne Kiel, Hambourg, Saale, Dachstein, Toblacher Feld; à l'est, jusqu'à l'interpénétration avec les peuples baltes, polonais, tchèque, ce qui reste assez vague; au nord, la mer du Nord, et la Baltique; au sud, les Balkans. Dans le temps? Trois grandes périodes seraient à distinguer : avant le xvi^e siècle d'abord une colonisation surtout paysanne au Moyen Age; un arrêt de cette colonisation au xv^e siècle, la forme urbaine continuant alors et même s'amplifiant; au xvi^e siècle, enfin, un développement parallèle de ces deux formes. Même effort pour suivre cette évolution aux temps modernes. L'auteur distingue : 1) une *Frühkolonisation* qui voit la reconquête des terres perdues à la suite des guerres et l'action sporadique de l'initiative privée; 2) après 1700, et jusqu'en 1815, une *Hochkolonisation* où se dessine l'action, mieux connue et mieux étudiée, des États absolutistes — l'on pense en particulier aux Hohenzollern; 3) de 1815 à 1914, une *Spätkolonisation*, liée essentiellement à l'industrie et au commerce. Cette *Periodisierung* semble, dans sa netteté même, légèrement forcée et il n'est pas sûr qu'une répartition spatiale — par vastes régions géographiques et politiques — n'eût pas serré de plus près la réalité des faits.

Dans le tome I, qui seul nous intéresse ici, l'auteur s'en tient à la *Frühkolonisation*. Les difficultés de cette étude sont accrues : font défaut, en effet, pour cette période, les papiers administratifs, voire les statistiques qui, critiqués et comparés, permettent l'analyse des « politiques agraires » des princes absolutistes et des différents États, laïques, ou ecclésiastiques. Des problèmes de tous ordres se posent : origine des colons (distinction entre *Nahwanderung* et *Fernwanderung*), influence des données religieuses (Réforme protestante, contre-Réforme catholique, existence de nombreux groupes non conformistes). Notons en passant le rôle des Mennonites, agriculteurs et éleveurs, véritable pionniers de la reconstruc-

tion agraire. Formes différentes de l'installation paysanne : importance des facteurs juridiques et économiques, formation de la *Gutsherrschaft*, dont l'évolution se dessine aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles. Autant de données qui ne sont pas entièrement nouvelles : l'auteur utilise notamment les travaux de H. Aubin (pour la Silésie), de K. Rakowski (pour la Pologne), de H. Maybaum (pour le nord du Mecklembourg), de Fr. Grossmann (pour le Brandebourg) et les ouvrages récents de F. Lütge. Il tente de dégager les grands traits de l'évolution et, comme tel, malgré la faiblesse de certaines hypothèses, l'ouvrage rendra des services.

Plus originale, à notre sens, apparaît l'étude des formes de la colonisation dite industrielle. L'effort de regroupement prend alors toute sa valeur. Une toile de fond qui donne l'unité à l'ensemble : la forêt. Le rôle du bois apparaît essentiel dans le développement des mines, de la métallurgie, de la verrerie, des fours à goudron. Les mines (*Bergbau*) : après une période florissante jusqu'au *xiv^e* siècle, on enregistre une décadence puis un renouveau au *xv^e* siècle. Apparaissent de grandes cités minières : Schneeberg, Joachimthal, première ville de Bohême où fut prêchée en 1521 la doctrine de Luther. Absence de corporations régulières d'artisans, travaux pénibles des ouvriers mineurs, formations de coalitions, grèves épi-sodiques, émeutes, autant de traits qui caractérisent ces villes champignons, nées de la « famine monétaire » de la fin de Moyen Age, et qui meurent au *xvi^e* siècle, villes musées ou villes témoins comme on en trouve encore en Bohême.

Second aspect : l'industrie métallurgique (*Eisenhammer*). Après quelques indications de caractère technique, l'auteur s'attache à la période d'apogée qui marque les *xv^e* et *xvi^e* siècles. Il délimite les aires d'extension, précise le mode de vie des maîtres de forges (*Hammermeister*) qui reçoivent de larges privilèges des seigneurs territoriaux, avant que ne se produise, au *xvii^e* siècle, une esquisse de concentration des entreprises¹.

Autres industries également importantes : celle du verre (*Glashütten*) qui connaît un grand développement commercial du *xvi^e* au *xviii^e* siècle, grâce aux découvertes techniques qui permettent d'obtenir un verre parfaitement pur (suc-cès du cristal de Bohême) ; celle du goudron (*Teeröfen*) extrait du bois des résineux, activité qui reste artisanale contrairement aux formes précédentes. Enfin, une industrie non forestière : le tissage du lin, dans les régions montagneuses et dans toute la Silésie.

Les conséquences sociales ne sont pas négligeables : on assiste dans ces régions orientales à la formation d'un premier capitalisme (*Frühkapitalismus*) par l'immigration des marchands et des « industriels », par les investissements en capital de certaines firmes de la Haute-Allemagne telle celle de la *Thurzo-Fugger-Gesellschaft*. On retrouve ainsi, avec l'activité féconde des Fugger, bien connue par les travaux de J. Strieder et de Pöllnitz, les formes d'expansion économique de l'Europe occidentale.

Ouvrage ambitieux certes, qui gagnerait à être confronté avec les travaux exposant les réalisations autochtones, les réactions des peuples en face de ces entre-

1. Noter l'intérêt d'une comparaison possible entre ces formes métallurgiques de colonisation et de frange pionnière avec des formes plus anciennes et peut-être également plus traditionnelles. Cf. *Le fer à travers les âges. Hommes et techniques*. Colloque de Nancy, 1955. Voir notamment les rapports de MM. J. SCHNEIDER et P. LÉON (*Annales de l'Est, Actes du Colloque*, t. XVI, p. 111 et 227. Nancy, 1956).

prises de type colonial. Le départ n'est pas toujours fait entre installations en place et créations importées ; ouvrage utile qui tente de faire le point et suscitera par là même, critiques de détail et recherches nouvelles, mais ouvrage quelquefois aventureux, qui aurait gagné à distinguer de façon plus nette ce que l'on sait et ce qui reste à trouver, en délimitant plus nettement le domaine de la certitude et celui de l'hypothèse, même séduisante et flatteuse pour l'amour-propre national.

Georges LIVET.

Alex. KOYRÉ. *Mystiques, Spirituels, Alchimistes du XVI^e siècle allemand.* (Cahiers des Annales, n° 10.) Paris, 1955 ; 116 pages.

Cet ouvrage est composé de quatre essais consacrés respectivement à Gaspar Schwenckfeld (1490-1561), Sébastien Franck (1499-1542), Paracelse (1493-1541) et Valentin Weigel (1533-1588). De ces penseurs allemands du XVI^e siècle, un seul est célèbre, Paracelse, dont les œuvres eurent un très grand succès à l'époque et ne furent pas éditées moins de cinq fois entre 1589 et 1604 ; les trois autres ne sont connus que des spécialistes. Tous les quatre sont obscurs, et le premier grand mérite de ce petit livre est d'avoir condensé en des formules claires et remarquablement alerte les idées parfois contradictoires et toujours difficiles de ces écrivains. Un second mérite est d'avoir essayé de les comprendre à la lumière de leurs sources et de leur temps, et non d'après ce que nous savons de l'histoire postérieure de la pensée allemande. M. Koyré note, à propos de Paracelse, qu'on a écrit à son sujet à tort et à travers et qu'on trouve sur lui toute sorte d'ouvrages, mais « la seule chose qu'on ne trouve pas, c'est une analyse exacte et patiente de ses idées, du monde dans lequel il vivait, du monde des idées dans lequel se mouvait sa pensée ». De même, pourquoi certains philosophes ont-ils voulu voir en Valentin Weigel un précurseur de l'idéalisme allemand ? Sa pensée est plus simplement une synthèse des différents courants d'idées dont la lutte remplit le XVI^e siècle allemand : courant mystique issu de M. Eckart, courant magico-chimique dont Paracelse fut le meilleur représentant, courants issus de la Réforme, enfin courants « spiritualistes », baptistes, etc... La méthode de M. Koyré est excellente parce qu'elle est historique, elle explique le présent — ici le XVI^e siècle — par le présent et le passé, non par l'avenir.

Schwenckfeld, Frank, Paracelse et Weigel sont tous les quatre, à divers degrés, des protestants qui ont rompu avec Luther et que Luther a combattus. Là est leur point commun, là le lien qui unit les quatre essais de cet ouvrage. Schwenckfeld se rapproche, il est vrai, de Luther en ceci qu'il nie la liberté et ne voit le salut que dans la foi ; il croit, comme lui, en une prédestination totale. L'homme ne peut rien, Dieu seul agit. Mais, pour Luther, l'homme est misérable par punition du péché. Pour Schwenckfeld, l'homme est voué au mal, non parce qu'il est pécheur, mais parce qu'il est créature. Mais, heureusement, il n'est pas que créature. A côté de l'homme extérieur existe l'homme intérieur, « spirituel » qui peut entrer en communication avec le Christ, l'être « spirituel par excellence, à la fois homme et incréé ». Ici l'esprit agit sur l'esprit. En revanche, il n'y a pas d'action possible de la chair sur l'esprit. C'est pourquoi, contrairement à Luther, Schwenckfeld ne croyait pas à l'efficacité de la parole prêchée, et il opposait l'« esprit » à la « lettre » et aux rites. Il n'est pas indifférent de noter que Luther et Schwenckfeld avaient

des personnalités peu faites pour se comprendre. Schwenckfeld n'était pas une âme tragique, il n'avait pas connu l'aiguillon du péché, ni la peur tragique de Dieu. C'était une âme calme et pure.

Franck, lui aussi, était très différent de Luther. M. Koyré écrit qu'il fut le « seul homme raisonnable parmi les fondateurs de sectes du xvi^e siècle — le seul tolérant ». C'est pourquoi il recueillit la haine générale. Sa pensée s'éloigne, plus encore que celle de Schwenckfeld, de l'orthodoxie luthérienne. Au Dieu terrible et lointain de Luther, il oppose un Dieu proche, aimable et doux : le « bien substantiel ». Il assure que l'homme est bon par nature et que le péché n'entame pas son essence, qu'il est libre, capable de faire le bien et qu'il ne peut être condamné par un décret arbitraire de Dieu. L'homme a d'ailleurs la révélation naturelle de Dieu. Dès lors, comment admettre la limitation temporelle et spatiale de la révélation et la valeur absolue de l'Écriture? L'Éternité divine implique une révélation continue dont peuvent bénéficier même les païens, même les papistes. Il y a eu des chrétiens avant le Christ et il y a des chrétiens chez les infidèles.

Paracelse aussi s'écarte de Luther. Ses théories alchimiques et la correspondance qu'il établit entre macrocosme et microcosme le conduisent à magnifier l'homme. Paracelse distingue trois univers : l'univers matériel, l'univers astral et Dieu, qui est l'univers spirituel. Mais l'homme contient à son tour trois éléments : le corps, l'âme et l'esprit, qui correspondent aux trois étages du macrocosme. Parce que tout est correspondance, les processus du monde extérieur répètent et symbolisent ceux de l'esprit. De même que l'évolution naturelle des métaux tend à les transformer en or, le plus précieux d'entre eux, de même l'alchimie spirituelle consiste à purifier l'âme. La pierre philosophale, agent de la transmutation, est le Christ de la nature et le Christ est la pierre philosophale de l'esprit. Ainsi l'homme est le monde en petit ; il est le centre de l'univers matériel, astral et spirituel. Fils du Dieu créateur, il est lui-même un « petit Dieu » et ce « petit Dieu » est libre : tout est en lui, le bien et le mal, le paradis et l'enfer ; à lui de choisir. La philosophie dynamique de Paracelse aboutit à une conclusion religieuse optimiste. Nous sommes loin du pessimisme luthérien.

Valentin Weigel rassemble et résume la plupart des doctrines précédentes. Comme Paracelse, dont il reprend les théories astrales et alchimiques, il fait de l'homme la clef de voûte de l'univers, l'expression organique du monde et de Dieu. Il affirme aussi que l'homme est libre comme les anges et comme Dieu. Certes l'homme a péché : créature limitée et dépendante, il a voulu oublier qu'il était un être créé. Le péché existe donc pour l'homme, mais non pour Dieu qui n'avait pas besoin d'un acte positif de rachat pour se réconcilier l'homme. Celui-ci, en revanche, devait se réconcilier avec Dieu : ce qu'a permis le Christ. Il reste que le mal est un pur accident ; telle était déjà la pensée de Franck. La mort du Christ est là pour nous rappeler que nous devons mourir à nous-mêmes, faire le vide dans nos âmes pour que Dieu les remplisse et y apporte le salut. Cette conclusion mystique s'appuie sur une doctrine qui oppose le caractère subjectif de la connaissance naturelle au caractère objectif de la connaissance surnaturelle. Dans la connaissance naturelle, le sujet déforme — ou crée — l'objet ; dans la connaissance surnaturelle, le sujet s'efface devant l'être à connaître, Dieu qui illumine l'âme et se confond avec elle. Dans ces conditions, les rites, la lettre et les prêches comptent peu ; ce qui importe, c'est la grâce, l'illumination intérieure. Ici, à nouveau, le désaccord avec Luther est net. De même, Weigel oppose l'incertitude inquiète du pécheur con-

verti à la certitude d'être sauvés que professent orgueilleusement les disciples de Luther.

Ainsi, ces « enthousiastes », ces « fantasques », dont M. Koyré a résumé les doctrines, reprochent à Luther d'avoir trahi, d'être redevenu papiste, d'avoir reconstitué un dogme, une liturgie, un clergé, d'avoir à nouveau étouffé l'esprit sous la lettre. Tous, ils aspirent à une vie religieuse intime, profonde, personnelle, qui ne serait pas limitée à une extériorisation desséchante. Ces « anarchistes » sont donc plus luthériens que Luther. Il reste qu'ils lui doivent beaucoup : c'est là un des thèmes que développait Lucien Febvre dans l'introduction vigoureuse qu'il écrivit pour ce petit livre. Sans Luther, ces esprits indépendants n'auraient pas été révélés à eux-mêmes. Luther a été le « puissant catalyseur... de forces en sommeil..., le rassembleur » d'hommes qu'il ne put « maintenir dociles derrière lui, qui s'évadèrent du troupeau et se dressèrent contre le berger, mais cette rébellion même fit le lien entre eux ».

J. DELUMEAU.

Francis BAVOUX. Hantises et diableries dans la terre abbatiale de Luxeuil. Monaco, Éditions du Rocher, 1956 ; 200 p. Prix : 1.200 fr.

M. F. Bavoux et M. É. Delcambre, archivistes l'un et l'autre, se sont spécialisés dans les recherches sur les méfaits de Satan dans les pays de l'est de la France, l'un en Franche-Comté, l'autre en Lorraine. M. F. Bavoux a publié, voici quelques années, une première étude sur le pays de Quingey¹ ; il annonce, d'ailleurs, d'autres monographies : Boguet, le célèbre juge de Saint-Claude ; l'opinion populaire et la sorcellerie ; en attendant une grande synthèse sur la sorcellerie en Franche-Comté. Il vient de publier, l'année dernière, un autre essai préparatoire, consacré à la région de Luxeuil-les-Bains : *D'un procès de l'Inquisition (1529) à l'épidémie démoniaque de 1628-1630*.

L'auteur s'est contenté là, ménageant, sans doute, les développements à venir, d'un rapide survol : le procès de 1529 vaut d'abord comme procès de l'Inquisition (car la sorcière, cette Desle la Mansenée, est fort ordinaire...) ; mais c'est le dossier le plus complet mené par cette institution active dans le comté de Bourgogne à l'époque. La partie documentaire reproduit toutes les pièces connues — même les dépositions et les interrogatoires, ce qui peut intéresser les spécialistes des juridictions ecclésiastiques. L'épidémie de 1628-1630 nous apporte, par contre, plus de matière à réflexion : Luxeuil, comme la Lorraine de Rémy et Saint-Claude de Boguet, a connu, au début du XVII^e siècle, un regain de persécution très notable, encouragé par un célèbre édit de l'archiduc Albert (en 1604) ; le fait est important car la chasse aux sorcières prend ainsi le relai d'une autre poursuite, celle des hérétiques, qui vient de s'achever avec les guerres de religion. Cependant, la grande épidémie date de 1628-1630, auprès de laquelle les poursuites du début du siècle paraissent peu de chose. Pourquoi cette vague de procès, soixante-huit accusés en deux ans, quarante-deux condamnations à mort dans un si petit pays?... Un bailli nouveau, connaissant son Boguet sur le bout du doigt et appliquant avec soin ses méthodes, a, certes, joué un grand rôle. Mais il ne suffit pas à expliquer cette fièvre de dénonciations, qui atteint des villages entiers et qui met en transes

1. *La sorcellerie au pays de Quingey*. Paris, 1947 ; Monaco, 1954.

des dizaines d'enfants (une « ruée de bambins » de huit, dix, douze ans), accusant à l'envi leurs parents et leurs voisins. Enfin et surtout, cette crise de sorcellerie s'est arrêtée, sur l'initiative des juges du Parlement de Dole. L'excès même de la répression organisée par le bailli, dépeuplant un village entier (Anjeux), a frappé les parlementaires, qui, en appel, ont commué des peines, prononcé des bannissements sauveurs. Cette participation massive des enfants les a inquiétés aussi : ils ont fait appel à l'archevêque de Besançon, lui demandant des missionnaires pour catéchiser ces trop jeunes amateurs de sabbat, le priant de veiller à la tenue morale et religieuse des prêtres et vicaires des paroisses infectées ; un moment, ces messieurs de Dole ont même envisagé d'enlever toute cette marmaille aux parents indignes pour la faire catéchiser et confirmer dans des couvents... Ainsi le Parlement de Dole se convainc de l'inefficacité des tortures, dénonciations et bûchers dans la répression ; un état d'esprit nouveau s'impose donc et, sans doute, les poursuites cessant, les sorciers se font rares. A Luxeuil, en 1630, ce serait donc la pitié qui aurait mis fin aux hantises des « malheureuses populations ». Mais F. Bavoux n'oublie pas que la peste et les guerres, à partir de la même date, leur ont aussi apporté d'autres soucis...

Les 200 pages de cette brève étude évoquent donc maints problèmes difficiles. Attendons la suite des publications de M. Bavoux. « Cette triste histoire de la sorcellerie », nourrie de ces solides monographies, pourra alors être reconstruite et retrouver sa vraie et grande place dans l'histoire générale.

R. MANDROU.

F. B. W. TANGELDER. Muntheer en Muntmeester. Arnhem, Gouda ; Quint et Brouwer en zoon, 1955 ; in-8°, xvii-342 pages, tableaux et planches h. t. (Publications de « Gelre », n° 27.)

Ce travail, d'abord présenté comme thèse à l'Université de Nimègue, puis édité par les soins de la Société d'histoire de la province de Gueldre, présente, comme toutes les études d'histoire monétaire, un caractère assez technique, et dans le cas particulier qui nous occupe, assez local également. Toutefois, comme il s'agit d'une période (la seconde moitié du xvi^e siècle), où ces sortes de problèmes ont revêtu une importance exceptionnelle, l'intérêt de l'ouvrage dépasse le cadre régional dans lequel il a été conçu et certains aspects de l'histoire économique générale s'en trouveront éclairés. Deux résumés, l'un en français, l'autre en anglais, faciliteront l'étude du livre aux lecteurs étrangers.

Il s'agit de l'histoire assez mouvementée des ateliers monétaires établis à Bergh ('s-Heerenberg) et Hedel (à la frontière actuelle des Pays-Bas et de l'Allemagne, au Nord du Rhin) par les seigneurs locaux. Une documentation, relativement très abondante et restée sur place, permet d'en connaître assez bien les détails.

Grâce à une situation politique mal définie, aux confins des Pays-Bas et du Saint-Empire, qui leur laissait une certaine indépendance de fait, les comtes de Bergh purent se livrer à d'importantes émissions de monnaies. Celles-ci constituèrent souvent une véritable contrefaçon des pièces émises par les États voisins, elles suscitèrent des protestations véhémentes et parfois même des réactions brutales. Aussi, la grande période d'activité des ateliers berghois se limite-t-elle, au fond, à une vingtaine d'années (de 1560 à 1580 environ) pendant lesquelles les circonstances politiques se trouvèrent favorables.

Le titre du livre laisse entendre que l'auteur s'est surtout préoccupé de savoir si ces agissements, souvent dénoncés alors comme condamnables, devaient être attribués principalement aux seigneurs ou à leurs maîtres-monnayeurs. Ceux-ci formaient alors une sorte de caste fermée plus ou moins héréditaire et la recherche de leur généalogie tient une grande place dans l'ouvrage. Assez indépendants, ils exagérèrent encore la politique de dépréciation monétaire de leurs seigneurs et furent parfois l'objet de sanctions sévères.

Plus intéressante peut-être que ce problème de responsabilités, nous paraît être la recherche des facteurs économiques, qui incitèrent les uns et les autres à émettre une telle quantité de pièces dépréciées. Les commerçants qui offraient une matière première de plus en plus abondante et éprouvaient un besoin grandissant d'espèces ont eu un rôle capital et grâce à eux, nous pouvons saisir l'un des aspects de l'histoire monétaire de cette époque. Des marchands d'Anvers, d'Amsterdam, de Bois-le-Duc et de Clèves, d'autres aussi dont nous ignorons la résidence, fréquentaient la région et, par leur intermédiaire, les nouvelles pièces dévaluées se répandaient parfois assez loin, notamment en Scandinavie ou en Allemagne. Ainsi, un petit atelier monétaire seigneurial était-il capable d'exercer une influence appréciable sur le cours de la monnaie dans une région assez étendue de l'Europe.

Bien que l'auteur ait voulu faire œuvre d'historien et non de numismate, le spécialiste lira avec intérêt les chapitres consacrés au monnayage proprement dit et aux conditions matérielles assez primitives dans lesquelles il s'exerçait. Cette situation favorisait, du reste, la fraude. Des tableaux détaillés ont été établis pour faire suivre les nombreuses mutations opérées sur les divers types de pièces ; des planches permettent d'identifier les monnaies émises par les seigneurs de Bergh au cours de toute la période.

Ainsi conçu, le livre ouvrira des perspectives intéressantes aux historiens de l'économie et rendra des services aux numismates.

J. GODARD.

Donald NICHOLAS. *Mr. Secretary Nicholas (1593-1669)*. London, The Bodley Head, 1955 ; 336 pages. Prix : 25 s.

Voici un livre du type cher à force lecteurs anglais : biographie de sir Edward Nicholas, secrétaire d'État de Charles I^{er}, plus tard de Charles II, écrite par un descendant de son nom. On y voit ledit Nicholas, parti de peu, s'évertuant par lents et patients degrés à bâtir sa carrière tout ensemble et sa fortune privée. De la maison de lord Zouche, gardien des Cinq-Ports, il passe à celle de Buckingham, puis, après le meurtre de son maître, dans celle du roi lui-même. Principal bureaucrate chargé de lever l'impopulaire *ship-money*, c'est dire que dans la guerre civile il tiendra invariablement le parti du roi. Le voilà au contact d'inclytes personnages, le prince Rupert, Edward Hyde, qui sera le comte de Clarendon et mariera sa fille au futur Jacques II, la reine Elizabeth de Bohême. Il suit le prince de Galles dans la misère de l'exil, pour être rétabli dans ses biens et dignités après 1660 et, l'infortuné, éprouver la défaveur royale avant sa mort. D'avoir coudoyé beaucoup de gens notoires, vécu la tragédie de la révolution, le pauvre n'en demeure pas moins un personnage assez terne. Son biographe ne réussit guère à lui conférer quelque lustre : il se borne à consigner l'un à côté de l'autre des événements hétéroclites, et surtout incommensurables, avec le manque d'horizon, la chronologie

mécanique des anciennes annales. Exemple, p. 23 : le roi Jacques interdit aux Communes, comme empiétant sur la « Prérogative », de discuter son projet de mariage entre le prince héritier Charles et l'infante d'Espagne ; les Communes répliquent que « les libertés sont leur antique droit naturel : affaires touchant le prince, l'État, la défense du royaume, législation, redressement des torts, autant de sujets propres à débats en Parlement, où chaque député possède liberté entière de parole et ne peut être censuré que par la Chambre elle-même... Dans les premiers jours de 1621, Edward eut une seconde attaque de goutte, et Matthew, son frère, fit ses débuts officiels dans « la charge des âmes » ; à la fin de mars, il avait loué son logement de New College au prix de £ 50 par an, afin de secourir son père ; Edward lui recommandait un vicaire qui, craignait Matthew, admettrait la danse dans la paroisse », etc. Quel rapport y a-t-il entre un ordre de faits et l'autre ? Surtout, quelle commune mesure ? D'ailleurs, l'auteur l'admet lui-même : « On a dit qu'il faut aux personnalités, pour défier le temps, un aspect spectaculaire. Comme Edward Nicholas ne saurait, quelque effort d'imagination qu'on fasse, être appelé spectaculaire, le rôle qu'il a joué dans l'histoire du pays, pendant ce qui en fut la crise la plus sensationnelle et certainement la plus importante, demeure ignoré. Il se pourrait que cela tînt au fait que les remous formidables de son temps tendent à submerger la biographie de l'homme lui-même, de si près qu'il ait été associé à la plupart des choses. » On ne saurait mieux dire. La note indiquant les sources, p. 328, prouve qu'un scrupule et une industrie extrêmes ont été dépensés pour un résultat, j'en ai peur, décevant.

† Roger CHAUVIRÉ.

David OGG. *England in the reigns of James II and William III*. Oxford, Clarendon Press, 1955 ; XIII-567 pages. Prix : 50 s.

Voici, faisant suite au précédent, *England in the reign of Charles II*, 1934, un livre plein d'intérêt. D'abord, par son sujet, cet instant capital dans l'histoire d'Angleterre où, de par la « glorieuse révolution », une république oligarchique, ne gardant d'un roi que l'enseigne, arrache lambeau par lambeau le pouvoir réel à la couronne. L'auteur, ne reculant pas devant l'histoire « événementielle », comme dirait certaine école de chez nous, rappelle dans un récit soigneusement farci de références, en même temps agréable et vivant, le soulèvement de Monmouth et les « Assises sanglantes » de Jeffreys, la fuite de Jacques devant le débarquement de William et la trahison de Marlborough, la réaction de l'Écosse et de l'Irlande à cette éversion, la guerre contre la France, la paix de Ryswick, le conflit, enfin, qu'augure l'ouverture de la succession d'Espagne, quand s'éteint le roi Guillaume (1702).

Mais, encadrant le récit, voici bien d'autres éléments, et qui vont singulièrement le nourrir. Voici, pour commencer, une série d'exposés sur les « dépendances » de l'Angleterre : Écosse demi-féodale encore et demi-clanique (qu'on songe au voyage, trois quart de siècle après (1773), de Boswell et Johnson dans une Écosse cependant écrasée à Culloden) ; Irlande opprimée, dépouillée et maintenue par des lois adverses dans sa misère ; Amérique, avec son triple peuplement, planteurs, déportés, esclaves, celle que rend au vif l'admirable *Moll Flanders* de Defoë. Voici l'Angleterre, avec les strates diverses de sa population, immense armée des « pauvres », salariés aux salaires de famine, chômeurs, coquins, tous misérables plus comprimés

que secourus, puis les *yeomen*, les propriétaires terriens, les marchands, les capitalistes, les grands seigneurs à l'opulence fabuleuse ; voici les sectes, Église établie, Dissenters, Quakers, Catholiques réduits à l'insignifiance ; voici le crime et la répression, la campagne, où le manoir, par l'envahissement de ses clôtures, absorbe peu à peu moyenne et petite tenure, le Parlement où voisinent chevaliers et bourgeois, la prépondérance toujours croissante de la capitale, sorte de monstre qui dès ce temps-là passe les 500.000 âmes ; l'importance enfin, dans cette société, de la tenure libre et perpétuelle (*freehold*) qui en est le vrai pilier, et ce concept, si étonnant pour nous et qui détermine le statut des gens, que la sainteté de la propriété prime celle de la personne. De ces fécondes analyses, donnons un échantillon : « La propriété apparaît toujours avant la personne, l'inanimé et le tangible étant bien plus évidents que les éléments subjectifs qui constituent la personnalité. Deux sortes de propriété sont ici en question. La loi de l'Angleterre médiévale distinguait entre la propriété foncière et la personnelle, distinction qui, en gros, revenait à dire qu'on avait un pouvoir bien moindre pour disposer de celle-là que de la seconde. La propriété personnelle était votre bien à vous ; et du bien à vous, il n'y avait pas loin à passer à vous-même, conçu comme individu. Cette liberté de disposer de son bien personnel, première forme de liberté garantie par la loi, a exercé une influence profonde sur notre langue et nos institutions. Ainsi, une femme qui se mariait retenait certains droits sur ses biens fonciers, mais, quant à sa propriété personnelle, elle la résignait complètement entre les mains de son mari ; en abandonnant son bien personnel, elle abandonnait sa personne, deux vocables qui, dans l'origine, avaient le même sens. Même aujourd'hui, la femme n'a pas encore — du moins en théorie — complètement tranché le lien ancien entre elle et son bien personnel : l'épouse est encore « livrée » (*given away*) à l'église, et toujours par un homme à un autre homme : transfert qui au moins s'accorde avec le vœu d'obéissance que prononce l'objet de la transaction. » On saisit la profondeur et la richesse de tels sondages.

Commencant par eux, l'ouvrage s'achève sur des considérations d'ordre sensiblement analogue. Il montre avec quelle discrétion Guillaume exerce sa prérogative royale, la bornant dans le fait à la politique étrangère : de là, l'aube de la souveraineté parlementaire. Quand les Tories abandonnent leur théorie du droit divin et de la non-résistance à la Couronne pour convenir, avec les Whigs, que « le roi ne peut avoir tort », étant irresponsable, on peut dire que le transfert de pouvoir, au moins dans l'essentiel, est accompli.

Suit un dernier chapitre, celui que, pour ma part, j'ai le plus goûté, où l'auteur examine les mutations lentes qui tout doucement altèrent cette société, en gestation du XVIII^e siècle. Le privilège nécessaire à l'édition des livres est aboli — pour des motifs techniques et mercantiles, entendu — le résultat s'inscrit néanmoins au profit de la liberté. Le non-conformisme en matière religieuse est encore puni, comme partout ailleurs en Europe, mais moins sévèrement, ce qui tend vers la liberté de conscience. Déisme et religion naturelle éclosent. « L'orthodoxie peut avoir souffert, mais l'humanité profite. » La cour et les grands protègent les artistes — étrangers, les Van Dyck, Lely, Kellner — en attendant ceux, indigènes, qui demain viendront, les Reynolds, Gainsborough, Romney, Allan Ramsay. Les écrivains sont gens à gages, mal inévitable dans la société du temps ; mais certains, emportés par un tempérament plus hardi ou même par le goût de choquer, dévoilent sans pitié les tares : un Defoe décrit crûment les sauva-

geries des naufrageurs, insinue que le besoin engendre le crime. Le conflit lentement s'élève entre la Bible, du moins en son interprétation littérale et traditionnelle, et la découverte scientifique (Newton, Halley) ; c'est pourquoi un John Toland s'ingère d'appuyer la foi sur la pure raison, *Christianity not mysterious*, 1696. Un mouvement s'esquisse contre les roués à la Charles II et pour la réforme des mœurs ; la débauche cesse d'être à la mode ; on amorce une évangélisation du « pauvre » et du nègre ; à la scène — sinon à la ville — le sentiment succède à la licence. La conception même de l'homme évolue. Au pessimisme absolu de Hobbes et de Mandeville, qui basaient la société sur la reconnaissance et l'exploitation de l'égoïsme, Shaftesbury et Locke opposent l'adaptation de l'homme à ses entours, et n'excluent que les antisociaux incurables.

Livre, on le voit, plein de choses : de faits, bien sûr ; mais aussi, et c'est son vrai poids, d'idées.

† Roger CHAUVIRÉ.

R. P. POLMAN. *Romeinse Bronnen voor de kerkelijke toestand der Nederlanden onder de Apostolische vicarissen 1592-1727. Deel IV : 1706-1727.* La Haye, Martin Nijhoff, 1955. (Rijksgeschiedkundige Publicatiën, grande série, n° 97.)

Depuis de longues années, les Hollandais ont entrepris de rechercher et de publier les documents romains concernant l'histoire religieuse de leur pays. En 1932, Cornelissen publiait le premier volume de la période 1592-1727, où les Pays-Bas, considérés par le Saint-Siège comme terre de mission, furent soumis à la juridiction de vicaires apostoliques. L'analyse en a paru dans la *Revue historique* sous la signature de G. Constant (t. CLXXV, p. 163). La publication a suivi son cours et le R. P. Polman, O. F. M., vient de faire paraître le quatrième (et dernier) volume consacré à cette période.

En 1723, le schisme janséniste d'Utrecht, qui menaçait d'éclater depuis longtemps, était définitivement consommé. L'auteur, placé devant une masse considérable de documents, a surtout tenu compte de cet événement, évidemment majeur dans l'histoire de l'Église catholique aux Pays-Bas, pour choisir les textes qui devaient être publiés intégralement, simplement résumés ou même laissés de côté. (De nombreuses pièces concernent seulement l'application à un cas particulier d'une mesure générale.) Au total, 962 documents sont signalés pour cette période relativement courte de vingt et un ans ; ils sont presque toujours rédigés en italien ou en français, quelquefois en latin.

D'une manière générale, les catholiques bénéficiaient alors d'un régime plus souple qu'au siècle précédent et l'on peut noter les progrès d'un certain esprit de tolérance, mais des représailles étaient toujours à redouter quand un État catholique, principalement la France, prenait des mesures de sévérité contre ses sujets protestants.

La question janséniste (comme sans doute déjà au cours du troisième volume que nous n'avons pu voir) tient incontestablement la première place. Les autorités civiles néerlandaises ne cachent pas leurs sympathies pour ceux qui subissent les condamnations romaines et font pression sur les fidèles catholiques pour les amener à reconnaître comme chefs des hommes qui ont été l'objet de sanctions canoniques. On peut suivre ainsi la genèse du schisme définitif.

La question présente un aspect international et il est souvent question de Jansénistes français qui viennent se réfugier en Hollande et renforcent le courant séparatiste. Aussi, dès que les relations diplomatiques sont rétablies après la guerre de Succession d'Espagne, les ambassadeurs catholiques, surtout ceux de France et d'Espagne, suivent-ils de très près la question et s'efforcent-ils d'empêcher la consommation du schisme. L'émigration collective de certains groupes religieux français, notamment d'un groupe de Chartreux, est fréquemment évoquée. Le R. P. Polman a, entre autres documents, publié *in extenso* une lettre du cardinal Fleury au pape, datée du 27 novembre 1726, dont il a retrouvé la copie au Vatican. Le prélat français, qui vient d'accéder au pouvoir, s'inquiète vivement des troubles qui agitent l'Eglise de Hollande et suggère des mesures d'apaisement.

En dehors des textes relatifs au schisme janséniste et aux rapports des catholiques avec les autorités civiles protestantes, l'auteur a publié aussi quelques documents statistiques concernant les catholiques hollandais. Au moment du schisme, ils étaient environ une trentaine de mille.

J. GODARD.

François DORNIC. *L'industrie textile dans le Maine et ses débouchés internationaux (1650-1815)*. Le Mans, Éditions Pierre-Belon, 1955 ; in-8°, 318 pages.

La toilerie du Bas-Maine, Henri Sée et René Musset l'ont déjà étudiée avec soin. C'est à la fabrication et au commerce des toiles et des étamines du Haut-Maine que M. François Dornic a pu consacrer quelques pages neuves. A dire vrai, le cadre choisi ne coïncide pas tout à fait avec la circonscription départementale de la Sarthe, puisque l'auteur a été conduit à embrasser du regard toute une large zone qui va du Poitou à la Normandie, zone au sein de laquelle se trouvent compris non seulement la totalité du Maine, mais le Perche de Nogent-le-Rotrou, ce dernier constituant un important foyer d'activité étaminière. Quant à la justification de la période indiquée, elle repose sur le fait que l'industrie de l'étamine, créée dans cette partie des marges armoricaines vers 1650, disparut vers 1815.

Donc, au point de départ, deux dates : d'abord, en 1650, un sergier, Jean Verger, fonde au Mans le premier établissement étaminier ; puis, en 1655, cette même ville est, sur l'initiative du mercier Pierre Bérard, dotée d'une manufacture de toiles. On nous dit qu'à la différence de Laval et de la Touraine (celle-ci travaillant la soie avec profit), Le Mans et ses environs « semblent encore disponibles pour de nouvelles manufactures ». Néanmoins, faute de documents sans doute, une certaine pénombre règne sur le milieu du XVII^e siècle. En tout cas, comparativement, la fin du règne de Louis XIV et le XVIII^e siècle bénéficient d'une lumière que procurent le fonds de l'intendance, les papiers de l'ancienne juridiction consulaire du Mans et les liasses de la série F 12 des Archives nationales. Encore l'enquête, faite en 1708 sur l'ordre de Desmarets, ne fournit-elle qu'une description superficielle et même sujette à caution (il y a lieu de considérer comme « suspects » les chiffres avancés dans cet état, qui avait attiré l'attention de Bondoïs, et M. Dornic en donne pour preuve un sondage dans les rôles d'impositions pour l'une des paroisses de Nogent-le-Rotrou). Comme l'essor de l'étamine jusqu'aux approches de la guerre de Sept ans résulte de l'élargissement des débouchés extérieurs, le moment

paraît venu d'indiquer les directions que prennent les articles manceaux : l'Italie, par l'intermédiaire de Lyon, davantage encore les pays ibériques, les Indes et les Isles d'Amérique. De même que la faillite d'un des négociants, Jean-François Fréart, permet de relever les places par l'intermédiaire desquelles s'effectuent ces échanges, de même un règlement — celui de 1748 — fournit l'occasion de faire le point pour la fabrication des toiles de chanvre (car les villes de Laval, Mayenne et Château-Gontier, où l'on travaillait le lin, étaient visées par un autre règlement). Vienne le déclin, imputable aussi bien à une crise de la matière première qu'aux deux guerres de la Succession d'Autriche et de Sept ans, le problème de la laine dans l'ensemble du royaume est alors posé. Ensuite, « un tableau chiffré des conditions sociales au Mans en 1762 » autorise à tenter la reconstitution des groupes humains que le textile y fait vivre : en haut de l'échelle, quelques familles opulentes d'étamineurs qui investissent leurs profits dans les bien-fonds et — tels un Plumard et un Véron de Forbonnais¹ — savent écrire savamment ; au-dessous, les teinturiers et les maîtres fabricants, encore assez fortunés ou franchement pauvres ; enfin les compagnons. « A considérer cette structure sociale, fondée sur l'inégalité, observe-t-on, faut-il s'étonner des âpres luttes qui ont opposé marchands et maîtres fabricants, maîtres fabricants et compagnons ? » Malheureusement, de ces luttes, les papiers n'ont livré que fort peu de traces. La concurrence anglaise se développe-t-elle, les guerres de la Révolution et de l'Empire entraînent-elles la fermeture des marchés lointains (sans oublier la fermeture des maisons religieuses et la suppression du costume ecclésiastique), que l'étamine succombe définitivement, la vogue allant d'ailleurs au tissu de coton.

« L'histoire du Maine, c'est d'abord l'histoire des travaux et des jours de la population : la naissance, l'essor, le déclin d'une industrie, fournissant l'emploi, c'est-à-dire la vie, sur place, voilà bien l'aspect essentiel, or, c'est là ce que nous apporte M. Dornic » dont M. Marcel Reinhard, dans une courte préface présente le « travail de longue haleine » — une thèse de doctorat. Mais le « labeur acharné de l'auteur » a-t-il vraiment reçu sa récompense ? Si un sort exceptionnel a pu être fait à un nombre relativement restreint de textes et de tableaux numériques — dont l'incorporation à même l'exposé alourdit parfois singulièrement celui-ci —, par contre de larges et inquiétantes lacunes subsistent dans la documentation ; en sorte que le plan, plus chronologique qu'analytique au total, déçoit, la continuité étant malgré tout brisée à plusieurs reprises et les problèmes apparaissant — comme nous l'avons noté — aux dates que fixent les papiers susceptibles de les éclairer quelque peu. Il s'ensuit une impression de décousu et d'inachèvement. Ainsi demeurent éparpillées les indications — précieuses sans doute — touchant les principales familles de notables². Du reste, si, vraiment, « l'intérêt des minutes notariales pour la connaissance de l'histoire économique et sociale n'est plus à découvrir » (p. xiii) et si des sondages ont été effectués dans plusieurs études, il y a loin entre les résul-

1. M. Dornic a estimé qu'il était inutile d'étudier les idées de Forbonnais « dans cette thèse d'histoire économique et sociale ». A notre sens, bien au contraire, il avait là une occasion de lier l'histoire du mouvement des idées et celle des milieux sociaux. Ce n'était pas pour rien que Forbonnais dénonçait, en 1755, l'engouement pour les toiles peintes ou indiennes.

2. Que les Véron, les Plumard, les Fréart n'ont-ils été suivis comme ces Cohin, dont M. Dornic a, depuis, si diligemment retracé la carrière ! (L'évolution de l'industrie textile aux XVIII^e et XIX^e siècles : l'activité de la famille Cohin, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1956.)

tats présentés et ceux que procurait à Pierre Lebrun le dépouillement « d'environ 40.000 actes » (cf. *L'industrie de la laine à Verviers pendant le XVIII^e et le début du XIX^e siècle*, Faculté de philosophie et Lettres de Liège, 1948, p. 48 ; en particulier : État des fortunes verviètoises d'après les actes de partage ; p. 477). On ne voit pas non plus qu'un dépouillement méthodique des rôles d'impôts ait été entrepris : l'auteur se borne, ici et là (p. 41, 163, 201), à confronter quelques rôles et états numériques ; il nous laisse dans l'ignorance du parti qu'il est possible de tirer de la capitation, des vingtièmes et des contributions directes (Pierre Lebrun n'a-t-il pas reproduit une liste très suggestive des cent citoyens les plus imposés de Verviers, au 17 juillet 1808, d'après le montant de la foncière, de la mobilière et somptuaire et de la patente (*op. cit.*, p. 468) ?). Mais, au surplus, on ne peut ignorer l'existence des registres d'insinuation et de centième denier qui concernent les mutations de propriétés, du contrôle des registres paroissiaux pour le mouvement démographique¹. Quant aux chiffres sur lesquels repose bien souvent l'argumentation, ils se rapportent à des quantités : rares sont ceux qui renseignent sur les prix, les bilans et les salaires. Or, dans sa thèse sur *L'industrie textile au temps du Second Empire*, M. Claude Fohlen a insisté, et à juste titre, sur le « caractère spéculatif de la gestion industrielle », sur le fait qu'au XIX^e siècle à tout le moins, pour le patron, le bénéfice compte plus que la quantité de marchandise produite. Étaminières et maîtres fabricants des XVII^e et XVIII^e siècles avaient-ils une mentalité différente ? Certes, M. Dornic parle d'« une oligarchie de marchands en gros dont les bilans se chiffraient par centaine de milliers de livres » : on regrettera qu'il ne reste à peu près rien de ces comptes.

Nous irions encore au-devant d'une déception si nous cherchions à savoir dans quelle mesure ce secteur de l'activité a été affecté par les mouvements de longue durée. Remarquer que l'état de 1708 correspond « à un moment où les conditions de la vie économique ne sont évidemment pas favorables », c'est se contenter d'une interprétation facile. Les recoupements sont d'ailleurs rendus malaisés par la rareté des points de repère. Pierre Léon a noté une tendance à la baisse de 1710 à 1720 tant pour la draperie que pour les toiles en Languedoc² ; mais M. Dornic signale qu'à la foire de Guibray les prix des étamines sont stables et même en hausse à partir de 1712 : s'agit-il d'un secteur aberrant ? La toile mancelle participe-t-elle au mouvement de régression ou se défend-elle mieux que celle du Midi ? On ne trouve pas trace de la crise de 1724 (Léon, *Ibid.*, p. 123), non plus que de celles de 1748-1752, 1770-1771 et 1778-1779. Il y aurait eu, comme à Verviers, une poussée des prix en 1750 (p. 221), puis un recul en 1756, ce dernier coïncidant avec le reflux sur les marchés de Beaucaire et de Voiron (Léon, *Ibid.*, p. 223). Les

1. Nous est-il permis de renvoyer à notre thèse complémentaire : *Recueil de textes et de tableaux relatifs à la patente à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme* (1933) ? Voir l'article de Marc BOULOISEAU, Élections de 1789 et communautés rurales en Haute-Normandie (*Annales historiques de la Révolution française*, janvier-mars 1956, p. 42). M. Paul Prouzat a publié un répertoire-type des fonds du contrôle et de l'enregistrement (sous-séries C bis et Q bis), celui du Puy-de-Dôme (Archives départementales du Puy-de-Dôme, 1952) ; il existe un répertoire numérique de ces documents pour la série C dans la Sarthe et la Mayenne, pour la série Q dans ce dernier fonds. On pouvait utiliser aussi, comme l'a fait le R. P. de Dainville, l'enquête prescrite auprès des intendants par Orry en 1745 (manuscrit n° 1767 du fonds France aux Archives des Affaires étrangères).

2. *La naissance de la grande industrie en Dauphiné*, 1954, 104 p.

difficultés des dernières années de l'Ancien Régime se retrouvent également, bien que, pour le nombre des pièces de toiles, le Bas-Maine se soit maintenu entre 1771 et 1785 au niveau des années 1761-1766 — une faible chute ayant marqué toutefois les années 1767-1770 — et alors que Cholet progresse jusqu'en 1787. On suit mal la crise de l'époque révolutionnaire et celle de 1811 n'est perceptible que pour l'étamine ; mais le cas semblait depuis longtemps désespéré.

A l'origine de cette décadence M. Dornic place, nous le savons, la pénurie et la médiocrité des laines françaises. D'après Pierre Léon et pour le Dauphiné, on tendrait à croire pourtant que la mauvaise qualité des toisons inquiétait déjà les fabricants au début du siècle (Léon, *Ibid.*, p. 157) ; et Savary, que cite M. Dornic, observait la supériorité des laines d'Espagne. En fait, nulle part le troupeau ne suffisait aux besoins de l'industrie (Léon, *Ibid.*, p. 436). Aussi la question méritait-elle un examen approfondi.

Pour l'étude des possibilités offertes par le marché intérieur, il faudrait une solide connaissance du climat économique et social. Dans quel sens le pouvoir d'achat varie-t-il ? Quelles sont les catégories auxquelles les marchands peuvent s'adresser de préférence ? Si la concurrence interrégionale a joué, l'état des voies de communication ne saurait laisser indifférent (voir l'ouvrage de Pierre Lebrun). On aura également la tentation d'interroger les cartes monétaires que M. Louis Dermigny a récemment dressées¹. L'ascension du Dauphiné s'est manifestée par une expansion vers l'ouest qui n'a peut-être pas été sans effet sur les fabrications mancelles (songeons en particulier aux ventes de cotonnades par Daby, de Crest, par Périer, de Vizille). Pareillement, nous constatons l'élargissement du rayon d'action des gens de Voiron jusqu'en Espagne et aux Isles (Léon, *Ibid.*, p. 185). Et lorsque le Dauphiné gagne du terrain, n'est-ce pas en raison du ravitaillement plus facile en belles laines que lui procure Beaucaire ?

Mais l'hypothèse, jadis formulée par Sée, se vérifie-t-elle, à savoir que l'industrie rurale se développait, là même où l'agriculture ne suffisait pas à faire vivre les hommes² ? A son tour, Paul Leuilliot de proposer — dans une communication au Congrès de Rome (*Relazioni*, p. 287) — cette formule saisissante : « l'industrie... fille de la pauvreté », citant le « cas de la Normandie » qui « semble fort probant où l'industrie rurale des cotonnades a profité d'une main d'œuvre agricole vraiment pléthorique ». De fait, le sort est misérable du compagnon épinglier au pays d'Ouche, comme l'a montré Jean Vidalenc, d'autant que « les salaires avaient diminué dans le courant du XVIII^e siècle alors que l'indice général des prix ne cessait d'augmenter³ ». On aurait voulu, sur la condition ouvrière dans le Maine, des précisions de cet ordre.

Insistant, légitimement, sur la montée du capitalisme commercial au XVIII^e siècle, M. Dornic établit une différence entre le négociant et le marchand, puisque le premier se spécialiserait dans l'étamine ou le blanchiment des toiles, tandis que le second vendrait « au détail les étoffes les plus diverses » (p. 177) et ne disposerait que d'un médiocre pécule. Cette distinction, que Turgot a faite avec netteté, que Sée et Sagnac ont reprise pour leur compte, n'apparaît pas sous la plume de Pierre

1. Circuits de l'argent et milieux d'affaires au XVIII^e siècle, *Revue historique*, octobre-décembre 1954.

2. *Histoire économique de la France*, t. II, p. 354.

3. *La petite métallurgie rurale en Haute-Normandie sous l'Ancien régime*, 1946, p. 177.

Léon qui parle d'une « aristocratie de grands marchands, de négociants en gros, d'exportateurs » comme « en train de se constituer... au début du XVIII^e siècle » (*Ibid.*, p. 65), ou encore de « gros marchands capitalistes, qui dépassent de beaucoup, par leur importance, les marchands de Grest ou de Dieulefit » (p. 67) ; ils sont « marchands de draps », ces « marchands manufacturiers » qui, selon un document cité par Pierre Lebrun (*op. cit.*, p. 455), travaillent à Verviers « en partie pour leur compte et en partie en commission pour d'autres marchands »¹ ; ils sont aussi des « marchands », ces épingliers et ces drapiers de Laigle que M. André Rémond rapprochait pour en montrer les identiques préoccupations de larges débouchés². En tout cas, on sait peu de choses des coups que ce capitalisme commercial porta à la réglementation traditionnelle et des réactions qu'atteste cependant le massacre, en 1789, d'un Cureau, « négociant anobli », et de son gendre, frère d'un député de la noblesse aux États généraux. Incidences politiques, mais non sans intérêt, que le rôle des différentes catégories industrielles dans la rédaction des cahiers et leur part dans le recrutement du personnel révolutionnaire et impérial : car ce qu'on nous indique est si mince qu'on nous met en appétit. Somme toute, une telle conclusion appelle de nouveaux développements que M. Dornic nous apportera sans doute un jour.

Robert SCHNERB.

Paul Walden BAMFORD. *Forests and French Sea Power, 1660-1789*. University of Toronto Press, 1956 ; in-8°, 240 pages.

Fruit de nombreuses années de recherches, dont deux aux Archives nationales et dans les Archives de la Marine, à Paris, Toulon et Rochefort, cet ouvrage, qui repose également sur une lecture étendue, mérite de retenir toute notre attention. Il éclaire, en effet, d'un jour nouveau l'histoire de la marine française d'ancien régime. Alors que la plupart des historiens attribuent les insuccès maritimes du Très Chrétien à des fautes de tactique et de stratégie, M. Bamford s'efforce de montrer qu'ils sont surtout imputables à une infériorité d'ordre économique. Déjà, le professeur Robert G. Albion, de l'Université Harvard, dans un livre, publié en 1926, *Forests and Sea Power : The Timber Problem of the Royal Navy, 1652-1662*, avait mis l'accent sur les techniques des constructions navales ; mais, pour lui, Britanniques et Français employaient des méthodes analogues. Reste que les Français se procuraient difficilement le bois de charpente et le bois pour mâture.

1. Cet auteur parle d'« une oligarchie d'une petite dizaine de tout gros fabricants » (p. 349). Il note que les « façonniers » laissaient aux « marchands » « le soin de faire fouler, tondre, lainer... etc. » (p. 350). Pour sa part, Louis Trénard emploie indifféremment les termes de « négociant » et de « marchand » (La crise sociale lyonnaise à la veille de la Révolution, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1955, p. 10) ; il écrit que, « comme toutes les formes de production industrielle, le textile demeurerait sous la coupe des négociants » et ajoute : « Les maîtres-marchands, ou marchands-fabricants, sans posséder d'établissements, détenaient les capitaux... »

2. Marchands normands dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, *Revue d'histoire économique et sociale*, 1952, n° 1. M. André Rémond a publié des cartes très intéressantes lesquelles semblent indiquer que le Maine ne faisait pas partie des zones commerciales les plus importantes entre 1766 et 1783. Il émettait des doutes quant à l'utilité de « monographies à la manière de Henri Sée et de Pierre Boissonnade... pour satisfaire nos appétits actuels d'une connaissance immédiate du fait général et rationnellement déterminé... ».

Aussi M. Bamford a-t-il examiné de très près ce point particulier, persuadé qu'il revêt en l'occurrence une importance primordiale : n'est-il pas, en définitive, le point faible de la marine française ?

Tout d'abord, l'auteur montre qu'avant le xviii^e siècle les rois de France n'ont jamais songé à pratiquer une politique forestière en rapport avec les besoins de leur flotte. Colbert y songea peut-être le premier, mais Louis XIV fit pencher la balance en faveur de la tradition terrestre, si bien qu'il faut attendre Choiseul pour constater un regain d'intérêt porté au problème de l'approvisionnement en bois pour la construction des bateaux. En somme, on pourrait regarder cet achat de matière première comme le baromètre de toute la politique maritime.

Se rend-on un compte exact des exigences d'un bâtiment en bois d'œuvre ? Qualité et dimension des arbres importent. Bouleau et sapin suffisent pour la coque inférieure et les ponts ; bouleau encore, à défaut de chêne, pour la quille ; mais chêne, nécessairement, pour les parties arrondies ; pin ou sapin pour les mâts et les espars. Ainsi, un grand navire s'incorpore 4.000 arbres et 150 tonnes de fer ; mais il exige de nouvelles et considérables quantités de bois pour les réparations continuelles que nécessitent les dégâts dus aux vers et à la carie sèche. Le conifère utilisé pour la confection du grand mât doit avoir au moins 123 pieds de haut et ne pas présenter de nœuds ; il ne faut pas qu'il ait trop de sève, mais, faute de résine, le bois serait cassant. Si le mât ne peut être fait tout d'une pièce, on lui substitue un mât dit d'assemblage, qui compte de cinq à neuf pièces ajustées à l'aide de colliers métalliques. Or, « un mât de qualité médiocre mettait en danger le bateau... ; un mât renversé pouvait signifier défaite au lieu de victoire ».

Colbert s'en était avisé, dont toute la politique maritime avait été contrariée par le manque de matière première. On comprend, dès lors, pourquoi l'ordonnance de 1669 prescrivit la constitution de réserves forestières devant permettre la croissance des fûts, pourquoi le monopole royal se renforça, lorsque, après 1672, les marchés du Nord se fermèrent (ceux d'Amsterdam et de Copenhague, en particulier), comment se précisa peu à peu (grâce aux arrêts de 1700 et de 1748 également) une législation qui, selon M. Bamford, finit par doter la marine du Très Chrétien d'armes juridiques meilleures que celles dont disposait l'Amirauté britannique.

Cependant l'exploitation du bois français ne va pas sans difficultés. Sachant le propriétaire hostile aux règlements, l'administration monarchique tend à favoriser l'entrepreneur qui signe avec elle les contrats. Ceux-ci donnent lieu à pas mal d'abus et même de scandales (il y en a, d'ailleurs, tout autant de l'autre côté de la Manche). Comme le propriétaire parvient fréquemment à s'entendre avec l'entrepreneur pour le martelage (marque des arbres réservés), Choiseul finit par organiser une compagnie de fournisseurs généraux qui choisissent à leur gré. Il est vrai que la hausse des prix améliore grandement la situation du vendeur à la fin du xviii^e siècle, tandis que l'entrepreneur éprouve de plus en plus de peine à se faire payer. En outre, un grand cri d'alarme est poussé, car la forêt donne des signes d'épuisement. On assiste donc à un duel entre la Marine et le Contrôle général des Finances, dont dépendent les Eaux et Forêts, chaque bureau dénonçant la mauvaise gestion de l'autre. L'auteur s'étend longuement sur les méfaits d'un dirigisme maladroit et surtout inefficace qui se heurte aux préjugés, aux habitudes locales, aux intérêts privés. Il montre comment les besoins des maîtres

de forges, d'une part, la propagande physiocratique en faveur des défrichements, de l'autre, contribuent à précipiter un déboisement qui s'était aggravé de siècle en siècle.

Le bois que, non sans mal, la Marine se procure sur le territoire national, encore faut-il le transporter jusqu'aux chantiers maritimes. Bien que la France ait le privilège de posséder de belles forêts, proches de ses principales rivières, il n'est pas aisé d'obtenir une main-d'œuvre pour cette première étape : les chemins sont mauvais et les populations réticentes. Colbert a recommandé le recours à la contrainte ; Seignelay a essayé des accommodements, mais sans grand succès ; on en est revenu à la coercition, quitte à exaspérer les populations de certaines régions boisées, comme les Pyrénées. Passons sur la descente, qui pose d'autres problèmes ardu. M. Bamford insiste sur l'ultime difficulté, laquelle réside dans l'absence de chantiers aux bouches des grands fleuves, et sur la nécessité de faire parvenir le bois à Rochefort, Brest ou Toulon à partir des entrepôts d'estuaires, tels que Le Havre, Indret et Paimbœuf, Bordeaux ou Bayonne, ou encore Agde. Car la menace anglaise pèse justement le long des côtes pendant les guerres. On ne peut effectuer le cabotage qu'à la condition d'attirer au loin l'escadre ennemie ; Choiseul visa ce but en concluant l'alliance espagnole.

Mais la pénurie de bois national impose, de toute manière, l'importation. M. Bamford rappelle le mot de Colbert : « La France périra faute de bois. » Dès la fin du *xvii^e* siècle, ne pouvant se ravitailler convenablement dans l'arrière-pays rhodanien, Toulon se tourne vers la Catalogne et vers l'Italie ; mais les prix de revient y sont très élevés ; la Corse devient un fournisseur assez intéressant ; d'Albanie arrive du chêne superbe par l'intermédiaire de marchands grecs qui affrontent de gros risques (on voudrait bien connaître les prix de vente et les bénéfices). Quant aux ports de l'Atlantique, ils s'adressent au Guipuzcoa et songent au Canada.

C'est surtout à se procurer du bois pour mâts et espars que tendent les efforts. On va de déceptions en déceptions avec les livraisons de Provence, des Pyrénées et d'Auvergne. Il faut même se résigner à ne pas trop compter sur le Canada, car les espèces exploitées sont celles des bords du Saint-Laurent et également de médiocre qualité. Rien ne peut remplacer la matière première en provenance de la Baltique.

Jusqu'en 1670, la France s'est donc adressée à la Suède, à la Russie et à la Pologne à peu près indistinctement. On voit donc ce que signifiait la rupture des liaisons avec le marché nordique : la guerre de Hollande exige un développement subit de la marine de guerre et, en même temps, paralyse ce développement. L'angoisse de Colbert se conçoit. De quelle importance est l'amitié du Danemark et de la Suède !

Or, c'est la Russie qui prend, au *xviii^e* siècle, le premier rang parmi les exportateurs de la Baltique. Les Britanniques, dont les besoins croissent, ménagent ce gros marchand. On peut retenir, à cet égard, comme capital le traité de commerce qu'ils signent avec Pétersbourg en 1734 et qu'ils renouvellent en 1766, traité qui leur assure le quasi-monopole du commerce du bois dans l'empire des tsars. Au contraire, la France est en assez mauvais termes avec cet empire à partir de 1730 ; elle doit s'en remettre à des négociants hollandais du soin de traiter avec les vendeurs russes ; elle n'est pas représentée à Riga. Cette déplorable situation dure jusqu'en 1757, date à partir de laquelle un rapprochement franco-russe

se produit à la faveur de la guerre de Sept ans. Il y a lieu de mettre en évidence le rôle éminent joué par Dujardin de Ruzé dans les années 60 et 70 : après avoir fourni à la Marine du chanvre livré à Riga, ce commissionnaire, ayant gagné la confiance des Russes, réussit à signer avec eux, en 1769, un contrat avantageux pour la livraison de bois de mûre, contrat qui lui permet de se soustraire au contrôle de la maison Hope et C^{ie} ; sur ce type plusieurs autres contrats seront conclus au cours des années suivantes. Néanmoins, de telles transactions étaient gênées par le manque de renseignements exacts touchant les besoins de la Marine et par les prix qu'imposait celle-ci. Or, avec les besoins grandissants des flottes d'Occident et le recul des exploitations forestières, tant dans l'ouest de l'Europe qu'en Russie même, les cours ne cessèrent de monter. Lorsque, durant la guerre d'Amérique, Ruzé reçut l'ordre de livrer à tout prix, le meilleur fut mélangé avec le pire dans les lots qu'il expédia.

L'auteur consacre quelques pages au sort de la marine marchande qui n'était pas plus enviable. Revenant sur l'époque de Louis XIV, il montre comment l'incohérence de la législation sur le droit de fret décourageait les armateurs, comment la préférence accordée aux besoins des bâtiments de guerre alla s'accroissant avec la diminution des ressources nationales. Au XVIII^e siècle, les choses ne s'améliorent guère. On constate le lourd handicap subi par les navires construits en France, du fait de la cherté du prix de revient. A dimensions, formes et tonnages égaux, ces navires ne valent pas ceux de la Hollande et la manœuvre requiert un personnel plus nombreux. D'ailleurs, ce sont des marchands hollandais qui livrent le bois de marine aux entrepreneurs français. Créée en 1783, la Compagnie française du Nord ne parvint pas à supplanter ses concurrents : ne manquait-elle pas de fret de retour quand ses unités repartaient sur Hambourg ? Pendant ce temps s'affermissait la primauté commerciale des Britanniques.

Le dernier chapitre de M. Bamford a trait aux relations avec les ports de la mer Noire et avec ceux de l'Amérique du Nord à partir de 1776. Certes, la révolte des Américains offre de nouvelles possibilités, le pin de la Nouvelle-Angleterre valant celui de la Russie et cessant d'être livré aux Anglais. Possibilités qui demeurent longtemps virtuelles. Aucune enquête n'est menée sérieusement avant 1784 ; si Malouet, à Toulon, opte pour les bois américains, encore Brest et Rochefort préfèrent-ils les fournitures de la Baltique. Castries s'obstine, envoie des experts : l'un d'eux, Rolland, sous-ingénieur constructeur à Brest, parcourt les États-Unis du nord au sud pendant les années 1785-1786 ; mais il ne sait pas l'anglais et son volumineux rapport, qui conclut en faveur du chêne vert de la Caroline du Sud et de Georgie, n'est pas favorable à l'achat du bois de mât. Peu après, à Castries succède La Luzerne, qui, portant un médiocre intérêt à l'affaire, ne donne pas suite aux offres américaines.

Toutefois, un événement est venu, dans l'intervalle, encourager les partisans du bois de Russie : l'ouverture des Détroits au traité de Kainardji (1774). Profitant des bonnes dispositions du gouvernement de Catherine II, le Marseillais Anthoine fonde alors un comptoir à Kherson et entre en rapport avec Ponia-towski, soucieux de mettre en valeur ses forêts de la région de Bobruisk¹. Initiative sans grand éclat, d'ailleurs : les livraisons ne donnent pas satisfaction aux

1. Il est fait mention des activités de cet Anthoine dans les chapitres sur le Levant que M. PARIS a consacrés à l'*Histoire du commerce de Marseille de 1660 à 1789* (t. V, p. 461).

Toulonnais et ce sont les marchands de Riga qui prennent les meilleures coupes. Au surplus, la guerre russo-turque arrête bientôt le trafic. Mais Anthoine a réussi à faire prospérer son commerce et à rendre des services que Vergennes apprécie, services d'ordre diplomatique plus qu'économique, qui lui valent l'anoblissement.

Dans une large conclusion, M. Bamford rassemble les arguments grâce auxquels on peut expliquer la supériorité britannique. La France de Colbert, plus riche en forêts, ne parvient pas à se suffire à elle-même. Moins favorisée, l'Angleterre l'emporte parce qu'elle a une politique commerciale avisée, politique qui commande, au fond, la diplomatie de Londres. Ainsi, vis-à-vis de la Russie, c'est l'Amirauté qui dicte la conduite à suivre, alors que Versailles sert des intérêts dynastiques au détriment des besoins de la Marine : le contrôle de la route du Nord est un atout décisif dans le jeu britannique, contrôle qui, peut-on dire, se consolide par lui-même. Alors que la perte du Canada n'a pas été durement ressentie par les constructeurs français, le gain se révèle, à échéance plus ou moins lointaine, utile à leurs rivaux. Plus vulnérable que sa voisine, la France doit protéger le cabotage côtier entre les estuaires et les ports industriels ; la Grande-Bretagne peut pratiquer un blocus efficace et inciter son adversaire à recourir à des opérations offensives de dégagement qui sont pleines de périls. Enfin, et de toute façon, la rencontre navale risque d'être fatale à la flotte dont les bâtiments ont une mûture de qualité inférieure.

Robert SCHNEEB.

Eberhard WEIS. Geschichtsschreibung und Staatsauffassung in der Französischen Enzyklopädie. Wiesbaden, Franz Steiner, 1956 ; 285 pages.

La plupart de ceux qui ont exposé les idées politiques des encyclopédistes donnent ceux-ci pour des tenants exclusifs d'une politique rationnelle, raisonnant dans l'abstrait et édifiant une construction sans bases historiques. René Hubert, dans la thèse qu'il consacra, en 1923, aux *Sciences sociales dans l'encyclopédie*, avait déjà protesté contre un jugement fondé sur une connaissance trop superficielle des articles de la monumentale œuvre collective. « Les philosophes — disait-il — n'ont nullement songé à édifier, indépendamment des recherches d'érudition et avec le dédain de leurs résultats, une construction *a priori* de la société humaine, de sa nature et de son histoire » (p. 159).

L'objet principal de l'ouvrage, que M. E. Weis vient de publier, est précisément de montrer les rapports qui existent entre les connaissances historiques des encyclopédistes et leurs idées politiques. Son étude est fondée sur un dépouillement méthodique des centaines d'articles qui concernent son objet, dans les dix-sept volumes publiés de 1751 à 1766 et dans les quatre volumes du supplément. Cette riche documentation lui permet de présenter, avec une précision jamais atteinte jusque-là, le point de vue des encyclopédistes dans l'exposé des grands problèmes politiques français et européens, depuis le Haut Moyen Age jusqu'au XVIII^e siècle, avant de définir, dans un chapitre capital — auquel on reprochera d'être trop analytique — les principes de leur idéal politique.

Avant Rousseau, les encyclopédistes réclament un contrat social garantissant le bonheur commun, mais ils estiment que toute forme de gouvernement, sauf le despotisme, est compatible avec un tel contrat, et Diderot déclare expressément que la monarchie française est légitime car le peuple, depuis Hugues Capet, a mar-

nifesté son assentiment par son obéissance. Les encyclopédistes admettent la légitimité du droit de résistance contre un gouvernement qui méprise les lois fondamentales et les obligations du contrat social : ils approuvent la guerre d'Indépendance des Provinces-Unies et célèbrent la Révolution anglaise de 1688. Mais — sauf dans ces cas extrêmes — ils prennent toujours la défense de l'État, qu'ils veulent fort, contre toutes les révoltes. Ils se rendent compte que le régime français, au milieu du XVIII^e siècle, est menacé par une révolution, mais ils la croient évitable par des réformes : pour eux, selon l'excellente formule de l'auteur, « elle est un péril, non une espérance » (p. 170).

Les encyclopédistes sont-ils partisans — comme on le répète souvent — du despotisme éclairé? Il est bien vrai qu'ils admirent Frédéric le Grand, mais il n'est pas douteux que le Roi, selon leur cœur, est Henri IV et que le règne du premier Bourbon — assez fort pour dominer les factions, assez sage pour entendre les conseils des corps qualifiés qui représentent la Nation — reste, pour eux, l'âge d'or de la monarchie française moderne.

Au vrai, et M. Weis y insiste justement, leur pensée remonte, avec complaisance, le cours des siècles jusqu'aux libertés des temps germaniques dont ils mesurent, avec tristesse, la dégradation. C'est la tradition abandonnée depuis 1614 à laquelle doit revenir la monarchie française, en la conciliant avec les lumières, qui exigent notamment la suppression des privilèges et des monopoles et d'abord ceux de l'Église catholique, qui doit perdre sa prépondérance, son autonomie et ses biens.

C'est seulement dans l'article *Économie politique* donné par Rousseau à l'*Encyclopédie*, en 1754, que M. Weis — et ses conclusions rejoignent encore ici celles de René Hubert — perçoit des accents vraiment révolutionnaires. Dès cette époque, le futur auteur du *Contrat social* oppose aux institutions existantes un ordre nouveau, libéré de cette tradition historique et nationale, que Diderot, Jaucourt, Boucher d'Argis et les autres n'ont jamais répudiée.

Jean ÉGRET.

Jacques VOISINE. Jean-Jacques Rousseau en Angleterre à l'époque romantique. Les écrits autobiographiques et la légende. Paris, Didier, 1956; in-8°, 482 pages.

Depuis que les affinités de Rousseau avec la pensée et la sensibilité anglaises ont été soulignées par Joseph Texte, dans son livre classique (*J.-J. Rousseau et le cosmopolitisme littéraire en France et en Grande-Bretagne*, Paris, 1895), plusieurs ouvrages français, dont le plus récent est celui de M. Henri Roddier (*J.-J. Rousseau en Angleterre au XVIII^e siècle*, Paris, 1950), ont étudié la fortune du citoyen de Genève en Grande-Bretagne. Dans le volume qui vient de paraître — et qui est aussi une thèse de doctorat ès lettres — M. J. Voisine prolonge l'enquête jusqu'en 1830.

Supposant connus les détails du séjour du philosophe en Angleterre (janvier 1766-mai 1767) et du conflit célèbre qui l'opposa à David Hume, M. Voisine décrit, en commençant, l'état de l'opinion anglaise à l'égard de Rousseau à l'époque de sa mort (juillet 1778). A Londres, la querelle a laissé des rancunes ineffaçables et Rousseau est honni par les amis de Voltaire et des encyclopédistes comme par les conservateurs qui recueillent les oracles du D^r Samuel Johnson, dans la familiarité duquel on trouve maintenant Boswell, ancien disciple du citoyen de Genève.

Cependant, Rousseau a conservé des amis parmi les grands seigneurs libéraux (« Milord Nuneham », devenu le comte Harcourt), parmi le petit cercle d'admirateurs formé autour de lui pendant son séjour de plus d'un an dans le Staffordshire, si joliment évoqué au passage. Enfin, une sympathie naturelle porte vers lui les membres du jeune parti radical, les sectateurs de l'Église unitarienne et les chrétiens sentimentaux.

Le cynisme des *Confessions*, dont la préface scandalise le public anglais dès l'année 1779, porte à Rousseau un préjudice que les éloquents réquisitoires de Burke contre la Révolution française, identifiée avec la philosophie rousseauiste, rendront irréparable en 1791. A leur tour, après le traité de Campo-Formio (octobre 1797), les libéraux anglais abandonnent celui qu'ils tiennent pour le prophète de cette révolution désormais dévoyée. Après 1800, seule la *Nouvelle-Héloïse* conserve des fidèles en Angleterre. Et le troisième chant de *Childe Harold*, publié en novembre 1816, conduira, pendant vingt ans, sur les traces de Byron, dont le voyage au pays de Julie nous est conté avec infiniment de précision et de charme de fervents pèlerins britanniques.

Dans l'ouvrage où il étudie la fortune de Rousseau et de ses œuvres en Angleterre, au XVIII^e siècle, M. Roddier a fixé son attention sur « le mouvement d'idées qu'elles cristallisèrent autour de lui sous le nom de Rousseauisme ». Pour la période 1778-1830, qui constitue le domaine propre de son enquête, M. Voisine, négligeant volontairement l'étude approfondie du rousseauisme chez les philosophes, les politiques, les botanistes, les amateurs de musique, s'en tient à l'influence exercée par la personnalité de Jean-Jacques sur la littérature poétique des deux générations romantiques anglaises. Cette influence lui paraît exceptionnelle sur l'essayiste William Hazlitt à qui il consacre de substantiels développements. Par contre, il refuse à Byron le brevet de rousseauisme que certains auteurs lui ont trop facilement accordé et, avec une prudence critique qu'apprécieront tous les historiens, il laisse en suspens le cas de Wordsworth, auquel E. Legouis consacrait déjà, il y a plus de cinquante ans, sa célèbre thèse. Les affinités du poète de la méditation et de Rousseau ne sont pas douteuses, mais, dans l'état actuel de la documentation, l'influence reste insaisissable.

Les historiens de la Révolution française liront, avec un grand intérêt, les pages que l'auteur consacre au mythe de Rousseau en Angleterre, à ce Rousseau légendaire créé par Burke lorsqu'il publie ses *Réflexions sur la Révolution de France* (novembre 1790) et surtout sa *Lettre à un membre de l'Assemblée nationale* (janvier 1791). L'illustre orateur ne connaissait guère la personne de Rousseau que par les ragots des ennemis anglais et français du philosophe et il n'avait entrevu son œuvre que dans une lecture hâtive et partielle. Cependant, sous sa plume, Jean-Jacques devient : « le grand maître et fondateur de la philosophie de la Vanité... », l'inspirateur principal d'un mouvement révolutionnaire insensé puisqu'il bouleverse la hiérarchie traditionnelle. Ce mythe s'imposera à l'opinion anglaise pendant un siècle. Ainsi sera vérifiée l'amertume prophétique du promeneur solitaire : « Ils ne verront jamais à ma place que le Jean-Jacques qu'ils se sont fait et qu'ils ont fait selon leur cœur, pour le haïr à leur aise. »

Jean ÉGRET.

Histoire de l'Église depuis les origines... (fondée par A. Fliche et V. Martin, dirigée par J.-B. DUROSSELLE et Eugène JARRY; t. XIX, par E. PRÉCLIN

et E. JARRY, 1^{re} partie et 2^e partie, 2 volumes et index. Bloud et Gay, 1955-1956 ; 838 pages).

De solides garanties sont données par cet ouvrage de deux auteurs à l'érudition consciencieuse. Le meilleur éloge qu'on puisse faire du livre est d'attester l'intérêt avec lequel on en suit les développements, l'aisance qu'on éprouve en le consultant. L'Église, à cette époque, étend à l'Amérique et à l'Extrême-Orient le rayonnement de son activité missionnaire : aucun pays ne veut être sacrifié dans cette étude, mais la lumière est portée sur l'Europe, et plus particulièrement sur la France où les progrès de la Réforme catholique, le déroulement de l'affaire janséniste sont exposés avec clarté et rigueur. Le plan d'ensemble est solide ; l'information historique des plus étendues est bien présentée.

Ce livre neuf place enfin sous les yeux d'un vaste public, guère familier de ces questions, une somme de connaissances presque inaccessible jusqu'ici. Il est, en même temps, un instrument de travail précieux. Ce qu'on pourrait lui reprocher tient à son caractère même. En dépit d'un chapitre XII sur « la vie chrétienne aux XVII^e et XVIII^e siècles surtout en France » (p. 271-307) et qui contient de bonnes pages sur le Sacré-Cœur, il s'agit d'une histoire des mesures prises par les autorités ecclésiastiques ou séculières, des conflits à l'intérieur de l'Église, plus que de la vie religieuse. Sans doute, il ne manque pas, à son propos, d'observations intéressantes (par exemple sur l'action missionnaire aux Indes, en Amérique, sur les réductions du Paraguay, p. 110). Mais, la plupart du temps, on ne nous parle pas des raisons pour lesquelles les fidèles inclinaient vers telle ou telle interprétation de la doctrine. Trop souvent, on rencontre des assertions dans le genre de celle-ci : « Dans le pays de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix, le mysticisme est à l'honneur » (p. 81), ce qui laisse le lecteur sur sa faim, sans rien lui révéler des raisons profondes du mysticisme espagnol. Je crois savoir que les épreuves ont été revues avec un soin méticuleux par une équipe au zèle et peut-être à l'abnégation des plus louables. N'empêche qu'en ce qui concerne certains pays d'Europe centrale, la transcription des noms a entraîné de nombreuses erreurs (Pekař orthographié Pekàr ; Bodejowice au lieu de Budějovice ; Leitomerice par contamination de Leitmeritz avec Litoměřice ; Balbian pour Balbin ; Dotrovský pour Dobrovský, p. 396-397). En relevant ces confusions, après tout bien excusables et qui ne sont que peccadilles, je regrette bien davantage que la conversion de la Bohême au catholicisme soit traitée de manière trop légère, à coups de faits, de noms plus ou moins bien choisis et qu'on y trouve de vieilles opinions rebattues comme « celle du catholicisme imposé du dehors par une nationalité étrangère », des affirmations confuses : « Si le catholicisme a contribué à l'essor historique du pays, il l'a dû, moins à l'action de l'Université, unifiée en 1654..., qu'à l'essor de la civilisation baroque. » Puisque voilà le mot baroque prononcé, on s'étonnera que l'art religieux, qui fut, tout de même, un essentiel moyen d'action pour l'Église, ne se trouve évoqué que par incidence. Le Bernin n'est cité qu'une fois (p. 15, et encore le baldaquin de saint Pierre est-il daté du temps d'Innocent X !), Borromini et le P. Pozzo ne reçoivent même pas l'honneur d'une mention et à qui donc, sinon à eux, le baroque autrichien, favorisé d'un paragraphe (p. 404-405), doit-il ses « caractères italiens » et son goût de la « magnificence » ?

Chicanes sur des points secondaires, dira-t-on, et que des spécialistes sont mal venus de soulever à propos d'un tableau aussi intelligent et aussi bien tracé. Peut-

être davantage : le regret que ce soit là un ouvrage qui renseigne parfois plus qu'il n'enseigne.

Victor-L. TAPIÉ.

René BOUVIER et André LAFFARGUE. La vie napolitaine au XVIII^e siècle. Prélude au voyage de Naples. Paris, Hachette, 1956 ; 350 pages, illustr., cartes. Prix : 995 fr.

Ce livre est l'œuvre de deux historiens français au bagage abondant et assez diversifié. L'un d'eux, M. René Bouvier, est mort avant que le livre fût achevé. En fait, on y trouve une histoire politique de l'Italie du Sud depuis le moment (1701) où Philippe V s'intéresse directement à cette partie de l'héritage espagnol dont il vient d'hériter par la succession qui abolit les Pyrénées, puis une histoire assez développée des arts et des lettres dans le royaume de Naples, heureusement soutenue par quelques reproductions d'œuvres d'art ; tout cela repose sur une étude, qui n'est pas malheureusement systématique des classes sociales, depuis les couches les plus élevées d'une aristocratie où les influences espagnoles et proprement napolitaines se combattent ou s'additionnent, jusqu'aux éléments les plus typiques d'une plèbe des bas-fonds, mouvante dans ses sentiments collectifs, y compris ces filles de joie qui se glissent dans tous les milieux et ces jeunes gens aux mœurs infâmes et que des traitements barbares ont assuré de devenir pour le moins des chanteurs de chœurs sacrés. C'est un monde coloré, bruyant, vivant de rien et qui aspire à tout, dont MM. Bouvier et Laffargue rendront bien d'extraordinaires mobilités, sans toutefois nous préciser par des chiffres au moins approchés le montant de chacune des catégories distinguées. Pas de bibliographie à ce livre important ; la pensée de Benedetto Croce y est partout présente, bien entendu, et de nombreuses références indiquent la correspondance diplomatique du quai d'Orsay à laquelle il a été abondamment puisé, puis les mémoires et les récits de voyageurs contemporains, auxquels il a été beaucoup emprunté. Aussi aurait-il été utile de mettre à notre disposition une liste des noms propres pour retrouver plus facilement la trace des personnages qui traversent, souvent à plusieurs reprises, ce livre vagabond, où il n'est pas seulement question de San Gennaro et de ses ampoules miraculeuses, ou de Vérone proche et lointaine. Vico lui-même, que Michelet devait faire connaître aux historiens de la Restauration, fait l'objet, p. 81 et suiv., d'une notice acceptable, qui, bien entendu, ne cite même pas les auteurs d'une exégèse en cours pour déterminer le sens même et les applications d'une pensée qui avait trouvé sa voie dans l'œuvre de Descartes, mais dans la vie des nations restituée par un mécanisme subtil et compliqué. Nous voudrions aussi des pages sur l'art musical et l'évolution de ses catégories progressivement diversifiées, et en rapport avec le talent de librettistes qui, comme Métastase, ont donné une âme à la musique d'opéra. Mais la Naples du XVIII^e siècle n'est pas seulement la patrie de l'*opera seria* ou *buffa*, elle est le pays où se développent les intrigues diplomatiques les plus complexes, et, entre l'émeute de la Macchie et les scènes tragiques de la république Parthénopeenne, qui couronnent l'histoire de Naples au XVIII^e siècle, il y a toute une série de princes, calme chasseur comme Charles III de Bourbon, affreux jouisseur comme Ferdinand I^{er} le *Lazzarone*. Ce n'est pas sans étonnement qu'au temps où la France trouvait en Marie-Antoinette une reine peut-être médiocre, mais qui finira courageusement, nous trouvons, épouse du *musone*, protectrice de

l'effroyable Acton, maîtresse d'on ne sait combien d'amants, l'autre fille de Marie-Thérèse d'Autriche, Marie-Caroline, à qui la répression de la république parthénopéenne de 1799 par le cardinal Ruffo a assuré une effroyable gloire sanglante. Les pages que MM. Bouvier et Laffargue ont réservées à ces événements donnent une impression ineffaçable de cruauté et de sauvagerie effarantes. Non seulement disparurent alors les chefs éminents de familles aristocratiques, mais tous ces esprits scintillants, ces cœurs probes qu'étaient Pagano, Cirello, Giàja, Conforti, Fiorentino, et la belle marquise Fonseca-Pimentel, directrice d'un journal républicain que j'ai manié — existe-t-il encore? — *Il monitore napoletano*. Il est difficile de garder, devant tant d'horreur accumulée, ce calme qui est exigé des historiens, mais, en ce qui concerne les auteurs de ce livre érudit, je ne puis que les féliciter d'avoir eu le courage de mener jusqu'au bout l'histoire de la fin de la république Parthénopéenne : Austerlitz devait venger cette fin ; et dans les avenues de l'histoire devait se profiler, après les trahisons d'autres rois, cette chevauchée garibaldienne des *Mille* qui devait incorporer l'Italie napolitaine à l'Italie cavourienne.

Georges BOURGIN.

H. R. C. WRIGHT. *Free Trade and Protection in the Netherlands. 1816-1830.* Cambridge University Press, 1955 ; in-8°, 251 pages.

La politique économique du roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas a déjà été maintes fois étudiée. Toutefois, reprochant aux uns de tenir ce prince pour un mercantiliste attardé et aux autres pour un adepte — avant la date — des vues de List, M. Wright pense pouvoir l'examiner à nouveau avec fruit, sous un éclairage plus convenable.

En fait, patient et laborieux, opportuniste de caractère et aussi par la force des choses (il lui fallait bien subordonner l'économique au politique puisque l'association Belgique-Hollande de 1814 était avant tout l'œuvre de la diplomatie internationale et vouée à des fins qui intéressaient essentiellement cette diplomatie), Guillaume I^{er} n'a nullement eu en tête la réussite d'un système. Mais il héritait d'un assez lourd passé et il devait fournir la démonstration qu'entre les deux nations qui composaient son royaume les divergences d'intérêts n'étaient qu'apparentes et qu'un avenir prospère découlerait d'une collaboration avisée.

Ce livre se présente comme une suite de celui que G. H. Wilson avait écrit sur les rapports anglo-hollandais au XVIII^e siècle¹. On sait le coup porté à la République des Provinces-Unies par la guerre de 1780-1784. M. Wright insiste à son tour sur le déclin, relatif sans doute mais passagèrement au moins irrémédiable, qui, tout au long de ce siècle, affecta la Hollande. A la disgrâce de la conjoncture générale s'ajoutèrent, pour le précipiter, les néfastes conséquences de l'occupation française. Celle-ci ne put qu'appuyer la tendance au protectionnisme, instinctive méthode de défense qu'à l'encontre des traditions marchandes les drapiers de Leyde avaient déjà réclamée et partiellement fait triompher depuis 1751. Mais, alors que le mouvement batave de 1795 s'était réclamé d'une politique anglophobe, les patriotes de 1813 se déclarèrent libre-échangistes, la libération nationale impliquant le retour à la liberté des transactions. On voit donc combien par-

1. *Anglo-Dutch Commerce and Finance in the Eighteenth Century*, Cambridge, 1941.

tagée était l'opinion néerlandaise lors de l'avènement de Guillaume I^{er}, combien inexacte l'idée que nous nous ferions de provinces septentrionales unanimement dressées, au nom du libre-échange, contre les provinces méridionales, nouvellement réunies, celles-ci se réclamant au contraire de la protection douanière. Or, non seulement les Hollandais apparaissent divisés (et on ne saurait voir là un conflit entre marchands et industriels, car les premiers contrôlent à peu près la fabrication), mais les Belges ne le sont pas moins : si les milieux lainiers de chez eux envisagent sans crainte la concurrence étrangère, les négociants en charbon, les maîtres de forges et les cotonniers la redoutent. Non que des coalitions se nouent pour autant par-dessus les frontières linguistiques. Et c'est bien l'écueil principal. Car la méfiance, une méfiance invétérée, empoisonne les rapports hollando-belges, sans que la Couronne puisse pratiquer le *divide ut impera*. Ainsi, le protectionnisme des libéraux belges est interprété par les marchands libre-échangistes de La Haye comme un legs du système continental. Vainement, l'administration royale recourt-elle donc à des compromis : ceux-ci ne satisfont personne et ne dissipent pas les préventions. L'accise sur le charbon est-elle supprimée? Les représentants des mines et de l'industrie se joignent à tous ceux qui critiquent la taxe de remplacement sur les foyers : afin d'épargner les propriétaires hollandais de tourbières, dit-on à Bruxelles et à Liège, on grève la propriété immobilière de Belgique; mieux vaut encore la taxation du combustible, une exception étant évidemment consentie en faveur du charbon à usage industriel. Aussi vivement critiquée, au nord comme au sud, la politique des prix agricoles : le fonds de stabilisation que propose le gouvernement n'a l'agrément ni des protectionnistes ni de leurs adversaires. Quand, à la suite des troubles agraires de 1823-1824, il se convertit à la taxation des grains d'importation, l'opinion belge s'en prend à la politique fiscale du régime, tandis que les fermiers hollandais considèrent cette prise de position comme dictée par la banque sous l'influence de l'étranger. Pas davantage l'exploitation du domaine colonial ne rapproche les deux nations : à pratiquer un mercantilisme qui pourvoit à bon compte les industries belges et vise à leur ouvrir un marché neuf, La Haye mécontente le négoce de Batavia qui fait de grosses affaires avec les Britanniques et tient à la liberté des mers que ceux-ci ont prétendu respecter pendant leur séjour aux îles de la Sonde; il ne rallie pas non plus ceux qui considèrent la colonie comme une chasse gardée de la Couronne.

On ne peut — et M. Wright insiste sur ce point en manière de conclusion — prétendre néanmoins que les causes de la révolution de 1830 soient économiques. Par un curieux paradoxe, les privilèges concédés par Guillaume I^{er} à des compagnies de commerce auraient même moins profité aux Hollandais qu'aux Belges. Mais les avantages obtenus par ceux-ci n'ont certes pas fortifié l'union des deux peuples. Reste que les hommes de loi et autres professions libérales, hostiles à l'administration hollandaise, exploiteront aisément la passion nationale.

On trouvera dans ce volume, outre une argumentation précise et même minutieuse, une grande richesse de statistiques. Dix-neuf tableaux placent sous nos yeux — sous forme de chiffres bruts ou d'indices — la plupart des données qui permettent d'apprécier l'activité des Pays-Bas depuis les temps de la Révolution française jusqu'à 1830. On relèvera en particulier celles qui se rapportent au trafic maritime et à la démographie (relations avec l'Angleterre et les États-Unis, mouvement des navires dans les ports des Pays-Bas et dans le Sund, commerce portant

sur certaines denrées, telles que le beurre, le fromage, le sucre et le café, tarifs de 1819 et de 1822). Mais il manque une bibliographie générale.

Robert SCHNERB.

Stefan LOESCH. Döllinger und Frankreich. Eine geistige Allianz. 1823-1871.
Munich, Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1955 ; in-8°, xi-568 pages.

En citant dans sa préface le jugement de Lherminier (1835) : « Il faudrait qu'une alliance de l'Allemagne et de la France constituât le centre de l'Europe sur des bases nouvelles et durables. Voilà le thème principal de la politique européenne. Ni la France ni l'Allemagne ne sauraient craindre que leur union effaçât leurs individualités, dont les qualités essentielles sont à l'épreuve du contact le plus assidu », S. Lösch a placé son livre sur Döllinger et la France sous le signe du rapprochement intellectuel des deux nations.

C'est sur deux aspects de l'histoire du XIX^e siècle que cet ouvrage me semble apporter des connaissances nouvelles. D'abord, il confirme et illustre ce que l'on sait déjà, notamment par le livre de P. de Lallemand sur Montalembert, de l'attirance qu'a eue la Munich catholique sur les milieux littéraires et philosophiques français. A cet égard, l'on notera à quel point Rio a profité de l'amitié de Döllinger, non seulement dans le domaine de l'histoire de l'art chrétien, mais encore sur le plan politique ; ce fut en grande partie grâce à ses amis munichois que Rio rédigea ses rapports au ministère des Affaires étrangères sur la révolution allemande de 1848, rapports dans lesquels il exprima sa sympathie pour leur conception de l'unité nationale : « C'est la Bavière qui a fourni le plus fort contingent pour la bataille, et les professeurs destitués, sous l'influence de Lola Montez, ont pris la plus belle revanche. Les professeurs doctrinaires du parti Dahlmann ont été bien pâles à côté d'eux. » Pour ce qui est de Montalembert, que l'on vit si souvent à Munich, l'auteur n'a pas de peine à montrer la communauté de vues des deux hommes sur la question de la liberté de l'Église dans l'État, au point que Montalembert pouvait dire au Congrès de Malines, en 1863 : « Ainsi que l'a démontré dans trois pages admirables notre savant Döllinger (*Heidentum und Judentum*, p. 415), le despotisme unitaire de l'empire romain était bien moins menaçant pour la liberté de l'âme et de la foi chrétienne que ne le serait l'absolutisme de l'État moderne. » Des rapprochements intéressants sont également établis entre la position de Döllinger en faveur de la Pologne, telle qu'elle s'est exprimée dans son discours de 1849 au Parlement de Francfort, et celle adoptée plus tard, entre 1861 et 1864, par Montalembert.

Le second centre d'intérêt me semble être le concile du Vatican, notamment les rapports entre le théologien de Munich et les adversaires français du dogme de l'infailibilité. L'auteur étudie longuement comment Döllinger a soutenu les efforts de Mgr Maret en faveur des facultés de théologie françaises ; comment il a contribué à la rédaction de l'ouvrage *Du concile général et de la paix religieuse* (« Que votre rôle est beau. Vous allez faire entendre la voix de la vérité, de l'histoire, de l'Église, après et contre les flagorneries de l'adulation. On vous saura gré, après des siècles encore, d'avoir eu ce courage si rare dans le temps ») ; comment ces hommes d'Église, malgré leur admiration commune pour Lamennais, ont communiqué dans une même ferveur gallicane. Plus subtils et difficiles ont été les rapports avec Mgr Dupanloup. L'entrevue que les deux hommes eurent en sep-

tembre 1869 ; l'effet produit en Allemagne par l'article du *Correspondant* du 10 octobre ; la publication des *Observations* où l'évêque d'Orléans expose le point de vue inopportuniste ; les efforts de celui-ci, secondé par Montalembert, pour attirer Döllinger à Rome ; l'espoir, longtemps formulé par Döllinger, que Dupanloup irait jusqu'à défendre au concile l'antiinfaillibilisme ; finalement le désaveu, quoique très modéré, de Mgr Dupanloup, quand parut l'article du 21 janvier dans la *Gazette d'Augsbourg* ; tels furent, avant et pendant le concile, les étapes principales de ces difficiles relations à propos desquelles sont évoqués toute une série de personnalités anti-infaillibilistes, comme le célèbre lord Acton, Friedrich — l'élève aimé de Döllinger — le cardinal de Schwarzenberg, le P. Loyson, la marquise de Forbin d'Oppède, dont les amitiés munichoises ont facilité la correspondance entre la France et l'Allemagne.

De cet ouvrage, que viennent compléter la publication d'une correspondance inédite entre Döllinger et ses amis français, ainsi qu'un index complet de ses œuvres, le lecteur tirera d'abord d'amples renseignements sur l'histoire, encore mal connue, du catholicisme libéral en France. Sur la supériorité des théologiens allemands sur leurs interlocuteurs français, il retiendra l'opinion émise par le baron d'Eckstein au soir de sa vie : « J'ai toujours eu en horreur une certaine portion de la polémique des catholiques français... Il manque radicalement dans la France actuelle un Döllinger au fait des questions d'exégèse biblique, comme il manque un Möhler qui connaisse à fond les transformations de l'histoire ecclésiastique chez les sectes chrétiennes », ou encore celle de Montalembert, qui écrivait le 7 novembre 1869 : « L'Allemagne a été choisie pour opposer une digue à ce torrent de fanatisme servile qui menaçait de tout engloutir... Je suis humilié comme Français, mais je m'en console comme chrétien, d'autant plus que je suis fier d'avoir beaucoup de sang germanique dans les veines. » Enfin, sur Döllinger lui-même, dont la personnalité n'a pas fait encore l'objet d'une étude impartiale, le lecteur retiendra la richesse intellectuelle et affective de sa correspondance ; et il sera moins frappé par les rancunes et les animosités du théologien aigri et persécuté que par la volonté de conciliation et de compréhension dont l'homme a toujours cherché à faire preuve. L'admirable lettre que Catherine de Montalembert, entrée en religion, écrivit à Döllinger le 31 juillet 1871 pour lui « demander d'aimer un peu votre âme, d'avoir pitié d'elle », atteste l'ampleur des sympathies qu'il avait pu susciter.

Jacques Droz.

Harrison SMITH, Ph. D. *Britain in Malta*. Malta, Progress Press Co. Ltd, 1953 ; 2 vol. in-8° de XVIII-527 pages et XVIII-204 pages.

M. Harrison Smith a publié à Malte, sous la forme d'un ouvrage en deux volumes, deux thèses de doctorat. La première, consacrée à l'évolution constitutionnelle de Malte au XIX^e siècle, a été soutenue devant la Georgetown University à Washington, la seconde, qui a pour objet l'influence italienne sur la politique britannique à Malte de 1899 à 1903, a été approuvée par l'Université de Fribourg (Suisse).

Le tome I de cet ouvrage a été préparé entièrement aux États-Unis. C'est dire que l'auteur n'a pu consulter aucun document d'archives, il s'est contenté de l'imprimé. Il a lu la plupart des nombreux ouvrages parus sur l'histoire de Malte

au XIX^e siècle, mais ses principales sources sont constituées par les débats parlementaires britanniques, par les « livres bleus », par les procès-verbaux du Conseil de gouvernement de Malte, par les rapports officiels et par les journaux : ce sont des sources qui jusqu'à présent ont été peu exploitées, aussi l'étude de M. Harrison Smith présente-t-elle, malgré le manque de contact avec les archives européennes, un intérêt incontestable pour l'historien.

L'auteur aborde de plain-pied le problème constitutionnel à Malte : lorsque l'Angleterre s'était emparé de Malte en 1800, elle avait promis une constitution aux habitants, dont l'esprit politique avait été éveillé par la Révolution française. Mais le gouvernement britannique fut long à tenir ses promesses. L'archipel maltais, devenu en 1814 colonie de la couronne, fut soumis jusqu'au 1^{er} mai 1835 à un régime arbitraire. A cette date, le gouvernement britannique fit une mince concession, il décida qu'un conseil de sept membres, dont deux Maltais, assisterait le gouverneur. Les Maltais estimèrent la concession insuffisante. L'agitation politique grandit, favorisée par la liberté de la presse accordée en 1839, et inspirée par les mouvements libéraux ou nationaux qui agitaient alors l'Europe. 1848 fut un avertissement pour l'Angleterre : le 11 mai 1849, elle accorda à Malte une constitution qui appelait au Conseil de gouvernement huit Maltais élus au suffrage censitaire, à côté de dix membres nommés. Mais le Conseil ne pouvait délibérer sur toute une série de « matières réservées » et la reine disposait du droit de veto. Les Maltais continuent donc la lutte pour une constitution plus libérale. En 1879, légère réforme : le pouvoir législatif, confié à un conseil, est séparé du pouvoir exécutif. L'agitation ne fait que croître et, en 1880, se forme le « parti national » dirigé par Fortunato Mizzi, qui réclame le suffrage universel. Il obtient en partie satisfaction après sept ans de luttes. En 1887, le gouvernement britannique institue à Malte un véritable régime représentatif, avec Conseil législatif de quatorze députés élus à un suffrage extrêmement large, mais ne pouvant toujours délibérer sur les « matières réservées ».

M. Harrison Smith s'arrête à cette date pour examiner les problèmes qui ont pesé sur l'histoire maltaise : rôle de l'église catholique, valeur stratégique, influence de l'Italie. Il est regrettable que le problème linguistique n'ait pas été étudié dès le début de l'ouvrage, tant il a eu d'importance dans l'évolution politique de Malte depuis 1800. Fallait-il employer comme langue officielle le maltais — parler sémitique — l'italien ou l'anglais? ou deux de ces langues, ou même les trois ensemble? Voilà qui a soulevé des passions d'une violence inouïe. Encore, le problème linguistique est-il fonction de l'extraordinaire poussée démographique qui porte la population de l'île, de 100.000 habitants en 1798 à 300.000 au milieu du XX^e siècle. Cette augmentation a été naturellement surtout le fait des classes inférieures, et, lorsqu'on a voulu les instruire, la question linguistique s'est posée comme en Belgique ou en Bohême. M. Harrison Smith aurait dû se préoccuper davantage de cette poussée démographique, et aussi des problèmes économiques qui conditionnent la vie des habitants, et qu'il néglige à peu près complètement.

Les derniers chapitres du premier volume reprennent l'évolution constitutionnelle de 1887 à 1903 : cette période est marquée essentiellement par la lutte linguistique ; le parti de Mizzi combat pour la prépondérance de l'italien contre celui de lord Strickland, secrétaire général du gouvernement de l'île, qui voulait établir la prééminence de l'anglais, avec le maltais en seconde ligne. Ces luttes paralysèrent le Conseil législatif à tel point que, le 3 juin 1903, le gouvernement anglais

supprima la constitution de 1887 et rétablit le régime antérieur à 1849. M. Harrison Smith clôt son étude sur cette espèce de coup d'État.

Le deuxième volume est le développement d'un des chapitres du premier, celui qui étudie l'influence italienne sur la politique maltaise du gouvernement britannique. A la différence du tome I^{er}, la documentation de celui-ci a été puisée dans les grands dépôts d'archives de l'Europe, dans la mesure, du moins où les papiers de cette époque récente sont accessibles : les fonds du Colonial Office, du Foreign Office, de la Royal Malta Library, de la Société Dante Alighieri ont été explorés. Les documents du ministère italien des Affaires étrangères ne peuvent, par contre, malheureusement, être communiqués au public pour cette période. Mais, son livre une fois rédigé, M. Harrison Smith a reçu, grâce à l'obligeance du professeur Moscati, copie des lettres et rapports de ce dépôt qui sont relatifs à Malte : il les a publiés en un précieux appendice (p. 173-202).

L'étude de M. Harrison Smith montre qu'entre 1898 et 1903 le gouvernement britannique s'est rapproché du parti Mizzi et a, dans une certaine mesure, favorisé la langue italienne à Malte, non sous la pression des Maltais, mais surtout dans le désir de se rapprocher de l'Italie, par suite de l'évolution de la situation internationale : tension franco-anglaise d'abord, lors de Fachoda, puis guerre des Boers, refroidissement des rapports anglo-allemands, conclusion de l'entente avec la France, qui elle-même venait de conclure des accords avec l'Italie. Le tome II de l'ouvrage de M. Harrison Smith est donc plus une contribution à l'histoire de la politique internationale au début du xx^e siècle qu'un chapitre de l'histoire de Malte. Mais Malte, ce carrefour de la Méditerranée, n'est-elle pas le lieu où s'entre-croisent les liens entre les grandes puissances? Malgré le manque d'unité de son ouvrage, malgré le faible intérêt accordé aux problèmes démographiques et économiques, le livre de M. Harrison Smith est un ouvrage de valeur, sérieusement documenté, et qu'il faudra consulter chaque fois qu'on voudra étudier l'histoire de la Méditerranée au siècle passé.

Jacques GODECHOT.

Claude FOHLEN. Une affaire de famille au XIX^e siècle : Méquillet-Noblot.
Paris, A. Colin, 1955 ; in-8°, 141 pages. (Cahier n° 75 de la Fondation nationale des Sciences politiques.)

La thèse complémentaire de Claude Fohlen constitue un ouvrage d'un rare intérêt. On sait les mécomptes que réservent les archives économiques au chercheur. Dès qu'il s'agit d'une affaire moyenne, les archives, déclarées le plus souvent inaccessibles, sont aussi tellement fragmentaires qu'elles défient toute exploitation importante. La firme Méquillet-Noblot, au contraire, est restée strictement familiale de sa fondation, en 1802, jusqu'à nos jours ; elle a conservé des archives pratiquement complètes et elle a permis à l'auteur de les utiliser pour un travail d'histoire scientifique. Concours assez rare de circonstances pour éveiller une curiosité que le travail alerte, intelligent, précis, satisfait entièrement. Ajoutons que, de cette recherche de bon aloi, les fondateurs et les directeurs de la maison sortent tout à leur honneur et que le geste libéral de leurs descendants mériterait de faire école.

Nous voici donc à l'intérieur d'une de ces entreprises textiles qui jouèrent dans notre économie le rôle essentiel jusqu'à l'âge des chemins de fer et de la métallur-

gie. La période des origines nous retient d'autant plus. L'affaire sort tout naturellement de l'artisanat rural de cette porte de Bourgogne, pauvre terroir agricole, mais région de passage où confluent les influences de plusieurs nations. Les créateurs, ce sont les membres d'une de ces familles protestantes qui, de Mulhouse à Montbéliard, ont multiplié les initiatives industrielles. Il y a ici une petite Suisse française, voisine de la grande, et qui constitue une des « terres saintes » de notre histoire manufacturière. De façon symbolique, c'est un pasteur, « Méquillet Ministre » qui fournit en l'an X les fonds nécessaires à l'achat de la modeste fabrique que dirigeront son fils et son cousin. Ces derniers ont appris le métier à Bienne et à Neuchâtel. La famille est nombreuse, unie. On s'y marie entre cousins ; la vie est d'une simplicité austère chez ces notables luthériens de campagne. Union et simplicité, c'est le secret qui permettra à cette famille de franchir les crises que la politique et la conjoncture présenteront nombreuses à l'entreprise. Ces gens auront bon crédit parce qu'ils n'en demandent presque jamais.

Au départ, la fabrique, ce sont quelques métiers à bras groupés dans une grande baraque de campagne. Mais les circonstances sont favorables au total : c'est l'époque du Blocus. La matière première, venue par Strasbourg de Rhénanie, est rare. Et les opérations de négoce, la contrebande aussi peut-être, permettront des bénéfices supérieurs à ceux qu'apporteraient la seule fabrication. Ces bénéfices seront investis dans l'affaire. Sans cet autofinancement, « la mécanisation et les agrandissements postnapoléoniens n'eussent pas été concevables ». En 1811, un gendre fait son entrée : Georges Noblot est le fils d'un « marchand-fabricant », maire d'Héricourt de 1793 à la Restauration. Élève de l'École centrale, il représentera le canton d'Héricourt au Conseil général de la Haute-Saône.

En 1818, la firme achète un moulin sur la Lisaine et le transforme en filature. Pour transformer les filés, il faut organiser dans les environs des ateliers ruraux de tissage à bras. On pratique aussi le blanchiment sur pré et l'impression, les indiennes étant faites à la planche sur des tables. Tout cela étant soumis au rythme saisonnier des travaux agricoles et du débit de la rivière. Avant les chemins de fer, le coton vient d'Égypte, par une maison lyonnaise. La maison vend aux foires et déjà aux négociants en gros. Son rayon d'action s'inscrit entre Besançon et Dijon, mais, par Lyon, où elle prend pied sous la Restauration, elle vise Beaucaire, le marché méridional et méditerranéen, grand consommateur de tissus légers et de fantaisies. Jusqu'en 1829, en dépit de la conjoncture, les profits s'élèvent assez régulièrement.

C'est parce que Georges Noblot meurt en 1854 et Frédéric Méquillet en 1855 que l'auteur délimite chronologiquement sa seconde partie de 1829 à 1855. Et ceci montre bien à quel point le contact direct des documents lui a fait sentir l'importance prépondérante des personnalités dans ces affaires de familles. Pour nous, nous aurions tendance à la situer de 1833, date de l'apparition de la machine à vapeur dans la filature, à 1846, époque où s'ouvrent les grandes crises pour cette affaire qui, jusqu'alors, les a défilées avec aisance. Comme partout, c'est l'époque de la concentration et de la disparition des ateliers satellites : concentration et intégration. Pendant les années quarante, où les foires atteignent à leur importance maximum, où celle de Beaucaire décide de l'année commerciale (« on pourrait qualifier la période 1830-1855 de période de Beaucaire, tant ses foires ont marqué l'économie de la maison »), la firme, grâce à ses fantaisies de couleurs vives (foulards, châles), prend pied à Paris, s'assure des clients à Toulouse. Il faut introduire

le tissage mécanique, qui longtemps coïncidera encore avec le tissage à bras. Le Havre remplace Marseille comme fournisseur de coton entre 1832 et 1842. « Le Méquillet de Paris donnait des conseils à ses parents d'Héricourt et leur facilitait les opérations de banque dans la capitale. Les Méquillet du Havre approvisionnaient en coton la manufacture. »

La crise — ou plutôt, comme le dit très justement l'auteur, les crises successives de 1846 à 1848 — ouvrent les temps difficiles qui dureront jusqu'à 1875. C'est l'époque du passage au nouveau régime économique basé sur l'économie ferroviaire. Les foires entrent en décadence. A partir de 1857, la firme ne sera plus représentée à Beaucaire. Trois dépôts permanents sont installés à Besançon, Lyon et Paris. Mais le fait même qu'elle touche le marché national et qu'elle y affronte la concurrence est dangereux pour la maison. Elle s'en aperçoit en 1846-1849, années pendant lesquelles elle subit les plus graves dangers qu'elle ait connus depuis sa fondation. Puis, c'est la « famine du coton », au cours de laquelle Méquillet-Noblot doit rechercher les commandes et l'appui financier du centre de Mulhouse. Mais la guerre de 1870 sépare Héricourt de l'Alsace et impose à la firme une réadaptation analogue à celle qui s'était imposée après 1814, mais compliquée par le fait que le processus d'adaptation au marché national se poursuit. Ainsi les dépôts se ferment et le voyageur de commerce les remplace.

Après 1878, dernière crise qui présente les caractères d'« ancien régime », sous-consommation liée à une mauvaise récolte, l'adaptation est réalisée. La firme abandonne l'impression, la teinture, et se spécialise dans la filature et le tissage de quelques articles de grande série. Renonçant à son expansion nationale, elle vend sa production accrue dans quelques centres et s'assure ainsi jusqu'à l'aube du *xx*^e siècle des profits constants et réguliers. Désormais, la concentration est séparée de l'intégration.

En conclusion, l'auteur note que le marché a commandé l'évolution technique, puisque la continuité familiale a impliqué la croissance progressive par autofinancement. « Une entreprise textile peut fonctionner avec des capitaux réduits parce que le matériel est relativement peu coûteux et que de nouveaux éléments peuvent s'ajouter aux anciens sans modification de structure. » Une entreprise de cette sorte semble relativement peu sensible aux fluctuations à longue période. La concentration progressive a culminé avec la séparation de la fabrication et de la vente.

Tel serait l'essentiel de ce livre bref, mais original, qui apporte du nouveau et du concret sous une forme vivante. Ajoutons que des documents, des statistiques et des diagrammes sont présentés en annexe.

Louis GIRARD.

Leonard D. WHITE. *The Jacksonians. A Study in Administrative History, 1829-1861*. New-York, The Macmillan Company, 1954; 575 pages + index. Prix : 8 dollars.

Dans cette solide étude, M. Leonard White examine l'évolution de la vie administrative des États-Unis au cours de la période que dominent les personnalités jacksoniennes. La démocratie du président Jackson ne s'est pas seulement manifestée dans le domaine social. Elle a modifié profondément l'esprit du système administratif institué par les Fédéralistes et repris par les Jeffersoniens, en éta-

blissant entre le peuple et l'administration un contact plus étroit qui devait persister sous les gouvernements ultérieurs.

Le changement le plus évident se produit dans l'exercice de la fonction présidentielle. Avec Jackson, le Président devient le représentant direct du peuple, à la différence des Secrétaires : l'avènement du système de la Convention nationale, le déclin du prestige du Congrès contribuent à ce résultat, aussi bien que la personnalité de Jackson. Celui-ci, par l'usage qu'il fait de son droit de veto, par la coutume qu'il institue de renouveler massivement le personnel administratif, élargit, d'autre part, les pouvoirs de l'exécutif dans des proportions jusque-là inconnues. Et, si l'autorité présidentielle passe ensuite par des fluctuations liées à la personnalité inégale de ses successeurs, elle n'en conserve pas moins une influence singulièrement accrue. Les Secrétaires n'étant plus que des « agents exécutifs », subordonnés au président, le Secrétaire du Trésor se trouve directement responsable de sa gestion devant celui-ci. Militairement, enfin, le Président assume, sous les successeurs de Jackson, un rôle dirigeant.

Les chapitres que M. Leonard White consacre au principe du renouvellement des fonctionnaires avec les changements de gouvernement sont parmi les plus intéressants du livre. Ils font ressortir les funestes effets d'une mesure qui avait été conçue pour étendre les bases démocratiques du gouvernement en supprimant le monopole de la fonction publique par une classe déterminée, et qui, envisagée sous cet angle, avait eu l'approbation de Jeremy Bentham. Elle amoindrit, malheureusement, l'efficacité et le prestige des fonctionnaires, et, par les révocations partiales auxquelles elle donna lieu, elle compromet leur indépendance. Les conséquences en auraient été d'une extrême gravité si les Démocrates et les Whigs n'avaient tenu à recruter une partie du personnel administratif parmi les plus qualifiés de leurs partisans et s'ils ne s'étaient gardés d'éliminer tous les employés de carrière. En outre, le Congrès, inquiet des abus qui se commettaient, décida, en 1853, d'imposer aux candidats aux emplois ministériels un examen régulier qui prévenait les révocations pour des fins politiques. Le « système des dépouilles » ou de la « rotation » put ainsi fonctionner, en dernière analyse, sans entraîner un excès de perturbation dans la vie administrative du pays.

Il va de soi que le renforcement de l'exécutif ne pouvait manquer de susciter l'hostilité du Congrès. Jackson se heurta rapidement à l'opposition des deux Chambres, à celle du Sénat surtout, qui lui contestait le droit de pourvoir de ses créatures les offices supérieurs. Le président l'emporta, mais le conflit reprit par la suite et les Chambres se dédommagèrent en intervenant de plus en plus activement dans le recrutement des titulaires d'emplois moins élevés. L'exécutif et le législatif s'affrontèrent aussi bien sur la question des dépenses fédérales. A la prétention du Président et des Secrétaires de disposer à leur gré des fonds publics, le Congrès opposa la volonté de réduire leur liberté aux seuls crédits qu'il votait à l'intention des différents ministères.

M. Leonard White ne limite pas son enquête à ces grands problèmes administratifs. Tous les services publics font l'objet d'une étude également minutieuse qui en décrit le fonctionnement dans le cadre de leurs rapports avec l'exécutif. Le livre montre que la « dualité administrative » persiste sous les Jacksoniens, car les institutions locales conservent leur vigueur à côté des institutions fédérales : les États affirment même leur personnalité contre le gouvernement central ; parfois même, ils adoptent à son égard une attitude d'hostilité qui tranche sur l'at-

mosphère de coopération des années antérieures. Le perfectionnement, enfin, des méthodes administratives, souvent inspiré des principes européens, est développé dans un chapitre particulièrement suggestif qui complétera l'utilité générale de l'ouvrage.

M. GIRAUD.

Samuel A. JOHNSON. The Battle Cry of Freedom. The New England Emigrant Aid Company in the Kansas Crusade. Lawrence, University of Kansas Press, 1954 ; 331 pages + bibliographie et index.

Aux nombreuses études auxquelles a donné lieu l'importante question du Kansas-Nebraska bill et de l'abrogation du compromis du Missouri, M. Samuel A. Johnson apporte ici l'utile complément d'un travail relatif à la New England Emigrant Aid Company, qui entreprit d'acheminer vers le Kansas une population de colons originaires des États libres de l'Est. La proximité du Missouri, l'éloignement des États atlantiques, les difficultés de communication entre ceux-ci et le Kansas avaient répandu dans le Sud le sentiment que le nouveau territoire s'inscrirait au nombre des États à esclaves. Un maître d'école du Massachusetts, Ely Thayer, eut pourtant le courage de relever le défi. En fait, il obéissait à des motifs intéressés aussi bien qu'à la volonté de contrecarrer l'extension de l'esclavage. Mais le mouvement dont il prit l'initiative apparut rapidement comme une « croisade de la liberté ». L'entreprise se solda, en dernière analyse, par un échec financier, et son résultat le plus effectif fut d'introduire dans le Kansas une population résolue à s'y conformer aux conceptions de vie des États libres.

Aux philanthropes qui furent les premiers animateurs de la croisade, les Ely Thayer, Everett Hale, Thomas Webb, Amos A. Lawrence, s'ajoutèrent bientôt des hommes d'affaires de Boston, qui présidèrent à l'organisation de la Compagnie sans altérer son idéal. La tâche que celle-ci abordait ne consistait pas seulement à recruter des émigrants et à régler les détails matériels de leur voyage. Elle impliquait l'établissement dans le Kansas d'hôtels, d'écoles, de moulins susceptibles de répondre aux besoins des nouveaux venus, ainsi que l'acquisition, dans l'intérêt des actionnaires, de lots de terre localisés sur l'emplacement des futures villes. L'œuvre était complexe ; elle supposait des moyens financiers considérables, des agents compétents et dévoués, et, dès le début, il apparut qu'elle se heurterait à de graves difficultés. Les promoteurs ne désespéraient pourtant pas du succès. En 1855, ils purent acheminer un millier d'émigrants. Si un certain nombre, rebutés par le pays, regagnèrent peu après la Nouvelle-Angleterre, ceux qui restèrent commencèrent l'édification des villes, Lawrence, Topeka, Osawatomie, où devaient se concentrer les partisans de l'État libre du Kansas. Simultanément, l'Emigrant Aid Company expédiait des tentes pour servir d'abris aux colons, en attendant que des demeures de rondins fussent construites, et, à cet effet, elle leur envoyait un matériel de « moulins à scie ».

Malheureusement, la guerre était inévitable entre les adversaires et les partisans de l'esclavage, car, à mesure qu'augmentait la population des États libres, alimentée, plus que par les immigrants de la Nouvelle-Angleterre, par ceux de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Ohio, une forte proportion de colons arrivait du Missouri, du Kentucky, du Tennessee, et, parmi ces éléments, dont beaucoup possédaient des esclaves, les politiciens de profession eurent vite fait de répandre la

conviction qu'ils seraient évincés par les « abolitionnistes fanatiques » de l'Est. Le Kansas se trouva ainsi divisé en deux camps hostiles, qui ne devaient pas tarder à en venir aux mains.

Ce sont les péripéties de cette lutte que retrace M. Samuel A. Johnson. Il montre que, dans le camp de l'État libre, l'agitation est aussi en grande partie le fait de politiciens désireux de satisfaire des ambitions personnelles, et que la Compagnie s'applique à fournir à ses émigrants les moyens de résister à l'agression de leurs adversaires. Les répercussions de cette guerre du Kansas sur la politique intérieure des États-Unis, sur la croissance du parti républicain, le stimulant qu'elle apporte à l'antagonisme « sectionnel », sont longuement étudiés, et avec beaucoup d'objectivité et de sens critique. L'Emigrant Aid Company connaît alors une grande popularité, liée à la cause qu'elle défend, et sa situation financière, généralement difficile, s'améliore et lui permet d'intensifier son action colonisatrice. Mais l'intérêt et la sympathie qu'elle suscite dans les États du Nord s'évanouissent avec le rétablissement de la paix, et, à partir de 1857, elle entre dans une période de déclin. Le peuplement du Kansas s'effectue désormais en dehors d'elle, par l'afflux d'immigrants originaires du Nord-Ouest, auxquels elle ajoute tout au plus quelques centaines de colons. La Compagnie, ayant réalisé son but, qui était d'encourager une immigration de colons libres dans un pays menacé par l'esclavage, renonce, dès lors, à toute idée de croisade, pour se préoccuper, sans succès, d'ailleurs, d'assurer à ses actionnaires les profits qu'ils avaient espérés. Sa brève histoire est intéressante par l'idéal auquel obéissent ses premières initiatives. C'est à ce titre qu'elle méritait de faire l'objet de l'étude remarquablement documentée que vient de lui consacrer M. Samuel A. Johnson.

M. GIRAUD.

VAL R. LORWIN. *The French Labor Movement*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1954 ; in-8°, 346 pages.

Ce livre a vu le jour grâce à la fondation Jacob Wertheim « pour des publications relatives aux problèmes du travail dans le monde industriel ». Il est qualifié d'« admirable » par M. Donald C. McKay dont on sait qu'il a publié un bon travail sur les Ateliers nationaux de 1848 et qui commence par rappeler que la France « est un élément indispensable dans tout système défensif de l'Europe occidentale ». Sans doute, M. Lorwin a recherché les origines lointaines du syndicalisme français, mais il a compris que l'essentiel était de dégager les manifestations de l'esprit ouvrier à partir de 1789, « quand la classe moyenne triomphante établit le credo individualiste », précisément combattu par la classe ouvrière. Toutefois, l'auteur passe assez vite sur le XIX^e siècle : s'il ne dissimule pas le caractère fallacieux des Ateliers nationaux — « gigantesque version des anciens ateliers de charité » — on ne se douterait pas à le lire que les années 1825-1834 furent remplies par une agitation permanente¹ ; la célèbre lettre de Marx à Engels sur le transfert en Allemagne du principal foyer d'action ouvrière à la faveur de la guerre de 1870 est citée, mais le silence tombe sur les gestes de solidarité accomplis par les dirigeants de la I^{re} Internationale à l'adresse des Communards². Il serait vainement cherché, dans cette

1. Lyon peut-il passer pour être « le Manchester de France » ?

2. Un rapprochement intéressant : « L'imagerie de la Commune est aussi vivante en France que celle de la guerre civile en Amérique. »

analyse claire, mais rapide et souvent superficielle, trace des facteurs que constituent les fluctuations du mouvement des affaires et des prix. Comme le but est surtout de faire connaître au lecteur américain le milieu ouvrier français contemporain, l'exposé gagne en densité dès qu'il aborde la période de l'entre-deux guerres. Ni le tempérament petit-bourgeois des employeurs, qui ont toujours répugné au progrès technique, ni l'espoir qu'ont continuellement placé nombre d'ouvriers dans un changement radical ne disparaissent. Ce qui frappe aussi M. Lorwin, c'est la constante pression exercée par la politique sur le syndicalisme. Or, l'Amérique aurait bien tort de tenir pour négligeable l'impression d'être victime d'une injustice que ressent le travailleur de France. Mais il faut une solution française à un problème spécifiquement français.

Curieusement, trois travers sont signalés, trois écueils qui, espère-t-on, ont été évités : celui d'avoir exagéré le côté pittoresque et original des choses, celui d'avoir « moralisé » et « au nom d'une morale de dame d'honneur de la reine Victoria », enfin celui d'avoir généralisé en accentuant les ressemblances humaines fondamentales.

Il n'est que de rares fautes dans la transcription des titres français.

Robert SCHNERB.

I. — Charles MORAZÉ. *Les trois âges du Brésil*. Essai de politique, graphiques de Jacques Bertin, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques. Paris, Armand Colin, 1954 ; in-8° (24 × 15,5), 200 pages.

II. — Pierre MONBEIG. *Le Brésil*. Paris, P. U. F., 1954 ; in-8°, 128 pages. (« Que sais-je ? »)

III. — Maurice LE LANNOU. *Le Brésil*. Paris, Armand Colin, 1955 ; in-16, 224 pages, 16 cartes.

En l'espace d'à peine plus d'un an, trois livres français ont été consacrés au Brésil, trois livres de poids, aussi riches que divers : *Les trois âges du Brésil*, de Charles Morazé, le « Que sais-je ? », de Pierre Monbeig, l'étude de géographie régionale de Maurice Le Lannou, petit chef-d'œuvre de conception classique. Une telle rencontre, même si elle est fortuite — il vaudrait mieux dire précisément parce qu'elle est fortuite — est riche de signification, d'autant plus qu'elle vient dans une série plus large d'intérêt brésilien, après la publication, coup sur coup, du *Brésil*, de J. Lambert¹ et des deux beaux ouvrages de Pierre Monbeig², sans omettre, car il y a des traductions décisives, l'adaptation par Roger Bastide du grand classique brésilien, *Casa grande e senzala*, de Gilberto Freyre³.

Sans doute s'explique-t-elle par les dimensions et le dynamisme même d'un Brésil qui constitue à lui seul près de 40 % tant en superficie qu'en population de l'Amérique ibérique, d'un Brésil plus ouvert sur l'Atlantique, plus latin et moins

1. *Le Brésil. Structure sociale et institutions politiques*. Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques. Paris, Armand Colin, in-8°, 1953.

2. *Pionniers et planteurs de São Paulo*. Paris, Armand Colin, Fondation nationale des Sciences politiques, 1952, in-8°, 376 p. *La croissance de la ville de São Paulo*. Grenoble, Institut de Géographie alpine, 1953, in-8°, 184 p.

3. Paris, Gallimard, 1952, in-8°, sous le titre *Maîtres et esclaves*.

ibérique, plus directement réceptif aux influences européennes et à la culture française, dans la mesure où le luso-brésilien est plus fermé que l'hispano-américain au patriotisme linguistique, sauf quand il se pose dans son refus de l'espagnol voisin. Elle s'explique sans doute aussi par l'espèce de fascination qu'exerce « le plus dynamique des pays libres », par la séduction de cet admirable laboratoire, de ce champ d'expérience unique. Ici, temps et espaces se confondent : 2.000 kilomètres séparent les préhominiens de la civilisation de 1960, 200.000 ans sont couverts en quatre heures d'avion. L'histoire s'y fait géographie, la géographie, histoire. Le Brésil, champ d'expérimentation naturel pour les sciences de l'homme sevrées de cette chance, n'a pas fini de séduire les historiens, géographes, sociologues, de chez nous, si comme l'écrit Charles Morazé, « L'Europe d'hier explique le Brésil d'aujourd'hui » et « le Brésil de demain » dessine peut-être « le sort de l'Europe d'après-demain ».

Ce dont il faut se réjouir le plus dans l'heureuse rencontre de ces trois livres, c'est qu'ils aient pu être aussi totalement complémentaires sans aucun risque de recoupement et de double emploi.

Le *Brésil* de Pierre Monbeig et celui de Maurice Le Lannou sont l'œuvre de géographes dont on connaît le talent. Mais alors que le *Brésil* de Monbeig, puisé aux sources de la plus riche culture ibérique, brésilienne et hispano-américaine s'efforce de penser le Brésil dans son unité et se place sous l'angle d'une géographie générale largement humaine, toute nourrie des autres sciences de l'homme¹, le *Brésil* de Maurice Le Lannou s'attachera davantage à la nuance régionale², suivant en cela les démarches éprouvées qui avaient inspiré jadis l'école vidalienne de la Géographie universelle. Loin de nuire à Maurice Le Lannou, sa grande érudition bretonne lui aura permis de dégager avec plus de vigueur la spécificité par rapport au nôtre de ce monde étrange.

Un livre comme celui de Pierre Monbeig — condensé de la plus vaste connaissance géographique en profondeur du continent brésilien — ne saurait se résumer. Chaque mot a été pesé, chaque fait retenu, criblé et conservé entre mille possibles, parce que Pierre Monbeig savait qu'entre mille, il avait le plus de poids, qu'il était le plus porteur de compréhension.

Mais s'il fallait choisir au milieu d'une telle richesse, nous retiendrions volontiers ce qui a peut-être été la pensée directrice de Monbeig : le grand problème des sols. Le Brésil ne constitue-t-il pas à cet égard le chapitre le plus décisif d'une histoire dramatique entre toutes, l'histoire de la destruction sous nos yeux des sols tropicaux. Une des conséquences les plus graves et sans aucun doute la plus irréversible du décuplement en deux siècles du volume global de l'humanité aura été la perte irrémédiable d'une richesse potentielle que plusieurs centaines de milliers d'années de processus géo-biologique naturel seraient impuissants à reconstituer, en l'absence même de toute présence humaine.

Mais nulle part au monde la folie dévastatrice n'a pris les proportions apocalyptiques qu'elle a atteint d'emblée ici. Pourquoi? Pierre Monbeig nous le dit très

1. Quatre parties : le milieu naturel, la conquête du sol, la population et ses problèmes, les problèmes économiques du Brésil moderne.

2. L'étude des régions géographiques du Brésil (de la p. 54 à la p. 165) occupe plus de la moitié d'une œuvre dont on ne dira jamais assez les mérites. C'est à mon sens la partie la plus réussie de ce beau livre.

bien. En présence, en gros, des trois grandes formes végétales de tout l'univers intertropical, forêt, savane forestière, savane plus ou moins steppique (*mata, cerrado, campo*), les premiers colons ont compris d'entrée de jeu que la première formation était celle-là seule qui pouvait fournir les plus hauts taux de rentabilité immédiate. La proximité partout de la mer, la nature du peuplement, les conditions de la conquête ont fait que les paysans d'Europe et des Açores, loin d'implanter leurs techniques — ils auraient pu le faire, peut-être, mais au prix d'un effort d'adaptation et d'imagination créatrice — se sont bornés à utiliser à des fins différentes les techniques des Indiens, mieux celles de leurs esclaves de la Guinée et de toute la côte d'Afrique. D'où ce curieux mélange d'une agriculture africaine par écobuage, mais appliquée sans ménagement et à des fins différentes de celles pour lesquelles elle avait été conçue, entendez à des fins uniquement spéculatives. De grandes marges bénéficiaires n'ont pu être obtenues, des capitaux arrachés en grande quantité par ces techniques rudimentaires, d'abord, par essence, uniquement vivrières, que dans la mesure où l'homme s'est borné ici au seul écrémage, disons à l'écrouissage irréversible des sols.

D'où deux civilisations qui se concurrencent, se complètent et s'épaulent : celle de l'élevage extensif des cerrados et des campos, celle des plantations des cycles de la canne et du café. La civilisation des spéculations coloniales extraverties fabriquant dans le forêt qu'elle dégrade de nouveaux *cerrados* à bétail, la civilisation des *cerrados* dégradant sans aucun profit la forêt, pour étendre ses lamentables et dérisoires pâturages, quand la civilisation des plantations ne lui a pas déjà ouvert la voie.

Que le Brésil ait pris conscience du danger qui le menace, grâce à quelques savants, au nombre desquels Pierre Monbeig, que des expériences utiles soient faites de-ci de-là et des solutions entrevues, c'est certain. Mais le problème est moins technique qu'humain. On se heurte à des habitudes, à un esprit, à une philosophie d'autant plus redoutable qu'elle est moins clairement exprimée. La solution jaillira de la contrainte. Pierre Monbeig la prévoit avec la fin toute proche de la frontière atteinte en plusieurs points déjà par les pionniers de Saint-Paul.

Mais cette histoire nous rappelle, du moins, avec d'autres — et c'est un mérite — que l'humanité au siècle où elle semble tout dominer, au siècle des courbes grimpaient à l'exponentiel, entrevoit également la possibilité de se détruire. Dans des cataclysmes aussi imprévisibles que ne l'étaient lors des stagnations millénaires, les ascensions du nouvel âge.

Le livre de Maurice Le Lannou fournit une autre nourriture mais qui n'est pas moins substantielle. On retiendra surtout combien la personnalité de chacune des grandes articulations géographiques y est admirablement retrouvée parce que baignée, expliquée par l'histoire qui la fait. Bien vu ce Maranhão paradoxalement blanc jusque sous l'Équateur, entre les bouches de l'Amazone et le vieux Nord-Est aussi noir maintenant encore qu'il fut jadis sucrier. Blanc, parce que marche frontière recolonisée par les gens des Açores et du Portugal, dans la seconde moitié du xvn^e siècle, quand Lisbonne eut à reconquérir un empire en partie perdu lors de ces années catastrophiques qui précéderent la rupture des deux Couronnes en 1640. Comment ne pas aimer non plus le portrait du Brésil du Sud (Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Paraná), autre marche frontière avec ses kistes ethniques en voie de résorption, son patriotisme de « Lorraine brésilienne » (Getulio Vargas est originaire du Rio Grande), son haut degré de culture à l'échelle du Brésil, ses

fermiers et ses épaves sociales en voie de caboclisisation..., mais comment ne pas aimer presque tout dans ce beau livre sensible et humain?

Les caractères, les préoccupations et les mérites de l'œuvre de Charles Morazé sont d'un tout autre genre. Nous quittons le domaine d'une géographie imprégnée d'histoire pour celui d'une histoire imprégnée d'espace.

Mais le livre de Charles Morazé n'entre dans aucun cadre préexistant. Il n'est peut-être pas exagéré de dire qu'il vaut plus encore par sa méthode, par les perspectives qu'il ouvre que par son contenu, quelle qu'en soit pourtant l'étonnante richesse.

Certes, sa méthode hardiment comparative nécessiterait pour valoir à coup sûr plus de travaux d'approche, plus de travaux de mesure, plus de précautions que l'auteur n'a eu le loisir et le désir d'en faire et d'en prendre. Sa réussite pourtant n'en aura que plus de prix. Charles Morazé a voulu, sans doute, ouvrir une voie, montrer un chemin, faire la preuve des possibilités contenues dans l'usage intelligent d'une méthode qui consiste à éclairer constamment les aspects moins bien connus d'une évolution historique, par ceux mieux connus d'une histoire voisine. Au bout du compte, les deux histoires sortent bénéficiaires de l'opération : le Brésil et la France, le Brésil et l'Europe occidentale.

Morazé nous a tracé dans ses *Trois âges du Brésil* l'histoire telle qu'il la comprenait du continent brésilien, depuis l'Indépendance jusqu'à nos jours. Son interprétation sera peut-être contestée, il importe peu qu'elle soit parfois contestable. Elle a, en effet, l'énorme mérite de jeter un faisceau de lumière et d'intelligence dans un passé politique et institutionnel qui, jusqu'à ce jour, était demeuré inanimé, incompréhensible, chaotique.

Jusqu'en 1830 au moins, 1840 peut-être, le Brésil, resté colonial au delà de la chronologie officielle, c'est-à-dire extraverti, étroitement dépendant de l'Europe, demeure ouvert aux pulsations du monde atlantique.

De 1830-1840 à 1930, l'évolution du Brésil se désolidarise de celle de l'Europe. Le pays est tout entier absorbé par la conquête effective de son immense espace. Un Brésil continental succède au Brésil atlantique, comme immobilisé au stade politique de notre monarchie constitutionnelle. C'est le règne politique des notables, le Coronalisme¹. L'abolition de l'esclavage (1888) et la chute consécutive de l'empire (1889) n'est pas plus qu'une grave crise ministérielle du type un peu de celle qui, en France, avait substitué Louis-Philippe à Charles X. L'aristocratie foncière des colonels qui tiennent bien en main leurs *colonos* reste maîtresse du pays.

C'est avec la grande crise du renversement de la tendance majeure des économies et des prix dans le monde entier, en 1929-1930, que le Brésil libre débouche sur le troisième âge d'un « Second Empire », qui avec Vargas brêle toutes les étapes. Un nouveau Brésil apparaît à côté de l'ancien : un Brésil industriel (celui qui mènera en 1932 la guerre de Sécession à rebours de Saint-Paul), tandis que la réélection de Getulio le montre, le prolétariat encore inorganique des grandes villes apparaît à son tour comme force politique.

Encore que le livre soit antérieur au suicide de Getulio, il laissait prévoir la chute de Vargas que le renversement de la conjoncture des prix consécutive à la fin de la guerre de Corée devait entraîner dans la ligne même de l'interprétation de

1. On songe aussi au latifundisme du Mexique de Porfirio Diaz.

Morazé. Preuve, si besoin en était, de l'intelligence et de la solidité d'une analyse à ce point prophétique.

Mais ce schéma grossier rend mal compte de la richesse d'une étude qui, à chaque ligne, prête à discussion, oblige à penser.

L'étonnant et gigantesque Brésil, qui rapproche si allégrement les structures les plus éloignées ailleurs dans le temps et dans l'espace, est bien un champ d'expérience à ne pas quitter des yeux.

Pierre CHAUNU.

Jean STENGERS. *Textes inédits d'Émile Banning*. Bruxelles, 1955 ; in-8°, 105 pages. (Mémoires de l'Académie royale des sciences coloniales.) Prix : 150 francs belges.

Ce recueil de textes inédits précédés de substantielles introductions fera encore mieux connaître la figure du collaborateur de l'œuvre coloniale de Léopold II à ses débuts. Il éclaire aussi le conflit qui, après 1890, aboutit à la rupture entre le souverain et Banning. Le livre commence par la publication intégrale d'un manuscrit, connu jusqu'ici par fragments : *Notes sur ma vie et mes écrits*. C'est l'autobiographie de Banning. Le second texte est un mémoire adressé en décembre 1882 par Banning à son ami, le ministre Frère-Orban. L'action du Portugal et surtout celle de la France et de l'Angleterre menacent l'avenir de l'association par laquelle le roi réalise son œuvre africaine. Pourquoi la Belgique n'interviendrait-elle pas ouvertement en arborant son drapeau ? Patriote, libéral, humanitaire, Banning est convaincu de la bienfaisance de l'œuvre qui se poursuit au Congo. D'autre part, il pense que l'Angleterre verrait les progrès de la Belgique d'un œil plus favorable que ceux de la France. « Le voisinage de la Belgique serait une garantie, jamais un péril... Les liens politiques qui unissent si étroitement les deux pays, les garanties que lui assure notre législation commerciale, la certitude d'empêcher ainsi la France d'envahir les deux rives du Congo, pourraient être aux yeux du cabinet de Londres des raisons suffisantes pour appuyer nos efforts. » A défaut d'intervention directe, le gouvernement belge pourrait prendre l'initiative de réunir à Bruxelles en conférence les puissances qui ont des intérêts économiques ou politiques en Afrique. La conférence étendrait aux grands fleuves (Nil, Congo, Niger-Bénoué, Zambèze) les principes de droit public élaborés au congrès de Vienne ; elle déterminerait les limites actuelles des possessions européennes sur le continent noir ; enfin, elle attribuerait le « privilège de l'exterritorialité aux établissements fondés par des États ou des sociétés commerciales dans des contrées qui n'appartenaient à cette époque à aucune nation européenne, mais qui ont été ultérieurement incorporées aux possessions de l'une d'elles, avec la garantie de la liberté absolue des communications de ces établissements... » Banning croyait que cette solution assurerait la sécurité des territoires de l'association, mais seulement à titre transitoire. Les cinq derniers textes illustrent l'opposition de Banning à l'instauration du régime domanial au Congo en 1891-1892. En attendant l'annexion par la Belgique, le nouvel état devait vivre. Pour cela, Léopold II était forcé d'adopter le monopole commercial de l'État, ce qui présentait le double inconvénient de rompre avec la liberté du commerce garantie par l'Acte de Berlin et de provoquer l'exploitation des habitants, collecteurs d'ivoire et de caoutchouc. Cette politique, en outre, provoquait l'hostilité des sociétés belges déjà installées

au Congo. Banning s'opposait au projet royal parce qu'il croyait à la valeur du libéralisme dans tous les domaines. C'est le libéralisme qui avait créé l'État du Congo ; le renier était abandonner son principe. Léopold II — et cela, Banning ne semble pas l'avoir bien connu — était en conflit avec la société du Haut-Congo (qui finalement l'obligea à limiter l'extension du domaine privé) et, là, le ministre Beernaert défendait la société. Le roi, qui avait « mis des millions » en Afrique, n'entendait pas voir l'autorité de la société se substituer à la sienne. Il écrit à Beernaert une lettre caractéristique : « Je suis de tous les citoyens belges celui qui a consacré le plus d'argent au Congo... » Sans le vouloir, Banning défendait la thèse de la société contre le roi. Ce dernier écrivait encore : « Si tous les biens sont décrétés ouverts à tous, est-ce que tous vont en profiter ? Évidemment non ; la force des choses ne permet qu'à de gros capitaux d'aller au Congo et, à moins de précautions législatives, les gros seront absorbés par les plus gros. Deux sociétés exploiteront seules le Congo, celle du Haut-Congo, celle de Rotterdam. Voilà ce qu'amèneront les théories de M. Banning, leur résultat en Afrique : le Congo livré à deux exploitants. » Banning, lui, pensait : « L'exploitation domaniale est un cercle vicieux : elle ne rapporte qu'à la condition de tuer le commerce et d'opprimer l'indigène. Le premier se retire, le second se révolte : d'où dépenses extraordinaires sans compensations. » On notera aussi cette appréciation (novembre 1896) : « L'État du Congo pratique le système français en l'exagérant ; c'est le système anglais qui est celui de l'Acte de Berlin. Pour connaître le résultat, il suffit de comparer les colonies anglaises aux établissements français sous n'importe quelle latitude. D'un côté règne la stagnation et le dénuement ; de l'autre, la richesse et le progrès. »

On sent quelle contribution à l'histoire du Congo apportent ces textes ainsi que leur présentation alerte et précise.

LOUIS GIRARD.

Stan. Kot. Listy z Rosji do gen. Sikorskiego. (Lettres adressées de Russie au général Sikorski.) Londres, 1956 ; 576 pages, une carte, photos.

Depuis 1917, l'avènement du régime communiste en Russie a donné un ton nouveau aux rapports entre Polonais et Russes ; jusque-là, ils étaient dominés par le problème national et pour ainsi dire diplomatique ; désormais, le problème social va tout compliquer.

Parmi les hommes qui avaient lutté pour l'indépendance de la Pologne, un certain nombre avaient été des compagnons des révolutionnaires russes dans l'opposition au régime tsariste. D'autres, par contre, voyant dans la nouvelle Russie seulement un avatar de la Russie « éternelle » ressentaient pour elle une haine d'autant plus solide que les idées bolchéviques menaçaient ce qu'ils pensaient être leur ordre social.

Le très grand mérite des historiens contemporains de la Pologne « populaire » est d'avoir mis en lumière cet aspect souvent tragique de la lutte entre les classes possédantes et les autres dans une Pologne pourtant ressuscitée. Après le coup d'État de Pilsudski, toute pensée que nous appellerions libérale était devenue suspecte et, à la veille de 1939, les camps de concentration, dont Bereza Kartuska, semblaient avoir eu raison des opposants.

Mais la lutte continua après 1939 au sein de la nouvelle émigration polonaise,

et leur attitude en face de la Russie fut dictée souvent aux Polonais par leur appartenance aux « pilsudskiens » ou aux autres. En face de l'Allemagne, par contre, la défaite et tout ce qui suivit unifièrent les sentiments.

Un document de cette lutte d'idées est le volume que Stanislaw Kot a publié cette année à Londres. Lwovien de naissance, historien de métier, démocrate par conviction, il fut par occasion ambassadeur du gouvernement « de Londres » auprès de l'U. R. S. S. pendant une partie de la guerre.

Un plaidoyer *pro domo* avait été rendu nécessaire par les attaques personnelles dirigées contre Kot par une partie de la presse polonaise de l'étranger. Kot a choisi une voie qui peut paraître sûre dans de tels cas : éditer des documents. Le volume en comprend 274, entre une copieuse préface (p. 5-75) et des addenda nombreux (p. 445-566) ; ces documents sont en majorité des notes et des lettres que Kot adressa à Sikorski, auquel des liens d'amitié l'unissaient depuis leur commune activité tant à Lwów qu'à Cracovie aux sein d'organisations de libération nationale. Les dates extrêmes sont septembre 1941 et février 1943.

Quelle est la valeur de ces documents ? Certains servent surtout à recréer l'atmosphère dans laquelle Kot a dû travailler : ceci est habile. D'autres, plus denses, dressent des bilans partiels de diverses questions auxquelles il devait s'attaquer ; avec le recul des quelque dix ans, nous sommes bien souvent forcés d'approuver ce que Kot pensait, ou du moins disait, à cette époque.

Mais l'honnêteté de Kot nous rend aisée une critique préliminaire ; ceci dès la page 6 ; il dit, en effet, n'avoir pu publier que les documents dont les copies ou le brouillon se trouvaient encore en sa possession, mais non les autres, ni les réponses de Sikorski ; d'autre part, et cela est peut-être plus grave, il dit n'avoir pas tout voulu publier, mais avoir écarté tout ce qui lui paraissait secondaire.

Historien fécond dont les publications (la liste s'en trouve p. 575-577) se sont succédé depuis 1910 jusqu'à aujourd'hui, Kot serait un bien piètre éditeur de documents... Nous ne lui en voulons pas d'avoir par la force des choses laissé de côté tout ce que la lutte des factions lui rendait inaccessible, mais nous devons faire de formelles réserves sur ce choix subjectif auquel il a procédé : c'est au lecteur à juger de l'importance des documents, c'est à l'historien à éditer tout ce qui est en son pouvoir de faire.

Le livre de Kot appelle la réplique ; d'ailleurs, il veut lui-même répondre à des attaques dont certaines sont citées dans les addenda. Nous espérons en particulier que ceux qui, au dire de Kot, ont mis la main sur les documents des Affaires étrangères pourront fournir au dossier une pièce d'une égale richesse documentaire, afin que de la confrontation puisse jaillir une parcelle de lumière. Kot peut-il nous obliger à ignorer faits et gens qui se révéleraient peut-être à la lecture des documents adverses des éléments de premier plan.

Mais comment reprocher à Kot d'avoir cessé d'être historien ? Il est devenu, par sa mission en U. R. S. S., un personnage historique. Il a versé au dossier de la question polonaise quelques pièces très importantes ; aux autres à répliquer et aux historiens à tirer les conclusions.

Les conditions dans lesquelles les Polonais durent lutter pendant la guerre, après la défaite de leur pays, furent la conséquence de deux faits : le partage de la Pologne entre Russes et Allemands en 1939 et la guerre russo-allemande depuis 1941.

Nommé ambassadeur par Sikorski dès la signature de l'accord de juillet 1941,

Kot, qui ne connaissait pas la Russie et très peu le russe¹, se trouva placé dans une situation très pénible. Les méfiances, les rivalités, les haines ne manquaient pas, et elles étaient accrues, du côté russe, par le souvenir de 1920, du côté polonais par l'amertume de la défaite et les séjours dans les prisons et les camps russes. Mais il y avait encore bien d'autres sources d'inquiétude : les rivalités entre Polonais de « droite » et de « gauche », les uns adversaires, les autres partisans de l'accord, entre l'armée de métier et les civils, entre ceux qui croyaient à la victoire de l'Allemagne et ceux qui croyaient à la victoire des Russes. Il y avait l'activité des divers services de renseignement et de sécurité, et Kot ne fait pas une très grande différence entre le N. K. V. D. et certains membres du 2^e Bureau polonais qu'il accuse d'avoir livré à la Gestapo, en Pologne occupée, des adversaires politiques du régime de la *sanacja*. Il y avait enfin la question juive.

En dehors des rivalités personnelles et des haines de clan, l'attitude des Polonais était dictée par l'une des deux idées opposées : les uns, sous l'effet de la foudroyante victoire allemande de septembre, voyant les grandes difficultés de l'U. R. S. S. et craignant la victoire soviétique comme dangereuse pour la Pologne et leur propre société, croyaient que les Allemands seraient victorieux sur le front russe et que la victoire finale serait l'œuvre des Occidentaux. Kot reproche à Anders d'avoir été du nombre et il se plaint de ce que, aux États-Unis en particulier, les efforts du représentant du gouvernement polonais en U. R. S. S. n'étaient pas mis en valeur par les services officiels.

Parmi les autres Polonais, il convient, d'après Kot, de distinguer entre les communistes polonais, pour lesquels il n'a pas de sympathie, et ceux qui, comme lui-même ou Sikorski, pensaient que la Russie, victorieuse de l'Allemagne après les dures épreuves, serait pour la Pologne un allié d'autant plus précieux que les Polonais l'auraient davantage aidée. Kot considère comme autant de victoires les transformations de l'opinion russe vis-à-vis des Polonais, comme autant de défaites les cas où les Polonais par leur comportement justifient la méfiance officielle et l'hostilité des populations envers ce peuple de seigneurs, aujourd'hui déchu mais considérés toujours comme paresseux et insolents.

Quels étaient les buts de guerre des Polonais ? Le rétablissement de la Pologne. Mais si certains voyaient bien que des modifications plus ou moins profondes devaient s'opérer dans la Pologne nouvelle, d'autres vivaient dans le rêve de la Pologne, grande puissance, allant de la mer Noire à la Baltique ; Kot reproduit une carte tellement insensée qu'on pencherait, avec lui, à y voir une « provocation ».

Donc, aucune clarté, une activité au jour le jour : arracher aux Russes des prisonniers, des rations, des armes, secourir les Polonais, apaiser les innombrables conflits. Peut-être pas de la grande diplomatie, mais un travail incessant et épuisant. Fut-il assez épuisant pour obliger Kot à quitter l'U. R. S. S. comme il le fit ? C'est ce qu'il laisse entendre. Mais nous ne voyons rien dans ce qu'il nous dit qui infirmerait une autre thèse : les Russes avaient besoin de présenter les Polonais comme des réactionnaires impénitents et des impérialistes dangereux, et pour cela, après leurs premières grandes victoires, préféraient ne pas avoir affaire à des gens aussi sensés et aussi patriotes que Kot. Ou que Sikorski.

1. Soulignons que, originaire de Lwów, Kot n'admet en aucune façon que sa ville ait pu être russe ou « ukrainienne ».

En effet, si les buts de guerre des Polonais restent, à la lecture des documents de Kot, peu clairs, ceux des Russes sont dans une ombre inquiétante. Kot se plaint, d'abord dans des notes d'éditeur, puis dans le texte même des rapports officiels, de ce que les autorités soviétiques, Staline le premier, promettent bien plus qu'ils ne peuvent ou ne veulent tenir, de ce que les Soviétiques placent dans les groupements polonais des hommes à eux, soit espions, soit agents provocateurs. Mais c'est surtout la question de la formation de l'armée polonaise qui montre combien le gouvernement soviétique tenait peu à avoir trop près des gens qui pouvaient contrecarrer, par esprit réactionnaire ou par patriotisme, ses plans. En soutenant en particulier tant les sionistes que les antisémites polonais dans leurs efforts de ne pas voir les Juifs devenir soldats polonais, le gouvernement soviétique entendait placer en dehors de la juridiction de l'ambassade, donc de Londres, ceux qui, habitant surtout les provinces orientales de la Pologne de 1939, pouvaient servir d'argument contre la ligne Curzon. Après sa sympathie du début, malgré le fait que les Juifs aient souvent accueilli en libérateurs les soldats russes en 1939 et aient manifesté de toutes les manières leur hostilité à la Pologne, Kot trouve que vraiment leur loyalisme est hésitant et que leur valeur militaire est faible. Nous sentons, entre les lignes, que grâce à la question juive le gouvernement soviétique a réussi dans ses projets. Un jour peut-être pourrons-nous lire une histoire objective des Israélites en Pologne : nous recommandons d'avance, à celui qui s'en chargera, les documents de Kot.

Bien d'autres choses encore sont à lire dans ces pages, nous croyons avoir dit l'essentiel¹, et nous souhaitons une édition complète de tous les documents polonais relatifs à la guerre 1939-1945 ; il est vrai que pour le moment notre désir risque de rester un souhait pieux.

Jean-B. NEVEUX.

Maréchal KESSELRING. Soldat jusqu'au dernier jour. Charles-Lavauzelle, 1956 ; 365 pages avec cartes et plans. Prix : 1.500 fr.

Appelé comme colonel à participer à la création de la future Luftwaffe, nommé en 1936 chef d'état-major général de cette arme, puis en 1938 commandant d'une des flottes aériennes, Kesselring prit part en cette qualité à toutes les opérations jusqu'en 1941. Il fut alors envoyé à Rome avec le titre de « commandant en chef Sud » pour assurer, de concert (1) avec le maréchal italien Cavallero, le commandement en Méditerranée. En mars 1945, il reçut le commandement du front Ouest, enlevé à von Rundstedt ; puis, quand ce commandement eut été réparti entre plusieurs chefs, il garda jusqu'à la capitulation celui du front Sud.

Les fonctions ainsi occupées donnent à ses souvenirs un intérêt particulier, surtout du point de vue militaire.

« Faute de notes personnelles écrites », son livre est basé sur ses seuls souvenirs

1. Le problème ukrainien, peu touché, entre dans le cadre plus général de la question des populations non polonaises des provinces de l'Est ; quant à Katyn, il semble que Kot rapproche aux services de l'armée polonaise une négligence criminelle dans l'établissement des listes de soldats et d'officiers qui équivalait à laisser aux Russes toute latitude. Nous ne pensons pas non plus devoir insister sur les rapports entre Staline et Kot ; quel sens doit-on attacher au *magnus artifex* de la Pologne que Kot donne au dictateur ? C'est une question d'interprétation personnelle.

et sur l'étude qu'il a faite de nombreux ouvrages étrangers au cours de cinq années d'internement. Ce sont donc ses opinions et ses jugements qui méritent considération plus que le détail des faits rapportés.

Comme la plupart des chefs allemands, il affirme être entré dans la guerre sans enthousiasme en raison de la « préparation incomplète » de la Wehrmacht et, contrairement à certains, il affirme que Goering y était opposé. Comme eux aussi, il critique vivement (*a posteriori*) les méthodes et les décisions d'Hitler et de l'O. K. W.

Sur la campagne de Pologne et sur les événements de mai-juin 1940, il est très bref. C'est à la maîtrise de l'air allemande qu'il attribue la facilité avec laquelle s'exécutèrent les mouvements et il semble résulter de son récit que, entre les armées et l'aviation, régna alors une entente parfaite, qui ne se maintint pas complètement au cours des années suivantes.

En ce qui concerne la bataille d'Angleterre, il nie l'importance des pertes que, d'après Churchill, aurait subies la Luftwaffe. Il se donne beaucoup de peine pour démontrer que l'abandon du projet d'invasion n'aurait pas eu pour cause une faillite de celle-ci, mais seulement « une absence de plan à vues lointaines », dont la responsabilité incomberait à Hitler et à ses espoirs d'une entente avec l'Angleterre : cette bataille n'aurait ainsi été qu'un moyen de « remplir la pause » jusqu'à la guerre avec la Russie.

Les débuts de la campagne de Russie lui inspirent les conclusions suivantes : cette campagne eût pu « aboutir avant la fin de 1941 à la prise de Moscou et à l'anéantissement de l'armée russe » ; — les tergiversations d'Hitler, qui retardèrent la reprise de l'offensive après la bataille de Smolensk, et sa décision d'agir aux deux ailes au lieu de pousser sur Moscou empêchèrent d'obtenir ce résultat ; — enfin, par sa politique maladroite à l'égard des nationalités, le Führer se priva des ressources en effectifs et en matériel que lui auraient fournies l'Ukraine et la Russie blanche et qui l'auraient aidé à atteindre ses objectifs militaires et économiques.

Mais ce sont ses souvenirs relatifs à son commandement du front Sud qui tiennent dans son livre la plus grande place. Il est regrettable qu'il n'ait pas précisé les instructions et la mission qui lui avaient été données. On imaginerait difficilement, en effet, situation plus délicate que la sienne : il avait sous ses ordres les troupes allemandes combattant en Afrique ; or, celles-ci et leur chef Rommel relevaient du maréchal italien Cavallero, sur qui il n'avait aucune autorité. De là, de multiples conflits et de graves malentendus, notamment entre lui et Rommel, et par là s'explique sans doute la sévérité de certaines appréciations portées sur celui-ci, jugé trop impulsif, trop indépendant, et qui, estimant la situation de l'Afrika Korps compromise à partir de novembre 1942, n'aurait eu, d'après Kesselring, qu'une seule idée, sauver son armée et la replier au plus tôt sur l'Italie d'abord, puis sur les Alpes.

Quant aux rapports germano-italiens, ils furent toujours extrêmement difficiles. Kesselring n'a pas assez de sévérités pour les Italiens, pour les faiblesses et les lacunes de leur préparation à la guerre, pour leur défaut de conviction et d'ardeur, pour le désordre et la gabegie de leur administration. En ne tentant pas de s'emparer de Malte, dont la possession était la condition préalable du succès des opérations en Afrique, leur gouvernement et leur haut commandement commirent une faute capitale — dont Hitler et Goering, trop confiants dans les possibilités de la seule aviation de bombardement, partagent la responsabilité. Ils furent ensuite incapables, en dépit d'objurgations répétées, d'assurer le ravitaillement des

troupes. Aussi, Kesselring n'hésite-t-il pas à accuser formellement de trahison certains personnages importants, et notamment l'amiral Maugeri et le maréchal Messe.

Mussolini tombé, la situation se modifia, mais ne s'améliora guère pour Kesselring, chacun des pseudo-alliés ne cherchant qu'à duper l'autre et à se prémunir contre un mauvais coup probable du partenaire.

Elle ne redevint normale qu'après la capitulation de l'Italie. A partir de ce moment, les souvenirs de Kesselring, redevenu maître de ses décisions, sous réserve toutefois des entraves que lui imposent les entêtements d'Hitler, n'intéressent plus guère que l'histoire militaire proprement dite. On y notera seulement les instructions qu'il dit avoir données pour préserver de la destruction les villes italiennes en les déclarant « villes ouvertes », — ses critiques des lenteurs et des erreurs tactiques du haut commandement adverse, qui, n'ayant pu empêcher précédemment la retraite des forces allemandes de Sicile, ne sut pas profiter davantage de « maintes occasions de mettre en sérieuses difficultés les forces allemandes d'Italie », — et ce fait, flatteur pour notre armée, que la grande préoccupation de Kesselring en 1944 était de savoir où attaquerait le corps expéditionnaire français.

Ce livre, on le voit, est bien d'un soldat, qui, assure-t-il, ne voulut jamais être « qu'un soldat ».

Il semble pourtant qu'une fois au moins, Kesselring soit sorti de ce rôle : ce fut quand, à l'automne de 1944, il fit engager en Suisse, par un homme de confiance, des « conversations » avec des représentants américains. On le savait par ailleurs ; mais on regrettera qu'il se soit borné à y faire des allusions plutôt mystérieuses au lieu de donner à ce sujet les précisions qu'on était en droit d'espérer.

Général LESTIEN.

Gordon SHEPHERD. *Russia's Danubian Empire*. London, Heinemann, 1954 ; in-8°, xi-262 pages.

Écrit aux environs de la mort de Staline, donc à la veille de profonds remaniements dans le monde soviétique, ce livre éveille l'appréhension du lecteur : « N'a-t-il pas vieilli, au point d'être périmé ? » De fait, le ton initial, presque polémique, de l'étude, les relents de « containment » et de croisade ne menacent-ils pas de transformer le sujet en un « duel entre la Chrétienté et la foi communiste » ? Tâche ardue pour l'auteur que de tenir les promesses du titre ! Le lecteur risquait d'être d'autant plus facile à décevoir qu'il serait plus exigeant. Qu'il suffise de dire que M. Shepherd ne l'a pas déçu.

Nulle crainte de s'égarer dans le plan fort clair que nous propose l'auteur : il s'agit d'une « étude totale », sous ses aspects idéologiques, politiques et économiques, de l'histoire récente du Bassin danubien. Dessein trop ambitieux ? On le redoute un instant devant la rapidité, voire le schématisme avec lesquels l'auteur clarifie les données politiques de cette période.

Le lecteur, qui se rappelle les procès spectaculaires de l'après-guerre, soupçonnait derrière les grandes « purges staliniennes » d'après conflits idéologiques et économiques — comme ceux que ces derniers mois ont si brutalement révélés. Il n'entendra pas sans malaise ramener ces heurts sanglants aux dimensions d'un simple « gangstérisme politique » (p. 8) ou de pures vendettas (p. 31). Armé de quelques principes simples — la servilité des P. C. satellites, les dissensions entre « cliques » communistes rivales, le désir d'éliminer les influences occidentales, la

lutte contre le titisme, ou l'antisémitisme, dont les interférences avec la politique arabe de Moscou sont assez bien soulignées (p. 37-38) — l'auteur prétend donner la clef des mystérieuses purges. Rajk devient l'Arien, victime des communistes hongrois et juifs inféodés à Moscou; Kostov est éliminé pour avoir voulu sauvegarder la régie bulgare des tabacs de la mainmise russe, et A. Pauker « pour avoir fait son temps », tandis que le procès de Slansky et de ses dix coaccusés — à l'exception de Clémentis mieux campé dans son rôle de conciliateur entre les tendances orientales et les tentations occidentales qui déchirent la Tchécoslovaquie — est une scène de « grand guignol » (p. 100).

Mais que de lacunes dans la trame politique ! Qu'est-ce que le coup de Prague, dont l'auteur avoue qu'il n'en était pas un ? Quelle fut l'influence des événements mondiaux, à peine suggérés dans ce livre ? Dans ce tragique défilé, où l'auteur se tire pourtant avec beaucoup de vigueur d'une documentation trop indigente, les profondes divergences idéologiques entre les protagonistes, l'arrière-plan économique ne sont aperçus que par éclairs : de fugitives indications économiques (p. 43 52, 64...) ne sont jamais exploitées. De l'historien, l'auteur semble ignorer complètement la science des rapprochements.

Il ne faut pas oublier que M. Shepherd est journaliste ; cela nous aidera à mieux apprécier ses deuxième et troisième parties. L'auteur passe en revue les conflits qui opposèrent les forces révolutionnaires à ses ennemis, ecclésiastiques, paysans et ouvriers. Dès lors, le ton s'anime ; les personnages s'agitent ; quelques groupes sociaux se détachent. On sent l'auteur — apparemment peu au courant des controverses idéologiques — plus à l'aise dans des scènes dont il comprend mieux les ressorts cachés.

Son exposé des démêlés entre l'Église et l'État retrace fidèlement les étapes de la mise au pas des différentes Églises : docilité des orthodoxes bulgares ou roumains ; divisions des protestants ; intransigeance du clergé catholique. Ici, le récit de l'auteur se nuance souvent : il mentionne heureusement le désir communiste de compromettre l'Église sans jamais sortir de la légalité ; son habileté à profiter du « gallicanisme » latent dans la patrie de Jean Huss ; l'apparition du problème révolutionnaire des prêtres « jureurs » et « non jureurs ». Cette histoire de concordats, signés à contre-cœur et appliqués avec arrière-pensées, culmine dans les grands procès de Mindszenty et de Beran. Habile à les distinguer l'un de l'autre — l'intraitable cardinal légitimiste de Hongrie et le prélat tchèque souple sur tous les domaines autres que dogmatiques — l'auteur laisse percer, un peu trop peut-être, le bout de son oreille de journaliste et de reporter. Mais le pittoresque, le sens du pathétique n'en souffrent pas.

On regrette, toutefois, le goût trop net de l'auteur pour les scènes symboliques. Quitte à faire du procès Mindszenty « le jugement de l'ordre ancien par l'ordre nouveau », l'auteur aurait pu éviter une confusion trop fréquente du spirituel et du temporel, auquel les dirigeants communistes, très habilement, bornèrent le plus souvent leurs attaques, et surtout mieux exposer le rapport exact des forces entre les Églises et le communisme. Car, enfin, quelle est l'implantation, l'éventail sociologique exact de ces « chrétientés du silence » ? Quelles sont leurs traditions de lutte et d'indépendance ? Étaient-elles bien ou mal préparées au conflit actuel ? Répondre à ces questions eût été faire vraiment œuvre d'historien.

Ce manque de perspective est, même dans ses meilleurs moments, la seule faiblesse réelle de l'étude. Une fois exposée l'issue du « premier round de ce match en

l'aveur des libertés humaines fondamentales », l'auteur passe à l'exposé de la sourde opposition paysanne. Pas plus qu'il ne songeait à proposer comme facteur d'explication pour l'attitude de l'Eglise la ruine de sa puissance terrienne, il n'envisage son influence sur l'attitude de paysans profondément catholiques, en Hongrie ou en Tchécoslovaquie, par exemple. A part cet excès de cloisonnement, qui étonne si souvent la force convaincante de l'ouvrage, on reste sensible à la précision avec quoi sont analysées les différentes phases de la politique agraire : la timidité des premières socialisations, la multiplication des petits propriétaires ; leur noyautage par quelques fermes modèles kolkoziennes et l'introduction du double marché agricole ; les abattages clandestins et les interventions policières. Voilà un déroulement plausible, vraisemblable, vivant, des classiques démolés avec la classe paysanne. On regrette seulement l'absence de tout aperçu sur les traditions, l'héritage agraires des pays danubiens. L'auteur y aurait gagné de mieux poser le problème fondamental pour les dirigeants communistes : « le passage d'une agriculture capitaliste à un régime socialiste devait-il être progressif ou brutal ? » De là cette irrégularité dans la politique, ces phases de relâchement ou de « digestion » et la brutale reprise des collectivisations.

Un nouvel excès de cloisonnement prive ici l'auteur d'une excellente introduction aux problèmes industriels. Il néglige trop complètement le problème fondamental à toute industrialisation à outrance, celui de la *reconversion* des travailleurs agricoles en travailleurs industriels. A l'oublier, il prend facilement l'absentéisme des mineurs hongrois ou tchèques, petits propriétaires, pour mauvaise volonté politique, le dirigisme gouvernemental dans l'emploi pour une forme larvée de travail forcé. Plus généralement, nous sommes consciencieusement menés à travers le détail de la reconstruction industrielle, familiarisés avec l'élaboration des plans quinquennaux. Qu'une économie dirigiste et étatique fût inévitable devant l'ampleur des destructions et des confiscations de firmes allemandes, l'exemple nancé de la Tchécoslovaquie (p. 177 et suiv.) nous en convainc. Passage qui tranche heureusement sur le reste de l'exposé : consciencieuse, trop consciencieuse énumération de fiches nationales, dont les renseignements disparates ne se prêtent à aucun tableau synthétique. Malgré la variété des touches, l'ensemble, trop anecdotique, ne saurait donner un diagnostic véritable de l'économie danubienne. La recherche coordonnée et systématique de son état de santé économique dépasse très largement les buts de l'auteur.

C'est en docteur qu'il réapparaît pourtant dans sa dernière partie, soupesant gravement les chances de survie de l'actuelle économie danubienne. Laissons à l'auteur, qui fait de Regensburg, et non de Passau (p. 240), la frontière entre l'Autriche et l'Allemagne, la responsabilité de ses vues sur l'édification d'un ensemble économique danubien autonome, exact duplicatum économique de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

Tel qu'il est, ce livre a le mérite d'exister. Malgré une tendance — d'ailleurs contenue — à la polémique, à de déplaisantes assimilations entre pratiques communistes et procédés hitlériens, on ne saurait sous-estimer le scrupuleux souci d'objectivité de l'auteur. Il serait trop facile aujourd'hui de reprocher à l'auteur une certaine myopie, de graves erreurs d'appréciation. Sans ces défauts, son livre aurait-il jamais vu le jour ? L'avoir donné, là est la véritable et louable hardiesse de l'auteur.

F.-X. COQUIN.

Michel AUGÉ-LARIBÉ. *La révolution agricole*. Paris, Albin Michel, 1955; in-8°, 435 pages. (Bibliothèque de synthèse historique, t. LXXXIII.)

La révolution agricole? Un beau sujet, excitant; mais combien délicat. M. Augé-Laribé l'a bien senti qui, prenant la succession du regretté Marc Bloch, éprouvait quelque scrupule à accepter l'expression même de « révolution agricole ». Cette expression, il la concédait aux historiens parce qu'il leur serait difficile de s'en passer. De fait, Marc Bloch la tenait simplement pour « commode » et Henri Sée n'hésitait pas à la bannir comme ne convenant pas pour désigner « un immense changement » qui, « loin de s'opérer brusquement..., a été la conséquence d'une lente évolution » (p. 6). Mais suffit-il de nier qu'on puisse « assimiler complètement la révolution agricole à la révolution industrielle ou à la révolution chimique »? Car d'autres s'offrent à prouver qu'il y eut en réalité plusieurs révolutions industrielles, donc, ainsi que M. Augé-Laribé s'exprime, plusieurs « étapes » sur la route que l'homme a parcourue pour passer des formes « traditionnelles » aux formes les plus évoluées de l'activité créatrice. Et, faute de pouvoir préciser la notion de « révolution agricole », se contentera-t-on d'invoquer les « difficultés de l'information » et de plaider non-coupable lorsque, parfois, « il faut entreprendre au-delà de ses forces » (p. 11)?

Nous voudrions pourtant savoir ce qu'était au juste « l'agriculture traditionnelle » qui se trouve avoir précédé « la révolution ». Cela, toute une première partie devrait suffire à nous l'apprendre. Mais, de prime abord, un sentiment de méfiance nous saisit, l'auteur nous invitant à admettre que la tradition se laisse borner par deux dates précises : 1600 et 1815, et découper en trois phases, à savoir : de la fin du xvi^e au milieu du xviii^e siècle; du milieu de ce dernier siècle à 1789; et de 1789 à 1815. Quant au premier paragraphe du chapitre premier, il est intitulé : « La restauration de l'agriculture »; ce qui constitue une énigme. En tout cas, ce n'est guère qu'à la page 52, incidemment (il s'agit de « la nouvelle politique agricole » dans les commencements du xviii^e siècle), que nous croyons pouvoir découvrir les traits qui méritent de passer pour « traditionnels » : des « systèmes communaux », « la vaine pâture », « l'uniformité locale des cultures », « l'interdiction pour un cultivateur d'apporter des changements aux règles coutumières et de faire des essais », « l'insuffisance du bétail, donc du fumier », pratiques qui « rendaient toute amélioration impossible »; à propos de quoi se glisse cette stupéfiante remarque : « Pour toute nouveauté, il fallait obtenir une permission de l'autorité. » La « persistance des structures anciennes au milieu de la révolution agricole » va de soi : mais il ne s'ensuit pas une étude sérieuse d'un legs de cette importance. Si l'on nous dit ensuite qu'« au milieu du xviii^e siècle, s'atténue cette stagnation de l'économie agricole que nous venons de constater », pas davantage ne nous brosse-t-on le tableau d'une agriculture assez fâcheusement dénommée « méthodique » (l'agriculture dite traditionnelle serait-elle caractérisée par l'absence de méthode?) et dont on nous invite à saisir les balbutiements... au lendemain du retour de Louis XVIII à Paris, après Waterloo. « Époque de transition », estime-t-on : et bientôt nous voici conduits parmi nos contemporains, au sein d'une « agriculture internationale », pour laquelle est choisie, avec un courage déconcertant, une autre date de naissance précise : l'année 1872. On constate, à cette occasion, que la révolution agricole a moins consisté en une « amélioration continue des tech-

niques » qu'en « un bien plus grand changement dans (la) mentalité ancestrale » du cultivateur qui « n'est plus l'homme à la houe », mais « un agent des laboratoires, un exécutant de règles scientifiques » et aussi « un associé, un syndiqué, un solidaire » (p. 187-188). Ainsi, « l'individualisme, l'entière liberté du propriétaire... ne seront plus tolérables. L'obligation de ne pas nuire aux autres imposera des limites qu'il faudra strictement respecter. » Il est vrai que désormais l'entreprise « dépasse en grandeur et en sagesse tout ce que les politiques industrielles ont pu concevoir », puisqu'il lui appartient de mener une « action contre la misère..., dans l'intérêt général de l'humanité » (p. 381-382).

Il saute aux yeux que M. Augé-Laribé est plus à son aise quand il s'agit du présent que des siècles écoulés. « Dès qu'il paraît nécessaire de remonter dans le passé, avoue-t-il, on éprouve de grandes difficultés pour se bien renseigner. » Ce sont là les « difficultés de l'information » qui, pour ne pas être « accablé » (p. 10), l'ont sans doute conduit à limiter à peu près son enquête à la France¹. Mais, à simplifier de la sorte la besogne, il nous inflige une non moins grave déception. On aura remarqué que ses divisions chronologiques sont à peu près toutes empruntées au découpage politique habituel de l'histoire française. Il ne se réfère que par exception à des ouvrages en langue étrangère. Bien plus, il ne semble même pas avoir utilisé maints travaux de valeur, venant de chez nous, grâce auxquels il aurait pu effectuer d'indispensables sondages dans le reste de l'Europe et les autres parties du monde. Ainsi l'Angleterre, les Pays-Bas, les États-Unis, n'apparaissent-ils sur sa scène que de loin en loin ; ainsi ne fait-il que de brèves allusions aux problèmes agraires de l'Europe orientale et des péninsules méditerranéennes. A le lire, il y aurait lieu d'imaginer que la « période de transition » ne concerne que les seuls Français du temps de la royauté constitutionnelle. Alors que Mathieu de Dombasle a droit à un large paragraphe, Thaer est tout juste cité et de Thunen on ne souffle mot. L'état de la population rurale, entre 1800 et 1870 (chapitre v de la deuxième partie), est dressé comme si l'unique témoin pouvait être le paysan de France. De la grande crise des années 1880-1895, il n'est sans doute aucune trace en dehors de notre pays et c'est encore celui-ci que le phénomène de l'exode rural concerne exclusivement. Il faut aborder la dernière partie pour se rendre compte de la faible étendue des terres touchées par la « révolution agricole ». Jusqu'aux pages finales, touchant les « perspectives prochaines » (singulière préoccupation pour

1. Il serait vain de vouloir compléter la bibliographie. Mais on remarque avec étonnement que des travaux d'ensemble comme ceux de Gras, M. Sorre, A. Maurizios, A. Demolin, Hoston, manquent à l'appel. Nombre de thèses de l'École géographique française auraient pu être mentionnées. Parmi les revues, on ne relève ni le *Journal des Économistes*, ni l'*Économiste français*, ni le *Journal of Economic History*. Rien qui indique le souci de mettre au point la question du mouvement des prix (Ernest LABROUSSE est connu pour sa *Crise de l'économie française*, mais non pour son *Esquisse du mouvement des prix et des salaires en France au XVIII^e siècle*). Pas davantage ne se marque celui d'être renseigné et de renseigner sur l'étude des questions agraires à l'étranger (on aurait pu s'attendre à retrouver au moins des titres tels que *Les paysans roumains depuis le traité d'Andrinople jusqu'à la libération des serres*, par Marcel EMERIT, et *Les luttes des paysans en Norvège du XVI^e au XIX^e siècle*, par H. KOUT). Pour la Russie, M. Augé-Laribé ne retient guère que Prokopovitch. Il paraît ne pas connaître les Ashley, Ashton, Clapham, etc., qui ont tant fait pour l'histoire rurale de la Grande-Bretagne, les Faulkner et Clough qui ont travaillé sur l'économie agricole des États-Unis. D'ailleurs, il classe par régimes politiques français.

l'historien !), qui ne consistent guère qu'en considérations, assez verbeuses du reste, sur un avenir proprement français.

C'est à propos de ces « perspectives prochaines » qu'il nous est donné de découvrir Malthus (p. 373). Exemple des libertés prises par notre auteur. Car le problème de l'« accroissement des populations et (des) ressources alimentaires », il ne le prend en considération qu'« au moment d'arrêter le récit d'une histoire qui n'est pas terminée » (p. 365). Du flot montant des ruraux au XVIII^e siècle il parle brièvement et seulement en fonction de « l'agriculture française vers 1789 » (p. 89) : ignorerons-nous que nombre d'économistes, avant Malthus — populationnistes ou non — s'étaient souciés du problème démographique ? Par contre, les « effets agricoles des transports à vapeur par terre et par mer », on nous les laisse prévoir bien avant que « cette réelle révolution agricole » se dessine (p. 147).

Le XIX^e siècle aurait-il eu le privilège de subir les intempéries, les parasites, les maladies du bétail, puisqu'il n'est fait état des « obstacles physiques aux progrès agricoles » qu'au chapitre IV de la deuxième partie ? Et c'est au suivant que sont groupées les observations relatives à la structure agraire, aux « lois du village », à l'aspect de l'habitat, ayant toutes pour but de composer le tableau de l'agriculture « traditionnelle ». On pourrait multiplier les preuves d'un regrettable flottement dans la composition de l'ouvrage.

Il y aurait lieu au surplus de relever dans le détail, presque page par page, ce qui ne satisfait guère. Médiocrement informée, l'étude du XVI^e siècle introduit mal le sujet. Qui croira qu'« en Angleterre, comme en France, comme en Allemagne, les productions vivrières s'étaient faites sur des communaux et dans le système des trois champs » (p. 25) ? Qui comprendra pourquoi « les soixante premières années paraissent avoir été assez favorables à l'agriculture », puisque celle-ci n'aurait profité ni « des progrès techniques » ni d'une « amélioration dans la structure sociale » (p. 22) ? Oublierait-on le rôle des deux facteurs : fluctuations monétaires et mouvement des prix ? D'ailleurs, ceux-ci n'entrent pas davantage en ligne de compte quand il s'agit d'expliquer les mauvaises heures du XVII^e siècle et le climat encore si fantasque du XVIII^e. Courte vue que d'attribuer la stagnation d'entre 1600 et 1730 à un mercantilisme qui aurait fait fi des intérêts des agriculteurs (p. 41 et 44). Désinvolture que de supposer qu'« il n'y a pas beaucoup à découvrir... sur l'évolution de l'agriculture au XVIII^e siècle », du moment que « nous ne savons pas grand'chose » (p. 28). En somme, deux cents ans d'histoire européenne sans qu'on se soucie beaucoup des effectifs humains et des structures sociales.

Il n'est pas sûr que l'importance de l'école physiocratique soit ramenée à ses justes proportions. Certes, on note une « anglomanie », mais on la place sur le même plan que « le snobisme » ou que « la mode » (p. 50). En tout cas, de vigoureux

1. Se reporter par exemple à Joseph J. SPENGLER, *Économie et population. Les doctrines françaises avant 1800*, Paris, Presses Universitaires de France, 1954.

2. Une énumération des disettes survenues du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle est reproduite, p. 43, d'après Cépède et Lengellé, mais pour la seule Europe occidentale. Le « etc. » qui la termine laisse à penser qu'elle est laissée volontairement incomplète. Mais on en chercherait vainement la suite. Il est fait allusion, p. 118, à une disette de 1811-1812, p. 195, à la disparition de la crainte des famines dans les villes. Quant aux disettes de la Russie tsariste, tout se passe comme s'il n'y en avait jamais eu (mais « le prolétariat urbain connaît la famine » au lendemain de la révolution d'octobre » (p. 253). Et l'on nous dit, p. 338, qu'« il reste hors d'Europe des régions (où) les famines aigües sont toujours à redouter périodiquement ».

efforts sont faits pour réagir contre la tentation de tout attribuer aux Britanniques : bien que ceux-ci aient eu Tull, Townshend, Bakewell, pu se flatter d'avoir enseigné « les principes de la nouvelle agriculture », su croiser des races bovines, au total, dans l'île, les « moyens de cultiver... étaient très rudimentaires » et la révolution du turnip n'en fut pas une (p. 55). Quant à l'accélération du mouvement des enclosures, à l'extension — un peu partout — de méthodes propres à gonfler le profit et à grossir la rente, ce sont là choses qu'on passerait volontiers sous silence. On ne tiendra pas pour autant l'exposé de la doctrine et de l'action physiocratiques pour satisfaisant. Et il y avait, depuis Ernest Labrousse, une page autrement avancée à écrire sur la société rurale de la France à la fin de l'Ancien Régime. Au demeurant, bien pâle et fragmentaire nous est transmise l'image de ce XVIII^e siècle dont Daniel Faucher, à juste titre, a montré le rôle d'« initiateur » dans un « climat nouveau »¹.

Quelle que soit son originalité, l'œuvre de la Révolution française ne se conçoit pas isolément. En quoi méritent-elles le qualificatif de « républicaines » des réformes telles que l'abolition du régime seigneurial et l'adoption d'un code rural? Et, s'il est exact que la législation de 89 « marque une coupure dans l'histoire sociale des agriculteurs » et non dans « l'amélioration des techniques », ne peut-on se retenir d'exercer facilement son ironie en représentant le vote intervenu dans la nuit du 4 août comme la « manifestation la plus touchante, la plus déconcertante, et par certains aspects la plus comique qu'on ait jamais pu enregistrer dans l'histoire des parlements »? (P. 81 et 99.) La Constituante n'avait-elle « pas les moyens de saisir dans ses réalités exactes... une nécessité révolutionnaire qui, dans le fond, était surtout paysanne »? Sans doute la plupart des ruraux « ne souffraient... pas tant de leur inconfort que de l'accablement des charges féodales » : mais ceci ne contribuait-il pas à expliquer cela? Qu'ils n'aient pas été d'accord pour effectuer le partage des communaux, nous le savons : est-on fondé pour autant à imputer leur division sur ce point à « une absolue absence de sens critique »? On ne voit pas où l'auteur veut en venir lorsqu'il écrit : « Ce qui montre bien qu'il s'agit de politique, d'une partie de révolution politique, c'est que toutes les préoccupations se tournent vers la propriété, sous son double aspect de discussion théorique et d'action législative, puisqu'on a considéré les ventes de biens nationaux et les partages de communaux comme un immense transfert de propriétés. D'autre part, il s'agit d'une révolution agricole, on pourrait dire d'une révolution paysanne, puisque dans toutes les discussions la propriété à laquelle on pense, c'est, presque exclusivement, la propriété foncière. » Notre trouble s'accroît aux considérations qui suivent : « Il en sera encore de même, cinquante ans plus tard, avec Proudhon. De la propriété mobilière, de la propriété capitaliste, il n'est pas encore question. Cela ne va pas beaucoup tarder. Attendons Louis-Philippe. » (P. 110.) Un peu plus loin, on nous assure que « les assemblées républicaines et, après elles, Napoléon ont, en somme, essayé de changer les lois sans se préoccuper de réformer les mœurs » (p. 115). Puis, à quelques lignes d'intervalle, l'empereur est représenté comme n'ayant « pas eu le temps de s'occuper de l'agriculture » (« peut-être n'y a-t-il pas pensé ») et comme ayant exercé une « pression administrative » pour répandre la culture de la betterave.

Le plan de la deuxième partie déconcerte. A quoi se rapporte, en effet, le chapitre qui traite de la politique agricole de la Restauration et de la monarchie de

1. *Le paysan et la machine*. Paris, les Éditions de Minuit, 1954.

Juillet? Car des aspects généraux de l'agriculture dite « méthodique », il n'est vraiment question qu'à partir du suivant. Pourquoi M. Augé-Laribé se refuse-t-il à relier au XVIII^e siècle cette première moitié du XIX^e en ce qui touche « les applications de la science aux pratiques agricoles »? Il estime que, « jusqu'à 1830 ou 1840 », les techniques « resteront encore à peu près ce qu'elles étaient depuis longtemps » : à l'encontre de pour M. Daniel Feucher qui « le XVIII^e siècle (« le tournant du XVIII^e siècle ») marque la rupture avec l'âge pré-scientifique et pré-mécanicien de l'agriculture ». Peut-être convient-il de ne pas confondre adoption des méthodes scientifiques et irruption de la mécanique. Mais il serait périlleux d'accorder à l'une des phases une sorte de prééminence. Et, si la « décisive amélioration, c'est la création des voies ferrées, événement plus important et riche de conséquences pour l'agriculture que l'introduction des navets et des raves dans l'assolement » (p. 145), il reste que, dans un cas comme dans l'autre, une même évolution entraîne le monde rural vers une culture spéculative : or, le caractère capitaliste de la nouvelle activité terrienne n'est nulle part mis en lumière.

De la troisième partie, il ressort que la principale préoccupation de l'auteur est de démontrer les bienfaits de l'association et de dénoncer les méfaits de « la ville ». Chemin faisant, les thèses marxistes sont prises à parti : les gros n'ont pas mangé les petits ; toutefois, l'on concède que gros et petits subissent la loi du marché international. Pour discutables qu'elle soit, la distinction — devenue fameuse — de l'Europe du cheval-vapeur et de l'Europe du cheval de trait implique-t-elle que l'agriculture de la première soit inférieure à celle de la seconde? Une comparaison entre le fermage, le métayage et le faire-valoir direct (à la p. 237 seulement), ne saurait être envisagée du seul point de vue juridique. Mettons qu'un *lapsus calami* rende compte de la distinction (p. 249) entre partie autrichienne de l'ancienne Pologne et Galicie. Mais la confusion est plus grave quand il s'agit des kolkhoses et des sovkholes, confusion qui se reproduit à plusieurs endroits.

Livre de « synthèse », ce travail déçoit donc. Certes, il serait injuste de passer sous silence l'intérêt que présentent maints passages et remarques. On reconnaît avec M. Augé-Laribé que bien des ombres demeurent, faute d'enquêtes assez nombreuses et méthodiques. Mais une lecture plus vaste était néanmoins désirable, grâce à quoi il eût été possible de mieux saisir, à la fois dans le temps et dans l'espace, le vaste mouvement de rénovation qui, affectant le travail, les genres de vie et la mentalité des campagnes, peut mériter l'appellation de révolution agricole¹.

Robert SCHNERS.

1. La réédition des *Caractères originaux de l'histoire rurale française* a été enrichie d'un t. II qui, rédigé par M. Robert DAUVERGNE, rassemble « tout ce que Marc Bloch a publié sur l'histoire rurale française depuis 1930, tant dans ses livres que dans les articles, les notes et les fort nombreux comptes rendus donnés en très grande majorité aux *Annales d'histoire économique et sociale*... ». A relire attentivement ces extraits, le regret est avivé que leur auteur n'ait pu écrire les pages qui auraient fait de *La révolution agricole* — à côté de *La société féodale* — un autre maître livre (voir, en particulier, ce qu'il est permis d'augurer d'après les chapitres IV (Transformations de la seigneurie et de la propriété depuis la fin du Moyen Âge), V (Les groupes sociaux), VI (Les débuts de la révolution agricole) et VII (Les prolongements : passé et présent).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

France. — Maurice ANDRIEUX. *Henri IV* (Paris, Fayard, 1955, 510 p. Grandes études historiques). — Le livre de M. Andrieux consacré à Henri IV s'inscrit dans les traditions classiques de la biographie. Les dernières pages contiennent un abrégé chronologique de la vie publique et privée de Henri IV : le lecteur s'y reportera, s'il est sérieux. Mais pas de bibliographie : le même lecteur sérieux redoute le fatras. Il ne s'agit point d'une vie romancée, genre qui eut sa vogue il y a vingt-cinq ans. Mais, dans l'esprit d'une histoire traditionnelle, la politique occupe le premier plan et les interprétations à son sujet ne sont pas toujours solides : par exemple, celle qui concerne « la dernière année », avec un projet d'un équilibre européen, dont la base aurait été le respect des limites naturelles des États, telles que les définissaient leur géographie et leur langue.

Il y aurait aussi bien des réserves à apporter au chapitre : « Le message de la France », où l'institution de la Paulette est expliquée par le souci d'enraciner la fonction judiciaire dans les familles. « Car c'est dans cette notion de l'hérédité professionnelle que l'ancienne France devait trouver son équilibre et sa robustesse. » Voilà une louable opinion qui ne fut pas, en tout cas, celle de Richelieu, ni de Colbert. Bref, un portrait de plus dans une collection de Henri IV, mais certes pas un livre qui renouvelle le sujet.

— Pierre-Georges LORRIS. *Un agitateur au XVII^e siècle, le cardinal de Retz* (Paris, Albin Michel, 1956, 411 p.). — Bon connaisseur des mémoires de Retz, séduit par les destinées audacieuses, M. P.-G. Lorris évoque avec verve son personnage. Il veut en rendre sympathiques la tenace énergie et l'ambition, dont il nous ne livre pas tout le secret. Agitation, en effet, plutôt qu'action, toute cette carrière du cardinal qui finit par paraître bien décevante, à la mesure de celles de Mazarin ou de Talleyrand. Les causes auxquelles il s'attacha manquaient-elles d'avenir ou le cardinal, tout intelligent et subtil qu'il fût, manquait-il d'envergure ?

Dans cette biographie, où l'homme ne quitte jamais la scène, l'époque, la société, les intérêts généraux ne sont pas assez discernables et il faut attendre l'ouvrage que M. P.-G. Lorris annonce sur la Fronde pour apprécier son œuvre d'historien.

Mais on doit s'étonner de certaines imprécisions géographiques : la place du duché de Retz (on prononce Rais et le cardinal a adopté cette orthographe à partir de 1671, p. 390) est des plus fantaisistes. Comme il se trouve, non pas sur la rive droite, mais sur la rive gauche de la Loire, le récit des péripéties après l'évasion de Nantes a l'air de se dérouler au pays d'Utopie.

VICTOR-L. TAPIÉ.

— G. P. GOOCH. *Louis XV. The Monarchy in decline* (London, Longmans, Green and Co, 1956, 285 p.). — L'ouvrage que M. G. P. Gooch nous offre sur Louis XV s'inscrit dans la série des publications que le même auteur a consacrées naguère à Frédéric le Grand, à Marie-Thérèse et à Catherine II. Ce n'est pas

un récit détaillé du règne. Les renseignements sur les institutions et la société sont tirés des travaux vieilliss de Henri Carré, ceux de Marcel Marion, Ph. Sagnac et P. Muret étant ignorés. Après beaucoup d'autres, M. Gooch nous présente un portrait nuancé de l'homme indolent, sensuel et intelligent que fut Louis XV et des influences qui essayèrent de s'exercer sur lui. Il y joint un jugement sévère sur sa responsabilité dans la chute de l'Ancien Régime. Les mémorialistes sont mis à contribution et abondamment cités. L'auteur écarte justement les pseudo-Mémoires du duc de Richelieu fabriqués par Soulavie, mais il semble ignorer les *Mémoires authentiques du Maréchal de Richelieu*, découverts par A. de Boislisle et publiés, en 1918, par la Société de l'Histoire de France. Outre les gracieuses images de M^{me} de Pompadour et de M^{me} du Barry, le livre est illustré par l'émouvant portrait que Drouais a donné du roi vieillissant.

— *Anciens pays et Assemblées d'États. Études publiées par la section belge de la Commission internationale pour l'histoire des Assemblées d'États*, fasc. 9 (Louvain, E. Nauwelaerts, 1955, in-8°, 146 p.). — Dans cet intéressant recueil, on notera particulièrement : P. FEUCHÈRE, *Un obstacle au réseau de subordination : alleux et alleutiers en Artois, Boulonnais et Flandre Wallonne*. E. APPOLIS, *Les assiettes diocésaines en Languedoc au XVIII^e siècle* (exposé précis de la composition et des fonctions de ces municipalités diocésaines dont l'une a été spécialement étudiée par l'auteur dans son ouvrage sur le *Diocèse civil de Lodève*. Albi, 1951). E. LOUSSE, *N'y avait-il craint que des libertés?* J. BALON, *La société d'Ancien Régime. Une introduction historique à la civilisation moderne* (compte rendu de l'ouvrage de M. E. LOUSSE, *La société d'Ancien Régime. Organisation et représentation corporatives*, 2^e édition, Louvain, 1952).

— Pierre GORLIER. *Le Vigan à travers les siècles*. Histoire d'une cité languedocienne. Préface d'André CHAMSON (Montpellier, Éditions de la Licorne, 1955, 359 p.). — L'ouvrage de M. Pierre Gorlier retiendra les lecteurs viganais, auxquels il est d'abord destiné, par la précision minutieuse, fruit d'une expérience attentive et longuement vécue, avec laquelle, s'aidant de cartes excellentes et de photographies, il évoque les images successives de cette petite ville au cours des âges. Le caractère didactique du livre s'affirme dans la clarté des divisions — multipliées parfois jusqu'à l'émiettement et soulignées par des titres marginaux — dans l'importance accordée aux anecdotes retraçant les rudes exploits des nobles viganais du xvi^e siècle ou les aventures du prêtre réfractaire Solier dit sans Peur. On ne s'étonnera pas de la rareté extrême des références, particulièrement regrettable lorsqu'il s'agit de documents inédits extraits des archives locales.

Les tableaux de la société viganaise aux diverses époques sont intéressants, mais un peu sommaires pour les classes laborieuses. L'auteur fait allusion à une collection de *Compoiz terriers* — c'est-à-dire de cadastres (p. 105) — mais il se contente d'en donner quelques échantillons. On sait pourtant les ressources que peut offrir, pour l'histoire sociale d'une ville, l'analyse systématique de tels documents. Plus précises sont les indications données sur l'administration municipale, mais on regrette que, pour le xviii^e siècle, l'auteur n'ait pas consulté la récente thèse de M. Émile Appolis sur le *Diocèse civil de Lodève* (Albi, 1951), si proche pourtant du Vigan, et qui lui aurait fourni d'indispensables termes de comparaison.

Deux grands drames ont bouleversé l'existence des Viganais à l'époque moderne : la révocation de l'Édit de Nantes dans une ville presque tout entière gagnée à la

Réforme, à la fin du xviii^e siècle, et, à la fin du siècle dernier, la crise de la sériciculture. M. P. Gorlier leur consacre justement les pages les plus documentées et les plus simplement émouvantes de ce livre attachant.

— Alfred R. DESAUTELS, S. J. *Les Mémoires de Trévoux et le mouvement des idées au XVIII^e siècle (1701-1734)* (Roma, Bibliotheca Instituti Historici Societatis Jesu, 1956, in-8°, xxvii-256 p.). — Les Mémoires pour l'histoire des sciences et des beaux-arts — plus connus sous le nom de *Mémoires de Trévoux*, du nom de leur lieu d'impression — étaient une revue mensuelle que les Jésuites publièrent de 1701 à 1762 et qui donnait les comptes rendus des ouvrages récents, hormis les romans et les pièces de théâtre. Au compte rendu pur et simple des premières années, ils ajoutèrent bientôt — surtout après 1712 — des jugements critiques qui sont à l'origine de l'intéressante étude du Père Desautels. L'auteur examine successivement l'attitude des Jésuites français de la première moitié du xviii^e siècle à l'égard des problèmes philosophiques, des idées morales et pédagogiques, des querelles théologiques et dans la défense de la religion chrétienne. On ne sera pas étonné de l'anticartésianisme foncier des Jésuites ni de leur opposition résolue au Quesnellisme. Plus surprenant est leur libéralisme devant certaines hardiesses en matière d'exégèse de l'Écriture sainte. Ce premier volume s'arrête en 1734, date où les Mémoires cessèrent d'être imprimés à Trévoux pour l'être à Paris.

— Shelby T. Mc. GLOY. *The Cagots. A despised People in France*. (Reprinted from *The South Atlantic Quarterly*, 1955, vol. LIV, p. 44-55). — Courte et intéressante notice consacrée à ces véritables parias (Cagots, Gavots, Coliberts) qu'on rencontrait encore, au xviii^e siècle, dans les provinces françaises de l'Ouest, mal protégés, par les Arrêts mêmes des Cours souveraines, contre les injures et les interdits. Ils descendaient probablement de lépreux dont ils présentaient certaines tares physiques, malgré le surnom (Chiens de Goth) qui évoquerait plutôt une filiation avec les envahisseurs barbares partisans de l'hérésie arienne.

— Emilia MORELLI. *Le Lettere di Benedetto XIV al Card. de Tencin; I : 1740-1747* (Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 1955, in-8°, vii-502 p.). — Tous les historiens de l'Église au xviii^e siècle connaissent l'importante source que constituent les lettres adressées par le pape Benoît XIV à son ami intime, le cardinal-archevêque Pierre Guérin de Tencin. La correspondance commença dès la première année du pontificat (1740). Elle se poursuivit pendant dix-huit ans, les deux hommes étant morts à quelques semaines d'intervalle, en 1758. Les lettres de Tencin sont perdues. Les lettres originales de Benoît XIV, écrites en langue italienne, renvoyées à Rome après la mort du cardinal, sont conservées aux archives du Vatican. Il en existe des copies et des traductions dans les archives du ministère français des Affaires étrangères, auquel Tencin les communiquait secrètement (Corr. pol. Rome, vol. 779-824). Les traductions ont été publiées par Émile de Heeckeren en 1912 (*Corr. de Benoît XIV, 1742-1756*. Paris, Plon, 2 vol. in-8°), mais cette édition française mérite de justes critiques : les lettres, souvent incomplètes, y sont défigurées par une version médiocre et inexacte.

M^{me} E. Morelli a entrepris de donner aux historiens une édition enfin correcte de ce document capital. Elle a pris naturellement pour base les originaux conservés à Rome. Elle a complété le texte, parfois tronqué, en le collationnant avec les copies du Quai d'Orsay. Elle a comblé certaines lacunes existant dans la corres-

pondance pour les années 1745 et 1746, en ayant recours aux copies faites avant ces disparitions — qui ne semblent pas antérieures au début du xx^e siècle — par P. A. Kirsch et A. Theiner. Le premier volume de la publication comporte 283 lettres ou fragments de lettres et 18 pièces annexes. L'œuvre complète comprendra 760 lettres (É. de Heeckeren en a publié 665).

— Michel ANTOINE. *Le discours de la flagellation* (3 mars 1766) (Extrait du *Recueil de travaux offert à M. Clovis Brunet*, 1955, p. 33-37). — Intéressante contribution à l'étude du Conseil du Roi. Le discours célèbre prononcé par Louis XV devant le Parlement de Paris — et où sont précisés les principes de la Monarchie française — a été lentement élaboré par une commission de conseillers d'État, annexée, en août 1765, au Conseil des Dépêches, pour l'examen particulier des affaires parlementaires.

— P. LEFÈVRE. *Correspondance d'un représentant avignonnais à la Cour de France. 1780-1790*; fasc. 1 : 1780-1782 (Avignon, Roumanille, imprimé en 1905 (distribué en 1955), 240 p.). — Correspondance de l'abbé Nardi avec le Conseil de la ville d'Avignon, qui l'a désigné, le 24 août 1780, comme chargé d'affaires auprès de l'Administration française, sous l'autorité du nonce apostolique en France et en liaison avec lui. La principale occasion de ses démarches est fournie par la situation ambiguë du Comtat à l'égard des droits de la Ferme générale. Les habitants sont réputés *régnicoles* tout en étant soumis à une domination étrangère. Les Avignonnais revendiquent la liberté d'importation et d'exportation des grains et la liberté de transit des cotons filés en France et teints à Avignon. On souhaiterait quelques notes explicatives et une introduction générale plus précise et mieux informée.

— Marcel CHAMBOUX. *Répartition de la propriété foncière et de l'exploitation dans la Creuse. Les paysans dans la Creuse à la fin de l'Ancien Régime* (Commission de recherche et de publication de documents relatifs à la vie économique de la Révolution, X. Paris, Presses Universitaires de France, 1955, 38 p., 2 cartes et 7 tableaux). — Inspirée par l'article fondamental publié par M. G. Lefebvre, dans la *Revue d'histoire moderne*, en 1928 (reproduit et complété dans les *Études sur la Révolution française* du même auteur, Paris, 1954), cette intéressante enquête porte sur vingt-six communes heureusement réparties entre cinq différentes régions naturelles (sur six que l'auteur distingue dans le département de la Creuse). Avec quelques papiers terriers, quelques arpentements — vestiges de la taille tarifée — M. Chamboux a surtout utilisé les états de section dressés sur l'ordre de la Constituante en 1791 et conservés parfois dans les Archives communales.

De ces sondages faits avec soin, il résulte que, dans la Creuse, le Clergé avait une part très faible des propriétés foncières (moins de 5 %). La Noblesse (7 à 20 %), la Bourgeoisie (1 à 39,6 %) étaient sensiblement mieux pourvues. Quant à la part des paysans (40 % en général), elle est importante, remarquablement stable durant les trente dernières années de l'Ancien Régime et accrue encore par l'immensité des communaux. Cette propriété paysanne est très inégalement répartie. La plupart des paysans propriétaires ne peuvent vivre de leurs terres. Peu nombreux même sont ceux qui profitent des propriétés nobles ou bourgeoises louées par grandes fermes. En face de quelques paysans aisés, l'étude de M. Chamboux confirme l'existence d'une majorité de petits exploitants et, au-dessous, d'un véritable prolétariat rural — le tiers parfois de la population d'un village — qui n'a ni terres ni exploitation, et ne peut que louer ses bras ou émigrer.

— Pierre JOLLY. *Du Pont de Nemours soldat de la liberté* (Paris, Presses Universitaires de France, 1956, in-8°, 303 p.; prix : 1.000 fr.). — A Pierre Samuel Du Pont, député à cinquante ans, en 1789, du bailliage de Nemours et désigné, depuis cette époque, sous le nom de Du Pont de Nemours pour le distinguer d'un obscur député de Bigorre, son homonyme, un excellent historien G. Schelle a consacré, en 1888, une biographie qui est devenue justement classique. Doué d'une extraordinaire facilité de travail, Du Pont avait été un des publicistes les plus écoutés de l'école physiocratique avant de devenir, depuis 1775, et grâce à Turgot, un haut fonctionnaire, conseiller des ministres, anobli par lettres en 1784, puis un des inspirateurs de l'Assemblée constituante.

M. Pierre Jolly a cru devoir lui consacrer une nouvelle étude. Pour atténuer l'austérité d'un tel sujet, il a réparti son propos entre vingt-six courts chapitres, aux titres piquants : « Il était une Marquise... Vers la terre promise... Notre Père céleste... » De telles précautions sont-elles absolument indispensables et ne pourrait-on davantage faire crédit au lecteur? Quoi qu'il en soit, l'ouvrage, doté d'une bibliographie importante, témoigne d'une étude sérieuse et mérite attention.

Ce qui frappe dans cette nouvelle biographie de Du Pont de Nemours, c'est l'importance exceptionnelle — plus de la moitié du livre — que M. Jolly réserve aux vingt-cinq dernières années du *soldat de la liberté* qui sont des années de retraite et d'opposition plus ou moins active aux développements imprévus de cette Révolution, dont il était l'un des promoteurs. Grâce à la précieuse publication des lettres échangées entre Jefferson et Du Pont de Nemours — due à M. Gilbert Chinard en 1931 — l'auteur nous apporte sur l'établissement difficile du physiocrate et de ses fils en Amérique, sur leurs premières entreprises industrielles et bancaires, sur la part prise par l'ami de Talleyrand aux négociations relatives à la vente de la Louisiane aux États-Unis, en 1803, d'intéressantes précisions. Dans l'ensemble cependant, ces années pendant lesquelles on voit se survivre un homme vieillissant et mal résigné n'ont pas un grand intérêt historique, malgré les anecdotes sur la part prise par Du Pont à la défense des Tuileries, le 10 août 1792, ou sur son séjour à la prison de La Force, quelque temps après — et malgré les analyses trop minutieuses, que nous offre l'auteur, des élucubrations de ce polygraphe impénitent sur la *Philosophie de l'Univers* et sur l'Histoire naturelle.

En dépit de la célébrité future de la firme Du Pont de Nemours, la grande époque de la vie du physiocrate reste, pour l'historien, celle où, maître de sa doctrine, confidant des ministres Turgot et Calonne, il tentait de réaliser, avec eux, cette révolution royale, qui fut une révolution manquée. Sur ces collaborations ministérielles, qui n'ont jamais été très précisément définies, M. P. Jolly se contente de résumer l'ouvrage de G. Schelle. Certaines assertions traditionnelles et sans nuances sur les Notables de 1787, « se refusant à consentir aucun sacrifice touchant leurs privilèges », ou sur Loménie de Brienne, « réduit à reprendre les projets de Calonne », ne correspondent plus aux résultats actuels de la recherche.

Jean ÉGRET.

— Carlo ZAGHI. *Bonaparte e il Direttorio dopo Campoformio. Il problema italiana nella diplomazia europea 1797-1798* (Biblioteca storica A. Omodeo. Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1956, in-8°, xvi-411 p.; prix : 2.400 l.). — Dans ce livre important, pour lequel l'auteur a utilisé une très riche documentation constituée en partie par la copie de documents napolitains dont les originaux ont

péri par suite de la guerre, M. Zaghi évalue avec science et intelligence les données de la paix européenne telle que Bonaparte l'avait dictée à l'Italie. Il montre comment le général victorieux fut désigné pour représenter la France au congrès de Rastadt et de quelle façon la France et les républiques sœurs restèrent fidèles à la politique de révolution libératrice, jusqu'au moment où le Directoire décida de changer d'orientation ; en effet, s'étant débarrassé, par le coup d'État du 22 floréal, des babouvistes, jacobins et radicaux liés à la politique révolutionnaire, les membres du Directoire se mirent à pratiquer un système d'immobilisme total. Il en résulta une rupture complète, à Seltz, entre François de Neufchâteau et Cobenzl, successeur de Thugut. Bonaparte, amené, par voie de conséquence, à ne pas prendre part au congrès de Rastadt, s'engagea dans l'expédition d'Égypte, tandis que, dans les données générales de la diplomatie européenne et dans son personnel, se multipliaient les changements qui marquent la crise de la seconde coalition, compromettant au maximum les résultats de la Révolution. Cadre idéologique parfait, exécution excellente, un livre de grande classe est sorti grâce au travail immense de M. Zaghi.

Georges BOURGIN.

— Roger LANGERON. *Un conseiller secret de Louis XVIII : Royer-Collard* (Paris, Hachette, 1956, in-8°, 255 p., portrait). — La personnalité de Royer-Collard est assurément assez représentative de celle de ces hommes acharnés à jouer un rôle politique qui s'efforcent dans ce but de se mettre au service des régimes possibles sans trop chercher la logique ou la fidélité à leurs convictions du moment. Il ne semble pas, en effet, que la formation janséniste sur laquelle insiste à juste titre M. Langeron, et qui témoigne d'une curieuse survivance à la fin du XVIII^e siècle de courants de pensée plus anciens, ait beaucoup gêné son héros dans le maniement, si fréquent à cette époque, du serment de fidélité contradictoire. Membre de la commune de Paris jusqu'au moment de la crise girondine, député de la Marne au Conseil des Cinq-Cents il devait siéger pendant plus de quarante ans dans toutes les assemblées. Sa participation aux travaux du Conseil royal secret après fructidor lui valut de faire oublier sans peine sa nomination dans la Sorbonne impériale. Ses succès parlementaires pendant les mois libéraux de la Restauration allaient faire de lui le chef des doctrinaires et, par conséquent, un des dirigeants de l'opposition à Villèle, puis au régime et finalement un académicien et un des oracles du parlement sous la monarchie de Juillet. La sympathie que lui témoigne son biographe ne semble pas, à vrai dire, justifiée par cette carrière d'un éloquent opportuniste.

— Françoise DE BERNARDY. *Le dernier amour de Talleyrand, la duchesse de Dino* (Paris, Hachette, 1956, in-8°, 303 p., portrait). — La biographie de la duchesse de Dino est l'occasion pour M^{lle} de Bernardy de retracer un aspect de la vie des milieux aristocratiques internationaux pendant la première moitié du XIX^e siècle, puisque Dorothee de Courlande, devenue comtesse de Périgord par son mariage avec un neveu de Talleyrand en 1809, allait figurer à la cour de Napoléon avant de devenir l'égérie de l'oncle de son mari au congrès de Vienne et participer à toutes les mondanités, puis s'établir près de lui à Paris ou à Valençay. Devenue duchesse de Dino en 1817, séparée de son mari en 1824, intermédiaire du rapprochement amorcé dès les débuts du règne de Charles X entre Talleyrand et Mgr de Quelen, elle suivit Talleyrand dans son ambassade de Londres avant de revenir

en France, puis, retournée dans son pays natal, de finir duchesse de Sagan, ayant défrayé la chronique sous toutes ses formes pendant plus d'un demi-siècle.

— Frank E. MANUEL. *The New World of Henri Saint-Simon* (Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1956, gr. in-8°, 433 p., ill.). — Cette biographie de Saint-Simon est présentée avec un luxe de moyens et avec un soin indéniable dont témoignent les cinquante pages de notes. On s'étonnera toutefois de voir un ouvrage qui cite dans ses références Nietzsche et Lénine ne faire guère de place à l'œuvre de G. Weill et sembler ignorer celle de S. Charléty. Sous cette réserve, l'ouvrage apporte une mise au point commode, basée sur une étude directe de l'œuvre de Saint-Simon, dans lequel l'auteur voit un des ancêtres du positivisme d'A. Comte, du nationalisme de Mazzini et du marxisme. On ne saurait, cependant, affirmer que les neuf chapitres consacrés à la théorie saint-simonienne de la société répondent à ce qu'un lecteur français attendrait normalement dans le cadre d'une étude historique de cette ampleur, mais l'ouvrage pourra rendre de grands services aux lecteurs étrangers, qui y trouveront, à côté d'une bonne biographie de Saint-Simon, d'amples extraits de son œuvre ingénieusement choisis.

— Georges CAZENAVE. *Une Camarilla sous la Restauration* (Paris, Nouvelles Éditions latines, 1955, in-8°, 172 p.). — Ce petit volume, alertement écrit, est consacré essentiellement aux intrigues de ce personnage pittoresque entre tous que fut Sosthène de la Rochefoucauld, conspirateur sous l'Empire, directeur des Plaisirs du Roi, associé de très près à la faveur de M^{me} du Cayla auprès de Louis XVIII et organisateur de l'achat de la presse pour le compte du gouvernement. Les querelles de personnes et les intrigues de la cour tiennent naturellement une grande place dans les avatars de ce curieux défenseur de la royauté, de la pudibonderie et de la corruption.

J. VIDALENC.

— M^{me} Édith THOMAS a publié, dans la Bibliothèque d'histoire économique et sociale Bourgin-Labrousse, un livre excellent sur *Pauline Roland. Socialisme et féminisme au XIX^e siècle* (Paris, Rivière, 1956, in-8°, 223 p. ; prix : 700 fr.). L'auteur y apporte un ensemble prenant de faits et de textes qui illustrent un instant des transformations économiques et sociales au XIX^e siècle et propose une biographie émouvante d'une femme qui a vécu intensément ses convictions, les menant logiquement jusqu'au bout, jusqu'à la mort. La transformation technique qui commence dans le monde au début du siècle suscite des plans qui visent à modifier la place du travail et celle de la femme dans la société que tend à bouleverser le rêve saint-simonien. Même à Falaise, même chez la directrice des postes de Falaise, ces rêves ont hanté des cerveaux de jeunes filles, et l'une d'elles, Pauline, touchée par la correspondance de Pauline Chevalier et l'enseignement du professeur Desprez, acceptant sans réserve la doctrine du Père Enfantin, prend, le 17 novembre 1832, la diligence pour Paris, afin d'y mettre en accord sa vie avec sa foi. M^{me} É. Thomas nous fait connaître les saint-simoniens de 1833, Aglaé Saint-Hilaire, Michel Chevalier, les cénobites de Ménilmontant, Suzanne Voilquin, Charles Lambert, et, après la mort de M^{me} Roland, l'autre fille, Irma, et le talent est grand qui nous restitue, avec leurs mots et presque leurs gestes, tous ces exaltés en quête de liberté et d'amour. Pauline choisit l'amant qu'elle veut se donner et le jour pour se donner : c'est Guiraud d'abord, puis, après Guiraud, Lecœur, « noble et fort », mais « sceptique et désolé », étudiant romantique, bientôt détaché du

saint-simonisme. Mais Pauline attend un enfant, et c'est pour lui qu'elle accepte des tâches écrasantes, la collaboration à l'*Encyclopédie nouvelle*, puis à la *Revue indépendante*. Mais un conflit moral et intellectuel se dessine entre Aicard et le saint-simonisme ; la famille Aicard, les enfants de Pauline se mêlant aux sentiments de part et d'autre invoqués, les questions d'argent et les soucis d'avenir constituant un arrière-fond de préoccupations. Pierre Leroux institue cependant à Boussac une société basée sur la solidarité, aussi éloignée des folies sexuelles des saint-simoniens que des sottises réactionnaires de Proudhon. Mais l'atmosphère de la communauté de Boussac est essentiellement religieuse, et ce sentiment se mêle à tous ceux qui vont déclencher le mouvement de 1848. Pauline partage les enthousiasmes de Leroux et des prolétaires de la capitale. Mais il faut revenir à Paris au moment où la réaction met au point la loi Falloux, créatrice de « bien pensants » par un enseignement souhaité. Pauline, elle, intègre dans le cadre des associations ouvrières en création et en progrès le mouvement des instituteurs français. Elle rejoint les rêves formés par Flora Tristan dès 1840, ceux aussi de Jeanne Deroin, l'une des féministes les plus ardentes. Rien d'étonnant que la réaction ne mette Pauline sur la liste des suspects qu'elle est en train d'établir, et M^{lle} Édith Thomas publie la plus grande partie de l'information et des accusations dont Pauline est l'objet, et qui aboutit à ces années de prison par quoi on veut briser l'espoir d'une transformation radicale de la société ; en fait, Pauline affirme et précise ses sentiments socialistes, son amour de mère, sa liberté de femme, ses préoccupations éducatives. Elle ne sort de Saint-Lazare qu'à la veille du coup d'État bonapartiste, et elle est aux premières loges quand se développe le mouvement ; elle est bientôt arrêtée, le 6 février 1852. Mais rien n'abat sa foi en Dieu et sa confiance dans ses idées révolutionnaires ; dans un appareil militaire impressionnant, elle est déportée en Afrique du Nord ; M. Émerit nous avait déjà renseigné sur le sort des déportés d'Afrique, mais les pages que M^{lle} Édith Thomas consacre à la déportation de Pauline sont particulièrement émouvantes : on voit s'y affirmer l'admirable résistance de son héroïne à toutes les pressions dont elle est l'objet, et, sans doute, il y a quelque atténuation dans la sévérité des traitements dont elle est l'objet : elle est ramenée en France à la veille de décembre 1852, sous des paquets d'eau dont le peignoir de toile et les souliers de coutil qu'elle porte ne peuvent la protéger, et la pauvre mère, vaincue par les prisons, l'exil, l'isolement, meurt le 16 décembre 1852 à Lyon : cinq personnes suivront son corps. Pierre Leroux, Victor Hugo salueront cette mort qui suscitera dans les pauvres enfants que Pauline laissait des souvenirs attristés et que rappelle le livre d'Édith Thomas, livre d'érudition impeccable et de solidarité sociale poignante qu'elle a su écrire avec un talent auquel nous rendons hommage.

G. Bn.

Grande-Bretagne. — *L'Histoire d'Angleterre* de M. Martin MAURICE (Paris, A. Payard, 1955, in-12, 445 p. ; collection « Connaissance de l'histoire » ; prix : 900 fr.) est un de ces travaux de librairie que nos grandes maisons d'édition ne se lassent pas de commander : hâtif résumé d'histoire politique, compilé d'après des manuels vieux d'un demi-siècle au moins ; répertoire des idées reçues, largement dépassé (un seul exemple : la « propriété communale » des Anglo-Saxons disparaissant à la veille de la conquête normande, morcelée en parcelles familiales — légende à la vie dure : comme si la « terre commune » des chartes saxonnes était autre chose qu'une

seule soumise à l'assolement obligatoire et à la dépaissance collective, et le *folkland* autre chose que la propriété coutumière, opposée au *bookland*, possession sur titres écrits; collection de légendes, d'anecdotes et parfois d'erreurs chevronnées (Jean sans Terre condamné pour le meurtre d'Arthur par la cour des pairs). Dans cet alerte récit, le grand public trouvera moins de profit que dans celui d'André Maurois, d'information moins courte. On n'en recommandera la lecture ni aux étudiants ni aux historiens.

E. PERROY.

— Douglas DAKIN. *British and American Philhellenes during the war of Greek independence, 1821-1833* (Thessaloniki, 1955, in-4°, x-247 p., planches. Cahier n° 3 de la Société des Études macédoniennes). — L'ouvrage de M. D. Dakin, du Birbeck College de l'Université de Londres, apporte un ensemble de renseignements particulièrement intéressants pour les lecteurs français, dont la documentation sur l'action des philhellènes fait trop souvent une part majeure au rôle de leurs compatriotes. Solidement appuyés sur une documentation tant grecque qu'anglaise, tenant compte des travaux français comme l'histoire diplomatique de la Grèce de Driault et Lérétier ou la thèse de Debidour sur le général Fabvier, ce volume apporte à ces derniers des compléments ou des retouches fort intéressants, en particulier sur les intrigues orléanistes. Il ajoute aussi des indications importantes sur le rôle de la marine et de l'amiral Cochrane, ainsi que sur les difficiles débuts du nouvel État, en un temps où les querelles proprement nationales avaient absorbé les philhellènes français et détourné l'opinion publique des problèmes orientaux.

— Arthur GEDDES. *The Isle of Lewis and Harris. A Study in British Community* (Edinburgh, The University Press, 1955, in-8°, 340 p.). — *Ultima Thule*, roc aux maigres pâtures, entaillé par des flots sauvages, Lewis et Harris, la plus grande des Hébrides, a trouvé son historien en M. Geddes, qui lui a consacré trente ans de travail. Aussi cette monographie ne laisse-t-elle rien ignorer ni de la structure géographique ni des populations de cette terre vouée aux tâches humbles d'une culture pauvre, de la chasse à l'eider, d'un chétif élevage, de la pêche, terre d'où l'on émigrerait encore beaucoup à la fin du XIX^e siècle. Jadis les Norvégiens la dominaient, qui l'appelaient *Sudreyjar*, par opposition à *Orkneyjar* (Orcaïdes). Mais le clan gaélique primitif s'est maintenu, avec ses institutions patriarcales, ses vieux rites, la notion de *kindness* qui liait entre eux les membres du même *kind*, du *kinsfolk*, entre eux et leur *laird* aussi; long passé de misère, d'ailleurs, que l'auteur espère bien révolu. Un texte vigoureux est rehaussé de bons graphiques (qui donnent du rythme saisonnier du travail une idée précise), de reproductions photographiques, de croquis des demeures traditionnelles et d'un plan du port de Stornoway.

Robert SCHNERB.

— A. L. MERSON. *The third Book of Remembrance of Southampton, 1514-1602*; vol. II : 1540-1573 (Southampton, at the University, 1955, xvi-200 p.; prix non marqué). — Voici, soigneusement procuré et annoté, le second volume des archives municipales de Southampton. L'auteur nous promet, pour nous en faciliter l'usage, un essai sur le « gouvernement » de Southampton au XVI^e siècle; mais, avec juste raison, il le diffère jusqu'au moment où la publication achevée du *Remembrance Book* et la comparaison avec les documents similaires d'autres villes à la même époque lui auront ouvert une perspective à la fois plus complète et plus définie. Je louerais spécialement la conception de l'index, où l'on trouve côte à côte *nomina*

et *res*, noms propres et matières, Warryn, watch, waterbailiff, Waterton, etc., en sorte que la consultation en est grandement facilitée et féconde. Quant aux documents mêmes, ils sont, l'on s'en doute, d'une variété extrême ; on y lit toute l'humble vie quotidienne d'une petite ville qui, derrière ses murs, est en même temps une des forteresses majeures du pays et une avancée de Londres — car il arrive qu'on y décharge les marchandises pour, chose étonnante, les acheminer là-bas par voie de terre. Antonio Guidotti (un Italien évidemment, et qui évoque les relations commerciales avec Venise) est réadmis à la bourgeoisie ; on ferme les étuves et, si le patron Tristram Harryson garde encore chez lui de mauvaises femmes, il paiera 40 shillings et verra son corps commis à la prison ; on répare une barbacane aux remparts ; on bannit de mauvais garçons pour cause de rixe ; la mairie interdit de garder désormais des cochons en ville ; elle signe un contrat avec Thomas Fuller pour qu'il enlève des rues, *res miranda populo*, ordures, poussière et autres issues ; elle fixe un salaire au maître d'école ; elle admet un cirier qui s'engage à fournir les habitants pendant l'hiver de toute la chandelle requise ; elle expulse une femme de marin trouvée enfermée en douteuse intention avec un Français, elle et sa procureuse d'abord promenées en ignominie avec une pancarte indiquant leur péché ; on vend aux enchères un bateau confisqué ; on prescrit leur costume aux *aldermen* et à leurs épouses. Bref, lecture aussi pittoresque qu'instructive.

— E. E. REYNOLDS. *Saint John Fisher* (London, Burns & Oates, 1955, xiii-310 p. ; prix : 25 s.). — Thomas COLLINS. *Martyr in Scotland* (London, Burns & Oates, 1955, ix-268 p. ; prix : 21 s.). — Il existe outre-Manche une étroite minorité catholique très anglaise — et que, pour cette raison, il faut distinguer nettement de ses coreligionnaires irlandais, même établis au pays. Petite société assez close et même un peu collet monté, assez intellectuelle et théologienne, très fière d'avoir traversé des siècles d'épreuve sans fléchir, liée d'honneur à sa religion et qui reconnaît comme expression un périodique vraiment distingué, *Tablet*, comme tête de ligne, sauf erreur, le duc de Norfolk. Elle a ses éditeurs, Burns and Oates, Sheed and Ward, ce qui indique une assez large audience dans le royaume et au delà. C'est à ce mouvement de pensée que nous devons les deux présents livres. Il s'agit de rappeler qu'en face des bûchers de Marie Tudor, on peut aligner des supplices et des oppressions parallèles : la tolérance ne fut jamais à sens unique. C'est ainsi que M. Reynolds, qui nous donnait hier un *Saint Thomas More*, nous présente aujourd'hui son compagnon de martyre, John Fisher, évêque de Rochester, exécuté en 1535 pour avoir refusé de reconnaître le roi comme chef suprême de l'Église d'Angleterre, et que M. Collins nous offre *La vie et l'époque du bienheureux John Ogilvie*, Père de la Compagnie de Jésus revenu en Écosse, après vingt-deux ans d'absence, au temps du roi Jacques, pour périr lui aussi aux mains du bourreau en 1615 : seul martyr de la foi, paraît-il, en son pays, non que les presbytériens d'Écosse eussent la main moins lourde, mais parce que l'Écosse, au prix de l'Angleterre, reçut peu de missions. Ces livres donc, sous l'imprimatur ecclésiastique, ne dissimulent point l'intention apologetique. Mais ce sont en même temps des ouvrages sérieux, qui renouvellent le traitement de leur sujet (par exemple la biographie de Fisher par le P. Bridgett), usent de documents nouveaux, tels les registres de Rochester ou bien trois sermons, jusqu'ici négligés, de son évêque, donnent enfin assez souvent la teneur même d'interrogatoires ou autres pièces authentiques. On s'en voudrait de ne pas signaler, parmi les illustrations, le por-

trait de Fisher par Holbein : crayon d'une probité incisive où, avec les moyens les plus sobres, les plus nus, oserait-on dire, l'incomparable maître fixe une effigie que la mémoire visuelle n'oubliera plus.

— Cyril FALLS. *Mountjoy Elizabethan General* (London, Odham Press, Ltd., 1955, 256 p. ; prix : 21 s.). — Le capitaine Falls a eu une de ces carrières comme on n'en voit guère qu'en pays anglo-saxon. Soldat valeureux de la première grande guerre, puis membre de l'équipe attelée à l'histoire de ladite, correspondant pour le *Times* durant la seconde, il occupe maintenant une chaire d'histoire militaire à Oxford.

C'est à lui qu'on doit déjà *Elizabeth's Irish Wars*, ouvrage strictement technique où, par l'étude du terrain, des armées en leur recrutement, approvisionnement, armement, mobilité, méthode de combat, il fait comprendre la difficulté des campagnes d'Irlande pour toute armée régulière. De fait, voilà trente ans que les vice-rois essayaient vainement de conclure, un an qu'Essex y avait perdu son latin, sa renommée — bientôt sa tête — quand Mountjoy apparaît. Héros du premier livre, rien d'étonnant que l'auteur ait pris envie d'en pousser le portrait. L'homme d'ailleurs est séduisant — une somme pour ainsi dire de l'époque. Ambitieux et avide (il lui faut relever une grande maison ruinée), liseur omnivore, théoricien de l'art de la guerre, même, à ce titre, souvent raillé comme rat de bibliothèque, courtisan délié, en même temps très brave exécutant, chef impérieux à ses officiers, paternel à ses hommes, il invente une sorte de guerre lente qui étouffe peu à peu Hugh O'Neill ; et soudain, à la bataille de Kinsale, ce prudent se révèle un risque-tout pour saisir le succès final. Et ce soldat, ce politique, ce chasseur de places, de titres, d'argent, c'est celui qui, mécène, protège poètes et gens de lettres, celui dont l'histoire d'amour (il était l'amant, puis l'époux de Pénélope lady Rich, sœur de son ami Essex) dominera l'existence jusqu'au dernier soupir. Tenté un moment de conspirer avec Essex, il revient à la féauté envers la reine : un de ces personnages *unaccountable*, pour emprunter un anglais intraduisible et dont le diagramme accidenté enchante. Voici donc un livre à la fois extrêmement topique, mais probablement aussi, sur choses et gens dans leur ensemble, très instructif. Avec *The great O'Neill* de Sean O'Faolain, nous tenons maintenant un bon aperçu de ces temps et de ces lieux étranges.

— David MATHEW. *Scotland under Charles I* (London, Eyre & Spottiswoode, 1955, xiv-320 p. ; prix : 30 s.). — Ce livre s'insère dans une série inaugurée avec *The Celtic people and Renaissance Europe* (1933), continuée avec *The Jacobean Age and The Age of Charles I*. Le présent traite de l'Écosse dans la même période ; un prochain suivra sur le Pays de Galles et l'Irlande — tout cela venu de l'école de Rowse, qui tire l'histoire nationale des histoires régionales. Voici d'abord un aperçu de l'organisation politique de l'Écosse, puis de la théocratie presbytérienne en lutte avec l'Église épiscopale, enfin un examen des forces en présence, région par région, survivances catholiques, survivances claniques (surtout dans les Hautes-Terres), contacts poursuivis avec la France, grandes maisons des Argyll, Hamilton, Huntly. L'Écosse du temps est encore largement féodale : les justices seigneuriales ne seront guère remplacées par celle du roi avant la fin du xvii^e siècle ; les clans jetteront leur dernier éclat à Culloden (1746) ; Boswell et Johnson trouveront, sinon les vieux pouvoirs, du moins les vieilles mœurs, quasi intactes lors de leur *Voyage aux Hébrides* (1773). « Les magnats qui siégeaient autour du trône avaient

toujours siégé là, eux ou leurs ancêtres, depuis le règne de Jacques I^{er}, deux cents ans plus tôt. » Charles VII de France les y aurait trouvés quand il mariait le Dauphin à la fille du roi d'Écosse. La Réforme n'avait pas détruit l'ancienne influence française : « La France était une toile de fond pour tout ce monde-là, et spécialement pour ceux qui suivaient l'enseignement de Calvin. Buchanan en venait ; Andrew Melville y avait cherché refuge, à Sedan, chez le duc de Bouillon. Dans les cercles presbytériens, Saumur était un nom familier. Et Jacques VI devait beaucoup à son cousin demi-français, Esmé Stuart d'Aubigny. »

— Peter FRASER. *The intelligence of the Secretaries of State and their monopoly of licensed News, 1660-1688* (Cambridge University Press, 1956, xi-177 p. ; prix : 21 s.). — Ouvrage passablement technique et, sauf erreur, assez neuf. Il décrit le service des renseignements pendant la *Restoration*, donc sous Charles II et Jacques II. Service qui importe à l'État, l'opposition aux Stuarts n'ayant jamais complètement désarmé, et dangereuse notamment parmi les exilés qui vivent aux Pays-Bas. L'*intelligence*, ou renseignements, comprend donc bien, comme de nos jours, l'espionnage proprement dit, mais il s'étend beaucoup au delà : 1^o parce que bien des activités, aujourd'hui publiques, sont alors réputées secrètes, telles les séances du Parlement. (On sait qu'encore au XVIII^e siècle le compte-rendu en est, au moins théoriquement, interdit.) 2^o parce qu'en l'absence d'une presse libre et privée, la dissémination des nouvelles demeure monopole d'État, et par ailleurs rapporte aux secrétaires d'État de quoi rémunérer leurs agents à l'étranger, consuls, mouchards, correspondants de tous ordre et de tout poil. Il arrive même que lesdits secrétaires, à l'imitation de Richelieu, rédigent eux-mêmes au moins part de leurs gazettes. Ainsi Williamson emploie d'abord Henry Muddiman ou Lestranger, puis il fabrique lui-même sa *London Gazette*. Un réseau bien organisé de postes permet l'afflux régulier des nouvelles, bi-hebdomadaire pour ce qui est de la France, des Pays-Bas, des villes hanséatiques, autrement hebdomadaire, ou bimensuel, ou même simplement occasionnel quand il s'agit de joindre Surate ou le Grand Turc.

Beaucoup plus observateurs qu'agents commerciaux, les consuls sont répandus surtout autour de l'Espagne et dans la Méditerranée, notamment aux pays barbaresques. Les espions, qui font un métier difficile, souvent agents doubles et qui travaillent (ou le prétendent) pour et contre le roi tout ensemble, se recrutent dans des milieux parfois inattendus, sans trop de scrupule, où l'on peut. Voici un colonel Thomas Blood (le beau nom !), Cromwellien qui a dû fuir en Hollande, et très bienvenu dans les cercles d'exilés. On le prend à la Tour en flagrant délit, essayant de voler la couronne (*sic*) : grâcié, pensionné même, et pour cause, on le trouve à présent au service secret, ramenant des exilés en Angleterre, travaillant les sectaires (*Dissenters*) pour les dissocier de la menace hollandaise. La poste n'est pas une moins heureuse source pour le renseignement. Voici un Isaac Dorislaux, fils de régicide, lui-même ci-devant employé sous Cromwell à la poste : en dépit de toutes les dénonciations, on l'y garde, pour la dextérité imperceptible dont il ouvre les correspondances, et autres mérites du même genre. Les fonds secrets attribués au Service sont très minces : dans les £ 750 à chacun des deux Secrétaires. Joseph Williamson avait organisé aussi, pour l'intérieur, un curieux (et très efficace) système d'échanges : d'un peu partout dans le pays, une cinquantaine de correspondants lui adressaient les nouvelles recueillies autour d'eux, notam-

ment dans les cafés ; il en écrivait l'essentiel, y ajoutait ses nouvelles à lui, d'origine officielle, en faisait faire des copies par quatre ou cinq clercs préposés à cet office et réexpédiait les exemplaires à ses correspondants, soit gratuitement, soit au tarif de £ 5 par an, pour ceux qui pouvaient et voulaient payer.

On ne peut guère, dans l'espace à nous imparti, exposer plus avant le détail de l'ouvrage, où c'est justement le détail qui importe ou instruit. C'est un exemple excellent d'honnête et scrupuleuse recherche. L'effet picaresque n'a pas été cherché : il n'en est parfois que plus explosif.

† Roger CHAUVIRÉ.

— Sous le titre de *Bevan vous parle*, M. R. S. KAROL a donné, dans la collection « Hommes d'action de notre temps » (Paris, Éditions Témoignage chrétien, s. d., in-8°, 128 p.), un résumé en quatre chapitres des idées « non conformistes » du chef de la gauche travailliste. La popularité grandissante de Bevan s'est affirmée à diverses occasions : problème chinois, Asie du sud-est, échec temporaire de la diplomatie américaine, force et faiblesse des partis communistes, réarmement allemand, problèmes des rapports avec l'U. R. S. S., politique internationale par rapport à la bombe H., telles sont les questions abordées dans ce recueil, où je regrette de ne rien trouver qui rappelle la création par Bevan du service de la Santé gratuite, lequel a été l'une des plus grandes conquêtes sociales des travailleurs anglais.

G. BN.

Italie. — Gino LUZZATTO. *Studi di storia economica veneziana* (Padoue, Gedam, 1954, in-8°, vi-310 p.). — Les collègues de M. Luzzatto ont voulu honorer le moment où il prenait sa retraite, après cinquante-trois ans d'enseignement, en réunissant ses articles sur l'histoire économique de Venise épars dans un grand nombre de recueils italiens et français. S'agissant d'études connues et souvent utilisées d'un maître célèbre, le mieux est de se borner à en donner la liste :

1) (P. 1-36) Le vicende del porto di Venezia dal primo Medio evo allo scoppio della guerra 1914-1918 (introduction au volume de Luigi CANDIDA, *Il porto di Venezia*, Naples, 1950) ; 2) (P. 37-51) Per la storia delle costruzioni navali a Venezia nei secoli xv-xvi (dans les *Miscellanea... Camillo Manfredi*, Padoue, 1931) ; 3) (P. 53-57) Navigazione di linea e navigazione libera nelle grandi città marinare del Medio evo (dans la revue *Popoli*, Milan, 1941, sous le pseudonyme G. Padovan) ; 4) (P. 59-79) La commenda nella vita economica dei secoli xiii e xiv, con particolare riguardo a Venezia (dans les *Atti del Convegno di studi storici del diritto marittimo medioevale. Amalfi, 1934*, Naples, 1934) ; 5) (P. 81-87) Il patrimonio privato di un doge del sec. xiii (dans *Ateneo Veneto*, 1924) ; 6) (P. 89-116) Capitale e lavoro nel commercio veneziano dei sec. xi e xii (dans la *Rivista di storia economica*, 1941, sous le pseudonyme G. Padovan) ; 7) (P. 117-123) Capitalismo coloniale nel Trecento (dans la revue *Popoli*, 1941, sous le même pseudonyme) ; 8) (P. 125-165) Les activités économiques du patriciat vénitien (x^e-xiv^e siècles) (dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, 1937) ; 9) (P. 167-193) L'attività commerciale di un patrizio veneziano del Quattrocento (dans la *Rivista di storia economica*, 1943, sous le pseudonyme G. Padovan) ; 10) (P. 195-200) Sindacati e cartelli nel commercio veneziano dei sec. xiii e xiv (dans la même revue, 1936) ; 11) (P. 201-209) Vi furono fiere a Venezia? (dans le volume *Les Foires*, Congrès de la Soc. Jean Bodin, Bruxelles, 1952) ; 12) (P. 211-224) Il debito pubblico nel sistema finanziario veneziano dei sec. xiii-xv (dans la *Nuova Rivista Storica*, 1929) ; 13) (P. 225-258) Les banques publiques de Venise, xvi-xviii^e siècles (dans

le vol. *History of the principal public Banks*. La Haye, 1934) ; 14) (P. 259-270) L'oro e l'argento nella politica monetaria veneziana dei sec. XIII-XIV (dans la *Rivista Storica italiana*, 1937) ; 15) (P. 271-284) Sull'attendibilità di alcune statistiche economiche medievali (dans le *Giornale degli Economisti*, 1929) ; 16) (P. 285-297). Il costo della vita a Venezia nel Trecento (dans l'*Ateneo Veneto*, 1934).

— Armando SAPORI. *Le marchand italien au Moyen Age* (Paris, Armand Colin, 1952, in-8°, LXX-126 p.). — Il est bien tard — et je m'en excuse auprès de l'auteur et des éditeurs — pour signaler un livre devenu classique dès sa parution. Les lecteurs de cette revue savent déjà qu'on y trouve, d'une part, la mise au point, en quatre conférences, de toutes les questions concernant le marchand italien, on dirait presque le marchand au Moyen Age, de l'autre une bibliographie méthodique et critique en 126 pages (physionomie du marchand, avec des appendices sur les sources, imprimées et manuscrites ; associations commerciales, *commenda* et *collegantia*, *compagnia* ; banque et change ; industrie et commerce, laine, soie, métaux, armes, sel, alun, industrie navale, industries d'art, trafic des esclaves). Cette bibliographie fait du livre un répertoire que le médiéviste et l'amateur d'histoire économique et sociale auront toujours à portée de la main. Quant aux conférences, elles sont un modèle par leur richesse, leur belle venue et leur alacrité. Ne pouvant naturellement tout dire, elles ouvrent de vastes et justes perspectives, et toutes les questions à étudier sont au moins indiquées. Un livre sur un tel sujet risquait d'oublier la religion du marchand : M. Saponi lui consacre quatre pages. Elles débutent : « De même que l'amour de la patrie, le sentiment religieux fut un des aspects nobles de la figure du marchand italien du Moyen Age. Ce fut aussi l'un des instruments de sa force. » Après quoi, le passage sur la piété personnelle du marchand peut être un peu court (Lucien Febvre, qui présente le volume en quelques pages chaleureuses, en eût sans doute dit davantage), mais les mots-clefs y sont, « l'un des instruments de sa force », et l'on se met à penser à l'assurance que l'homme d'affaires du XVI^e siècle trouva dans la spiritualité individualiste de la Réforme et au beau chapitre du *Cours d'économie alsacienne* de Laufenburger sur la psychologie religieuse des grands hommes d'affaires et chefs d'industrie de l'Alsace protestante du siècle dernier.

— Catherine E. BOYD. *Tithes and Parishes in Medieval Italy. The Historical Roots of a Modern Problem* (Ithaca, Cornell University Press, 1952, in-8°, x-280 p.).

— On ignore généralement que les dîmes ecclésiastiques, supprimées en Italie par une loi de 1887, continuent à y être payées en plusieurs régions, particulièrement la Vénétie, non seulement aux curés de paroisse, mais aussi à des patrons laïques. Cet état de choses vraiment archéologique qui a été confirmé par les accords du Latran a donc aujourd'hui force constitutionnelle, reconnue par une décision de la Cour de Cassation (1942). Il est le point de départ des recherches de M^{me} Boyd, actuellement professeur d'histoire au Carleton College, auteur de travaux sur *The French Renaissance* et sur *A Cistercian Nunnery in Medieval Italy*.

Cette étude, d'histoire et de droit ecclésiastique, tire sa documentation de sources imprimées (cartulaires et travaux antérieurs) et, à un moindre degré, de recherches dans les archives italiennes. Le spécialiste de droit canonique y trouvera des vues générales et des comparaisons. Mais c'est d'un livre d'histoire générale, celui d'Imbart de la Tour, que l'auteur demande que l'on rapproche le sien. A ce titre les chapitres les plus intéressants sont ceux qui concernent les cures

italiennes dans le haut Moyen Age, la révolte communale, les dîmes et les rentes dans les contrats agricoles.

— Cleofe Giovanni GANALE. *La cattedrale di Troina* (Palerme, Flaccovio, 1951, in-8°, 41 p., pl.). — Premier travail publié par un jeune archéologue, cette étude bat en brèche la thèse courante (on la trouve aussi bien chez Enlart et Bertaux que chez Valenti) d'après laquelle l'influence artistique normande a été très faible dans les monuments de l'Italie méridionale et de la Sicile construits à l'époque des Normands. Se fondant sur un passage de Geoffroy Malaterra, il soutient que les « caementarii » auxquels le Comte Roger confia la construction de la cathédrale de Troina (1065-1078) étaient de ses compatriotes et non pas des indigènes. Il appuie son opinion sur des fragments architecturaux retrouvés par lui et qu'il compare à l'art normand de France.

— Giulia Camerani MARRI. *I documenti commerciali del fondo diplomatico medico nell'Archivio di Stato di Firenze (1230-1492). Regesti* (Florence, Olshchki, 1951, in-8°, 178 p.). — Inventaire des documents commerciaux en parchemin du Mediceo « avanti il Principato », ce recueil permettra une étude approfondie de l'activité mercantile des Médicis. M. Raymond de Roover, du Wells College d'Aurora (New York), auteur d'un livre sur *The Medici Bank* (New York-Londres, 1948), souligne quelques-uns des points sur lesquels il jette une lumière nouvelle. De nombreux protêts combient une lacune importante « et permettent une histoire complète des lettres de change ». Les notices de cet inventaire abondent en renseignements sur les changes pratiqués sur toutes les places d'Europe, renseignements qui ajustent à la réalité les données des manuels du temps à l'usage des marchands, la *Pratica della Mercatura* de Giovanni d'Uzzano, jadis publiée dans la *Decima* de Pagnini, et le *Libro di mercatantie e usanze de' paesi* édité en 1936 par Franco Borlandi. On se joindra bien volontiers aux remerciements qui terminent l'introduction de M. de Roover : « Sans l'aide et l'abnégation des archivistes, l'histoire ne pourrait se faire. »

— Antonio PETINO. *Lo zafferano nell'economia del Medioevo* (Université de Catane, année académique 1950-1951, in-8°, 102 p.). — Id. *Aspetti e momenti di politica granaria a Catania ed in Sicilia nel Quattrocento* (*Ibid.*, année académique 1951-1952, in-8°, 83 p.). — La Faculté d'économie et de commerce de l'Université de Catane a commencé avec ces volumes une série de *Studi di economia e statistica*.

M. Petino avait déjà écrit une étude sur *Lo zafferano nell'economia del mondo antico*, dans « Il Mondo classico », *Saggi vari* (Turin, 1942). Il pousse maintenant plus avant ses recherches, avec le souci de donner « un travail exhaustif » sur « la production, les usages, le commerce du safran dans le cadre de l'économie médiévale ». Trouvera-t-on à son livre cette qualité, qu'il ne reconnaît point à celui de L. Baldenheuer, *Der Safranhandel in Mittelalter* (1914)? Si mince qu'il soit en apparence, le sujet aurait demandé des dépouillements considérables, et l'auteur s'est surtout occupé ici de l'Italie, il est vrai l'un des principaux centres européens de la production et du commerce de la précieuse épice. Son étude avait été d'ailleurs en partie esquissée dans un article de G. Mussoni, *Il commercio dello zafferano nell'Aquila* (*Boll. di Storia patria Abruzzese*, 1906-1907) (les Abruzzes étaient une des principales zones de la « crociculture » italienne).

Le livre n'en est pas moins utile et sera consulté. Il se termine sur quatre ta-

bleaux : 1) production du safran en Europe de 1492 à 1514 (à la première de ces dates, les Abruzzes, l'Albigeois et l'Aragon avaient la même production de 100 sommes) ; 2) exportations d'Aquila de 1580 à 1663, d'après le *Libro d'imposizioni sul zafferano* ; 3) prix du safran sur la place d'Aquila de 1769 à 1800 ; 4) de 1800 à 1842. Ces trois derniers tableaux, empruntés à Mussoni, ne s'accordent guère avec le titre et l'objet du livre. Il est regrettable qu'un index bibliographique ne groupe pas les études citées dans les très nombreuses références.

Le second travail de M. Petino se présente mieux pour ce qu'il est, une étude d'histoire économique purement locale, ou plutôt des « aspects » et des « moments » du thème choisi, la politique des grains à Catane au xv^e siècle.

La politique des grains : il faudrait dire les politiques, car le livre de M. Petino en montre au moins trois, contradictoires : celle de la Commune, qui essaie de parer à la menace ou à la réalité des disettes en réservant à la consommation de la ville de Catane toutes les céréales des environs ; celle des grands, féodaux et marchands enrichis, qui visent, comme propriétaires ruraux, au maintien de prix élevés ; celle de la Cour aragonaise, tutrice de la Sicile, soucieuse du ravitaillement de ses États hispaniques (d'où des prélèvements considérables), mais aussi des revenus que lui procuraient les droits de sortie (d'où l'encouragement des exportations à l'étranger).

Au total, l'opposition de ces politiques fut pour beaucoup dans la chute de la céréaliculture sicilienne. En 1646, le vice-roi Los Velez constatait que « la Sicile, autrefois le grenier de l'Italie, pourvoyait à peine aux besoins de ses populations ».

Émile G. LÉONARD.

— La collection *Saggi di cultura moderna* s'est enrichie du livre de M. Nino VALERI, *Da Giolitti a Mussolini. Momenti della crisi del liberalismo* (Firenze, Parenti, 1956, t. XVI, in-8°, 230 p., illustrations ; prix non marqué). C'est une contribution bien utile à l'histoire de cet instant capital que fut dans l'histoire de l'Italie moderne l'avènement du fascisme, consécutif à la crise du libéralisme giolittien et à l'occupation de Fiume par d'Annunzio et ses hommes. L'auteur a joint à ses analyses des faits des témoignages historiques bien choisis et de nombreuses illustrations empruntés aux publications contemporaines. Il s'agit donc d'un ensemble qui n'a pas la valeur critique des livres de Tasca ou Salvatorelli Mira, mais offre cependant une incontestable valeur. Les jugements esquissés par M. Nino Valeri sur un certain nombre d'hommes politiques italiens sont excellents : ainsi Sonnino, Luzzatti, Zanardelli, Bissolati. Sur Giolitti lui-même sont dites des choses excellentes et M. N. Valeri expose avec justesse tout ce qu'il convient de connaître sur les idées de d'Annunzio et le système politique et social auquel était parvenu Mussolini lui-même. L'un des grands vaincus de ces journées, c'est Nitti ; un demi-vaincu est Facta, dont les lettres publiées aux p. 139 et suivantes sont typiques, avec leur immense confiance pour Giolitti. L'auteur termine son exposé sur le déclin du libéralisme par quelques vues sur Croce, rapprochées de Benda, Huizinga, Zweig, Huxley, Mann, Jaspers, Meinecke, Einstein, tous penseurs déçus à défendre le patrimoine de culture hérité du vieux monde d'hier.

— L'influence de la pensée crocienne sur la pensée italienne contemporaine est mise en lumière par M. Michele ABBATE dans son livre *La filosofia di Benedetto Croce e la vita della Società italiana* (coll. *Studi e ricerche*. Torino, Einaudi, 1955, in-8°, 243 p. ; prix non indiqué). A cet effet, M. Abbate indique au préalable les

lignes générales selon lesquelles s'est développée la philosophie dans le sud de la péninsule. La préface met au point la méthode suivie par l'auteur. Dans un premier chapitre, on nous montre comment, dans l'Italie du Sud, l'Italie de Vico, de Giannone, de Cuoco, le libéralisme et l'historicité de Croce aboutissent à construire une sorte de néo-hégélianisme, un matérialisme historique repensé qui ont suivi Croce dans son interprétation du passé napolitain. Le système idéologique conçu par Croce trouve un champ d'application dans l'Italie de Giolitti, si proche de l'Italie fasciste, à laquelle Croce refusera de s'incorporer. Croce élabore peu à peu son système propre de philosophe, en y donnant à l'histoire, qu'il étudie personnellement dans des travaux d'analyse et de synthèse de grande importance, une place prépondérante. Dans la morale abstraite et pratique, cependant, Croce trace sa place et, à la culture largement et profondément conçue, il donnait du moins le rôle essentiel en ce qui touche les réformes de base ; antijacobin, il considérait le socialisme comme un vaste ensemble d'action patriotique et antidémocratique. C'est au terme, provisoire, de cette évolution que le philosophe napolitain déterminait l'action qu'avec les grands intellectuels du monde il convenait de jouer dans un monde bouleversé, et il n'est pas étonnant que l'auteur de ce livre bien pensé et bien écrit fasse comprendre les idéaux propres à Croce quand la paix — une paix précaire — réapparut dans le monde couvert de ruines et rempli d'espérances contradictoires.

G. BN.

Pays-Bas. — W. JAPPE ALBERTS. *De oudste stadsrekeningen van Arnhem* (Groningue et Djakarta, J.-B. Wolters, 1955, in-12, 67 p., un fac-similé h. t. N° 3 des *Fontes Minores Medii Aevi*, éditées par l'Université d'Utrecht). — Le troisième fascicule de cette petite collection de textes, à l'usage des étudiants, dont nous avons déjà parlé (*Rev. histor.*, t. CCXV, p. 201), est consacré à la publication *in extenso* des deux plus anciens comptes municipaux de la ville d'Arnhem, qui nous sont parvenus ; ceux des années 1353-1354 et 1354-1355. Ils sont relativement brefs et donneront aux lecteurs une idée assez juste de ce genre de documents.

— W. PH. COOLHAAS. *Verloren kansen* (Groningue et Djakarta, J.-B. Wolters, 1955, in-8°, 21 p. Leçon inaugurale professée à l'Université d'Utrecht le 3 octobre 1955). — Cette leçon inaugurale d'histoire coloniale, prononcée, selon une tradition vivace, dans un style quelque peu emphatique, a pour objet de déterminer les causes des insuccès relatifs des Néerlandais, en matière de colonisation de peuplement. Après avoir rappelé que les souvenirs de l'époque hollandaise n'ont pas entièrement disparu des pays jadis colonisés par ses compatriotes en Amérique, en Afrique ou en Asie, l'auteur consacre l'essentiel de son étude au plan établi en 1623 par le gouverneur Goen pour installer des blancs à Java. Le projet échoua parce qu'il cadrait mal avec la politique mercantile de la Compagnie. Quant à l'Afrique du Sud, les blancs y ont été en quelque sorte, malgré celle-ci.

— F. W. STAPEL. *Corpus diplomaticum neerlandico-indicum. Zesde deel : 1753-1799* (La Haye, Martin Nijhoff, 1955, in-8°, xi-743 p.). — En 1908, la *Revue historique* (t. CXIX, p. 139) signalait dans un de ses Bulletins l'œuvre entreprise l'année précédente par J. E. Heeres. Il s'agissait de publier tous les traités conclus par la Compagnie hollandaise des Indes orientales, soit avec les princes indigènes, soit avec ses rivales européennes. M. Stapel, continuateur de Heeres, vient d'achever l'œuvre en consacrant un volume (le sixième) aux documents datant de la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Au point de vue géographique, les actes reproduits ici concernent principalement Ceylan, la Malaisie et, naturellement, les pays qui constituent aujourd'hui l'Indonésie ; d'autres, moins nombreux, intéressent l'Inde, spécialement la côte de Coromandel. Quelques pièces isolées sont relatives aux rares relations avec le Japon ou à l'ouverture de consulats en Égypte (1756).

Les clauses des accords sont surtout commerciales et fiscales ; dans certains cas, elles ont un caractère plus politique, tendant à l'établissement d'un véritable protectorat, accordant aux commerçants hollandais et aux missionnaires protestants des privilèges exclusifs. Beaucoup de documents se répètent, car, à chaque changement de règne chez les indigènes, la Compagnie demandait au nouveau souverain de confirmer les avantages accordés par ses prédécesseurs.

Sur le plan international, l'on accordera un intérêt particulier au traité (rédigé en français) conclu au Bengale en 1759, entre les Compagnies anglaise et hollandaise. D'autres pièces ont trait à la perte de Negapatam en 1781 et aux conquêtes anglaises, réalisées aux dépens des établissements hollandais, à partir de 1795.

J. GODARD.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. GÉNÉRALITÉS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Philip J. Wolfston. Friedrich Meinecke (1862-1954). [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.] — Gabriel Le Bras. Lucien Febvre. [*Pol. étr.*, 1956, n° 5.] — Hommage à M. François Galabert. [*A. du Midi*, 1956, fasc. 2-3.]

R. Almagià. Pirro Ligorio cartografo. [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XI, fasc. 3-4, mars-avril 1956.] — William Appleman Williams. A note on Charles Austin Beard's search for a general theory of causation. [*A. H. R.*, octobre

1. Liste des revues dépouillées dans le présent fascicule : *Académie royale de Belgique. Section des lettres, sciences morales et politiques* (1956, n° 3 à 5) ; *Bulletin du Comité d'histoire* (XXI, 4). — *Allemagne d'aujourd'hui* (1956). — *American historical review* (octobre 1956). — *Annales de Bourgogne* (1956, n° 3). — *Annales de l'Est* (1956, n° 3). — *Annales de l'Institut d'études orientales. Alger* (1955). — *Annales de Normandie* (octobre 1956). — *Annales du Midi* (1956, n° 2 à 4). — *Archivio della Società romana di Storia patria* (1953). — *Archivio storico italiano* (1955, III et IV). — *Archivio storico siciliano* (1954). — *Atti dell'Accademia nazionale dei Lincei, Rendiconti* (mars-avril 1956). — *Bibliothèque de l'École des chartes* (1955). — *Bulletin de Correspondance hellénique* (1956). — *Bulletin des Études portugaises* [B. É. P.] (1954). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (juillet-octobre 1956). — *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines* (1956, n° 11). — *Bulletin de la Société d'histoire du Protestantisme français* (juillet-décembre 1956). — *Bulletin of the John Rylands Library* (t. XXXIX, 1956). — *Cahiers d'histoire* (1957, n° 1). — *Cambridge historical Journal* (1956, n° 2). — *Classica et Medievistica* (1956, n° 2). — *English historical review* (juillet 1956). — *Études éburnéennes* (1955). — *Hesperis* (1956). — *Hispania* (1955, t. XV, n° 61). — *Historia. Instituto colombiano de estudios históricos* (1955, t. I, n° 2-4). — *Historiallinen Arkisto* [H. A.] (1955). — *Historisk Tidsskrift Copenhague* [H. T. Copenhague] (1955, 11, 4). — *Historisk Tidsskrift Oslo* [H. T. Oslo] (1955, 2 et 3). — *Historisk Tidsskrift Stockholm* [H. T. Stockholm] (1955, n° 2 à 4). — *Historische Zeitschrift* (Bd. 182, n° 2 et 3, octobre à décembre 1956). — *History* (octobre 1955). — *International review of social history* (1956, n° 2 et 3). — *Journal des Savants* (avril à septembre 1956). — *Journal of modern history* (décembre 1956). — *Journal of the history of ideas* (octobre 1956). — *Nuova rivista storica* (mai-août 1956). — *Past and present* (novembre 1956). — *Politique étrangère* (1956, n° 5). — *Population* (juillet-septembre 1956). — *Rassegna storica del Risorgimento* (janvier 1955 à septembre 1956). — *Review of politics* (octobre 1956). — *Revue archéologique* (janvier-juin 1956). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (décembre 1956). — *Revue d'histoire des colonies* (1956, 2^e trimestre). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1956, n° 3). — *Revue de Défense nationale* (novembre 1956 à janvier 1957). — *Revue de la Méditerranée* (novembre et décembre 1956). — *Revue française de sciences politiques* (juillet à décembre 1956). — *Revue de Synthèse* (janvier à juin 1956). — *Revue d'histoire des religions* (juillet-septembre 1956). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1956, n° 4). — *Revue maritime* (novembre 1956 à janvier 1957). — *Rivista storica italiana* (1916, n° 3). — *Speculum* (XXXI, 1916). — *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* (octobre 1956). — *Welt als Geschichte (Die)* (1956, n° 3-4). — *Zeitschrift für Ostforschung* [Z. f. O.] (1955, n° 2 à 4).

1956.] — *Perez Zagorin*. Carl Becker on history. Professor Becker's two histories. A skeptical fallacy. [*Ibid.*] — *Leo Gershoy*. Zagorin's interpretation of Becker, some observations. [*Ibid.*] — *William H. Hay*. Paul Carus, Philosophy on the frontier. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.] — *Kenneth W. Thompson*. Toynbee and world politics : democracy and foreign policy. [*R. of politics*, octobre 1956.]

Denise Fauvel-Rouif. Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux du Comité international des sciences historiques. Colloque de Rome. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 3.] — *W. Maturi*. La storia contemporanea al X Congresso internazionale di Scienze storiche (Roma, 4-11 settembre 1955). [*Riv. st. it.*, 1956, fasc. 3.] — *D^r Winter*. Les Archives allemandes. [*All. d'auj.*, 1956.] — *Gothold Rhode*. Die Historisch-Landeskundliche Kommission für Posen und das Deutschum in Polen. (Reconstituée en 1950 à Marburg.) [*Z. f. O.*, 1955, 4.] — *Charles F. Delszell*. Italian historical scholarship : a decade of recovery and development, 1945-1955. [*J. of mod. hist.*, décembre 1956.] — *John Flent*. African historians and african history. [*Past and present*, novembre 1956.] — *Walther Peter Fuchs*. Forschungen und Darstellungen zur Geschichte des Reformationszeitalters II. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 3-4.] — *Bernard Bligny*. Le Dauphiné au Moyen Age. (Bulletin bibliographique.) [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 1.] — *Gothold Rhode*. Polnische Veröffentlichungen zur Geschichte des Posener Landes. [*Z. f. O.*, 1955, 4.] — *Hanz Herzfeld*. Zum neueren Literatur-über Heeresproblem in der deutschen Geschichte. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, octobre 1956.] — *M. Hosotte-Reynaud*. Tables et répertoires des publications de l'Institut des Hautes-Études, Maroc (1936-1954). [*Hesperis*, 1956.]

Siegfried Lauffer. Die Antike in der Geschichtsphilosophie der Gegenwart. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 3-4.] — *Roger Dufraisse*. A propos d'une bourgeoisie de province. (Celle d'Alsace.) [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 3.] — *Paul Fröhlich*. Bourgeoisie und plebejische Revolution im Spiegel der Menschenrechte. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1956, n° 3.] — *Armand Cuvillier*. Les antagonismes de classes dans la littérature française. [*Ibid.*] — *V. G. Childe*. The past, the present and the future. [*Past and present*, novembre 1956.] — *P. Vilar*. Problems of the formation of capitalism. [*Ibid.*] — *Ottar Dahl*. Quelques problèmes théoriques en histoire sociale. (Stratification en ordres et en classes ; en norvégien.) [*H. T. Oslo*, 1955, 3.] — *Jean Bourdon*. Problèmes d'histoire coloniale. [*R. de S.*, avril-juin 1956.] — *Francis Dvornik*. The Mediaeval cultural heritage of mid-european area. [*R. of politics*, octobre 1956.] — *Richard H. Shryock*. The significance of medicine in american history. [*A. H. R.*, octobre 1956.] — *J. Sermet*. La personnalité et les limites géographiques du Pays basque espagnol. [*A. du Midi*, 1956, fasc. 2-3.] — *K. Bosl*. Geistkirche und Rechtskirche. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft. 3, décembre 1956.] — *Henri Perruchet*. L'art de la biographie. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1956.] — *René Baudry*. Histoire et traductions. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1956.] — *R. Folz*. Quelques aspects de l'histoire de Langres, d'après un ouvrage récent. [*A. de Bourg.*, 1956, n° 3.] — *Charles Parain*. Un mot de vocabulaire de synthèse historique : agriculture. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — *F. Musgrove*. History teaching within a conflict of cultures. [*History*, octobre 1955.]

N. M'Hamsadji. Le matériel de cuisine dans les régions d'Aumale et de Sidi-Aissa. [*An. de l'Inst. d'ét. orient.* Alger, 1955.] — *J. Meunier* et *Ch. Allain*. Quelques gravures et monuments funéraires de l'extrême Sud-Est marocain. [*Hesperis*, XLIII, 1956, 1^{er}-2^e trim.]

II. PRÉHISTOIRE, ORIENT ET ANTIQUITÉ CLASSIQUES

Th. Dagan. Le site préhistorique de Tiémassas (Sénégal). [*Bull. de l'I. F. A. N.*, juillet-octobre 1956.] — *G. Szumowski.* Fouilles à l'abri sous roche de Kouroun Korokale (Soudan français). [*Ibid.*]

J.-Ph. Lauer. Les pyramides à degrés, monuments typiques de la III^e dynastie. [*R. A.*, XLVII, janvier-mars 1956.] — *Ch. Picard.* Autour du Sarapieion de Memphis. [*Ibid.*]

Chronique des fouilles en Grèce en 1955. [*B. C. H.*, LXXX, 1956, 1.] — *Filippo Cassola.* I problemi della preistoria greca dal periodo neolitico alla fine del III Millennio. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1956.] — *A. Merlin.* Les bijoux antiques. [*J. des S.*, juillet-septembre 1956.] — *P. Faure.* Grottes crétoises. [*B. C. H.*, LXXX, 1956, 1.] — *G. Le Rider.* Trésor de monnaies trouvé à Thasos. [*Ibid.*] — *G. Daux.* Décret de Sigée trouvé en Corse. [*Ibid.*] — *P. Lévêque.* Une statue athlétique de style sévère (Vallée cirenaïque). [*J. des S.*, juillet-septembre 1956.] — *T. B. L. Webster.* On the track of mycenaean poetry. [*Classica et Mediaevalia*, 1956, nos 1-2.] — *A.-J. Festugière.* Omophagion emballein. [*Ibid.*] — *Edouard Delbecq.* Les liens et l'essor du cheval grec. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — *H. C. Baldry.* Hesiod's five ages. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.] — *J. de Romilly.* La crainte dans l'œuvre de Thucydide. [*Classica et Mediaevalia*, 1956, nos 1-2.] — *J. Vogt.* Das Bild des Perikles bei Thucydides. [*H. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft 2, octobre 1956.] — *Ch. Picard.* Du nouveau sur Ménandre : la mosaïque d'Ulpia (Bulgarie). [*R. A.*, XLVII, avril-juin 1956.] — *G. Forrest.* The first sacred war. [*B. C. H.*, LXXX, 1956, 1.] — *M.-L. Bernhard.* Topographie d'Alexandrie : le tombeau d'Alexandre et le mausolée d'Auguste. [*R. A.*, XLVII, avril-juin 1956.] — *M. Chassigne.* Les barillets de Dispaten. [*Ibid.*]

J. Heurgon. Le culte d'Apollon à Rome. [*J. des S.*, juillet-septembre 1956.] — *J. Zeiller.* Vénus et Rome. Aspects successifs de la religion romaine de Vénus. [*Ibid.*, avril-juin 1956.] — *Paul Lemerle.* Rome et son empire. [*R. de S.*, avril-juin 1956.] — *A. H. M. Jones.* The decline and fall of the roman empire. [*History*, octobre 1955.] — *F. Giancotti.* Il posto della biografia nella problematica seneciana : sopra il ritiro e la ricchezza di Seneca. [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XI, fasc. 3-4, mars-avril 1956.] — *H. Grégoire et P. Orgels.* Les cinq provinces « salutaires » de l'Empire romain : Phrygie, Palestine, Galilée, Macédoine, Syrie. [*A. R. Belgique. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1956, 3.] — *M^{me} Papazoglou.* La Macédoine salutaire et la Macédoine seconde. [*Ibid.*] — *Can. Ottavio Garana.* Due sarcofagi palermitani ritenuti erroneamente cristiani. [*Arch. st. sic.*, 1954.]

Ch. Picard. Un oppidum languedocien : Ensérune. [*J. des S.*, avril-juin 1956.] — *M. Labrousse.* Inscriptions religieuses inédites de Lugdunum Convenarum (Saint-Bertrand-de-Comminges). [*A. du Midi*, 1956, fasc. 2-3.] — *A. Luquet.* Prospection punique de la côte Atlantique du Maroc. [Répertoire des nécropoles repérées jusqu'au cap Cantin.] [*Hesperis*, XLIII, 1956, 1^{er}-2^e trim.] — *C. et G.-Ch. Picard.* Le sanctuaire punique de Cirta. [*R. A.*, XLVII, avril-juin 1956.]

III. LE MOYEN AGE

A. Grabar. L'archéologie des insignes médiévaux du pouvoir (2^e article). [*J. des*

S., avril-juin 1956.] — *V. Tourneur*. Les origines de l'ordre de la Toison d'or et la symbolique des insignes de celle-ci. [*A. R. Belgique. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1956, 5.] — *Alfredo Bosio*, Nuovi problemi e studi sull'alto medioevo milanese e lombardo. [*Arch. st. it.*, 1955, IV.] — *J. Adigart des Gautries*. Les noms de lieux de la Seine-Maritime attestés entre 911 et 1066 (suite). [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1956.]

H. E. Walker. Bede and the Gewissae : the Political Evolution of the Heptarchy and its Nomenclature. [*Cambridge Hist. J.*, 1956, n° 2.] — *R. H. C. Davis*. The monks of St. Edmund, 1021-1148. [*History*, octobre 1955.] — *C. N. L. Brooke*. Married Men among the English higher Clergy, 1066-1200. [*Cambridge Hist. J.*, 1956, n° 2.] — *T. H. Ashton*. The english manor. [*Past and present*, novembre 1956.] — *M. D. Krowles*. Peter the Venerable. (Huitième centenaire de sa mort.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIX, 1956.] — *R. S. Hoyt*. The Coronation Oath of 1308. [*E. H. R.*, juillet 1956.] — *Robert L. Baker*. The Establishment of the Wool Staple in 1313. (L'étape obligatoire des laines est voulue par les marchands, non par le roi.) [*Speculum*, t. XXXI, 1956.] — *G. P. Cuttino*. Historical Revision : the causes of the Hundred Years war. [*Ibid.*] — *E. F. Jacob*. John of Roquetaillade. (Spirituel, alchimiste et prophète du XIV^e siècle.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIX, 1956.] — *Curt F. Bühler*. Three letters from Henry VII to the Dukes of Milan (1490-1498). [*Speculum*, t. XXXI, 1956.]

R. Latouche. Sainte-Foy de Conques et le problème de l'or aux temps carolingiens. [*A. du Midi*, 1956, fasc. 2-3.] — *J.-F. Lemarignier*. Autour de la royauté française du IX^e au XIII^e siècle. (A propos des ouvrages de M. David et W. Kienast.) [*Bibl. Éc. chartes*, t. CXIII, 1955.] — *É.-G. Léonard*. Chanceliers, notaires comaux et notaires publics dans les actes des comtes de Toulouse. (X^e-XIII^e siècles.) [*Ibid.*] — *L. Carolus-Barré*. La commune de Condé et Celles-sur-Aisne des origines à la suppression de la commune fédérative de Vailly (1137-1323). [*Ibid.*] — *Frank Pegues*. Royal Support of Students in the thirteenth century. (France et Angleterre.) [*Speculum*, t. XXXI, 1956.] — *Jean Gimpel*. La liberté du travail et l'organisation des professions du bâtiment à l'époque des grandes constructions gothiques. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 3.] — *G.-J. Mot*. L'arsenal et le parc de matériel à la cité de Carcassonne en 1298. [*A. du Midi*, 1956, n° 4.] — *S. Deck*. Les marchands de Rouen sous les Ducs. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1956.] — *P. Piétresson de Saint-Aubin*. Documents inédits sur l'installation de Pierre d'Ailly à l'évêché de Cambrai en 1397. [*Bibl. Éc. chartes*, t. CXIII, 1955.] — *Mgr A. Clergeac*. Étienne-Charles Loménie de Brienne, prieur du Soudary [*A. du Midi*, 1956, n° 4.] — *Noël Didier*. Les censiers du prieuré clunisien de Domène (diocèse de Grenoble). Notes critiques et chronologiques. [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 1.] — *Ch. Samaran*. Les comptes consulaires d'Escazeaux (T.-et-G.), 1358-1464. [*A. du Midi*, 1956, fasc. 2-3.] — *Ph. Wolff*. Un leudaire de Toulouse. [*Ibid.*] — *J. Dossat*. Unité ou diversité de la pratique notariale dans les pays de droit écrit. [*Ibid.*] — *C. Brunel*. L'élaboration d'une charte fausse à Narbonne en 1282. [*Ibid.*] — *J. Renouard*. Recherches complémentaires sur la capacité du tonneau bordelais au Moyen Age. [*Ibid.*] — *Ch. Higounet*. Les Alaman seigneurs bastidors et péagers du XIII^e siècle. [*Ibid.*] — *A. Higounet-Nadal*. L'inventaire des biens de la commanderie du Temple de Sainte-Eulalie du Larzac en 1308. [*Ibid.*] — *Ét. Delaruelle*. Une miniature de Moissac et la « Majestas Domini ». [*Ibid.*] — *É. Lambert*. Les églises à deux nefs chez les Jacobins. [*Ibid.*] — *R. Rey*. Une église de communauté laïque au XIII^e siècle : Saint-Jacques de Montauban. [*Ibid.*]

Francesco Giunta. L'arcivescovo Berardo (1170-1252). (Berardo di Castacca, élu archevêque de Bari en 1207, a été cependant toute sa vie un des plus influents conseillers de Frédéric II.) [*Arch. st. sic.*, 1954.] — *Angelo Li Gotti*. Note sulla Chiesa di S. Niccolò « in territorio commecini ». (Publication de documents de 1125 à 1532/3.) [*Ibid.*] — *Armando Saporì*. L'arte degli Albergatori a Firenze nel Trecento. (En particulier le statut de 1338.) [*Arch. st. it.*, 1955, III.] — *Freddy Thiriet*. Una proposta di lega antiturca tra Venezia, Genova e Bisanzio nel 1363. (Instructions données par Venise à ses ambassadeurs à Constantinople pour le renouvellement du traité réglant les droits de la colonie vénitienne.) [*Ibid.*] — *Francesco Morandini*. Statuti e ordinamenti del Magistrato dei Pupilli ed adulti nel periodo della Repubblica fiorentina (1388-1534). [*Ibid.*, 1955, IV.] — *Andrea Lazzarini*. Il codice Vittorio Emanuele 528 e il teatro musicale del Trecento. (Le théâtre sacré à Orvieto au XIV^e siècle.) [*Ibid.*] — *René Vallet*. Une patricienne de Venise : Caterina Dolfin-Tron. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1956.]

Robert Ricard. Louis de Grenade, la prieure de l'Annonciade et les Maures de Lisbonne. (Un épisode du mouvement de conversion des Musulmans établis à Lisbonne.) [*B. É. P.*, 1954.] — *Id.* La relation portugaise de la bataille de Salado (1340). [*Hesperis*, XLIII, 1956, 1^{er}-2^e trim.] — *Hipólito Sancho de Sopranis*. Le Repoblación y el repartimiento de Cádiz por Alfonso X. [*Hispania*, 1955, t. XV, n° 61.] — *Hans Dietrich Kahl*. Compellere intrare. Die Wendenpolitik Bruns von Querfurt im Lichte hochmittelalterlichen Missions und Völkerrechts. (XI^e siècle.) [*Z. f. O.*, 1955, 2 et 3.] — *Halvdan Koht*. Le cardinal Nicolas et l'archevêché de Nidaros. (Créé en 1152, non 1153 ; en norvégien.) [*H. T. Oslo*, 1955, 3.] — *Astrid Salvesen*. En tale mot biskope ne. (Un discours contre les évêques (pamphlet de la fin du XII^e siècle) et le Corpus juris canonici ; en norvégien.) [*Ibid.*] — *Erich Keyser*. Oppidum Kunigsbergk. (Premier établissement fondé par l'Ordre et évanéissant en 1262 ; la fondation de la ville est de 1263.) [*Z. f. O.*, 1955, 3.] — *Sven Azelson*. A propos du traité de paix conclu à Perth le 2 juillet 1266 entre la Norvège et l'Écosse. (En suédois.) [*H. T. Oslo*, 1955, 2.] — *Arne Odd Johnsen*. Les revendications du roi Erik Magnusson sur l'Écosse en 1292. (En norvégien.) [*Ibid.*] — *Hugo Weckerka*. Herkunft und Volkszugehörigkeit der Lemberger Neubürger im 15. Jahrhundert. (Avec carte et tableaux.) [*Z. f. O.*, 1955, 4.]

D. Eustache. Monnaies musulmanes trouvées à Volubilis. (Monnaies orientales de 698/699 à 742/743.) [*Hesperis*, XLIII, 1956, 1^{er}-2^e trim.] — *H. Lhote*. Contribution à l'histoire des Touaregs soudanais. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, juillet-octobre 1956.] — *G. Marçais*. Les villes de la côte algérienne et la piraterie au Moyen Age. [*An. de l'Inst. d'ét. orient.* Alger, 1955.] — *M. Canard*. Note sur les Arméniens en Égypte à l'époque fatimite. [*Ibid.*] — *H.-R. Idris*. Deux maîtres de l'école juridique kairouanaise sous les Zirides (XI^e siècle) : Abû Bakr b. 'Abd al-Rahmân et Abu Tmrdn al-Fâsi. [*Ibid.*]

M. Carsow. L'empereur byzantin Maurice. [*J. des S.*, juillet-septembre 1956.] — *N. Moutsopoulos*. Le monastère franc de Notre-Dame d'Isova (Gortynie). [*B. C. H.*, LXXX, 1956, 1.] — *Speros Vryonis*. Isidore Glabas and the Turkish Devshirme. (Origine des janissaires et du rapt d'enfants dès le règne de Mourad I^{er}.) [*Speculum*, t. XXXI, 1956.]

R. Konetzke. Der weltgeschichtliche Moment der Entdeckung Amerikas. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft. 2, octobre 1956.] — *Antonio de La Torre*. Noticias de Indias de los años 1493 y 1494. (Notes tirées des comptes du trésorier d'Isabelle la Catho-

lique.) [*Hispania*, 1955, t. XV, n° 61.] — *Hernando Gutiérrez Luzardo*. Circulación del libro en el Nuevo Reino de Granada. [*Historia*, 1955, t. I, n° 2-4.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Pierre Mesnard. Bucer et la Réforme religieuse. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1956.] — *M. Christol*. La fresque du château de Tanlay. [*Ibid.*] — *Pierre Mesnard*. L'évangélisme politique de Martin Bucer (I). [*Ibid.*] — *Christian Wolff*. Une liste de huguenots réfugiés à Strasbourg (vers 1566). [*Ibid.*] — *W. M. Southgate*. Erasmus : christian humanism and political theory. [*History*, octobre 1955.] — *Luigi Firpo*. In margine al processo di Giordano Bruno. Francesco Maria Vialardi. [*Riv. st. it.*, 1956, fasc. 3.]

Roberto Almagià. La carta del territorio de Avignone nella « Galleria Geografica » del Vaticano. (Une des cartes exécutées de 1580 à 1583 sur l'ordre de Grégoire XIII.) [*Arch. d. Soc. Rom.*, 1953.] — *Antonio Dias Miguel*. Un inédit attribué à Francisco de Morais. (Il s'agit du récit le plus complet que nous possédions sur les obsèques de François I^{er}.) [*B. É. P.*, 1954.] — *T. Caster*. Les problèmes financiers des exportateurs de pastel toulousains au XVI^e siècle. [*A. du Midi*, 1956, fasc. 2-3.] — *G. Loirette*. La première application à Bordeaux du Concordat de 1516 ; Gabriel et Charles de Grammont (1529-1530). [*Ibid.*]

W. Andreas. Zur Geschichte von Florenz im Cinquecento. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft 3, décembre 1956.] — *Nicola Giordano*. Girolamo Venero y Leyva e le pergamene della Collegiata del SS^{mo} Salvatore in Monreale. (Documents relatifs à la vie de Girolamo Venero, archevêque de Monreale, depuis 1572 jusqu'en 1620.) [*Arch. st. sic.*, 1954.] — *Corrado Gallo*. Vincenzo Littara apologista di Palermo. (Il a vécu à Palerme entre 1590 et 1599 et son œuvre exprime parfaitement quelques-uns des caractères de la vie spirituelle en Sicile sous la domination espagnole ; Littara a été un bon avocat de la cause des privilèges et des droits de Palerme.) [*Ibid.*]

Joseph R. Strayer. Philipp the Fair. A « constitutional » King. [*A. H. R.*, octobre 1956.] — *Juan Reglá*. Felipe II y el bandolerismo catalán. (Résumé de l'ouvrage à paraître : « Felip II i Catalunya ».) [*Hispania*, 1955, t. XV, n° 61.] — *Roberto Herrera Soto* et *Carlos Restrepo Canel*. Probanza de servicios de Fray Pedro Aguado, transcripción de Carlos Restrepo Canel, introducción y notas de Roberto Herrera Soto. (1575. Pedro Aguado, né en 1538, est l'auteur d'une histoire de la Colombie et du Venezuela.) [*Historia*, 1955, t. I, n° 2-4.] — *Fray Gregorio Arcila Robledo*, O. F. M. Probanza sobre que « los religiosos de San Francisco... fueron los primeros que comenzar a enseñar la... doctrina christiana a los naturales e yndios... » (de Colombia), transcripción y comentario (1586). [*Ibid.*] — *L. Bourdon*. Deux aventuriers portugais : Gaspar Caldeira et Antão Luis (1564-1568). (L'article est suivi de la publication d'une série de documents.) [*B. É. P.*, 1954.]

Kauko Pirinen. Les sources de l'histoire du bain de sang de Stockholm, envisagées du point de vue du droit canon. (1520 ; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1955, 3.] — *Walter Kuhn*. Deutsche Täufer-siedlungen im westukrainischen Raume. (Depuis le XVI^e jusqu'au XIX^e siècle.) [*Z. f. O.*, 1955, 4.] — *Carl Stempel* †. Goldschmiede im Wartheland, ihre Meisterzeichen und ihre Arbeiten. (Du XV^e au XVIII^e siècle ; notices et reproduction des marques.) [*Ibid.*] — *Kyösti Kiuasmaa*. Israel Paavali-poika Särkilähti. (Exemple d'ascension sociale au XVI^e siècle, de la paysannerie à la

noblesse, par la concentration de terres et par des fonctions administratives ; en finnois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.]

G. Caraci. Apocrifi Vespucciani. I : Il mundus novus. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1956.] — Ursula Lamb. Religious conflicts in the conquest of Mexico. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.] — La Roque de Roquebrune. Roberval et sa colonie canadienne au xvi^e siècle. [*R. d'hist. des col.*, 2^e trim., 1956.] — Robert Leblant et Marcel Delafosse. Les Rochelais dans la vallée du Saint-Laurent (1599-1618). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1956.] — D. G. E. Hall. From Mergui to Singapore, 1686-1819 ; a neglected chapter in the naval history of the Indian ocean. [*History*, octobre 1955.] — R. Reynard. Nouvelles recherches sur l'influence portugaise au Gabon. [*Bull. Inst. d'ét. centrafr.*, 1956, n° 11.]

P. Goubert. The french peasantry of the seventeenth century. [*Past and present*, novembre 1956.] — Jeanne Lejeaux. Charles-François Poërson, juillet 1653-1725. [*A. de l'Est*, 1956, n° 3.] — M. Baudot. Les assemblées et la juridiction des Férons fessiers et nanciers de Normandie entre Orne et Avre. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1956.] — R. Toujas. L'activité commerciale au xvii^e siècle de négociants normands à Montauban. [*Ibid.*]

Alan Cole. The quakers and the english revolution. [*Past and present*, novembre 1956.] — James Fulton Maclear. Popular anticlericalism in puritan revolt. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.] — L. Stone. The Electoral Influence of the second Earl of Salisbury, 1614-1668. [*E. H. R.*, juillet 1956.] — V. Vale. Clarendon, Coventry, and the Sale of Naval offices, 1660-1668. [*Cambridge Hist. J.*, 1956, n° 2.]

Boris Ulianich. Sarpiana. La lettera del Sarpi allo Heinsius. [*Riv. st. it.*, 1956, fasc. 3.]

Kristof Glaman. Taxes capitulaires et mesures pour les grains. (Problèmes de métrologie des grains au Danemark aux xvii^e et xviii^e siècles ; en danois, résumé en anglais.) [*H. T. Copenhague*, 11, 4, 4, 1955.] — Åke Kromnow. Les notes du comte palatin Jean Casimir en 1632. (Sur les discussions au Conseil lorsque fut connue la mort de Gustave Adolphe, beau-frère du comte ; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1955, 2.] — Georg Christoph von Unruh. Die Selbstverwaltung deutscher Gemeinden in Polen im Spiegel örtlicher Satzungen. (Deux ordonnances seigneuriales, de 1655 et 1705.) [*Z. f. O.*, 1955, 4.] — L. R. Lewitter. Peter the Great and the Polish Election of 1697. [*Cambridge Hist. J.*, 1956, n° 2.]

Antonio Domínguez Ortiz. El Proceso inquisitorial de Juan Núñez Saravia, banquero de Felipe IV. (1630-1637.) [*Hispania*, 1955, t. XV, n° 61.]

A. Louant. Précisions nouvelles sur le Père Hennepin, missionnaire et explorateur. (Amérique du Nord. xvii^e siècle.) [*A. R. Belgique. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1956, 5.] — André Vachon. Inventaire critique des notaires royaux des gouvernements de Québec, Montréal et Trois-Rivières (1663-1764) (suite). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1956.] — Fernand Potvin. Saint Antoine Daniel, martyr canadien (fin). [*Ibid.*]

A. Soboul. The french rural community in the eighteenth and nineteenth centuries. [*Past and present*, novembre 1956.] — Charles Lévy. Économie et popularité. Les doctrines françaises avant 1800. [*Pop.*, juillet-septembre 1956.] — Paolo Alatri. Note sul periodo ginevrino di Voltaire e sulle sue corrispondenze coi Tronchin e coi Cramer. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1956.] — D. Ozanam. La disgrâce d'un premier commis : Tercier et l'affaire de l'Esprit (1758-1759). [*Bibl. Éc. chartes*, t. CXIII, 1955.] — R. M. Trois frères pasteurs au Désert (Louis, Pierre et Jean

Mazaure). [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1956.] — S. Mours. Comment les nouveaux convertis de Caveirac célébrèrent la victoire des armées du roi Louis XV (1744). [*Ibid.*] — Alain Manevy. L'intendant Amelot et la mairie de Dijon (1764-1774). La tutelle de l'intendant sur une ville au XVIII^e siècle. [*A. de Bourg.*, 1956, n° 3.] — Vitor Ramos. Un article du chevalier d'Oliveira dans le *Journal encyclopédique*. (Publication d'un article paru en mars 1761 dans ce périodique que dirigeait Pierre Rousseau à Bouillon, après l'avoir fondé à Liège.) [*B. É. P.*, 1954.] — Arnold H. Rowbotham. Jesuit figurists and 18th century religion. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.]

Maria Esther Bertoli. Elisabetta Farnese e la principessa Orsini. (L'expulsion d'Espagne de l'ancienne favorite de Philippe V.) [*Hispania*, 1953, t. XV, n° 61.] — Fray Arturo Calle R., O. F. M. Documentos inéditos (1768-1783) para la biografía de Fray Rafael de La Serna, comentario, transcripción y notas. (La Serna est le fondateur de l'Université d'Antioquia, à Medellin.) [*Historia*, 1955, t. I, n°s 2-4.]

François-G. Dreyfus. Prix et population à Trèves et à Mayence au XVIII^e siècle. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 3.] — John J. Murray. The Görtz-Gyllenborg arrests, a problem in diplomatic immunity. [*J. of mod. hist.*, décembre 1956.] — Umberto Marcelli. Il carteggio Carli-Kaunitz (1765-1793). [*Arch. st. it.*, 1955, III et IV.]

Robert Halsband. Lady Mary Wortley Montagu as a friend of continental writers (1716-1762). [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIX, 1956.] — André Parreaux. Beckford et le Portugal en 1787. (William Beckford a passé la plus grande partie de son séjour au Portugal à lutter contre Walpole.) [*B. É. P.*, 1954.] — William H. Hudnut III. Samuel Stanhope Smith's enlightened conservative. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.] — T. R. Christie. Economical Reform and « The Influence of the Crown », 1780. [*Cambridge Hist. J.*, 1956, n° 2.]

Erkki Lehtinen. Die fremde Amtssprache und die finnischen Bauern von etwa 1650-1735. (Au XVII^e siècle, le dualisme linguistique en Finlande crée des difficultés pratiques, mais pas de problème politique ; en finnois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.] — Martin P. Nilsson. L'assimilation linguistique de la Scanie à la Suède. (En suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1955.] — Toivo J. Paloposki. Die Reichsvertretung der Bauern des Län Savonlinna und Kyminkartano in der Freiheitszeit. (Difficultés propres à cette région orientale de Finlande ; pas de conscience politique ; en finnois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.] — Heinrich Gerhard Franz. Johann Michael Fischer und die Baukunst des Barock in Böhmen. (Architectes bavares du XVIII^e siècle.) [*Z. f. O.*, 1955, 2.] — Kyllikki Laakso. Die Zivilverwaltung des Generalgouverneurs G. Fr. v. Rosen. (Activités multiples, mais sans grand résultat, du dernier gouverneur général envoyé de Suède en Finlande, 1747-1753 ; en finnois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.] — Gunnar Kjellin. Autour du mémorial d'Alexander Kepplerus. (Ce célèbre pamphlet paru en Finlande en 1770 ; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1955, 3.] — Hans Hirn. Krankenpflegeprobleme in den Provinzen Nyland und Tavastehus zur Zeit des Landeshauptmannes Anders de Bruce 1777-1787. (En suédois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.]

P. Brock. The Fall of Circassia : A study in Private Diplomacy. [*E. H. R.*, juillet 1956.] — Saadeddine Bencheneb. Un contrat de mariage algérois au début du XVIII^e siècle. [*An. de l'Inst. d'ét. orient. Alger*, 1955.] — J. Petit-Jean-Rogé. Les Juifs à la Martinique sous l'Ancien Régime. [*R. d'hist. des col.*, 2^e trim. 1956.] — Claude de Bonnault. L'abbé de Joncaire et M^{lle} de Tiercelin. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*,

décembre 1956.] — *J. A. Hawgood*. The papers of Thomas Jefferson. [*History*, octobre 1955.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, LE PREMIER EMPIRE ET LE XIX^e SIÈCLE

Jean Bourdon. Points de vue nouveaux sur la Révolution française. [*R. de S.*, janvier-mars 1956.] — *R. B. Rose*. The French Revolution and the Grain Supply : Nationalization Pamphlets in the John Rylands Library. [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIX, 1956.] — *P. Arches*. La garde nationale de Saint-Antonin et les Fédérations de Rouergue et du Bas-Quercy (juillet 1789-juillet 1790). [*A. du Midi*, 1956, n° 4.] — *J. Bourdon*. Les élections de la Côte-d'Or en 1792 et 1795. [*A. de Bourg.*, 1956, n° 3.] — *Richard Cobb*. La Commission temporaire de Commune-Affranchie (brumaire-germinal an II) : étude sur le personnel d'une institution révolutionnaire. [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 1.] — *Id.* Quelques conséquences sociales de la Révolution dans un milieu urbain, d'après des documents de la société révolutionnaire de Lille (floréal-messidor an II). [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 3.] — *Id.* Disette et mortalité. La crise de l'an III et de l'an IV à Rouen. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1956.] — *Franco Catalano*. Scritti di giacobini italiani della fine del Settecento. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1956.] — *Vittorio E. Giuntella*. Gli Esuli romani in Francia alla vigilia del 18 Brumaio. (Les exilés romains sont parmi les adversaires de Bonaparte et semblent bien avoir monté contre le Premier Consul une conjuration, qui se termina par l'exécution de leur chef, Ceracchi, le 30 janvier 1801.) [*Arch. d. Soc. Rom.*, 1953.] — *Jacques Godechot*. Unità batava e unità italiana all'epoca del Direttorio. (Des liens ont existé entre les Jacobins italiens et hollandais et la conspiration babouviste.) [*Arch. st. it.*, 1955, III.] — *G. Leflon*. Le cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola. (Le futur Pie VII et la République cisalpine.) [*Rass. del Risorgimento*, avril-septembre 1955.] — *A. Paul*. Les réfugiés protestants en Palatinat et Jeanbon Saint-André. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1956.] — *Daniel Robert*. Documents établissant les vues ecclésiastiques du pasteur Olivier-Desmont au lendemain des articles organiques (été de 1802). [*Ibid.*, octobre-décembre 1956.]

Pentti Virrankoski. Die Landwirtschaft im westlichen Teil des Läns Oulu gegen Ende der Schwedenherrschaft. (Résultats d'une enquête agricole de 1787-1798 dans la région côtière située au fond du golfe de Bothnie ; en finnois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.] — *Arne Stæde*. Gustave IV Adolphe et la Norvège en 1798 et 1801. (Sur la question du caractère et du but de la politique extérieure suédoise de 1796 à 1803 ; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1955, 4.] — *Richard Breyer*. Die südpfeussischen Beamten und die Polenfrage. (Après les partages de 1793 et 1795.) [*Z. f. O.*, 1955, 4.] — *Walther Hubatsch*. Deutsche Grenzprobleme 1813-1815. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 3-4.]

E. Bonjour. Die Idee des europäischen Gleichgewichts bei Johannes von Müller. [*Hist. Zeitschr.*, Bd. 182, Heft 3, décembre 1956.]

H. Forestier. La loi du 18 novembre 1814 sur l'observation des dimanches et fêtes et son application dans l'Yonne (1814-1853). [*A. de Bourg.*, 1956, n° 3.] — *Gabriel Richard*. Les demi-soldes en Lorraine, 1815-1823. [*A. de l'Est.*, 1956, n° 3.] — *Ch. Brisson*. « Pompes à feu » et « Batteau à vapeur », à Elbeuf sous Louis XVIII. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1956.] — *J.-B. Duroselle*. Quelques nouvelles sur Lamennais. (N'est pas le fondateur de la démocratie chrétienne.) [*Rass. st. del*

Risorgimento, avril-juin 1956.] — *C.-J. Tudesq.* L'opposition légitimiste en Languedoc en 1840. [*A. du Midi*, 1956, n° 4.] — Recteur *Dresch.* Heine et la critique en France. [*All. d'auj.*, 1956.] — *P. Guichonnet.* Quelques aspects de la question ouvrière en Savoie en 1848. (La misère ouvrière dans les filatures de coton d'Annecy.) [*Rass. st. del Risorgimento*, avril-septembre 1955.] — *Pierre Broué.* Un Saint-Simonien dans l'arène politique : Laurent de l'Ardèche (1848-1952). [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 1.]

Richard R. P. Pankhurst. Fourierism in Britain. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1956, n° 3.] — *G. F. A. Best.* The Religious Difficulties of National Education in England, 1800-1870. [*Cambridge Hist. J.*, 1956, n° 2.]

Alberto M. Ghisalberti. Una fonte importante sul Risorgimento romano. (Première chronique d'un témoin sur les événements de la période allant de la mort de Grégoire XVI, le 1^{er} juin 1846, à l'inauguration du Concile du 8 décembre 1869.) [*Arch. d. Soc. Rom.*, 1953.] — *Livia de Ruggiero.* Inghilterra e Stato Pontificio nel primo triennio del Pontificato di Pio IX. (Palmerston soutient la politique de réformes de Pie IX comme il l'encourage dans les autres États italiens et espère obtenir en échange une intervention pontificale pour apaiser l'agitation irlandaise : c'est ce qui explique la mission de Lord Minto, mais les événements montrent que le Pape ne peut être ni un souverain libéral ni le chef du mouvement national.) [*Ibid.*] — *G. Vidal.* Études françaises sur le Risorgimento. (En réalité 1870-1914.) [*Rass. st. del Risorgimento*, janvier-mars 1955.] — *P. Alatri.* Le Midi au lendemain de l'unification. (Brutalités de l'occupation, impopularité des Piémontais.) [*Ibid.*, avril-septembre 1955.] — *A. Dioscoridi.* La Révolution italienne et la *Civiltà cattolica*. [*Ibid.*] — *G. Spadolini.* Libéralisme et démocratie face au renouveau catholique. (De 1898 aux débuts de l'ère giolittienne.) [*Ibid.*] — *L. Salvatorelli.* Le problème religieux à l'époque du Risorgimento. (Évolution des rapports entre Église et État du XVIII^e siècle au traité du Latran.) [*Ibid.*, avril-juin 1956.] — *F. Boyer.* Pie IX à Gaète et l'amiral Baudin. [*Ibid.*] — *M. L. Trébùiani.* Note sur l'existence de quelques groupes d'ecclésiastiques favorables à l'unité, 1860-1870. [*Ibid.*, juillet-septembre 1956.] — *A. Simon.* Palmerston et les États pontificaux de 1849. (Souhaite des réformes libérales et s'efforce d'empêcher le retour de Pie IX à Rome en avril 1850.) [*Ibid.*] — *Guglielmo Macchia.* Il segretario di Gino Capponi : Alessandro Cavaresi (1829-1902). [*Nuova riv. ist.*, mai-août 1956.] — *Franco della Peruta.* Il socialismo risorgimentale di Ferrari, Pisacane e Montanelli. [*Mov. operaio*, janvier-juin 1956.] — *Claudio Pavone.* Le bande insurrezionali della primavera del 1870. [*Ibid.*] — *Paolo Alatri.* Lettere inedite di Antonio Scialoja. [*Ibid.*] — *Liliana dalle Nogare.* Il carteggio F. Turati-A. Ghisleri. [*Ibid.*] — *Paolo Treves.* Un conservatore : Monaldo Leopardi. [*Riv. st. it.*, 1956, fasc. 3.]

Brison D. Gooch. A century of historiography on the origins of the Crimean war. [*A. H. R.*, octobre 1956.] — *William Marçais.* Une belle figure d'orientaliste : de Slane. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1956.] — Capitaine de vaisseau *Vulliez* et *M. Jérôme Peignot.* Laubeuf, l'inventeur du submersible. (Son conflit avec les hautes autorités maritimes.) [*R. marit.*, janvier 1957.]

Chushichi Tsuzuki. The « impossible revolt » in Britain. The origins of the S. L. P. and the S. P. G. B. [*Int. Rev. of soc. hist.*, 1956, n° 3.] — *Frank Bealey.* The electoral arrangement between the Labour representation committee and the liberal party. [*J. of mod. hist.*, décembre 1956.]

Alexander Scharff. Zur Problematik der Bismarckschen Nordschleswigpolitik.

[*Welt als Gesch.*, 1956, n° 3-4.] — *Frank Spencer*. Historical revision : Bismarck and the franco-prussian war. [*History*, octobre 1955.] — *Lenore O'Boyle*. Liberal political leadership in Germany, 1867-1884. [*J. of mod. hist.*, décembre 1956.]

Aldo Berselli. Le trattative per una combinazione ministeriale fra Marco Minghetti e Quintino Sella (1874-1875). [*Riv. st. it.*, 1956, fasc. 3.] — *Guglielmo Savagone*. Tredici lettere inedite di Crispi. (Entre 1862 et 1890.) [*Arch. st. sic.*, 1954.] — *Leo Valiani*. La storia del movimento socialista in Italia dalle origini al 1921. Studi e ricerche nel decennio 1945-1955. [*Riv. st. it.*, 1956, fasc. 3.]

Fal. R. Lorwin. Réflexions sur l'histoire de deux syndicalismes : syndicalisme français et syndicalisme américain. [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 1.] — *Edward Bull*. Autobiographies of industrial workers, sources of norwegian social history. [*Int. Rev. of soc. hist.*, 1956, n° 2.] — *Peter Brock*. The politics of the polish peasant. [*Ibid.*] — *B. Nicolaevsky*. Toward a history of the « Communal league » 1847-1852. [*Ibid.*] — *Carlos M. Rama*. Les mouvements sociaux en Amérique latine au XIX^e siècle. [*Ibid.*]

Louis Capperon. Protet, gouverneur du Sénégal et dépendances (1850-1854). [*Rev. marit.*, novembre 1956.] — *P. Mausire*. L'évolution politique de la Seine-Inférieure sous la III^e République. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1956.] — *Jean Néré*. Aspects du déroulement des grèves en France durant la période 1883-1889. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1956, n° 3.]

G. F. G. Statley. Le journal d'un militaire au Nord-Ouest canadien (fin). [*R., d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1956.] — *Lionel Groulx*. Fils de grand homme. (Il s'agit de Lactance Papineau, troisième fils du chef du soulèvement populaire canadien français de 1822.) [*Ibid.*] — *Georgette Cordier-Rossiaud*. Les relations économiques entre Sydney et la Nouvelle-Calédonie (1844-1860), d'après les documents recueillis par M. George Saxton. [*R. d'hist. des col.*, 2^e trim. 1956.] — *Geoffrey Seed*. The abolition of suttee in Bengal. [*History*, octobre 1955.] — *Herbert Pönicke*. Heinrich-August Meissner-Pacha und der Bau der Hedschas-und Bagdadbahn. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 3-4.]

E. O. Kuujo. Odert Gripenbergs Internat 1812-1822. (Un disciple finnois de Pestalozzi ; en finnois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.] — *Brigitte Winkler-Seraphim*. Das Verhältnis der preussischen Ostprovinzen, insbesondere Ostpreussens zum Deutschen Bund im 19. Jahrhundert. I. Bis 1848. [*Z. f. O.*, 1955, 3.] — *Karl Axel Wengström*. Les mémoires d'Olof Immanuel Fåhræus. (1796-1884, ministre de 1840 à 1847 ; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1955, 2.] — *F. C. Kildund-Jørgensen*. Le paragraphe concernant l'enseignement dans la Constitution. (Danoise de 1849 ; en danois, résumé en anglais.) [*H. T. Copenhagen*, 11, 4, 4, 1955.] — *Marjatta Tennes*. Der Werkbesitzer Nils Ludvig Arppe als Mehrer des Grundbesitzes seiner Industrierwerke. (Propriétaire de scieries qui, après 1851, développe des entreprises métallurgiques et accapare davantage encore de forêts ; en finnois, résumé en allemand.) [*H. A.*, 55, 1955.] — *Juhani Saarinen*. Über die Segelschiffszederei des Rosenlew-Konzerns in Pori in den Jahren 1857-1891. (Activité accessoire d'une firme finnoise d'exportation de produits forestiers ; en finnois, résumé en allemand.) [*Ibid.*] — *Uuno Tuominen*. Das Problem der Nacharbeit in der Sozialpolitik Finnlands von den 1860^{er} Jahren bis zur beginnenden Zeit der Unabhängigkeit. (Étude de la législation ; en finnois, résumé en allemand.) [*Ibid.*] — *Evert Laine*. Ein Vierteljahrhundert Bergwesen in Finnland, 1885-1910. (En finnois, résumé en allemand.) [*Ibid.*]

VI. APRÈS 1914

Stefan von Velsen. Quellen zur neuesten Geschichte. VI : Deutsche Generalstabs-offiziere im I Weltkrieg 1914-1918. [*Welt als Gesch.*, 1956, n° 3-4.] — *Gerhard L. Weinberg.* Deutsch-japanische Verhandlungen über das Südseemandat 1937-1938. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, octobre 1956.] — *Nils Örwik.* Das englisch-norwegische Handelsabkommen und die alliierte Interventionpläne im russisch-finnischen Krieg. [*Ibid.*] — *Joachim Konrad.* Das Ende von Breslau. [*Ibid.*]

E. C. Kollman. Eine Diagnose der Weimarer Republik. Ernst Troeltschs politische Anschauungen. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft 2, octobre 1956.] — *H. Herzfeld.* Zwei Werke G. Ritters zur Geschichte des Nationalsozialismus und der Widerstandsbewegung. [*Ibid.*] — *Helmut Krausnick.* Himmler über seinen Besuch bei Mussolini vom 11-14 Okt. 1942. [*Vierteljahrshefte für Zeitsch.*, octobre 1956.] — Rechtssicherheit und Ritterliche Unabhängigkeit aus der Sicht des SD., publ. par *Peter Schneider.* [*Ibid.*] — *Georges Castellan.* Pour l'étude de l'Allemagne contemporaine. [*All. d'auj.*, 1956.] — *Id.* Au rayon de l'Histoire. (Chronique des livres récents.) [*Ibid.*] — *Id.* Au rayon de la sociologie. [*Ibid.*] — *Roland Ruffieux.* Problèmes agricoles dans l'Allemagne fédérale. [*Ibid.*] — *Id.* Mutation économique de Berlin-Ouest [*Ibid.*] — *André Lewin.* La sidérurgie allemande. [*Ibid.*] — *Guy Thuillier.* Financement de la sidérurgie. [*Ibid.*] — *Joseph Rovaa.* C. D. U. Union chrétienne démocratique. [*Ibid.*] — *Robert Minder.* Littérature, arts et pensée dans les deux Allemagnes. [*Ibid.*] — *Edmond Vermeil.* Les églises évangéliques luthériennes d'Allemagne. [*Ibid.*] — *R. P. Barth.* Notes sur le catholicisme allemand. [*Ibid.*] — *Pasteur Ungerer.* Le protestantisme allemand actuel. [*Ibid.*] — *Marcel Camus.* Le congrès des écrivains de la République démocratique. [*Ibid.*] — *Roland Ruffieux.* D'un plan quinquennal à l'autre, économie de la D. D. R. [*Ibid.*] — *Marcel Camus.* Aspects idéologiques et sociaux du deuxième plan quinquennal. [*Ibid.*] — *Georges Castellan.* Chronique de la D. D. R. [*Ibid.*] — *Id.* Pour l'étude de la D. D. R. : orientation bibliographique. [*Ibid.*] — *Morand Higelin.* La rentrée de l'Allemagne parmi les grandes puissances. [*R. de déf. nat.*, novembre 1956.]

P. Scheibert. Ueber Lenins Anfänge. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 182, Heft 3, décembre 1956.] — *Eugenio Anagnine.* Le lettere di Lenin. [*Nuova riv. it.*, mai-août 1956.] — *Alfred Sauvy.* La population de l'Union soviétique. Situation, conscience et problèmes actuels. [*Pop.*, juillet-septembre 1956.] — *L. Labedz.* Russia after Khrushchev. [*R. of politics*, octobre 1956.] — *Henri Chambre.* La déstalinisation en Union soviétique. [*R. fr. Sc. pol.*, octobre-décembre 1956.] — *B. Apremont.* L'économie de l'U. R. S. S. dans ses rapports avec la Chine ou les démocraties populaires. [*Pol. étr.*, 1956, n° 5.] — *Jan Marczewski.* La démocratisation des démocraties marxistes. [*R. fr. de Sc. pol.*, octobre-décembre 1956.] — *J. Kayser.* Note sur la presse polonaise : le journal et ses lecteurs. [*Ibid.*, juillet-septembre 1956.]

Emil Schieche. Eduard Beneš und die slawischen Ideen. [*Z. f. O.*, 1955, 2.] — *Franz Zabiga.* Das tschechische und slowakische Musikschaffen zwischen den beiden Weltkriegen. [*Ibid.*, 1955, 3.] — *Rudolf Urban.* Die Wiederbesiedlung der sudetendeutschen Gebiete. (Depuis 1946.) [*Ibid.*] — *Id.* Die Gewerkschaften der Tschechoslowakei. [*Ibid.*, 1955, 2.]

François Crouzet. La Grande-Bretagne contemporaine : état des travaux. [*R. fr.*

de *Sc. pol.*, juillet-septembre 1956.] — *Raymond Fusilier* et *Bo Käne*. La Suède contemporaine : état des travaux. [*Ibid.*, octobre-décembre 1956.] — *Leslie Lipson*. Le système des partis politiques en Suisse. [*Ibid.*]

Ugo Facco de Lagarda. Il comitato di Liberazione dell'Alta Italia. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1956.] — *J. Besson*. Les élections administratives italiennes des 27-28 mai 1956. [*R. fr. de Sc. pol.*, juillet-septembre 1956.]

André Siegfried. Le Vichy de Pétain, le Vichy de Laval. [*Ibid.*, octobre-décembre 1956.] — *J.-B. Duroselle*. L'élaboration de la politique étrangère française. [*Ibid.*, juillet-septembre 1956.] — *François Goguel*. Vers une nouvelle orientation de la revision constitutionnelle. [*Ibid.*] — *Mario Levi*. L'évolution de la structure des échanges commerciaux de la France avec l'étranger de 1951 à 1955. [*Pol. étr.*, 1956, n° 5.] — *Léon Tabala*. La population algérienne. Croissance, niveaux de vie, investissements. [*Pop.*, juillet-septembre 1956.] — *Général Charrière*. Les débuts de l'insurrection algérienne. [*R. de Déf. nat.*, décembre 1956.] — *Claude Delmas*. La rébellion algérienne après l'arrestation des chefs du M. L. N. [*Ibid.*] — *Amiral Ortol*. La France dans l'océan Indien. [*Ibid.*, novembre 1956.] — *R. Grivot*. Agboville, esquisse d'une cité d'Afrique noire. [*Ét. éburnéennes*, 1955.] — *M. Vignaud*. Les élections du 2 janvier 1956 en Côte d'Ivoire. [*R. fr. de Sc. pol.*, juillet-sept. 1956.]

Pierre Chateaufieux. L'élection présidentielle et la politique étrangère aux États-Unis. [*R. de Déf. nat.*, janvier 1957.] — *Roger Lévy*. Le président Truman, la politique américaine et l'Asie. [*Pol. étr.*, 1956, n° 5.] — *Alfred Grosser*. L'étude des relations internationales, spécialité américaine. [*R. fr. de Sc. pol.*, juillet-septembre 1956.] — *J. M. Tepes*. La carta de la organización de los Estados americanos (carta de Bogota) (1948). [*Historia*, 1955, t. I, n° 2-4.]

Commandant *Franceschini*. Le haut barrage de Sadd El Ali, pierre de touche de l'économie égyptienne. [*R. de Déf. nat.*, novembre 1956.] — *A. Bennigsen*. Le front national dans la nouvelle stratégie communiste au Moyen-Orient. [*Pol. étr.*, 1956, n° 5.] — *René Grandchamp*. L'énigme russo-yougoslave pèse sur la Méditerranée. [*R. de Déf. nat.*, novembre 1956.] — *Franck L. Schoell*. Les tensions raciales dans la vie politique en Afrique du Sud. [*R. fr. de Sc. pol.*, octobre-décembre 1956.]

Pierre Gerbet. La genèse du plan Schuman. Des origines à la déclaration du 9 mai 1950. [*Ibid.*, juillet-septembre 1956.] — *Pierre Genevey*. Technique du désarmement. [*Pol. étr.*, 1956, n° 5.] — *Hans Rothfels*. Gesellschaftsordnung und Koexistenz. [*Vierteiljahrshefte für Zeitgesch.*, octobre 1956.] — *XXX*. Les relations culturelles entre les pays d'Asie. [*Pol. étr.*, 1956, n° 5.]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

L. Gerschel. Sur un schème trifonctionnel dans une famille de légendes germaniques. [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1956.] — *J.-P. Rouz*. Tangri. Essai sur le ciel-dieu des peuples altaïques (3^e article). [*Ibid.*] — *Charles Picard*. Nouvelles observations sur diverses représentations du Héros Cavalier des Balkans. [*Ibid.*]

R. Foreville. Une soutenance de thèses sur l'histoire ecclésiastique à la Faculté des lettres de Rennes. (Sur *Les oblations de mineurs dans l'Église depuis les origines jusqu'à la fin du VI^e siècle*). [*R. H. E.*, 1956, n° 4.] — *H. Grégoire* et *P. Orgels*.

S. Gallikanus, consul et martyr dans la Passion des saints Jean et Paul et sa vision « constantinienne » du Crucifié. [*A. R. Belgique. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1956, 3.] — *François Halkin*. Une passion grecque abrégée de sainte Lucie. [*Classica et Mediaevalia*, 1956, nos 1-2.] — *G. Fransen*. Manuscrits canoniques conservés en Espagne (III). [*R. H. E.*, 1956, n° 4.] — *John Morson*. The English Cistercians and the Bestiary. (Étude de manuscrits.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIX, 1956.] — *Antonio Rota*. Papa Onorio III e la difesa dell'insegnamento libero a Bologna. (En intervenant auprès de la couronne, Honorius III a préparé, dès le début du XIII^e siècle, l'action ultérieure du Saint-Siège en vue de faire de l'Université de Bologne un centre du rayonnement du droit pontifical.) [*Arch. d. Soc. Rom.*, 1953.] — *G. Despy*. Un fragment d'une « Cronica monasterii Sancti Huberti in Ardenna » perdue de la fin du XIII^e siècle? [*Bul. Com. R. Histoire*, XXI, 1.] — *F. Discry*. La règle des Pénitentes de sainte Marie-Madeleine d'après le manuscrit de saint Quirin de Huy (XIII^e siècle). [*Ibid.*] — *R. Baron*. Notes biographiques sur Hugues de Saint-Victor. [*R. H. E.*, 1956, n° 4.]

Ch.-M. de Witte. Les bulles pontificales et l'expansion portugaise au XV^e siècle (suite). [*R. H. E.*, 1956, n° 4.] — *R. H. Hurlbutt III*. David Hume and scientific theism. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1956.] — *R. Aubert*. Mgr Dupanloup et le Syllabus (fin). [*R. H. E.*, 1956, n° 4.]

P. Morton-Williams. The Atinga cult among the South-western Yoruba : a sociological analysis of a witchs-finding movement. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, juillet-octobre 1956.]

CHRONIQUE

Soutenances de thèses en Sorbonne.

Jean DELUMEAU, *La vie économique et sociale à Rome dans la seconde partie du XVI^e siècle* (thèse principale). — *Le commerce de l'alun* (thèse complémentaire) : le 29 juin 1955.

Pour sa thèse principale, Jean Delumeau a montré que, s'il savait déceler les sujets neufs, il ne redoutait pas non plus de se mesurer avec de grands sujets : ce sont deux mérites dont il convient de lui savoir gré. Il a fixé son choix sur une période qui n'avait pratiquement pas encore été étudiée : certes, les historiens de Rome n'ont pas manqué, mais aucun n'avait entrepris cette étude systématique de la vie économique et sociale de la Rome pontificale dans la période qui s'ouvre après la fin des guerres d'Italie : c'est cependant celle du grand essor démographique, de l'afflux des pèlerins, l'âge d'or de la métropole de la chrétienté. Sujet neuf, l'étude de cette période était donc aussi un grand et beau sujet : toute étude d'histoire urbaine est riche de substance, mais quand la ville considérée est la ville entre toutes, l'Urbs, la Ville éternelle, on imagine quel peut être son intérêt : à la fois capitale religieuse, intellectuelle, artistique. Mais les beaux sujets ne vont pas sans risques : entre autres ils présentent cet inconvénient qu'ils rendent plus manifestes les insuffisances de qui s'attaque à eux ; aussi les esprits timides n'osent-ils se mesurer qu'avec des sujets qu'ils estiment à leur échelle. Jean Delumeau n'a pas craint d'affronter un sujet redoutable, et l'expérience lui donne raison : il est sorti à son honneur d'une confrontation entre toutes périlleuse. Le sujet exigeait, en effet, de son historien tout à la fois de l'érudition, de l'intelligence et de l'art.

L'érudition est généralement le fonds qui manque le moins en cette sorte de travaux : elle se mesure ordinairement à l'ampleur de la documentation compulsée. Celle utilisée par M. Delumeau, abondante autant que disparate, est essentiellement une documentation d'archives, dont le noyau principal est formé par ce qu'on appelle les *Avizzi*, une quarantaine de volumes d'environ 500 pages chacun, qui se sont révélés une source inestimable de renseignements, en particulier sur les emprunts, les dettes, le train de vie des cardinaux, le brigandage... Les collections d'Édits, les archives de la Trésorerie secrète, de l'Hôtel de la Monnaie, des hôpitaux, des documents de l'Annone, sont venus grossir la documentation d'origine romaine. Jean Delumeau a travaillé aussi à Florence, à Naples, ailleurs encore. Il a ainsi amassé un fond considérable. Si grand que soit le travail et si étendue l'investigation, la règle du jeu veut que le jury insiste sur les lacunes et suggère des compléments : M. Braudel estime qu'il aurait été sage de contrôler ces sources par d'autres qui auraient permis de recouper les renseignements et d'élargir le cadre des comparaisons. Comme il est regrettable, par exemple, que M. Delumeau n'ait pas exploré plus à fond les livres de comptabilité des banquiers napolitains (180 gros registres) où il n'a fait que jeter la sonde ! Ces regrets rituels n'enlèvent rien au

sérieux du travail, ils ne jettent même pas une ombre sur la chaleur des éloges que le jury unanime dispense à l'effort d'investigation de Jean Delumeau.

Pour traiter dignement pareil sujet, ni le travail ni l'érudition n'étaient des titres suffisants : au reste, le sont-ils jamais ? Sensibilité artistique, talent d'exposition n'étaient pas moins indispensables. Pour ordonner une matière abondante et diverse, M. Delumeau a conçu un plan qui avait le mérite de l'ingéniosité : il eut l'idée de calquer son développement sur la démarche d'un voyageur qui serait censé aller à Rome pour la première fois. Première partie : notre pèlerin se dirige vers la ville ; en chemin, il croise les courriers, les produits qui en viennent ; prétexte à la description des routes qui rayonnent autour de Rome ; à son arrivée dans la ville, il prend contact avec les colonies étrangères. Seconde partie : les travaux publics, l'aristocratie, la campagne. La troisième est surtout consacrée à l'évocation des perspectives d'avenir. Ce plan ingénieux et séduisant ne trouva pas grâce devant le jury : procédé de romancier, tranche M. Braudel ; composition qui tient trop du reportage. Certaines dispositions sont singulières et ne se justifient guère : pourquoi terminer sur la banque ? Il manque, estime M. Zeller, une introduction qui aurait décrit Rome et présenté la ville au milieu du xvr^e siècle. M. Delumeau n'a guère plus de chance avec ses titres qu'avec son plan : à commencer par le titre même de sa thèse : n'eût-il pas mieux valu dire : la seconde moitié ? observe M. Zeller. Ceux de certains chapitres se voient aussi contestés. C'est généralement un bon signe de la qualité de la thèse que la critique s'attache ainsi à des détails de présentation : c'est que le fond est solide et ne donne guère prise à la contradiction.

Effectivement, M. Delumeau a fait œuvre définitive. Il a su poser les questions importantes, celles auxquelles se reconnaît l'intelligence historique. Il a consacré tout un chapitre à l'histoire des prix ; c'est un de ceux dont il avoue qu'il lui a coûté le plus de peine et qu'il juge le plus décevant, en dépit de ce travail : l'absence de séries continues, la multiplicité des qualités pour un même produit (plus de soixante rien que pour les vins) rendaient calculs et comparaisons singulièrement malaisés. Mêmes difficultés pour les salaires. Les problèmes monétaires constituent un des points sur lesquels le travail de Jean Delumeau apporte le plus de nouveauté : son étude du budget pontifical a montré l'origine des ressources, le mécanisme de leur affectation, les postes de leur répartition : soutien des princes catholiques, politique de grands travaux, constructions, dépenses de pur prestige, constitution sous Sixte-Quint d'un trésor. L'État pontifical n'ayant pratiquement pas d'activité industrielle, l'énormité de ses dépenses fut une cause d'appauvrissement. Le goût du luxe fut pareillement pour les individus une cause permanente de dépenses : la thèse de Jean Delumeau apporte des observations pénétrantes sur les conséquences sociales de ces phénomènes économiques, notamment sur l'endettement chronique de l'aristocratie romaine et sur le renouvellement de ses éléments constitutifs.

Si riche que soit la matière et neuve l'interprétation, plusieurs membres du jury auraient souhaité que l'explication liât peut-être plus encore les éléments de la description. M. Labrousse ne trouve pas à son gré assez de liaisons entre les causes et les conséquences. M. Braudel formule un vœu analogue en souhaitant voir M. Delumeau mettre l'accent de façon plus explicite sur les structures, où il eût généralement trouvé la clé de certains problèmes : il le chicane sur la rareté avec laquelle il use des vocables structures et conjoncture dont l'emploi correspond cependant à

l'existence de réalités distinctes et incontestables. A quoi Jean Delumeau rétorque que, à défaut d'utiliser les mots, il a le sentiment d'avoir appliqué les notions. Son travail eût encore gagné en intérêt s'il avait pratiqué plus systématiquement qu'il ne l'a fait la comparaison entre Rome et d'autres villes d'importance équivalente à la même époque, en Italie, et même au delà des monts, Paris par exemple : ce rapprochement aurait permis d'apprécier relativement l'ampleur de l'accroissement démographique ou de la hausse des prix. M. Delumeau n'a peut-être pas assez regardé autour de sa ville. Enfin, il conviendrait de poser en termes plus nets des problèmes qu'il n'a pu qu'effleurer, et de faire en conclusion le point exact de ceux qui restent en suspens : pourquoi, par exemple, la ville des papes ne s'industrialisa-t-elle pas à l'instar de certaines cités italiennes? Jean Delumeau invoque le climat, l'absence de crédits ou la répugnance à les investir, et l'accaparement par la construction des capitaux disponibles. Pourquoi aussi tant de faillites?

L'aspect qui retiendra vraisemblablement le plus l'attention du public cultivé au jour de la parution, qu'on souhaite prochaine¹, du travail de M. Delumeau est le développement sur les activités artistiques et religieuses de Rome. En effet, M. Delumeau n'a pas cru devoir se renfermer étroitement dans les limites que lui traçait le titre de sa thèse : il n'a pas davantage posé arbitrairement un surtout esthétique sur le soubassement de son étude économique et sociale. Il a tiré de sa connaissance incomparable de la société et de l'économie romaines tout ce qui pouvait éclairer la compréhension de l'art qui triomphe à Rome avec la Contre-Réforme, et bien souvent ses aperçus en renouvellent l'intelligence. Il montre, par exemple, ce que cet art doit à l'esthétique d'une société aristocratique et d'une ville sans activité productive. L'art de la Contre-Réforme eût sans doute été d'une inspiration fort différente s'il avait seulement pris naissance dans une cité industrielle. Ce fait contingent est de grande conséquence s'il est vrai qu'il a contribué à dissocier le catholicisme d'une civilisation qui se fondait sur le travail et la production des richesses. Les papes se proposaient, par l'embellissement de leur ville, d'en accroître le rayonnement universel : et Rome leur a peut-être caché le monde et ses problèmes. On mesure à l'ampleur de ces perspectives la richesse et l'intérêt général d'une thèse dont le jury s'est plu à redire unanime la solidité, l'élégance et l'intelligence historique.

René RÉMOND.

François CROUZET, *L'économie britannique et le blocus continental : 1806-1813* (thèse principale). — *Recherches sur les Ordres en conseil britanniques de 1807* (thèse complémentaire) : le 10 mars 1956.

Il n'est pas rare que sur tel ou tel chapitre de notre histoire nationale ce soient des historiens étrangers qui aient écrit les meilleures études, ces ouvrages que leurs contemporains saluent comme définitifs. La réciproque n'est pas moins vraie : nombre d'historiens français ont consacré leur existence à l'étude de l'histoire de peuples étrangers et font ou ont fait autorité en la matière. Il y a, en particulier, depuis longtemps, dans notre école historique une solide tradition d'intérêt pour l'Angleterre, illustrée dans le passé par de grands noms, les Élie Halévy, les Paul Mantoux. Cette tradition n'est point morte : François Crouzet vient à son tour

1. Le tome I vient d'être publié aux Éditions de Boccard.

d'inscrire son nom à la suite de ces noms fameux en présentant une grande thèse sur l'économie de la Grande-Bretagne au temps du blocus continental. Hâtons-nous de préciser que ce serait restreindre singulièrement la portée de son travail que de l'enfermer dans le cadre d'une histoire nationale, quand même cette histoire serait celle de l'Angleterre, c'est-à-dire d'un pays qui participe étroitement à l'histoire universelle : c'est toute l'histoire de l'Europe au temps du Grand Empire qui s'en trouve éclairée comme par réflexion. En outre, l'étude approfondie des répercussions du blocus sur les structures de l'économie anglaise comporte des enseignements dont l'intérêt et la portée débordent très largement le cas particulier des îles Britanniques.

Avant d'être en mesure de dégager et de proposer ces enseignements, F. Crouzet a consacré des années d'une recherche exigeante et scrupuleuse à une investigation d'une ampleur considérable et qui opposait des difficultés spécifiques qu'on imagine assez bien, encore que son exposé de soutenance ne les ait évoquées qu'avec discrétion. La documentation pour un sujet de cette sorte se présente en Angleterre d'une façon assez différente de ce que serait la documentation correspondante pour un sujet analogue en France. Moins de sources administratives, l'Angleterre n'ayant pas une administration aussi centralisée : le *Board of Trade* est le seul organisme qui ait compétence en matière économique, surtout commerciale, et encore ne joue-t-il ordinairement qu'un rôle consultatif ; les archives du *Foreign Office* ne livrent guère d'indications que sur le commerce extérieur. En contre-partie d'avantage de sources imprimées, de documents parlementaires, notamment les travaux et conclusions des commissions d'enquête. Pour les archives privées, de banques ou d'entreprises industrielles et commerciales, la situation ne semble pas très différente de celle que connaissent trop bien les chercheurs français qui s'aventurent dans ce domaine ; les difficultés sont analogues : démarches vaines et fastidieuses, correspondances laissées sans réponses, prospections décevantes. En dépit de ces multiples obstacles, François Crouzet a rassemblé une riche documentation d'archives d'entreprises, qui constitue vraisemblablement l'élément le plus original de son information.

Quelques désaccords se firent jour au cours de la discussion entre lui et ses juges à propos de la délimitation du sujet. F. Crouzet avait eu cependant la prudence, dans son exposé de soutenance substantiel et vigoureux, de s'expliquer clairement sur les options qu'il avait cru devoir prendre. La délimitation dans le temps ne posait pas de question, l'étude s'encadrant tout naturellement entre le décret de Berlin, acte de naissance du blocus, et les désastres de 1813, qui en consacrent la ruine. La délimitation analytique était moins évidente : délibérément, François Crouzet rejeta au second plan l'examen des structures de l'économie britannique et concentra l'essentiel de son attention sur l'évolution de la conjoncture : l'analyse des fluctuations fait la meilleure part de son travail ; il n'a pas pour autant cherché à faire l'histoire des prix. D'autre part, il s'est attaché par priorité aux secteurs atteints de plein fouet par les contre-coups du blocus, commerce et industries exportatrices. Ces précautions verbales ne mirent pas entièrement F. Crouzet à l'abri des observations du jury, à cause des quelques discordances entre le contenu de la thèse et son titre. Rien n'est plus fréquent que cette sorte de désaccords, le développement naturel de l'enquête et le progrès de leur réflexion entraînant souvent les auteurs de thèses assez loin de leur propos initial : le titre ancien demeure le seul témoin de l'état primitif. Le titre de F. Crouzet annonçait plus que ne contient

l'étude : ainsi l'agriculture en est absente. Est-ce défendable, se demande M. Reinhard, dans l'économie anglaise où l'interdépendance entre agriculture et industrie est peut-être plus étroite qu'ailleurs ? La marine marchande, les constructions navales sont aussi délaissées, observe M. Renouvin : aucune indication sur le tonnage global de navires disponible. Les phénomènes démographiques, qui touchent pourtant d'assez près à l'économie, ne serait-ce que pour la main-d'œuvre ou les subsistances, sont laissés en dehors du champ de recherches. F. Crouzet a aussi, de parti pris, écarté l'étude des phénomènes d'opinion, les répercussions sur l'opinion publique anglaise du blocus : le peu qu'il en dit aiguise la curiosité sans la satisfaire. Déjà pour la thèse complémentaire M. Labrousse avait déploré de n'y rien trouver sur le retentissement des mesures prises, sur l'action auprès du Parlement des groupes d'intérêts. M. Renouvin suggère une autre direction où la recherche pourrait être poussée plus avant : le comportement des services gouvernementaux à l'égard des exportateurs. Les habitués de ces solennités universitaires savent par expérience que les exigences des jurys croissent à proportion de la qualité et de l'intérêt des thèses ; ils savent aussi que, si les critiques s'attardent sur des questions de forme ou de présentation, c'est que le fond décourage la critique.

Précisément, la solidité du travail est à toute épreuve : il apporte du neuf en abondance. L'exposé de soutenance ramassa quelques-unes des conclusions les plus neuves et les plus importantes. On peut distinguer dans l'évolution de l'économie britannique trois points tournants qui délimitent autant de périodes successives : de l'automne de l'année 1806 à juillet 1808, elle passe lentement de la prospérité à une dépression progressivement généralisée ; à partir de l'été 1808, elle surmonte les difficultés et les industries exportatrices enregistrent même un *boom* ; nouvelle crise en 1810. Ce trop bref raccourci chronologique suffit pour donner à penser que les mesures prises en application de la politique du blocus par le gouvernement impérial n'ont pas été entièrement inefficaces. Tel est bien, semble-t-il, le sentiment de François Crouzet au terme de sa recherche : le blocus a entraîné des conséquences fâcheuses pour l'économie britannique : ralentissement des exportations, diminution du taux de rentabilité, réduction des investissements. Il aurait surtout pu en entraîner de plus fâcheuses encore : si le blocus a, en définitive, abouti à un échec, c'est en partie qu'il n'a pas été appliqué strictement pendant un délai suffisamment prolongé ; les moments où il le fut coïncident assez exactement avec les phases de dépression de l'économie anglaise, de juillet 1806 à juillet 1808 et de 1810 à 1812. Le reste du temps, ce fut l'âge d'or de la contrebande. Les chances que le blocus comportait d'acculer la Grande-Bretagne à un effondrement économique ont été ruinées par des initiatives de Napoléon lui-même, l'intervention dans la péninsule ibérique, la campagne de Russie et aussi sa politique malencontreuse à l'égard des États-Unis. L'Angleterre avait, en effet, un besoin impérieux pour desserrer l'étreinte du blocus de disposer d'un libre accès aux marchés du Nouveau Monde, en particulier ceux de l'Amérique espagnole. Ce fut sa chance que les États-Unis n'entrèrent en guerre contre elle qu'à un moment où le sort du Grand Empire était déjà scellé.

Quelle part revient, en définitive, dans l'échec du blocus à la capacité de résistance de l'économie anglaise ? François Crouzet suggère une réponse nuancée. Assurément, le dynamisme du capitalisme d'outre-Manche, la productivité déjà élevée de ses industries, un mécanisme bancaire très perfectionné pour l'époque, la domi-

nation de la marine britannique sur les mers, furent autant de facteurs décisifs dans le triomphe de l'économie britannique. Mais l'auditeur, après avoir entendu les membres du jury évoquer tour à tour le « défaitisme » d'une partie des responsables, la lassitude des milieux industriels et financiers, le scepticisme de l'opposition whig, se défendait mal de l'impression que la chance avait joué dans l'affaire un rôle qui n'était pas négligeable. Conclusion à laquelle F. Crouzet ne contredirait sans doute pas et que M. Renouvin exprimait sous une forme volontairement ramassée : les Anglais ont eu beaucoup de chance, ils l'ont emporté parce qu'ils étaient mal informés et que leurs dirigeants sont restés totalement indifférents aux souffrances de leurs compatriotes. Il reste que la Grande-Bretagne a surmonté avec succès l'épreuve du blocus et triomphé de son adversaire. Sorti victorieux de cette dure épreuve, le capitalisme britannique allait dominer le monde pendant tout un siècle.

Telles sont quelques-unes des conclusions d'un travail assurément promis à un retentissement durable, qui honore l'école historique française et destine son auteur à être dans sa génération le continuateur de nos meilleures spécialistes de l'histoire anglaise. Et nous n'avons à peu près rien dit — c'est aussi ce qu'un compte rendu de soutenance restitue le plus malaisément — des qualités de composition, de l'aisance avec laquelle François Crouzet passe du droit maritime au régime douanier, de l'habileté de la construction : malgré les dimensions insolites de l'ouvrage, 430 pages pour la petite thèse, quelque 2.300 pour la grande, l'intérêt ne faiblit point, l'auteur ne succombe jamais à la masse des matériaux : il garde le contrôle de l'ensemble. En vérité, un grand livre qui révèle un historien de marque.

René RÉMOND.

Allemagne. — Le compte rendu de la XXIII^e Assemblée des historiens allemands, tenue à Ulm du 13 au 16 septembre 1956, vient d'être publié (*Bericht über die 23. Versammlung deutscher Historiker in Ulm*, Stuttgart, Ernst Klett Verlag, 1957, in-8°, 116 p.), en fascicule annexe à la revue *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*. Les vingt-six communications qui ont été présentées s'étendent de l'antiquité grecque et romaine à l'époque contemporaine, et de l'histoire de l'Église à l'histoire économique et sociale ou à l'histoire constitutionnelle. Elles ne font l'objet, dans ce fascicule, que de brefs résumés ; mais les discussions auxquelles elles ont donné lieu sont analysées. Les quatre « rapports » les plus importants, ceux de H. Schaefer, H. Grundmann, K. von Raumer et H. Freyer, qui étudient la notion de liberté individuelle dans la Grèce antique, dans la société médiévale, dans l'État absolutiste du XVII^e-XVIII^e siècle et dans le monde industriel du XIX^e siècle ; ils seront publiés dans l'*Historische Zeitschrift*.

France. — *Nécrologie.* — Le 6 décembre 1956 est décédé à Chambésy, près de Genève, M. Albert APTALION, président d'honneur de l'Association internationale des Sciences économiques, dont les travaux, particulièrement ceux qu'il avait consacrés à l'origine des crises, sont connus et appréciés par tous nos confrères historiens.

— On annonce la mort, à Épernay, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de M. Arnold VAN GENNEP, qui a marqué fortement sa trace dans les sciences humaines, particulièrement le folklore. animateur de nombreuses revues, il était attelé à la rédaction d'un *Manuel du folklore français contemporain*, dont neuf volumes sont déjà parus. Y aura-t-il un ethnographe pour prendre cette lourde succession ?

— M. Ernest d'HAUTERIVE est mort, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, au mois de mars 1957. On a encore souvenir des travaux de cet historien du Premier Empire, et particulièrement de la police impériale, qui offraient de grands mérites. Lui-même était un ancien officier de cavalerie, qui avait quitté l'armée pour l'érudition. Il avait épousé la fille d'Alexandre Dumas fils. Depuis longtemps déjà, rien n'était plus sorti de sa plume.

— *École des chartes*. Les positions des thèses des élèves de la promotion de 1957 viennent de paraître. Elles sont au nombre de dix-huit, dont seulement huit jeunes filles, et se répartissent assez régulièrement entre les domaines couverts habituellement par l'enseignement de l'École : M^{lle} ANDEREGG, *Les traductions françaises du « Liber de moribus hominum et officiis nobilium sive super ludum senecorum » de Jacques de Cessoles*; — L. BATH, *Les hospices d'Angers sous la Révolution et le début de l'Empire (1789-1806)*; — M^{lle} BAYLE, *Jean de Eecoute, sa vie et son œuvre. Un théologien parisien, chanoine de Saint-Pierre de Lille (v. 1425-1472)*; — J.-F. BERGIER, *Recherches sur les foires et le commerce international à Genève, principalement de 1480 à 1540*; — I. CLOULAS, *Les aliénations du temporel ecclésiastique ordonnées par les rois Charles IX et Henri III (de 1562 à 1588)*; — M^{lle} COLIN, *Les finances de la ville de Metz au XV^e siècle*; — M^{lle} DUBOURG, *Le monnayage des ducs de Bourgogne (1363-1477)*; — R. FAVREAU, *L'administration royale dans la sénéchaussée de Poitou au XV^e siècle*; — J.-C. GARRETTA, *Le quartier Saint-André-des-Arts des origines à 1600*; — M^{lle} GUERNE, *Le « traité des faiz et haultes prouesses de Cyrus » par Vasque de Lucène, d'après Xénophon*; — M^{lle} LECOANET, *Les actes des évêques d'Amiens jusqu'au début du XIII^e siècle*; — H.-G. LE SAULNIER DE SAINT-JOUAN, *Pons le Provençal maître en « dictamen » (XIII^e siècle)*; — M^{lle} MESTAYER, *Recherches sur les noms de lieux du canton de Saint-Amant-de-Boixe (Charente)*; — J. NICOT, *Le régime révolutionnaire à Châteauroux (1790-1795)*; — J. PAYEN, *Arnaud de Villeneuve et la version provençale du « Rosarius philosophorum »*; — H. PONS, *Les tanneries en France de 1730 à 1789*; — M^{lle} POUSSIN, *L'administration de Saint-Domingue sous le gouvernement du comte d'Estaing (27 décembre 1763-8 juillet 1766)*; — Y. RENAUDIN, *Les domaines des ducs de Bretagne, leur administration du XIII^e au XV^e siècle*.

— M^{me} Lise DUBIEF a établi avec le plus grand soin les *Tables analytiques des publications de la Société d'histoire de la révolution de 1848* (La Roche-sur-Yon, Impr. centrale de l'Ouest, 1957, in-8°). C'est un excellent instrument de travail qui est mis à la disposition des historiens.

— Du 6 au 10 mai 1957 se sont tenues au Centre international de Synthèse des journées Fontenelle, où l'homme, son temps, son rôle comme homme de lettres, de science, de « vérité », ont été examinés par M^{lle} Suzanne DELORME, secrétaire générale du Centre, MM. A. ADAM, de la Sorbonne, M. A. GOUDERC, de l'Observatoire, et Jean ROSTAND. Très suivies par un public de choix, ces journées ont mis à jour certaines curieuses thèses, l'une touchant l'action scientifique consciente du roi Louis XIV, l'autre concernant les fluctuations des thèses cartésiennes au moment où apparaissent les idées newtoniennes et leibniziennes.

— Le 3 février 1957 ont été inaugurés les travaux du Colloque sur les structures sociales institué dans la dépendance de la Commission de l'histoire des mouvements sociaux conformément aux décisions qui ont été prises à Rome en septembre

1955. M. Bourgin, président de la dite Commission, a donné la parole à M. Georges Lefebvre, président du groupe des structures, qui a communiqué à un auditoire attentif ses vues sur la méthode à utiliser pour le dénombrement des éléments sociaux de la ville d'Orléans et les résultats susceptibles d'être atteints par cette méthode. M. Labrousse a pris ensuite la parole, suivi d'un nombre appréciable de communications.

— M. Ch. BRAIBANT, directeur général des Archives de France, a donné, le 4 janvier 1957, une leçon d'ouverture au cours d'un stage d'archives professé aux Archives nationales (archivistes paléographes, archivistes municipaux, stage international). Une brochure donne le texte de cette leçon (*Le « grenier de l'histoire » et l'arsenal de l'administration*. Paris, Impr. nationale, in-8°, 31 p.).

— Par l'initiative de M. MAROT, le nouveau directeur de l'École des chartes, un aspect de l'enseignement de celle-ci, depuis longtemps demandé par quelques personnalités de l'enseignement supérieur et exigé par les nécessités du service des Archives, s'est récemment opéré. M. Michel François, qui professe le cours d'histoire des institutions, et dont le *terminus ad quem* limitait l'enseignement à l'an VIII, a été chargé de professer en troisième année un cours sur les institutions françaises de l'an VIII à 1875, date de l'installation de la III^e République. Ce cours, qui sera fait par l'érudit professeur, ne peut être que bien accueilli par la majorité d'étudiants qui auront à classer, dans les archives départementales, d'importants lots de papiers modernes, devant lesquels, jusque-là, ils se trouvaient fâcheusement arrêtés par une incompétence regrettable.

— M. Gabriel ESQUER a publié, sous le titre *Histoire et souvenirs*, une page des mémoires où est brossée la carrière de la Société historique algérienne, dont il était le vice-président d'honneur. Fondée en 1856, cette Société n'a pas manqué de servir la cause de la France en même temps que celle de l'Algérie en groupant toutes les intelligences susceptibles de servir l'une et l'autre cause dans une synthèse honorable (extrait de la *Revue africaine*, t. C, p. 193-226).

— Les dirigeants et collaborateurs de l'Assemblée permanente des présidents de Chambres d'agriculture ont présenté récemment à la Maison d'agriculture l'exposition « Deux cents ans de révolution agricole ». Des documents historiques prêtés en partie par les Archives nationales, des photographies, des graphiques, des cartes, des maquettes de matériel moderne au voisinage d'instruments ruraux anciens, matérialisent les transformations profondes qui bouleversent à l'heure présente la paysannerie française.

— Le catalogue consacré à *Henri Heine* par la Bibliothèque nationale (Paris, 1957, in-18, 75 p.) est digne de tous les éloges. Il a été élaboré, nous explique M. Julien Cain, par M. Joseph Dresch, recteur honoraire de l'Université de Strasbourg, et auteur d'un excellent livre récent sur *Heine en France*, et M. Albert Pfrimmer, professeur chargé de cours à la Sorbonne. Grâce à eux sont venus de nombreuses cités allemandes, Dusseldorf en tête, des documents et des souvenirs de toute sorte, qui ont été heureusement agencés par M. Lang, et qu'enserme une belle documentation iconographique. M. E. Vermeil a introduit quelques lignes finement subtiles sur le mélange de sentimentalité et d'ironie qui caractérise le caractère et l'œuvre de Heine, grand Européen des temps nouveaux, dont la vie et celle de sa famille font l'objet d'une chronologie commode. On a distribué le contenu du cata-

logue en parties séduisantes : Heine en Allemagne, avec les premières œuvres imprimées, le voyage en Harz, le baptême (du 25 juin 1825), les *Reisebilder*, le *Buch der Lieder* ; Heine dans sa première période de séjour en France (1831-1848), le livre *De l'Allemagne*, le poème *Atta Troll*, le soulèvement des tisserands silésiens ; puis la période de maladie, 1848-1856, le *Romancero*, le *Lazare*, contemporains des plus grandes souffrances, les *Geständnisse*, la composition du livre sur Lutèce, les relations littéraires et mondaines, particulièrement la correspondance avec Édouard de La Grange et avec les éditeurs Buloz et Renduel, enfin la dernière année d'une vie si pleinement émouvante, le masque mortuaire du 20 février 1856, la tombe du cimetière Montmartre. Tout est là, la poésie et la tristesse infinie d'une vie que la mort seule a affranchie.

— L'exposition ouverte le 31 mai 1957 par la Bibliothèque nationale pour commémorer la mort d'Alfred de Musset a bénéficié, elle aussi, d'un remarquable catalogue (*Alfred de Musset, 1810-1857*, in-18, Paris, 1957, x-21 p., VIII pl.). Une introduction en a été burinée par M. J. Cain, administrateur général, qui a dû dire l'essentiel sur la vie sentimentale du poète, et j'aime en particulier son dessin du haut de la figure de George Sand, dont les yeux expriment une passion dont on sait les ravages réciproques. M. J. Cain limite avec habileté les dégâts causés à la réputation et à la mémoire du poète par l'accusation de n'avoir été qu'un féminin sans doctrine. A cette solide introduction succède une chronologie de la famille et de la jeunesse, et nous retrouvons celle-ci dans la première partie, où lui sont consacrées quelques pages sur son ancêtre Cassandre qu'aima Ronsard ; aux rencontres et amitiés (1828-1851) est vouée la seconde partie qui met en cause le dandy parisien, et c'est l'entrée en scène de George Sand, pour laquelle les documents et les œuvres d'art plastiques abondent, mais il y associe M^{me} Joubert, vouée à une amitié amoureuse et aimée d'Alton, pour qui il sentit davantage la passion, et Rachel. C'est tout de même au poète qu'on donne le plus, ainsi qu'à l'auteur dramatique, toujours abondamment lu et applaudi, et ce riche et émouvant catalogue se termine par ce qu'on possède du prosateur et du dessinateur ; n'oublions pas qu'il a été l'ami de Boulanger, de Devéria, de Delacroix. Élu à l'Académie française en 1852, Alfred ne cessera plus, les cinq années qui lui restent à vivre, de soigner les rééditions de ses œuvres, et la liste est longue des créations et reprises qui marquent son éternelle jeunesse.

— L'exposition qui s'est tenue aux Archives nationales sur *Huit siècles de l'histoire de France*, en février et mars 1957, a fait l'objet d'un catalogue précis et fort intéressant dû principalement à M. R.-H. BAUTIER (Paris, Impr. nationale, 1957, in-8°, illustr.).

— C'est aussi aux Archives nationales qu'a été organisée, à partir du 29 mai, une exposition commémorative du 150^e anniversaire de la Cour des Comptes ; documents et œuvres d'art variés qui étaient été réunis sont relatifs aux Cours et Chambres des Comptes de France, Autriche, Belgique, Italie et Pays-Bas.

— Sous le titre *Effigies et portraits, vingt-cinq siècles d'art monétaire*, a paru le catalogue d'une exposition où le personnel du Cabinet des Médailles et son chef, M. Jean Babelon, ont donné un magnifique effort que reconnaît pleinement l'administrateur général de la Bibliothèque nationale. M. J. Cain, comme l'a fait M. Yves Malécot, l'actuel directeur de l'Hôtel des Monnaies, complimente

tous les collaborateurs de ce catalogue qui comporte la description des œuvres dues aux médailleurs contemporains (Paris, Exposition internationale des médailleurs contemporains, in-8°, 90 et 83 p., planche XXXIV et XLI planches). Je ne puis insister ici que sur la belle étude initiale de M. Babelon sur *Le visage interprété par les graveurs monétaires*, qui a une valeur philosophique, complétée, il va de soi, par l'art monétaire dans l'antiquité depuis les origines à la fin du VIII^e siècle, jusqu'à l'époque constantinienne. M^{lles} Maisejouet, Fabre et Jacquot, MM. A. Guillon, Lafaurre, J. Yvon, ont collaboré ainsi aux autres parties chronologiques, aux recherches et aux résultats obtenus sur la conception de la figure humaine chez les Celtes ainsi qu'à l'interprétation réaliste de thèmes grecs qui avaient pénétré par Massalia et à leur stylisation avant la conquête romaine de la Gaule.

— Une exposition rétrospective des miniatures iraniennes, du XIV^e au XIX^e siècle, s'est ouverte au musée Guimet, groupant des œuvres prêtées par la Bibliothèque impériale et le Musée archéologique de Téhéran, le Louvre, la Bibliothèque nationale et divers collectionneurs français. Magnifique assemblage d'œuvres d'un art exquis.

— Les historiens français qui s'intéressent à l'histoire d'Italie depuis 1748 ont décidé de former un organe de liaison, le *Groupe d'Études d'Histoire du Risorgimento*, avec l'appui de la Société d'Histoire moderne et de la Société des Études italiennes. M. Georges Bourgin, directeur honoraire des Archives de France, en a accepté la présidence d'honneur. Ce Groupe a déjà reçu des historiens italiens, qui préparent les éditions nationales des Correspondances de Cavour et de Garibaldi, une demande d'aide ; ils souhaitent que leur soient communiquées toutes informations portant sur des textes inédits ou imprimés dans des publications de diffusion restreinte. M. Boyer (13, rue Parrot, Paris, XII^e) groupera volontiers les indications fournies.

— Le 10 janvier 1957 a été inaugurée à la Bibliothèque nationale une exposition fort intéressante sur *Gustave Geffroy, témoin de son temps* (Paris, 1957, in-8°, 41 p., 8 planches). Nous revendiquons Geffroy à divers titres, car il a été critique d'art, romancier, historien social, dont *l'Enfermé*, paru en 1896, raconte la vie de ce « prince ténébreux de la démocratie » qu'a été Auguste Blanqui. M. Julien CAIX, administrateur général de la Bibliothèque nationale, et M. Jean VALLERY-RADOT, conservateur en chef du Cabinet des Estampes, ont écrit des préfaces excellentes pour le catalogue des œuvres exposées.

— On trouve au *Catalogue d'autographes* n° 696 de la maison Charavay, février 1957, un groupe de seize lettres de Lamennais à Berryer et à M. Carié, datant de 1826-1847. Très intéressantes par leur objet, qui est de définir les problèmes politiques et religieux sous la Restauration. Dans un important discours en préparation de Mirabeau, de la fin de 1790 ou du début de 1791, est examiné le problème de la traite, qu'il faut abolir dans les colonies françaises, particulièrement à Saint-Domingue (n° 26248). Un manuscrit de M^{me} Roland pour son mari, à qui elle servait de secrétaire, expose [en 1787 des conversations agronomiques sur la France et des vues morales inspirées de J.-J. Rousseau (Charavay, *ibid.*, n° 26280).

— La seconde partie de la bibliothèque du docteur Lucien Graux a été mise en vente le 26 janvier 1957 par les soins de M^o M. Rheims, assisté de M^{me} Vidal-Mégret,

expert. Un magnifique inventaire en a été dressé, orné d'une préface de M. Porcher, conservateur du Cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale, où est retracée la vie du grand collectionneur (Paris, 1957, in-4°, 9 p.). A remarquer, parmi les pièces mises en vente : dossier de 39 lettres de M^{me} du Barry à M. Seymour, ambassadeur d'Angleterre de 1778 à 1780 ; — une belle série d'*Heures de France* et d'Italie ; — *Livre des statuts* de l'ordre du Saint-Esprit, 1^{re} édition ; — rapport de Richelieu annoté par Louis XIII sur une sédition en Angoumois et Poitou contre le fisc ; — commission de Louis XIV donnant à Colbert le droit d'expédier les ordres du roi (1673) ; — 85 lettres de Louis XV au duc de La Vrillière, et 19 rapports du même, reliés en un volume, 1743-1748 ; — manuscrit autographe du discours prononcé le 28 juin 1789 au cours de la séance des États-Généraux ; — 190 lettres de Louvois ou de son assistant à Saint-Pouange, sur le travail du ministre et quelques mouvements militaires du règne ; — méditation pieuse de M^{me} de Maintenon pour les dames de Saint-Cyr ; — mémoire sur l'optique de Marat, de 1768 ; — lettre de la Grande Mademoiselle marquant sa réconciliation avec son cousin Louis XIV, 24 septembre 1656 ; — incunable toulousain donnant le texte de la Pragmatic sanction de Bourges en 1438.

— Les 5 et 6 février 1957 ont été dispersées par les soins du commissaire-priseur Laurin, assisté de l'expert-libraire Blaizot, des lettres de Victor Hugo à Juliette Drouet, éminemment touchantes, pour la période 1833-1834. On a joint à ces documents précieux des autographes de George Sand, de Gérard de Nerval et de stylistes variés du XIX^e siècle.
G. Bn.

— Le *Bulletin d'autographes Charavay*, n° 695 (juin 1956), contient la description détaillée de nombreux documents qui intéressent surtout la période de la Révolution et de l'Empire et fournissent un apport intéressant à l'histoire de la conspiration de Pichegru, des mouvements de l'armée des Alpes, la carrière du général Berthier, la prise d'Alexandrie, l'occupation de la Prusse par les Français en 1806, la campagne d'Allemagne de 1794-1795, la campagne de Belgique de 1794, le débarquement de Charles-Édouard Stuart en Écosse en 1745, la correspondance de Diderot à Grimm (lettre sur le triomphe de la « philosophie expérimentale », 1745), la correspondance d'Élisa Bonaparte, grande-duchesse de Toscane, les préparatifs pour une expédition française dans les îles anglo-normandes en l'an II, la correspondance du cardinal Fesch, les journées de prairial an II, les éléments d'un dossier La Tour d'Auvergne, le premier grenadier de France, les négociations de Bâle et l'échange de la fille de Louis XVI contre cinq conventionnels prisonniers des Autrichiens, les lettres de Louis XVIII au comte de La Châtre de 1807 à 1813 ; le manuscrit autographe de Montesquieu sur son voyage à Vienne, à Gratz et à Venise, les efforts de Joseph Bonaparte pour sauvegarder après 1830 les droits au trône du duc de Reichstadt, la conduite du général Rey à l'armée d'Italie, une lettre de J.-J. Rousseau, le 23 mai 1770, sur sa pièce *Pygmalion*, etc.

— Des vestiges de la collection d'autographes Brouwer, qui fut il y a plusieurs décades l'objet des revendications des Archives nationales, M. Tausky a dressé un catalogue de mise en vente (1956-1957) qui offre beaucoup d'intérêt : notes autographes de Barras pour la préface de ses *Mémoires* ; lettres du général Dubuisson concernant la bataille de Fleurus, la prise de Mons ; des maréchaux Jourdan, Mottier, Oudinot ; de Louis XVIII (1795-1797) sur ses rapports avec le comte de Puysaye ; pièces concernant divers membres de la famille Bonaparte ; lettres de

Talleyrand ; les complices de Babeuf, dont Drouet ; la mission de Hugues Maret à Naples (1796), celles du général Clarke pour sa mission à Vicence (1795) ; la suspension d'armes de Leoben, le 18 fructidor ; lettres des généraux Leclerc, Lapoye, Miollis, Chérin, Lassalle, du maréchal Bernadotte, du cardinal Fesch ; notes de Barras sur le livre de Saint-Edme concernant la carrière de Napoléon ; la paix d'Amiens ; la mission de Salicetti à Gênes (1802) ; le camp de Boulogne ; lettre de Barras à Fouché au sujet de ses difficultés avec la police impériale (1805) ; lettres de Murat à sa belle-mère, Madame Mère (1807) ; la création du royaume de Westphalie (1807) ; lettres diverses et importantes de Napoléon I^{er} ne figurant pas dans la correspondance imprimée ; la vente de Grosbois par Barras au maréchal Berthier ; le blocus continental ; la situation économique de l'Italie en 1811 ; le complot de Marseille de 1813 ; la mort de Duroc (1813) ; la bataille de Leipzig ; la campagne de France ; le télégraphe aux Cent-Jours ; réflexions de Barras, à propos de la brochure de Chateaubriand sur l'Empire et critiquant le régime tyrannique qu'« avait préconisé le Tyran corse ».

— Le *Bulletin d'autographes* n° 697 de la maison Charavay présente des textes importants : lettre d'Alphonse II d'Este, duc de Ferrare, relative au mariage de Charles IX de France avec l'archiduchesse Élisabeth d'Autriche ; — d'Amélie de Prusse, sœur de Frédéric I^{er}, sur la victoire de Fribourg remportée sur l'Autriche en 1762 ; — contrats signés par Anne d'Autriche, la Grande Mademoiselle, et Anne de Montoifi, épouse du comte de Soissons, du mariage de celle-ci en 1640 ; — correspondance de Sébastien de l'Aubespine, évêque de Limoges, conseiller de Catherine II, sur les difficultés intérieures de la France en 1569-1572 ; — correspondance de la famille de Beauharnais, XVIII^e-XIX^e siècles ; — lettre de Bonaparte, 17 ventôse an VIII, sur la guerre contre les chouans ; — lettre de l'abbé Michon sur la vie de Christine de Suède à Rome en 1656 ; — lettre de Catherine de Médicis à l'ambassadeur de France en Toscane, concernant le dernier acte diplomatique de la reine, 11 avril 1588 ; — lettre de Charles-Quint au duc d'Arcos, sur la répression des Comuneros, 11 juillet 1523 ; — lettre signée par Édouard IV et Edmond de Rutland, au nom de leur père Richard d'York, protecteur du royaume d'Angleterre, le 10 décembre 1460 ; — documents divers sur l'expédition d'Égypte, mai 1798-décembre 1799 ; — lettres de Fieschi à son amie Nina Lassave, janvier-février 1836 ; — sommation de Hoche, commandant l'armée de la Moselle, aux habitants de Manheim, 10 pluviôse an II ; — comptes de la maison de Jeanne de France, fondatrice de l'ordre de l'Annonciade, janvier 1499-novembre 1500 ; — lettre de Klopstock sur la captivité de Lafayette à Olmütz, 18 mai 1796 ; — lettres de Lamennais à Berryer, 1825 ; — lettre de Desfourneaux, général d'empire, vainqueur de Toussaint Louverture, sur les causes de sa disgrâce, 1815 ; — lettres de Pache, ministre de la Guerre sous la Convention, sympathisant avec les hébertistes, sur la guerre de Vendée, mai 1792-janvier 1799 ; — création par Richelieu de la Compagnie du Saint-Esprit, 19 juin 1627 ; — correspondance du général Saint-Cyr-Nugues, 1815-1825, intéressant les débuts du P. Enfantin ; — lettre du général Victor au sujet du *Courrier de l'armée d'Italie*, 15 thermidor an V, considéré comme une feuille royaliste.

— Un deuxième lot de la *Collection Alfred Dupont* a été mis en vente les 18 et 19 juin 1957 par le ministère de M^e Jean Ribault-Manetier, assisté des experts Castaing et Cornuau. Les 308 documents mis en vente ont été décrits, souvent pu-

biés et parfois donnés sous leur aspect réel par un très beau catalogue qui offre un très grand intérêt historique : lettres de Marie d'AGOULT à Louis Ulbach (1856-1857) ; — Armand BARBÈS, 29 avril 1861, sur la condition sociale des ouvriers, particulièrement en Angleterre ; — de BARRAS à V. Grand (1804-1809), sur les procédés de Bonaparte à son égard ; — de BÉRANGER à M^{me} Fabreguette sur sa détention à la suite de son recueil de chansons (1821-1829) ; — appel de L. BLANC et G. CLEMENCEAU à la population de Paris frappée par la misère qui a suivi la Commune (octobre 1871) ; — lettre de G. COURBET à Rogeard sur les élections à la Commune (22 avril 1871) ; — dossier de pièces diverses concernant l'affaire de la colonne Vendôme et les poursuites dont Courbet fut l'objet (1871) ; — de DAUMIER poursuivi pour ses caricatures à l'encontre de Louis-Philippe (8 octobre 1832) ; — lettres et documents concernant l'affaire Dreyfus ; — lettres de V. HUGO écrites à Jersey, concernant John Brown et l'exécution de l'empereur Maximilien ; — de LACORDAIRE à l'abbé Bernier, 10 janvier 1831, sur ses poursuites pour un article publié dans l'*Avenir* ; — de LAMENNAIS, 1815-1824 ; — de MARCEAU au général Scherer sur la bataille de l'Ourthe (19 septembre 1794) ; — de MARIE-LOUISE, impératrice, à M^{me} de Montesquiou, 21 septembre 1814, sur l'île d'Elbe et la mort de sa grand-mère Marie-Caroline ; — de P. MÉRIMÉE sur les événements révolutionnaires d'Espagne (5-7 septembre 1830) ; — dossier sur Mirabeau et sa famille (XVIII^e siècle) ; — lettre de Gérard DE Nerval à J. Mallac, agent secret, concernant l'Autriche et l'Allemagne (10 janvier 1841) ; — lettres de PROUDHON, dont une à Gustave Chaudey (1860-1863) ; — de RENAN à Maury, sur l'Italie (23 novembre 1849) ; — de J.-J. ROUSSEAU à la comtesse Berthier, pour expliquer l'abandon de ses enfants (17 janvier 1770) ; — du marquis DE SADE à Gaufredi, sur les débuts de la Révolution française (1790) ; — de SAINTE-BEUVE, 1833-1871, à Brieux ; — de George SAND à Mazzini (15 juin 1828) ; à Flaubert (1866-1875) ; — de TALLEYRAND au comte de Jaucourt, sur le Congrès de Vienne (24 octobre 1814) ; — de THIERS, correspondance inédite avec le comte de Saint-Aulaire, ambassadeur à Vienne (mars 1836) ; — de J. VALLÈS à A. Scholl sur son roman *Jacques Vingtras* (29 octobre 1877) ; — dossier de correspondance de Voltaire.

États-Unis. — Les Universités de Chicago et de Virginie entreprennent la publication d'une nouvelle édition complète des papiers de James Madison. Les éditeurs souhaiteraient recevoir tous renseignements utiles sur les lettres de James Madison ou de sa femme, notamment sur les lettres qui sont aux mains de propriétaires privés ou qui sont conservées dans des collections privées ou publiques et non encore inventoriées. Envoyer ces renseignements à l'adresse suivante : The Papers of James Madison, 1126 East 59th Street, Chicago, Illinois.

Italie. — M. F. SAITTA, professeur à l'Université de Pise, que nous avons tant de fois félicité pour sa direction éclairée du *Movimento operaio* de Milan, a récemment abandonné ses fonctions dans cette publication, qui doit sa vie à la grande firme Feltrinelli. M. Saitta va être chargé, avec M. Mastellone, de préparer la publication de documents diplomatiques concernant les pays de l'Italie centrale sous la monarchie de Juillet.

— L'éditeur Einaudi, de Turin, vient de lancer une nouvelle collection de *Scrittori politici*. Elle est inaugurée par une publication très originale de Vittorio GABRIELI, qui, sous le titre de *Puritanesimo e libertà* (xii-508 p. ; prix : 2.500 l.), a

réuni des libelles et des discussions des groupes les plus radicaux de la révolution anglaise de 1642, les *levellers* et les *diggers*.

U. R. S. S. — M^{me} Anna PANKRATOVA, qui vient de mourir à Moscou après une longue maladie, avait acquis une renommée assez considérable par son enseignement historique à l'Université de Moscou et à l'Académie des Sciences sociales, ainsi que par son rôle politique depuis 1952 ; elle était membre du Comité central du parti communiste, avait dirigé la revue *Problèmes d'histoire* et avait participé à la révision, dans un sens antistalinien, des manuels jusqu'alors utilisés. Elle était la présidente des historiens soviétiques qui sont représentés au sein du Comité international des Sciences historiques, dont le bureau va avoir à prendre d'importantes décisions au sein de sa réunion, très prochaine, à Lausanne. Femme distinguée et énergique, elle avait conquis une place importante dans les milieux soviétiques.

Georges BOURGIN.

Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.

ution

s une
signe-
ciales,
entral
rticipé
e était
ité in-
imper-
distin-
sovié-
n.

NT.

57

AP. N° 78